J. G. Pott.

Die

deutsche Kolonial-Gesetzgebung.

Sammlung

der auf die deutschen Schutzgebiete bezüglichen
Gesetze, Verordnungen, Erlasse und internationalen Vereinbarungen,
mit Anmerkungen, Sachregister,
einem chronologischen und einem sachlichen Inhaltsverzeichnisse
(Theil I bis V umfassend).

Fünfter Theil.

1899 bis 1900.

Auf Grund amtlicher Quellen und zum dienstlichen Gebrauch

herausgegeben

von

Dr. Alfred Zimmermann,
Legationsrath.

ESMS

Berlin 1901.
Ernst Siegfried Mittler und Sohn
Königliche Hofbuchhandlung
Kochstraße 68—71.

Vorwort.

Dem vorliegenden Bande der Kolonial-Gesetzgebung ist zur Erleichterung der Benutzung des Werkes neben dem vervollständigten chronologischen Verzeichnisse eine systematische Uebersicht des Inhalts sämmtlicher fünf Bände vorangestellt worden.

Sachliches Inhalts-Verzeichniß

zur

deutschen Kolonial-Gesetzgebung

(erster bis fünfter Theil).

(* bedeutet, daß die Verordnung aufgehoben oder abgeändert worden ist.)

I. Allgemeine Bestimmungen.

A. Centralverwaltung.

B. Rechtsverhältnisse der Beamten.

C. Rechtsverhältnisse der Militärpersonen.

D. Rechtspflege.

E. Schifffahrt.

F. Die Rechtsverhältnisse der Eingeborenen.

G. Internationale Vereinbarungen.

II. Deutsch-Ostafrika.

A. Schutzgebiet.

B. Rechtspflege.

C. Allgemeine Verwaltung.

F. Schutztruppe.

G. Landgesetzgebung.

H. Münzwesen.

J. Zollwesen.

M. Handel, Verkehr, Strassen.

N. Spirituosen.

O. Eisenbahn, Post.

P. Gewerbe, Bergbau.

Q. Landwirthschaft, Viehzucht.

R. Schifffahrt.

S. Eingeborene.

III. Südwestafrika.

A. Internationale Verträge.

B. Allgemeine Verwaltung.

C. Schutztruppen, Militär.

D. Landgesetzgebung.

E. Gesellschaften.

F. Rechtspflege.

G. Zollwesen.

H. Bergwesen.

J. Landwirthschaft, Viehzucht.

K. Spirituosen.

L. Handel.

M. Verkehrswesen.

G. Spirituosen.

H. Gesellschaften.

J. Zollwesen.

K. Eingeborene.

IVb. Togo.

A. Internationale Verträge.

B. Allgemeine Verwaltung.

C. Bezirke.

D. Rechtspflege.

E. Schifffahrt.

F. Handel.

G. Zölle.

H. Eingeborene.

V. Neu-Guinea.

A. Internationale Verträge.

D. Landgesetzgebung.

E. Rechtspflege.

F. Schifffahrt.

G. Handel, Jagd.

H. Zollwesen.

J. Eingeborene.

VI. Marshall-Inseln.

A. Allgemeine Verwaltung.

C. Schiffahrt, Handel.

D. Steuern.

E. Eingeborene.

VIII. Samoa.

A. Schutzgebiet.

B. Allgemeine Verwaltung.

C. Landgesetzgebung.

D. Rechtspflege.

E. Militär.

Berichtigungen.

Der Runderlaß 99 vom 11. Juli 1899 auf S. 105 gehört nach S. 7.

In Band II, S. 75, Zeile 9 von unten, statt:

Pulver per Pfund ...... 1,— M. — 1 sh

lies: „Pulver per Pfund ...... 0,50 M. — 6 d".

1899.

1. Vertrag vom 8. Juni 1899, betreffend die Erhöhung der Spirituosenzölle im Gebiete des Kongobeckens.

(Reichs-Anzeiger Nr. 160 vom 7. Juli 1900, Kol. Bl. 1900, S. 531, 739.)

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume; Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo; le Président de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, etc.; et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans;

Voulant pourvoir à l'exécution de la clause de l'article XCII de l'Acte général de Bruxelles qui prescrit la révision du régime d'entrée des spiritueux dans certaines régions de l'Afrique;

Ont résolu de réunir à cet effet une Conférence à Bruxelles et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand:

le Sieur Frédéric-Jean Comte d'Alvensleben, Son Chambellan et Conseiller intime actuel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

et

le Sieur Guillaume Göhring, Son Conseiller intime de Légation;

Sa Majesté le Roi des Belges:

le Sieur Auguste Baron Lambermont, Son Ministre d'Etat, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

et

le Sieur Auguste van Maldeghem, Conseiller à la Conr de Cassation de Belgique;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, et en Son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume:

le Sieur W. Ramirez de Villa-Urrutia, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo:
le Sieur Paul de Smet de Naeyer, Son Ministre d'État, Membre de la Chambre des Représentants de Belgique,

et

le Sieur Hubert Droogmans, Secrétaire général du Département des Finances de l'État Indépendent du Congo;

le Président de la République Française:
le Sieur A. Gérard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes:
Sir Francis Plunkett, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

et

le Sieur H. Farnall, du Foreign Office;

Sa Majesté le Roi d'Italie:
le Sieur R. Cantagalli, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:
le Jonkheer Rudolphe de Pestel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves:
le Sieur Antoine-Marie, Comte de Tovar, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:
le Sieur N. de Giers, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège:
le Sieur Auguste-L.-Fersen Comte Gyldenstolpe, Son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans:
Étienne Carathédory Efendi, Haut Dignitaire de Son Empire, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Lesquels, munis de pouvoir en bonne et due forme, ont adopté les dispositions suivantes:

Article I.

A partir de la mise en vigueur de la présente Convention, le droit d'entrée sur les spiritueux, tel qu'il est réglé par l'Acte général de Bruxelles, sera porté, dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI dudit Acte général, au taux de 70 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux, pendant une période de six ans.

Il pourra exceptionellement n'être qne de 60 francs par hectolitre à 50 degrés centésimaux dans la colonie dn Togo et dans celle du Dahomey.

Le droit d'entrée sera augmenté proportionnellement pour chaque degré au-dessus de 50 degrés centésimaux; il pourra être diminué proportionnellement pour chaque degré au-dessous de 50 degrés centésimaux.

A l'expiration de la période de six ans mentionnée ci-dessus, le droit d'entrée sera soumis à révision en prenant pour base les résultats produits par la tarification précédente.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever la taxe au delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Article II.

Ainsi qu'il résulte de l'article XCIII de l'Acte général de Brnxelles, les boissons destillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article XCII dudit Acte général et destinées à être livrées à la consommation, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assnrer la perception dans la limite dn possible, ne sera pas inférienr au minimum du droit d'entrée fixé par l'article Ier de la présente Convention.

Article III.

Il est entendu que les Puissances qui ont signé l'Acte général de Bruxelles ou y ont adhéré et qui ne sont pas représentées dans la Conférence actuelle conservent le droit d'adhérer à la présente Convention.

Article IV.

La présente Convention sera ratifiée dans un délai qni sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne ponrra excéder un an.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté du Roi des Belges, qui en donnera avis à toutes les antres Puissances signataires de la présente Convention. Les ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives du Royaume de Belgique.

Aussitôt que toutes les ratifications anront été produites, on au plus tard un an après la signature de la présente Convention, il sera dressé acte du dépôt dans un Protocole qui sera signé par les Représentants de tontes les Puissances qui auront ratifié.

Une copie certifiée de ce Protocole sera adressée à tontes les Puissances intéressées.

Article V.

La présente Convention entrera en vigueur dans toutes les possessions des Puissances contractantes situées dans la zone déterminée par l'article XC de l'Acte général de Bruxelles, le trentième jour à partir de celui où anra été dressé le Protocole de dépôt prévu à l'article précédent.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le huitième jour du mois de juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

(L. S.) (signé) Alvensleben. (L. S.) (signé) Göhring.
(L. S.) (signé) Bon Lambermont. (L. S.) (signé) A. van Maldeghem.
(L. S.) (signé) W. R. de Villa-Urrutia.
(L. S.) (signé) P. de Smet de Naeyer. (L. S.) (signé) H. Droogmans
(L. S.) (signé) A. Gérard.
(L. S.) (signé) Fr. Plunkett. (L. S.) (signé) H. Farnall.
(L. S.) (signé) Cantagalli. (L. S.) (signé) R. de Pestel.
(L. S.) (signé) Cte de Tovar. (L. S.) (signé) N. de Giers.
(L. S.) (signé) Aug. F. Gyldenstolpe. (L. S.) (signé) Et. Carathéodory.

Uebersetzung der Brüsseler Konvention vom 8. Juni 1899.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preußen, im Namen des Deutschen Reichs; Seine Majestät der König der Belgier; Seine Majestät der König von Spanien und in Seinem Namen Ihre Majestät die Königin-Regentin des Königreichs; Seine Majestät der König-Souverän des Unabhängigen Congostaats; der Präsident der Französischen Republik; Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreichs von Großbritannien und Irland, Kaiserin von Indien; Seine Majestät der König von Italien; Ihre Majestät die Königin der Niederlande; Seine Majestät der König von Portugal und Algarvien, ꝛc.; Seine Majestät der Kaiser aller Reußen; Seine Majestät der König von Schweden und Norwegen, ꝛc.; und Seine Majestät der Kaiser der Ottomanen;

von dem Wunsche geleitet, die Bestimmung des Artikels XCII der Brüsseler Generalakte, durch welche die Revision der Behandlung der Spirituosen bei ihrer Zulassung in bestimmten Gebieten Afrikas vorgeschrieben wird, auszuführen, haben beschlossen, zu diesem Zwecke eine Konferenz in Brüssel zusammentreten zu lassen und zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preußen, im Namen des Deutschen Reichs:

den Herrn Friedrich Johann Grafen von Alvensleben, Kammerherrn, Ihren Wirklichen Geheimen Rath und außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König der Belgier,

und

den Herrn Wilhelm Göhring, Ihren Geheimen Legationsrath;

Seine Majestät der König der Belgier:

den Herrn August Baron Lambermont, Staatsminister, Ihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,

und

den Herrn August van Maldeghem, Rath beim Kassationshof von Belgien;

Seine Majestät der König von Spanien und in Seinem Namen Ihre Majestät die Königin-Regentin des Königreichs:

den Herrn W. Ramirez de Villa Urrutia, Ihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König der Belgier;

Seine Majestät der König-Souverän des Unabhängigen Congostaats:

den Herrn Paul de Smet de Naeyer, Ihren Staatsminister, Mitglied der belgischen Repräsentantenkammer,

und

den Herrn Hubert Droogmans, General-Sekretär der Finanzen des Unabhängigen Congostaats;

der Präsident der Französischen Republik:

den Herrn A. Gérard, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Französischen Republik bei Seiner Majestät dem König der Belgier;

Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreichs von Großbritannien und Irland, Kaiserin von Indien:
Sir Francis Plunkett, Ihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König der Belgier,

und

den Herrn H. Farnall vom Foreign Office:

Seine Majestät der König von Italien:
den Herrn R. Cantagalli, Ihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König der Belgier:

Ihre Majestät die Königin der Niederlande:
den Jonkheer Rudolphe de Pestel, Ihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König der Belgier;

Seine Majestät der König von Portugal und Algarvien:
den Herrn Antoine-Marie, Comte de Tovar, Ihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König der Belgier;

Seine Majestät der Kaiser aller Reußen:
den Herrn N. v. Giers, Ihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König der Belgier;

Seine Majestät der König von Schweden und Norwegen:
den Herrn August-L.-Ferjen, Comte Gyldenstolpe, Ihren bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König der Belgier;

Seine Majestät der Kaiser der Ottomanen:
Etienne Carathéodory Effendi, Großwürdenträger des Reichs, Ihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König der Belgier;

welche, versehen mit Vollmachten in guter und gehöriger Form, die folgenden Bestimmungen angenommen haben:

Artikel 1.

Vom Inkrafttreten gegenwärtiger Konvention an wird der Einfuhrzoll auf Spirituosen, wie derselbe durch die Brüsseler Generalakte geregelt worden ist, im ganzen Gebiete der Zone, wo das im Artikel XCI der Generalakte vorgesehene Verbot nicht in Kraft stehen sollte, auf die Höhe von 70 Fr. für das Hektoliter von 50 Grad Alkoholgehalt gebracht, für einen Zeitraum von 6 Jahren.

Der Einfuhrzoll braucht, als Ausnahme, für die Kolonie von Togo und für diejenige von Dahomey nur 60 Fr. für das Hektoliter von 50 Grad Alkoholgehalt zu betragen.

Der Einfuhrzoll ist für jeden Grad über 50 Grad Alkoholgehalt verhältnißmäßig zu erhöhen; er darf für jeden Grad unter 50 Grad Alkoholgehalt verhältnißmäßig herabgesetzt werden.

Beim Ablauf des vorstehend erwähnten Zeitraums von 6 Jahren wird der Einfuhrzoll auf der Grundlage der durch die bisherigen Tarifbestimmungen gezeitigten Ergebnisse einer Revision unterzogen werden.

Die Mächte behalten das Recht, in denjenigen Gebieten, wo sie dasselbe zur Zeit besitzen, die Zollsätze auch über das im gegenwärtigen Artikel festgesetzte Minimum hinaus aufrecht zu erhalten oder zu erhöhen.

Artikel 2.

Wie aus Artikel XCII der Brüsseler Generalakte sich ergiebt, sind die Spirituosen, welche in den im Artikel XCII bezeichneten Gebieten fabrizirt werden sollten und für den Bedarf im Innern bestimmt sind, mit einer Steuer zu belegen.

Diese Steuer, deren Erhebung die Mächte, soweit möglich, zu sichern sich verpflichten, soll nicht niedriger sein als der im Artikel 1 gegenwärtiger Konvention festgesetzte Minimalsatz des Einfuhrzolls.

Artikel 3.

Es besteht Einverständniß darüber, daß die Mächte, die die Brüsseler Generalakte unterzeichnet haben oder ihr beigetreten sind, auf der gegenwärtigen Konferenz aber nicht vertreten sind, das Recht behalten, der gegenwärtigen Konvention beizutreten.

Artikel 4.

Gegenwärtige Konvention soll binnen kürzester und keinesfalls den Zeitraum eines Jahres überschreitender Frist ratifizirt werden. Jede Macht wird ihre Ratifikation der Regierung Seiner Majestät des Königs der Belgier zugehen lassen, welche allen Signatarmächten der gegenwärtigen Konvention davon Kenntniß geben wird. Die Ratifikationen aller Mächte bleiben in den Archiven des Königreichs Belgien aufbewahrt.

Sobald alle Ratifikationen beigebracht sind, oder spätestens ein Jahr nach der Unterzeichnung der gegenwärtigen Konventionen, wird über den Hinterlegungsakt ein Protokoll errichtet, welches von den Vertretern aller Mächte, welche ratifizirt haben, unterzeichnet wird.

Eine beglaubigte Abschrift dieses Protokolls wird allen betheiligten Mächten übermittelt.

Artikel 5.

Die gegenwärtige Konvention tritt in allen zu der im Artikel XC der Brüsseler Generalakte festgesetzten Zonen gehörigen Besitzungen der Vertragsmächte in Kraft am 30. Tage nach demjenigen Tage, an welchem das im vorigen Artikel erwähnte Hinterlegungsprotokoll aufgenommen worden ist.

Zur Beglaubigung dessen haben die betreffenden Bevollmächtigten gegenwärtige Konvention unterzeichnet und ihre Siegel beigesetzt.

Geschehen zu Brüssel, den 8. Juni 1899.

(L. S.) gez. Alvensleben. (L. S.) gez. Göhring.
(L. S.) gez. Brn. Lambermont. (L. S.) gez. A. van Maldeghem.
(L. S.) gez. W. R. de Villa Urrutia.
(L. S.) gez. P. de Smet de Naeyer. (L. S.) gez. H. Droogmans.
(L. S.) gez. A. Gérard.
(L. S.) gez. Fr. Plunkett. (L. S.) gez. H. Farnall.
(L. S.) gez. Cantagalli. (L. S.) gez. R. de Pestel.
(L. S.) gez. Cte. de Tovar. (L. S.) gez. N. de Giers.
(L. S.) gez. Aug. F. Gyldenstolpe. (L. S.) gez. Et. Carathéodory.

Die vorstehende Konvention ist diesseits am 23. Februar 1900 ratifizirt worden. Nachdem das in der Konvention hinsichtlich der Ratifikations-Urkunden vorgesehene Hinterlegungsprotokoll am 8. Juni 1900 vollzogen worden ist, tritt die Konvention am 8. Juli 1900 in Kraft.

2. Verordnung des Gouverneurs von Neu-Guinea, betr. das Verbot der Verabfolgung von Waffen, Munition, Sprengstoffen und alkoholhaltigen Getränken an Eingeborene in dem Inselgebiet der Karolinen, Palau und Marianen.

Vom 17. Oktober 1899. (Kol. Bl. 1900, S. 496.)

§ 1.

Die Verabfolgung von Schußwaffen, Munition, Sprengstoffen und alkoholhaltigen Getränken an Eingeborene der Karolinen, Palau und Marianen oder an andere, im Inselgebiet sich aufhaltende Farbige ohne besondere Erlaubniß der lokalen Verwaltungsbehörde ist verboten.

§ 2.

Der zur Zeit im Inselgebiet befindliche Vorrath an Schußwaffen und Spirituosen, welche ihrer Natur nach nicht zum Verkauf an Europäer geeignet sind, sind von den Besitzern binnen vier Monaten nach Erlaß dieser Verordnung bei der lokalen Verwaltungsbehörde anzumelden.

§ 3.

Zuwiderhandlungen gegen das im § 1 ausgesprochene Verbot werden mit Gefängniß bis zu drei Monaten oder mit Geldstrafe bis zu tausend Mark bestraft. Auch kann auf Einziehung der bei dem Schuldigen vorgefundenen Vorräthe von Waffen, Munition und Sprengstoffen erkannt werden, insoweit dieselben nach Ermessen des Gerichtes das Maß des persönlichen Bedarfs der Schuldigen übersteigen.

§ 4.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Verkündigung in Kraft.

Ponape, den 17. Oktober 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Bennigsen.

3. Verordnung des Gouverneurs von Ostafrika, betreffend die Errichtung freier Niederlagen in den wichtigeren Häfen Deutsch-Ostafrikas.

Vom 23. November 1899.

§ 1. In Gemäßheit des § 13 der Zollordnung können zur Erleichterung und Beförderung des mittelbaren Durchfuhrhandels zur See in solchen Küstenplätzen, bei denen vom Gouvernement ein Bedürfniß hierzu anerkannt worden ist, örtlich mit dem Hafen in Verbindung stehende Niederlageanstalten (Freilager) errichtet werden. Die Erlaubniß dazu ertheilt das Gouvernement.

§ 2. Unter Freilager sollen solche Niederlageanstalten verstanden werden, die die folgenden Eigenschaften in sich vereinigen, nämlich die:

1. vom Zollinlande durch sichernde Umschließungen so abgesperrt sind, daß sie ein unter Zollaufsicht stehendes Ausland bilden,
2. im Allgemeinen nur ausländische Waaren mit der Bestimmung zur Wiederausfuhr und zur Lagerung auf Kosten und Gefahr des Niederlegers oder Lagerinhabers aufnehmen, ohne den sonstigen Zollvorschriften bezüglich Anmeldung, Prüfung rc. eher unterworfen zu sein als bis sie über die Grenze dieses Freilagers nach dem Zollgebiete gehen,

3. Güter des freien Inlandverkehrs nur nach geschehener Ausfuhrabfertigung aufnehmen und in denen
4. die Umpackung und Theilung der Waaren nach Belieben sowie auch der Verkauf und Tausch nach Belieben gestattet sind,
5. das amtliche Oeffnenlassen der Kisten, Ballen ꝛc. nur ausnahmsweise stattfindet,
6. die Lagerfrist unbeschränkt ist.

§ 3. An Orten, wo keine dem Gouvernement gehörige Gebäude, die als Niederlage benutzt werden können, oder dergleichen Gebäude nicht in dem nöthigen Umfange vorhanden sind, ist es Sache der Kaufmannschaft oder der Gemeinde, die eine solche Anlage oder deren Erweiterung wünschen, den erforderlichen Raum zur Benutzung zu stellen.

§ 4. Zur Aufrechterhaltung der Ordnung in solchen Freilagern dienen, außer den allgemeinen Landesgesetzen, auch besondere den betreffenden Orten angepaßte Niederlagevorschriften, deren Nichtbefolgung nach § 36 der Zollordnung zu ahnden sind, sofern nicht die härteren Strafbestimmungen derselben in Anwendung zu kommen haben.

§ 5. Besondere Niederlagevorschriften werden auf Grund der gemachten Erfahrungen erlassen werden. Bis dahin finden diejenigen Niederlagevorschriften sinngemäße Anwendung, welche in der Verordnung, betreffend die Einrichtung von zollfreien Niederlagen in den Häfen des deutschen Schutzgebietes vom 10. Januar 1892 und in den Ausführungsbestimmungen dazu vom 8. März 1892 niedergelegt sind und soweit sie dieser Verordnung nicht widersprechen. In Zweifelsfällen entscheidet das zuständige Hauptzollamt, gegen dessen Entscheid binnen vier Wochen die Beschwerde bei der Zollinspektion zulässig ist. Die Entscheidung der letzteren ist endgültig.

Dar-es-Salâm, den 23. November 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

4. Hafenordnung für die Häfen von Ponape (Langer), Kiti, Lod und Metalonim.

Vom 23. November 1899.

§ 1. Alle Schiffe, welche nicht in den Schutzgebieten von Deutsch-Neu-Guinea, einschließlich des Inselgebietes der Karolinen, Palau und Marianen, und der Marschallinseln stationirt und ausschließlich im Inselverkehr daselbst thätig sind, haben beim Einkommen in einem der Hafenplätze von Ponape (Langer), Kiti, Lod und Metalonim und beim Verlassen derselben einen der von dem Kaiserlichen Bezirksamt in Ponape angestellten Lootsen an Bord zu nehmen.

§ 2. Die Lootsengebühr beträgt 6 Mark für den Meter, 2 Mark für den Fuß Tiefgang und ist sowohl für Einlootsen wie für Auslootsen zu entrichten. Für außergewöhnliche Dienstleistungen bleibt den Schiffsführern überlassen, mit dem Lootsen ein besonderes Abkommen zu treffen.

§ 3. Wird die Thätigkeit des Lootsen zum Verholen von einem Platze im Hafen zum anderen in Anspruch genommen, so sind 10 Mark dafür zu entrichten.

§ 4. Der Führer eines jeden Kauffahrteischiffes, welches in einem der im § 1 genannten Hafenplätze einläuft, ist verpflichtet, die Ankunft seines Schiffes und den Abgang desselben dem Kaiserlichen Bezirksamt mündlich oder schriftlich zu melden,

unbeschadet der Vorschrift des § 2 der Verordnung vom 12. Oktober 1899,[1]) betreffend die dem Auslandsverkehr geöffneten Häfen im Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen.

Die Meldung der Ankunft hat innerhalb der beiden nächstfolgenden Tage, die Meldung der Abfahrt vor dem Verlassen des Hafens zu erfolgen.

§ 5. Die §§ 3, 4, 5 und 6 der genannten Verordnung vom 12. Oktober 1899 finden für die in der gegenwärtigen Verordnung vorgeschriebene Meldepflicht entsprechende Anwendung.

§ 6. Die Wahl des Liege-, Lösch- und Ladeplatzes steht dem Schiffsführer frei, sofern nicht aus besonderen Gründen ein solcher angewiesen wird. Zur Anweisung sind die Lootsen berechtigt, im Hafen von Ponape (Langer) der Hafenmeister.

§ 7. Im Hafen von Ponape (Langer) ist jeder Verkehr zwischen einem einkommenden fremden Schiffe und dem Lande bezw. im Hafen bereits ankernden Schiffen verboten, ehe nicht der Hafenmeister an Bord des Schiffes war. Der Schiffsführer ist verpflichtet, den Anordnungen desselben über die Eröffnung des Verkehrs mit dem Lande Folge zu leisten.

§ 8. Der Schiffsführer hat jederzeit die Einsichtnahme der Schiffspapiere zu gestatten und dieselben auf Verlangen bei dem Kaiserlichen Bezirksamt in Ponape für die Zeit seines Aufenthaltes zu hinterlegen.

§ 9. Jeder Schiffsführer ist verpflichtet, nachts die durch Seemannsbrauch vorgeschriebene Zahl Lichter zu unterhalten. Kleinere Schiffe hissen ein helles, weißes Licht am Maste.

§ 10. Es ist verboten, Ballast oder größere treibende Gegenstände im Hafen über Bord zu werfen.

§ 11. Zuwiderhandlungen werden mit Geldstrafe bis zu 300 Mark oder mit Gefängniß bis zu drei Monaten bestraft.

§ 12. Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Verkündigung in Kraft.

Ponape, den 23. November 1899.

Der Kaiserliche Vize-Gouverneur.
gez. Hahl.

5. Verordnung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Freilager.

Vom 29. November 1899.

Da die Errichtung eines Freilagers in Gemäßheit der Verordnung vom 23. November 1899 in Dar-es-Salâm zu einem anerkannten Bedürfnisse noch nicht geworden ist, will ich den hiesigen und fremden Gewerbetreibenden, sofern letztere einen geeigneten Vertreter hier bestellen, die Lagerräume des früheren Bauhofes, der dem hiesigen Hauptzollamte zugetheilt worden ist, mit der Maßgabe zur Verfügung stellen, daß diese Lager, die einzeln gemiethet werden können, für den mittelbaren Durchfuhrhandel noch weitere Erleichterungen bieten, als die hierselbst bestehende zollfreie Niederlage sie bereits gewährt.

Zu dem Zwecke ist die Verordnung über die Errichtung von Theilungslagern in Gouvernementsgebäuden am heutigen Tage erlassen worden. Sie tritt sofort in Kraft.

Anträge auf Bewilligung eines Theilungslagers sind bei dem Hauptzollamte anzubringen. Die Bewilligung ertheilt das Gouvernement. Die Lagermiethe beträgt

---

[1]) Nicht abgedruckt.

für Dar-es-Salâm in Steinbauten 6 Pesa und in Fachwerksbauten 4 Pesa für 1 cbm des überwiesenen Raumes monatlich.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

Verordnung
über die Einrichtung von Theilungslagern unter Mitverschluß der Zollverwaltung in abgesonderten Räumen öffentlicher zollfreier Niederlagen, die dem Gouvernement gehören.

§ 1. In Gemäßheit des § 13 der Zollverordnung können Theilungslager unter Mitverschluß der Zollverwaltung in abgesonderten Räumen der auf den Zollämtern bestehenden zollfreien Niederlagen, welche für sich verschließbar sind und für deren Einrichtung und Unterhaltung der Niederleger nach Anleitung des betreffenden Zollamtes sorgen muß, zugelassen werden.

§ 2. Die Bewilligung eines Theilungslagers erfolgt durch das Gouvernement auf Antrag des Gewerbetreibenden, der das Vertrauen der Zollbehörde besitzen muß, der kaufmännische Bücher ordnungsmäßig führt und am Ort des Theilungslagers wohnt oder einen geeigneten Vertreter am Orte bestellt hat. Die Bewilligung ist widerruflich. Die Lagerung der Waaren im Gouvernementsgebäude geschieht auf Kosten und Gefahr des Lagerinhabers bezw. Eigenthümers der Waaren.

Vom Tage der Bewilligung ab läuft die Lagermiethe, die monatlich und im voraus zu zahlen ist. Angefangene Monate rechnen für voll.

Ein Lagergeld wird nicht erhoben.

§ 3. Die Lagermiethe soll für gewöhnlich 10 von Hundert des Gebäudebeschaffungswerthes nicht überschreiten und wird für jedes Lager besonders festgesetzt. Sie dient zur Bestreitung der Gebäudeunterhaltungskosten.

§ 4. Für derartige Theilungslager finden Anwendung: Die Bestimmungen in den §§ 3, 8 nebst der Strafandrohung des § 9 und § 16 der Verordnung, betreffend die zollfreien Niederlagen vom 10. Januar 1892, und deren Ausführungsbestimmungen vom 8. März 1892 in den §§ 4 und 10 Anwendung; wozu noch folgende Erleichterungen als besondere Vorschriften hinzutreten:

1. Die Gleichheit der einzelnen Frachtstücke braucht nicht festgehalten zu werden, gleichviel ob die zu lagernden Waaren ausschließlich zum Absatz im Zollgebiete oder zugleich oder ausschließlich zum Absatz nach dem Auslande bestimmt sind.
2. Während der Offenhaltung des Lagers steht dem Inhaber die Behandlung, Umpackung und Theilung der Waaren ohne Anmeldung frei. Leer gewordene Verpackungen sind nach ihrem Werthe beim Eingang ins Zollgebiet zu verzollen oder unter Zollaufsicht ins Ausland zurückzubringen oder unter amtlicher Aufsicht zu vernichten. Die verpackt auf das Lager gelangten und zur Eingangsverzollung angemeldeten Waaren müssen bei der Umpackung in Umschließungen von gleicher Art gebracht werden, sofern nicht die oberste Zollbehörde Ausnahmen zuläßt. Einmal geöffnet gewesene Frachtstücke sind bei der Einfuhr in das Zollgebiet stets der besonderen Prüfung zu unterwerfen.

   Die Behandlung der Waaren darf dieselben in ihrem Werthe nicht verändern. Ausnahmen von dieser Bestimmung bedürfen der Genehmigung des Gouvernements.

   In den Lagern ist jede Behandlung der Waaren zulässig, die mit den Zwecken der Niederlage vereinbar ist.

   Zur Ergänzung, Auffüllung ꝛc. der lagernden Waaren können Waaren

aus dem freien Inlandverkehr, nachdem ihre Ausfuhrabfertigung stattgehabt, in die Niederlage eingebracht werden. Dieselben nehmen damit die Eigenschaft fremder, unverzollter Waaren an. Waaren, die ohne vorher im freien Inlandverkehr gewesen zu sein, wieder in das Ausland ausgeführt werden, bezahlen weder Ausfuhrzoll noch die Umschlagsabgabe.

3. Ueber die niedergelegten Güter werden Niederlagescheine nicht ausgestellt.
4. Der Verkauf oder Umtausch von Niederlagegütern von einem zum andern Niederleger ist gestattet und schriftlich bei der Niederlageverwaltung anzumelden, die dann auf Grund der von den beiden Betheiligten zu unterschreibenden Anmeldung die Umbuchung im Lagerbuche (Form. Muster 14) von dem Konto des einen auf das des anderen Niederlegers kostenlos bewirkt, worauf die Ueberführung von dem einen in den anderen Lagerraum zu erfolgen hat.
5. Die Lagerfrist der auf solche Theilungslager gebrachten Waaren darf fünf Jahre nicht übersteigen.

§ 5. Der Einfuhrverzollung ꝛc. ist der Werth zu Grunde zu legen, den die Waare zur Zeit der Einlagerung hatte; ein Gleiches hat zu geschehen, wenn das Gewicht die Grundlage der Verzollung bildet. Hat jedoch die Waare auf dem Lager ohne Verschulden des Lagerinhabers an Werth oder Gewicht eingebüßt und wird dieses vor Ablassung der Waare aus dem Lager festgestellt, so ist nur der wirkliche Werth oder das wirkliche Gewicht (Auslagerungsgewicht) derselben der Verzollung zu Grunde zu legen. Von den auf den Theilungslagern gänzlich verdorbenen oder unbrauchbar gewordenen Waaren wird, erforderlichenfalls nach vorheriger Vernichtung der Waare unter amtlicher Aufsicht, ein Zoll ꝛc. nicht erhoben.

§ 6. Von der Zollbehörde kann ein Mindestmaß für die An- und Abmeldung der Waaren festgesetzt werden.

Das Lagerbuch (Muster 41) ist mit den An- und Abmeldungen zu belegen. Diese Beläge werden zu Heften vereinigt.

Jährlich mindestens einmal findet eine Bestandesaufnahme des Lagers statt zur Prüfung des Lagerbuches und zur Feststellung, welche Posten gänzlich oder theilweise durch die Zollberechnung ꝛc. erledigt sind. Nachgewiesene Fehlmengen, die nicht aufgeklärt sind, sind zur Verzollung zu ziehen.

§ 7. Die Offenhaltung des Lagers findet nur an Wochentagen innerhalb der Dienststunden statt. Gebühren für das Oeffnen werden von den Lagerinhabern nicht erhoben. Während der Offenhaltung des Lagers wird der Zugang zu demselben unausgesetzt unter amtlicher Aufsicht gehalten. Besucher dürfen ohne Erlaubniß der Zollbehörde und des Lagerinhabers die von Letzterem gemietheten Lager nicht betreten. Die betreffenden Beamten sind befugt, jederzeit die Lagerräume zu betreten und zu besichtigen.

Jeder Besucher, auch der Lagerinhaber und seine Bediensteten ꝛc. haben beim Ein- und Ausgang die Erklärung abzugeben, daß sie abgabepflichtige Waaren nicht bei sich führen.

§ 8. Das Recht zur Haltung eines Theilungslagers erlischt:

1. Durch die schriftliche Erklärung des Lagerinhabers, daß er das Lager aufgebe, durch Tod des Lagerinhabers oder Eröffnung des Konkurses, sofern das Gouvernement den Anträgen der Erben, der Geschäftsnachfolger oder der Konkursmasse auf Weiterbewilligung nicht zustimmt.
2. Durch Zurücknahme seitens des Gouvernements. Dieselbe kann insbesondere erfolgen, wenn der Lagerinhaber in der Berichtigung der Zollgefälle für die Lagergüter sich säumig zeigt oder Bedenken gegen seine Zahlungsfähigkeit entstehen, desgleichen wenn von ihm oder von denjenigen, für die er nach

§ 5 der Anweisung zur Führung von Zoll- und Steuerstrafprozessen vom 7. August 1891, J.-Nr. I A 2956 haftbar ist, Zollhinterziehungen oder Ordnungswidrigkeiten verübt werden.

§ 9. Zur Aufrechterhaltung der Ordnung in solchen Theilungslagern ist den Anordnungen der betreffenden Beamten Folge zu leisten.

§ 10. Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften dieser Verordnung werden, soweit nicht die Strafen der §§ 31 bis 35 der Zollordnung Anwendung finden, in Gemäßheit des § 36 daselbst mit einer Ordnungsstrafe bis zu 50 Rupien geahndet.

Dar-es-Salâm, den 29. November 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

6. Verordnung des Gouverneurs von Kamerun zum Schutz der an der Küste bei Malimba vorhandenen Austernbänke.

Vom 26. Dezember 1899.

Zur Erhaltung der an der Küste von Malimba vorhandenen Austernbänke verordne ich, wie folgt:

§ 1. Der Austernfang an der Malimbaküste wird bis auf Weiteres verboten. Ebenso ist der Kauf und Verkauf von frischen Austern im Schutzgebiet verboten.

§ 2. Ausnahmsweise kann von Seiten des Bezirksamts Edea der Fang und Verkauf von Austern genehmigt werden.

§ 3. Zuwiderhandlungen gegen diese Verordnung werden mit Geldstrafen bis zu 300 Mark, im Nichtzahlungsfall mit entsprechender Haft bestraft.

Buea-Kamerun, den 26. Dezember 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Puttkamer.

7. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Verpfändung von Eingeborenen.

Vom 30. Dezember 1899.

Es sind in letzter Zeit wieder zahlreichere Fälle zu meiner Kenntniß gelangt, in denen der Uebergang zur Sklavenausfuhr ursprünglich durch Verpfändung der in die Sklaverei Verschleppten gegeben ist.

Ich ersuche daher, der anscheinend noch vielfach herrschenden Unsitte der Verpfändung von freien Familienangehörigen besondere Aufmerksamkeit zuzuwenden.

Ich sehe gefl. Vorschlägen entgegen, wie dem Unwesen am besten zu steuern sein wird, da erfahrungsgemäß in zahlreichen Fällen die Verpfändung durch Verfallenlassen der ausbedungenen Zahlungsfrist oder spätere besondere Vereinbarung zu einer dauernden gemacht wird, und das so begründete Pfandverhältniß sich äußerlich in Nichts von wirklicher Leibeigenschaft unterscheidet.

Dar-es-Salâm, den 30. Dezember 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

1900.

8. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Erlaubnißscheine für farbige Reisende.

Vom 4. Januar 1900.

Das Kaiserliche Konsulat in Sansibar hat Klage geführt, daß seitens der Bezirksämter farbigen Reisenden nach Sansibar nicht nur in den der Zollbehörde gegenüber gebotenen Fällen (Frauen, Kindern rc.), sondern fast allgemein als Reisepässe Erlaubnißscheine, Form. 25, ausgestellt werden, und daß die Reisenden sich mit diesen auf dem Konsulat melden zu müssen glauben. Die Ausstellung der Erlaubnißscheine ist auf das nothwendige Maß zu beschränken und bei Ertheilung derselben den Empfängern einzuschärfen, daß sie das Konsulat nicht grundlos belästigen.

Die Ertheilung von Erlaubnißscheinen an Reisende im Allgemeinen, welche binnen etwa 20 Tagen zurückkehren, mit Bestimmung dieser Frist, zur Vermeidung der durch den Runderlaß vom 2. September 1899 Asiaten auferlegten Verkehrsbeschränkungen soll hierdurch nicht gehindert werden.

Dar-es-Salâm, den 4. Januar 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

9. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Strafregister.

Vom 5. Januar 1900.

Die Bestimmungen über die Einreichung der Auszüge aus den Strafbüchern bringen es mit sich, daß in den Auszügen auch Straffälle ausgeführt werden müssen, in denen die Verurtheilung nicht durch den Bezirksamtmann bezw. Stationschef, von dem der Auszug eingereicht wird, sondern von einer anderen Behörde erfolgt ist; so z. B. wenn der betreffende Sträfling aus besonderen Gründen einem anderen Bezirksamt (bezw. Station) zur Strafverbüßung überwiesen ist, oder die Verurtheilung durch ein Militärgericht erfolgt und in dem Urtheil gleichzeitig auf Ausstoßung aus der Truppe erkannt war.

Zur Erleichterung der Nachprüfung der Strafbuchauszüge und Vermeidung von Rückfragen ist in Zukunft in solchen Fällen durch einen Zusatz in Spalte Bemerkungen des Auszuges erkenntlich zu machen, von welcher anderen Behörde das Urtheil ergangen ist.

Dar-es-Salâm, den 5. Januar 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

10. Verordnung des Bezirksamtmanns von Saipan, betreffend den Umlauf des alten spanischen Silber- und Kupfergeldes und die Einfuhr fremder Münzen.

Vom 9. Januar 1900.

§ 1. Die öffentliche Kasse wird von heute ab das »moneda borrosa« genannte, abgegriffene spanische Silbergeld sowie die alten spanischen Kupfermünzen nicht mehr in Zahlung nehmen.

Die Bewohner der deutschen Marianen werden daher vor der Annahme dieses Geldes gewarnt.

§ 2. Die Einfuhr des in § 1 genannten, sowie überhaupt jeglichen fremden Geldes, mit Ausnahme von Gold, ist verboten.

§ 3. Wer es unternimmt, fremde Münzen — Gold ausgenommen — in das Inselgebiet der Marianen einzuführen, wird mit einer Geldstrafe bis zu 300 Mark bestraft. Außerdem kann auf Einziehung der Münzen erkannt werden, deren Einfuhr bewerkstelligt oder versucht wurde.

Saipan, den 9. Januar 1900.

Der Kaiserliche Bezirksamtmann.
gez. Fritz.

11. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Sammlungen fürs Kolonialmuseum.

Vom 9. Januar 1900.

Nach einer Anweisung des Auswärtigen Amtes sind alle Sammlungen von Produkten und Eingeborenenerzeugnissen, welche von einzelnen Herren für das in Berlin eröffnete Kolonialmuseum bestimmt sind, an das Königliche Museum für Völkerkunde, Berlin, Königgrätzerstraße 120, zu senden, von wo diejenigen Sachen, die wissenschaftlichen Werth haben, den Königlichen Museen, alles Andere aber dem Kolonialmuseum überwiesen wird.

Ich ersuche, die einzelnen Herren Offiziere und Beamten darauf aufmerksam zu machen, daß eine Unterstützung der Bestrebungen des Kolonialmuseums wünschenswerth ist.

Die Erstattung der Kosten geschieht in derselben Weise wie bei den für die Königlichen Museen bestimmten Sachen. Eventuelle Sendungen können entweder direkt oder durch Vermittelung des Gouvernements (Referat VIII.) geschehen.

Dar-es-Salâm, den 9. Januar 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

12. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Station Kwai.

Vom 10. Januar 1900.

Die Kulturstation Kwai (Westusambara) ist in der Lage, von Zeit zu Zeit größere Mengen Gemüsesamen abzugeben. Die Stationen ꝛc. ersuche ich, Requisitionen unter genauer Angabe der gewünschten Arten und Mengen direkt an die Kulturstation Kwai zu senden. Dieselbe kann jedoch Samen nur abgeben, wenn ihr über das Gedeihen der einzelnen Arten kurz geschrieben wird. Aus diesen Berichten erst kann sie ersehen, ob die Samen richtig zubereitet und verpackt waren, auch wird auf diese Weise einer unnützen Sendung von Samen, die auf der betreffenden Station nicht gedeihen, vorgebeugt.

In Kwai sind auch schon eine Anzahl Baumsamen zu haben, die im Bedarfsfall ebenfalls angefordert werden können.

Ob allen Anforderungen entsprochen werden kann, läßt sich vor der Hand noch nicht übersehen.

Dar-es-Salâm, den 10. Januar 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

13. Runderlaß der Kolonial-Abtheilung, betreffend die Strafurtheile gegen Eingeborene.

Vom 12. Januar 1900.

Aus den letzten Jahresberichten aus den afrikanischen Schutzgebieten habe ich ersehen, daß die Zahl der gegen Eingeborene erkannten Strafurtheile in den einzelnen Schutzgebieten in einem bedauerlichen Mißverhältniß zu der Anzahl der der Deutschen Herrschaft überhaupt thatsächlich unterworfenen Personen steht. Insbesondere ist in fast allen der bezeichneten Schutzgebiete auf die Strafe der körperlichen Züchtigung in einer so überaus großen Anzahl von Fällen erkannt worden, daß zu befürchten steht, der Reichstag und die öffentliche Meinung werden hieraus ungünstige Schlüsse auf die Erfolge der Deutschen Kulturarbeit in unseren Kolonien ziehen.

Ich verkenne durchaus nicht die Schwierigkeiten, mit welchen Ew. Hochwohlgeboren bei der Erziehung der Eingeborenen zu einem arbeitsamen und gesitteten Leben zu rechnen haben, bin aber der Meinung, daß Ew. Hochwohlgeboren dieses Ziel mehr durch Belehrung und durch verständnißvolles Eingehen auf die berechtigten Eigenthümlichkeiten der Eingeborenen erreichen werden, als durch Verhängung von Strafen, deren Wirkung um so zweifelhafter erscheint, je häufiger von ihnen Gebrauch gemacht wird. Ew. Hochwohlgeboren ersuche ich deshalb ergebenst, auf das Sorgfältigste darauf zu achten, daß auf Strafe gegen Eingeborene, insbesondere auf körperliche Züchtigung, nur in solchen Fällen erkannt wird, in welchen die Schwere der Vergehung, ein solches Vorgehen rechtfertigt, bezw. wo die sonstigen Mittel zur sittlichen Hebung der Eingeborenen nach den gemachten Erfahrungen versagen. Ich werde meinerseits die Befähigung der Ew. Hochwohlgeboren unterstellten Stationschefs und sonstigen zur Ausübung der Rechtspflege über die Eingeborenen berufenen Organe insbesondere danach beurtheilen, inwieweit es ihnen gelingt, ihrer Hauptaufgabe, der Erziehung der Eingeborenen, unter thunlichster Einschränkung des Gebrauches von Strafmitteln gerecht zu werden, und wollen Ew. Hochwohlgeboren dafür Sorge tragen, daß diese Auffassung zur Kenntniß der betheiligten Amtsstellen gelangt.

Der gefälligen Bestätigung über den Empfang dieses Erlasses sehe ich ergebenst entgegen.

Berlin, den 12. Januar 1900.

Auswärtiges Amt. Kolonial-Abtheilung.
In Vertretung:
gez. v. König.

14. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika betreffend die Schonung der Wälder.

Vom 13. Januar 1900.

Verschiedentlich schon ist versucht worden, durch Erlaß von Verordnungen u. s. w. der durch das Anbrennen großer Flächen herbeigeführten Waldverwüstung vorzubeugen. Die Kulturmethode der Eingeborenen, nicht zu düngen und das Feld fortwährend zu wechseln, die Sorglosigkeit, mit der die Felder abgebrannt werden, anstatt das Unkraut erst auf Haufen zu legen und zu trocknen, sowie die noch vielfach verbreitete Methode, durch Abbrennen junges Gras zu erzeugen, um das Wild anzulocken, sind von den verderblichsten Folgen für die wirthschaftliche Entwickelung der Kolonie begleitet.

Wie bereits in dem Runderlaß vom 12. Januar 1900 J. Nr. 10075/99 aus-

geführt ist, wird vielleicht die Okkupation ausgedehnter Gebiete als Kronland eine Handhabe bieten können, dem Unwesen etwas zu steuern.

Es handelt sich nicht nur um Brandschaden, der großen Wäldern zugefügt werden kann, sondern um die Zerstörung jeden Nachwuchses in den Steppen durch das Brennen, das eine Entwickelung zu Bäumen nicht zuläßt. Es müssen demnach auch Steppengebiete vor Brand geschont werden, damit die Bodenbedeckung sich verbessert, die die Feuchtigkeit zurückhält.

Die Verwaltungsbehörden u. s. w. ersuche ich um eine eingehende gutachtliche Aeußerung, wie dem Brennen zu steuern ist; die Verhältnisse in der Kolonie sind zu verschieden, als daß man von der Zentrale aus allgemein giltige Prinzipien finden könnte. Bei der großen Wichtigkeit dieser Frage für die Kultur unserer Kolonie erwarte ich das eingehendste Studium und empfehle, auch die Missionare, Pflanzer u. s. w. um ihren Rath zu fragen. Sehr wichtig ist insbesondere, wen man für größere Brände verantwortlich machen soll, ob etwa die ganze Gemeinde, in deren Gebiet der Brand entstanden, weil sie dem Feuer nicht Einhalt that bezw. den Brand nicht verhinderte. Bei der in einzelnen Bezirken bereits durchgeführten Eintheilung in Akidate und größere Regierungs-Jumbenschaften sollte sich m. E. eine Kontrolle wohl durchführen lassen, besonders wenn Preise auf die Nachweisung von Brandstiftungen ausgesetzt werden.

Dar-es-Salâm, den 13. Januar 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

15. Bekanntmachung, betreffend den Ausschank und die Bereitung geistiger Getränke im Inselgebiete der Marianen.

Vom 16. Januar 1900. (Kol.-Bl. 1900, S. 745/46.)

In Ausführung der Verordnung des Kaiserlichen Gouverneurs von Deutsch-Neu-Guinea vom 17. Oktober 1899, betreffend das Verbot der Verabfolgung von Waffen, Munition, Sprengstoffen und alkoholhaltigen Getränken an Eingeborene der Karolinen, Palau und Marianen, wird unter Abänderung der seitherigen spanischen Verordnungen bis auf Weiteres das Folgende bestimmt:

§ 1. Sämmtliche zum Verkauf bestimmte Vorräthe an geistigen Getränken sind nach Art und Menge binnen acht Tagen von heute an gerechnet, bezw. binnen acht Tagen nach der Anschaffung dem Bezirksamte anzumelden.

§ 2. Die Bereitung der Tuba zum Zwecke des Verkaufs oder Genusses als Getränk ist verboten.

§ 3. Jedem Haushaltsvorstand soll es indessen auf Antrag gestattet werden, von zweien seiner Kokosbäume den Saft zur Bereitung von Essig und Süßigkeit sowie von Hefe zu gewinnen. Es wird ausdrücklich darauf hingewiesen, daß diese Vergünstigung nur den Vorständen eines selbständigen Haushalts, also nicht etwa auch den anderen Familienmitgliedern zusteht, auch wenn diese eigene Kokospflanzungen besitzen, und daß diese Vergünstigung im Falle des Mißbrauchs jederzeit zurückgezogen werden kann.

§ 4. Wer die in seinem Besitz befindlichen, zum Verkauf bestimmten Vorräthe an geistigen Getränken nicht innerhalb der in § 1 angegebenen Frist nach Art und Menge richtig anmeldet, verfällt in eine Geldstrafe bis zu 100 Mark, auch kann auf Einziehung der Vorräthe erkannt werden.

§ 5. In eine Strafe von 10 Mark für jeden widerrechtlich angezapften Baum verfällt Derjenige, welcher

a) ohne im Besitz einer schriftlichen Erlaubniß des Kaiserlichen Bezirksamts zu sein, Kokosbäumen den Saft entzieht;

b) mehr als die ihm gestattete Zahl von Bäumen anbohrt.

§ 6. Die Ortsschulzen und Aufseher haben über die genaue Ausführung der obigen Bestimmungen zu wachen und mir jeden Uebertretungsfall alsbald anzuzeigen.

Saipan, den 16. Januar 1900.

Der Kaiserliche Bezirksamtmann.
gez. Fritz.

16. Bekanntmachung, betreffend den Besitz und die Führung von Feuerwaffen im Inselgebiet der Marianen.

Vom 16. Januar 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 744/45.)

In Ausführung der Verordnung des Kaiserlichen Gouverneurs von Deutsch-Neu-Guinea vom 17. Oktober 1899, betreffend das Verbot der Verabfolgung von Waffen, Munition, Sprengstoffen und alkoholhaltigen Getränken an Eingeborene der Karolinen, Palau und Marianen,[1]) wird unter Abänderung der seitherigen spanischen Verordnungen bis auf Weiteres das Folgende bestimmt:

§ 1. Sämmtliche Feuerwaffen und Vorräthe von Munition sind nach Ort und Menge binnen acht Tagen von heute an gerechnet, bezw. künftig binnen acht Tagen nach der Anschaffung dem Kaiserlichen Bezirksamte anzumelden.

§ 2. Die Führung von Feuerwaffen ohne besondere Erlaubniß ist verboten.

§ 3. Zuverlässigen und des Gebrauchs der Waffen kundigen Personen kann zum Zwecke der Jagd vom Kaiserlichen Bezirksamt die Erlaubniß zur Führung eines Jagdgewehres ertheilt werden.

Die Berechtigte erhält alsdann gegen eine Jahresgebühr von 10 Mark einen auf seinen Namen lautenden, nicht übertragbaren Waffenpaß auf die Dauer eines Jahres. Die etwaige Erneuerung des Passes nach Ablauf dieser Frist ist rechtzeitig zu beantragen.

§ 4. Stellt sich nachträglich heraus, daß der Berechtigte hinsichtlich seiner Person den in § 3 geforderten Voraussetzungen nicht entspricht, so kann ihm vom Kaiserlichen Bezirksamt jederzeit der Waffenpaß entzogen werden. Eine Rückerstattung der Gebühr findet alsdann nicht statt.

§ 5. Eines Waffenpasses bedürfen nicht:

a) die Vorgesetzten und Mannschaften der Polizeitruppe, bezüglich ihrer Dienstgewehre und soweit sie sich im Dienst befinden;

b) die mit der Pflege des Viehstandes in Tinian betrauten Personen in Ausübung ihres Dienstes.

§ 6. Wer die in seinem Besitz befindlichen Feuergewehre und Munitionsvorräthe nicht innerhalb der im § 1 genannten Frist nach Art und Menge richtig anmeldet, verfällt in eine Geldstrafe von 10 Mark (zehn Mark) für jedes verheimlichte Gewehr; auch kann auf Einziehung der Waffen und Munition erkannt werden.

§ 7. Wer, ohne im Besitz des erforderlichen Waffenpasses zu sein, außerhalb seiner Wohnung mit einer Feuerwaffe betroffen wird, wird mit einer Geldstrafe bis zu 20 Mark und Einziehung der Waffe nebst Munition bestraft.

[1]) Siehe Kol. Bl. Nr. 13 vom 1. Juli 1900, S. 496.

§ 8. Die Ortsschulzen und Aufseher haben über die Ausführung der obigen Bestimmungen zu wachen und mir jeden Uebertretungsfall alsbald anzuzeigen.

Saipan, den 16. Januar 1900.

Der Kaiserliche Bezirksamtmann.
gez. Fritz.

17. Verordnung, betreffend die Kopfsteuer und die Arbeitsleistung im Inselgebiete der Marianen.

Vom 17. Januar 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 743/44.)

In Ausführung einer Verfügung des Kaiserlichen Gouverneurs von Deutsch-Neu-Guinea wird das Nachstehende bestimmt: Die unter der früheren spanischen Herrschaft erhobene Kopfsteuer sowie die Arbeitsverpflichtung bleiben auch ferner bestehen. Im Einzelnen treten die folgenden Bestimmungen an Stelle der seitherigen.

I. Kopfsteuer.

§ 1. Jeder männliche Bewohner des Inselgebietes vom vollendeten fünfzehnten bis zum vollendeten fünfzigsten Lebensjahre sowie jeder Fremde desselben Alters, welcher sich länger als drei Monate im Inselgebiete aufhält, hat eine Jahressteuer von drei Mark zu entrichten.

§ 2. Die Steuer wird auf Grund des Einwohnerverzeichnisses im April jeden Jahres durch die Bezirksaufseher erhoben und dem Ortsschulzen abgeliefert. Dieser übergiebt den Gesammtbetrag dem Kaiserlichen Bezirksamt am Ende des Monats April.

§ 3. Jeder Steuerpflichtige erhält nach geleisteter Zahlung vom Bezirksaufseher eine mit dem Stempel des Kaiserlichen Bezirksamts versehene Empfangsbescheinigung.

§ 4. Ausgenommen von der Steuer sind:

a) Arbeitsunfähige, auf die Unterstützung Anderer angewiesene Leute, die als solche in dem vom Kaiserlichen Bezirksamt geführten Einwohnerverzeichniß vermerkt werden.

b) Väter von mehr als acht im Inselgebiete lebenden Kindern.

§ 5. Im Falle der Zahlungsunfähigkeit hat der Steuerpflichtige, abgesehen von der unter II. behandelten Arbeitsverpflichtung, eine entsprechende Anzahl von Tagen, nach Anordnung des Kaiserlichen Bezirksamts für öffentliche Zwecke zu arbeiten, wobei bis auf Weiteres der Arbeitstag mit 0,50 Mark angerechnet wird. Eine Stundung der Steuer findet nicht statt.

§ 6. Reklamationen sind an das Kaiserliche Bezirksamt zu richten, welches endgültig entscheidet.

II. Arbeitsleistung.

§ 7. Die im § 1 genannten Personen sind zur unentgeltlichen Arbeitsleistung für öffentliche Zwecke nach Anordnung des Kaiserlichen Bezirksamts verpflichtet, und zwar haben:

a) Verheirathete 12 Arbeitstage,
b) Ledige 20 = im Jahre zu leisten.

§ 8. Der Ortsschulze bestimmt mit Unterstützung der Bezirksaufseher die vom Kaiserlichen Bezirksamt verlangten Arbeiter, wobei indessen die größte Rücksicht auf dringliche eigene Arbeiten der Pflichtigen genommen werden soll. Die Zahl der von Jedem geleisteten Arbeitstage wird in dem Einwohnerverzeichniß vermerkt.

§ 9. Ausgenommen von der Verpflichtung sind:
a) Arbeitsunfähige, auf die Unterstützung Anderer angewiesene Leute.
b) Väter von mehr als fünf im Inselgebiete lebenden Kindern.
c) Diejenigen, welche an Stelle der Arbeitsleistung eine Abgabe entrichten, deren Höhe sich bis auf Weiteres nach dem ortsüblichen Tagelohn von 0,50 Mark bemißt.
d) Die ohnedies in einem Dienstverhältniß zum Reiche bezw. zum Kaiserlichen Bezirksamt stehenden Personen.
e) Die Geistlichen und Sakristane und eine bestimmte Zahl von Kirchensängern.

§ 10. Reklamationen — auch bei zeitweiliger Arbeitsunfähigkeit infolge von Krankheit 2c. — sind an das Kaiserliche Bezirksamt zu richten, welches endgültig entscheidet.

§ 11. Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Veröffentlichung in Kraft.

Saipan, den 17. Januar 1900.

Der Kaiserliche Bezirksamtmann.
gez. Fritz.

18. Verordnung, betreffend den Erwerb von Grundeigenthum Eingeborener im Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen.

Vom 20. Januar 1900. (Kol. Bl. 1900. S. 94.)

Auf Grund der Allerhöchsten Verordnung vom 18. Juli 1899, betreffend die einstweilige Regelung der Verwaltung und der Rechtsverhältnisse im Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen, wird hiermit Folgendes bestimmt:

§ 1. Es ist bis auf Weiteres verboten, von den Eingeborenen der Karolinen, Marianen und Palau-Inseln Grundeigenthum auf irgend eine Art, sei es durch Kauf, Tausch, Schenkung oder sonst ein Rechtsgeschäft, zu erwerben.

§ 2. Der Bestimmung des § 1 zuwider geschlossene Verträge sind rechtsungültig.

§ 3. Alle dieser Verordnung entgegenstehenden Bestimmungen sind hiermit aufgehoben.

Berlin, den 20. Januar 1900.

Der Reichskanzler.
gez. Fürst zu Hohenlohe.

19. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Grunderwerb.

Vom 22. Januar 1900.

Nach der Verordnung vom 1. September 1891 (Kol. Ges. I Riebow, S. 379) und der dazu erlassenen Abänderung vom 27. Februar 1894 (Kol. Ges. II Zimmermann, S. 79) unterliegen sämmtliche Verträge über Grunderwerb innerhalb des durch das deutsch-englische Abkommen begrenzten Gebietes der Genehmigung des Gouverneurs, das Gleiche gilt für Pachtverträge, wenn die Pacht auf mehr als 15 Jahre vereinbart wird.

Es bezog sich diese Verordnung mithin nicht nur auf Verträge, welche durch Europäer abgeschlossen werden, sondern auch auf die zwischen Farbigen. Die Verordnung vom 1. September 1891 ist durch die Allerhöchste Verordnung vom 24. April 1894 (Kol. Ges. II Zimmermann, S. 106), welche übrigens durch Runderlaß vom

12. Dezember 1894 (Kol. Ges. II Zimmermann, S. 132) bisher nur für Dar-es-Salâm eingeführt ist, nicht aufgehoben, sie ist indessen, soweit lediglich Nichteingeborene in Betracht kommen, eingeschränkt durch § 10 der Verordnung vom 26. November 1895 (Kol. Ges. II Zimmermann, S. 200).

Ich ersuche die Verwaltungsbehörden, dies von Zeit zu Zeit zur öffentlichen Kenntniß zu bringen und darauf aufmerksam zu machen, daß ohne die Genehmigung des Gouvernements abgeschlossene Verträge nicht rechtskräftig, d. h. nicht klagbar sind.

Um Weitläufigkeiten und Zeitverlust bei Einholung der Genehmigung möglichst zu mindern, ermächtige ich die Herren Bezirksamtmänner, Stationschefs ꝛc. bezw. deren Stellvertreter zur Ertheilung der vorgeschriebenen Genehmigung, soweit es sich um Verträge von Farbigen untereinander handelt und sofern das Objekt einen Werth von 300 Rupien nicht übersteigt. Die Ertheilung der Genehmigung erfolgt stets „vorbehaltlich der Rechte Dritter“.

An die Genehmigung ist ferner die Bedingung zu knüpfen, daß der Käufer verpflichtet ist, das für öffentliche Anlagen, Wege, Eisenbahnen ꝛc. nöthige Land auf Anfordern der Behörden zum Selbstkostenpreise abzugeben, wobei inzwischen gemachte Aufwendungen berücksichtigt werden.

Im Uebrigen sind sämmtliche Vertragsentwürfe grundsätzlich dem Gouvernement zur Genehmigung vorzulegen, wofern nicht für einzelne Bezirke, wie z. B. Langenburg, Ujiji, den betreffenden Verwaltungsbehörden besondere Ermächtigung ertheilt ist.

Zu beachten ist ferner, daß alle Kaufverträge über Grundeigenthum, an denen Europäer betheiligt sind, zwecks Vorbereitung der Anlegung des Grundbuches gerichtlich zu beurkunden sind, und zwar soll die gerichtliche Verlautbarung der Regel nach erst dann stattfinden, nachdem die durch die Verordnungen vom 27. Februar bezw. 24. April 1894 vorgeschriebene Genehmigung des Gouvernements eingeholt ist.

Nach der Verordnung vom 15. Mai 1891 (Kol. Ges. I Riebow, S. 330), dem Erlaß des Herrn Reichskanzlers vom 10. Oktober 1893 (Kol. Ges. II Zimmermann, S. 53) und Erlaß vom 4. Oktober vorigen Jahres, bekannt gegeben durch Runderlaß vom 30. Oktober vorigen Jahres, J. Nr. 1707 II, bedürfen ferner Beamte des Gouvernements, sowie Offiziere und Unteroffiziere der Schutztruppe noch besonderer Genehmigung zum Landerwerb.

Diese Verordnungen und Erlasse beziehen sich ihrem unzweideutigen Wortlaut nach nicht nur auf die europäischen Beamten, Offiziere und Unteroffiziere, sondern umfassen, wie ich hiermit ausdrücklich hervorgehoben wissen will, auch die farbigen Beamten des Gouvernements sowie farbige Offiziere und Unteroffiziere. Ich bestimme daher hierdurch ausdrücklich, daß die Walis, Akidas, Dolmetscher sowie die Goanesen und Indier der Zollverwaltung darauf aufmerksam zu machen sind, daß sie zu jedem Landerwerb der vorherigen Genehmigung des Gouvernements bedürfen.

Unterlassung der Einholung der Genehmigung ist als Disziplinarvergehen strafbar.

Dar-es-Salâm, den 22. Januar 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

20. Verordnung des Gouverneurs von Deutsch-Südwestafrika, betreffend das Halten von Hunden in Swakopmund.

Vom 1. Februar 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 312.)

§ 1. Auf das Halten von Hunden innerhalb der Ortschaft Swakopmund wird eine Steuer gelegt, welche für jeden nicht mehr saugenden Hund jährlich „Zehn Mark“ beträgt und von dem Besitzer zu zahlen ist.

§ 2. Die Steuer ist in halbjährigen Raten, und zwar für das erste Rechnungshalbjahr bis spätestens den 1. Februar und für das zweite Halbjahr bis spätestens den 1. August bei der Ortspolizei in Swakopmund zu entrichten. Für die im Laufe eines Halbjahres steuerpflichtig werdenden Hunde ist die festgesetzte Halbjahrssteuer spätestens vier Wochen nach Eintritt der Steuerpflichtigkeit zu bezahlen.

Hunde von vorübergehend anwesenden Personen bleiben steuerfrei, wenn die Aufenthaltsdauer der Hunde in Swakopmund vier Wochen nicht übersteigt.

§ 3. Der Ausweis über die Entrichtung der Steuer wird durch eine von der Polizeibehörde gelieferte Marke geführt, welche am Halsbande des Hundes sichtbar zu befestigen ist. Bei Verlust dieser Marke ist eine neue gegen Entrichtung von einer Mark bei der Ortspolizei zu lösen.

§ 4. Wer die Hundesteuer bis zu den im § 2 festgesetzten Terminen nicht entrichtet hat oder seinen Hund ohne Steuermarke frei herumlaufen läßt, wird mit einer Geldstrafe bis zu 20 Mark bestraft, im Unvermögensfalle tritt Umwandlung in Freiheitsstrafe ein. Die fällige Steuer ist außerdem zu entrichten.

§ 5. Ohne Steuermarke in Swakopmund frei umherlaufende Hunde werden von der Polizei eingefangen und können innerhalb drei Tagen gegen ein Pflegegeld von einer Mark pro Tag von dem Besitzer wieder in Empfang genommen werden. Nach Ablauf dieser Frist verfallen die eingefangenen Hunde dem Verfügungsrechte der Ortspolizeibehörde.

§ 6. Diese Verordnung tritt mit dem 1. April 1900 in Kraft. Die Steuer für das Vierteljahr bis 1. Juli 1900 ist spätestens den 1. Mai 1900 zu entrichten. Vom 1. Juli 1900 ab tritt die regelmäßige Besteuerung nach § 2 in Kraft.

Windhoek, den 1. Februar 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Leutwein.

21. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Südwestafrika, betreffend Landansprüche.

Vom 2. Februar 1900.

Auf Grund der Kaiserlichen Verordnung vom 2. April 1893, betreffend das Aufgebot von Landansprüchen im südwestafrikanischen Schutzgebiete, wird hierdurch verfügt, wie folgt:

Landansprüche in dem im südwestafrikanischen Schutzgebiete belegenen Gebietstheile der Bastards von Rietfontein (Kapitän Vilander), welcher begrenzt wird im Süden vom Oranje- oder Großfluß, im Osten von Britisch-Betschuanaland, im Norden von dem Gebiet der Veldschoendrager- und im Westen von dem Gebiet der Bondelzwarts-Hottentotten, welche nicht in Gemäßheit des Aufgebots vom 20. Juni 1899 bis zum 1. d. Mts., vormittags 9 Uhr, bei der Gerichtsbehörde erster Instanz des südwestafrikanischen Schutzgebietes in Keetmannshoop (Südbezirk) zur Prüfung angemeldet worden sind, werden hiermit für ungültig erklärt.

Windhoek, den 2. Februar 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Leutwein.

22. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Uebersiedelung von Eingeborenen.

Vom 7. Februar 1900.

Es werden seitens des Gouvernements seit längerer Zeit Erwägungen angestellt, ob und in welcher Weise es angemessen und zweckentsprechend sei, das Verlegen der

Wohnsitze seitens Farbiger zu beschränken und die Genehmigung dazu von gewissen Bedingungen abhängig zu machen.

Es soll den Eingeborenen event. verboten werden, ohne Erlaubniß der Lokalverwaltungsbehörde den Verwaltungsbezirk, in dem sie ansässig sind, zum Zwecke der dauernden Niederlassung in einem anderen Bezirke zu verlassen. Die Erlaubniß zur Ansiedelung in einem anderen Bezirk dürfte jedoch nur versagt werden, wenn aus dem Wegzuge ein erheblicher Nachtheil für den Bezirk, aus dem die Uebersiedelung erfolgen soll, zu besorgen ist.

Die Erlaubniß zur Uebersiedelung wäre durch einen Erlaubnißschein zu beurkunden.

Als Strafbestimmung gegen Zuwiderhandlungen kämen Geldstrafe bis 3000 Rupien, Gefängniß oder Kettenstrafe = 3 Monate in Betracht. Auch könnte die zwangsweise Zurückführung angeordnet werden.

Ueber die Nothwendigkeit, Zweckmäßigkeit und Durchführbarkeit dieser Bestimmungen ist umgehend die dortige Auffassung zur Kenntniß des Gouvernements zu bringen.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

23. Verordnung des Bezirksamtmanns von Saipan, betreffend die Erhebung der Schlachtsteuer im Inselgebiete der Marianen.

Vom 7. Februar 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 745.)

Auf Grund einer Verfügung des Kaiserlichen Gouverneurs von Deutsch-Neu-Guinea wird Folgendes bestimmt:

§ 1. Die unter der seitherigen spanischen Herrschaft erhobene Schlachtsteuer bleibt auch ferner bestehen.

§ 2. Jeder, der eines der nachbenannten Thiere zu schlachten beabsichtigt, hat vorher bei dem Kaiserlichen Bezirksamt Saipan, bezw. auf den übrigen Inseln bei dem Ortsschulzen eine schriftliche Erlaubniß zu erwirken.

§ 3. Als Steuer werden erhoben:

Für ein Stück Rindvieh 2 Mark, für ein Schwein oder eine Ziege 0,50 Mark.

§ 4. Das aus den staatlichen Beständen Tinians lebend bezogene und innerhalb dreier Tage geschlachtete Vieh bleibt unbesteuert.

§ 5. Zuwiderhandlungen gegen § 2 werden mit dem doppelten Betrage der hinterzogenen Steuer geahndet. Die Steuer selbst ist noch zu entrichten.

§ 6. Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Veröffentlichung in Kraft.

Saipan, den 7. Februar 1900.

Der Kaiserliche Bezirksamtmann.
gez. Fritz.

24. Beschluß des Bundesrathes, betreffend die Satzungen der Neu-Guinea-Kompagnie.

Vom 8. Februar 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 275 ff.)

In Gemäßheit des § 8 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (R.-G.-Bl. 1888, S. 75), wird Nachstehendes veröffentlicht:

Der Bundesrath hat am 8. Februar 1900 beschlossen:

Der mit dem Sitz in Berlin bestehenden Neu-Guinea-Kompagnie auf Grund ihrer vom Reichskanzler genehmigten Satzungen die Fähigkeit beizulegen, unter ihrem Namen Rechte, insbesondere Eigenthum und andere

dingliche Rechte an Grundstücken zu erwerben, Verbindlichkeiten einzugehen, vor Gericht zu klagen und verklagt zu werden.

Auszug aus den Satzungen.

Die durch den Allerhöchsten Erlaß Seiner Majestät des Königs vom 12. Mai 1886 mit den Rechten einer juristischen Person beliehene Neu-Guinea-Kompagnie nimmt die rechtliche Form einer deutschen Kolonialgesellschaft nach Maßgabe des § 8 des Reichsgesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete, an. Sie behält ihren Namen sowie den Sitz und den ordentlichen Gerichtsstand in Berlin. Ihre Dauer ist zeitlich nicht beschränkt. Zweck der Gesellschaft ist die Kolonisation des in den Kaiserlichen Schutzbriefen vom 17. Mai 1885 und 13. Dezember 1886 bezeichneten deutschen Schutzgebietes in der Südsee, insbesondere der Erwerb und die Verwerthung von Grundbesitz, der Betrieb von Land- und Plantagenwirthschaft, der Betrieb von Bergbau, gewerblichen Unternehmungen und von Handelsgeschäften, sowie von Schiffahrt, soweit sie für solche Unternehmungen und Geschäfte dienlich ist.

Die Organe der Gesellschaft sind: die Direktion, der Verwaltungsrath und die Generalversammlung.

Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen rechtswirksam, soweit nicht anderweite Formen oder öftere Veröffentlichungen in diesen Satzungen vorgeschrieben sind, durch einmalige Veröffentlichung im „Deutschen Reichs-Anzeiger".

Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt zunächst 4 021 000 Mark und wird in 8042 Antheile zu je 500 Mark getheilt. Diese 8042 Antheile werden gegen die bisher beitragspflichtigen 814 Antheile, sowie gegen die bisherigen Freiantheile I. und II. Emission umgetauscht, wodurch das Grundkapital in Höhe von 4 021 000 Mk. berichtigt wird. Eine Erhöhung des Grundkapitals bis auf 6 000 000 Mark kann von dem Verwaltungsrath, darüber hinaus nur von der Generalversammlung beschlossen werden.

Die ersten Inhaber der bis auf Höhe von 8042 auszugebenden Antheile sowie demnächst deren Rechtsnachfolger bilden die Gesellschaft. Die Antheile sind untheilbar; sie haben die Eigenschaft der beweglichen Sachen. Einzelne Mitglieder können nicht auf Theilung klagen.

Für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft haftet den Gläubigern derselben nur das Gesellschaftsvermögen.

Die Einzahlungen auf die ferner auszugebenden Antheile sind nach Bestimmung des Verwaltungsrathes zu leisten. Ueber die Vollzahlung hinaus haben die Mitglieder der Gesellschaft keine Verpflichtung. Die Urkunden über die Antheile lauten auf den Inhaber. Die Urkunden über die Antheile werden erst nach Entrichtung des vollen Nennbetrages ausgehändigt. Ueber die einzelnen Theilzahlungen wird auf einem Interimsscheine, welcher auf den Namen ausgestellt ist, quittirt.

Die Interimsscheine sind durch Indossament übertragbar. Die Echtheit der auf den Interimsscheinen befindlichen Indossamente oder der Abtretungserklärungen zu prüfen, ist die Gesellschaft nicht verpflichtet.

Zu den auszugebenden 8042 Antheilen werden 8042 Genußscheine gewährt, welche den Antheilseignern zugetheilt werden.

Die Gesellschaft ist befugt, auf Beschluß der Generalversammlung und mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde Schuldverschreibungen auf den Inhaber auszugeben.

Das Geschäftsjahr läuft vom 1. April bis 31. März des folgenden Jahres.

Auf Vorschlag des Verwaltungsrathes beschließt die Generalversammlung über die Verwendung des sich aus der Bilanz ergebenden Reingewinnes.

Von dem zur Verwendung bestimmten Betrage sind vorweg mindestens 10 und höchstens 15 pCt. in einen Reservefonds zu legen.

Von dem verbleibenden Betrage werden an die Mitglieder der Gesellschaft 5 pCt. des eingezahlten Grundkapitals als Dividende gewährt.

Der Rest ist mit

50 pCt. auf das eingezahlte Grundkapital als Superdividende,

50 pCt. auf die Genußscheine

zu vertheilen, nachdem 10 pCt. für den Verwaltungsrath als Tantième vorweggenommen sind.

Die Generalversammlung kann keinen geringeren Beitrag zum Reservefonds und keine höhere Vertheilung vom Reingewinn an die Mitglieder der Gesellschaft beschließen, als der Verwaltungsrath vorschlägt.

Innerhalb vier Wochen nach den Beschlüssen der Generalversammlung werden den Mitgliedern der Gesellschaft die ihnen zukommenden Dividenden und den Inhabern der Genußscheine der ihnen zustehende Gewinnantheil ausgezahlt.

Der Reservefonds dient zur Deckung von außerordentlichen Ausgaben oder Verlusten. Ueber die Verwendung beschließt der Verwaltungsrath.

Nachdem der Reservefonds 15 pCt. des Grundkapitals erreicht haben wird, hören die Beiträge zu demselben auf, sofern nicht die Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrathes etwas Anderes beschließt. Im Falle von Entnahmen aus ihm ist er auf den festgestellten Betrag wieder zu ergänzen.

Die Direktion vertritt die Gesellschaft nach außen in allen Rechtsgeschäften und sonstigen Angelegenheiten derselben, einschließlich derjenigen, welche nach den Gesetzen eine Spezialvollmacht erfordern. Dieselbe führt die Verwaltung selbständig, soweit nicht nach diesen Satzungen die Generalversammlung oder der Verwaltungsrath mitzuwirken hat. Sie ist dabei an die Weisungen des Verwaltungsrathes sowie der von ihm beauftragten Mitglieder gebunden. Gegen dritte Personen hat jedoch eine solche Beschränkung keine rechtliche Wirkung.

Die Direktion besteht aus zwei oder mehreren Mitgliedern, welche der Verwaltungsrath unter Festsetzung der Anstellungsbedingungen ernennt.

Der Verwaltungsrath setzt die Vertheilung der Geschäfte unter die Mitglieder der Direktion, ihr Verhältniß zu einander sowie die Normen für ihre gemeinsamen Berathungen und Beschlußfassungen fest. Er ordnet die erforderliche Stellvertretung.

Urkunden und Erklärungen der Direktion sind für die Gesellschaft verbindlich, wenn sie unter dem Namen der „Neu-Guinea-Kompagnie" von zwei Mitgliedern der Direktion oder von einem Mitgliede und einem Stellvertreter oder von zwei Stellvertretern oder von einem Mitgliede der Direktion bezw. einem Stellvertreter und einem von dem Verwaltungsrathe zur Mitzeichnung bevollmächtigten Beamten der Gesellschaft unterschrieben sind.

Die Ernennung der Direktoren, der Stellvertreter derselben und der zur Mitzeichnung von Urkunden bevollmächtigten Beamten der Gesellschaft geschieht zu notariellem Protokoll und ist bekannt zu machen. Das Protokoll dient als Legitimation.

Der Verwaltungsrath besteht aus wenigstens 8 und höchstens 15 von der Generalversammlung zu wählenden Mitgliedern, welche die deutsche Reichsangehörigkeit besitzen und von denen mindestens 6 Mitglieder der Kompagnie und in Berlin wohnhaft sein müssen.

Die Wahl erfolgt in der Regel in der ordentlichen Generalversammlung.

Ueber die Wahlen zum Verwaltungsrath ist ein notarielles Protokoll aufzunehmen.

Der Verwaltungsrath wählt einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter desselben. Die Mitglieder des Verwaltungsrathes beziehen keine Besoldung, erhalten

jedoch Ersatz der aus der Erfüllung ihres Berufes entspringenden Auslagen und eine Tantième. Die Vertheilung derselben an die Mitglieder erfolgt nach Maßgabe eines vom Verwaltungsrath zu beschließenden Reglements.

Alle Erklärungen des Verwaltungsrathes sind rechtsgültig vollzogen, wenn sie die Unterschrift „Der Verwaltungsrath der Neu-Guinea-Kompagnie" und die Namensunterschrift des Vorsitzenden — bezw. seines Stellvertreters — und eines Mitgliedes des Verwaltungsrathes tragen. Der Verwaltungsrath legitimirt sich durch ein auf Grund der von dem Notar aufgenommenen Wahlverhandlung ausgefertigtes notarielles Attest über die Personen seiner jedesmaligen Mitglieder sowie seines Vorsitzenden und dessen Stellvertreters.

Neben der allgemeinen Aufsicht über die Geschäftsführung der Direktion und den anderweit durch diese Satzungen ihm zugewiesenen Befugnissen steht dem Verwaltungsrath insbesondere der Beschluß zu:

1. über die Grundsätze, nach welchen Ländereien zu erwerben, nutzbar zu machen und zu verwerthen sind;
2. über die Grenzen, innerhalb deren die Gesellschaft Bodenanbau, Handel, bergmännische und andere gewerbliche Unternehmungen betreiben wird;
3. über die Errichtung von Zweigniederlassungen, von Stationen und Pflanzungen, den Ankauf von Schiffen, die Ausrüstung von Forschungsexpeditionen, auch wenn die Ausgaben hierfür im Voranschlag vorgesehen sind;
4. über die Ernennung der oberen Beamten der Gesellschaft im Schutzgebiete, sowie solcher Beamten, welche ein jährliches Gehalt von mehr als 5000 Mark erhalten oder auf länger als drei Jahre angenommen werden, die mit ihnen einzugehenden Verträge sowie über deren Entlassung;
5. über die im Schutzgebiete für die Verwaltung von Stationen und Pflanzungen, die Führung der Schiffe, die Leitung der Expeditionen und das Kassen- und Rechnungswesen zu erlassenden Reglements;
6. über den alljährlich aufzustellenden Voranschlag der Einnahmen und Ausgaben der Gesellschaft;
7. über die Grundsätze für Aufstellung der Jahresbilanz sowie deren Vorlegung an die Generalversammlung und Vorschläge bezüglich der Verwendung und Vertheilung von Ueberschüssen;
8. über andere Vorlagen an die Generalversammlung;
9. über die alljährlich der Verwaltung im Schutzgebiete zu ertheilende Entlastung;
10. über die Abordnung eines oder mehrerer Mitglieder des Verwaltungsrathes zu bestimmten Geschäften, insbesondere zur Revision der von der Direktion geführten Bücher und Kassen, sowie zur Revision der Jahresbilanz;
11. über die Bestellung eines oder mehrerer engeren Ausschüsse aus der Mitte des Verwaltungsrathes und die Uebertragung einzelner Geschäfte oder Gattungen derselben an diese Ausschüsse durch Spezialvollmacht.

Die Generalversammlung, regelmäßig konstituirt, vertritt die Gesammtheit der Gesellschaftsmitglieder. Ihre Beschlüsse und Wahlen sind für alle Mitglieder verbindlich. Die Generalversammlungen werden in Berlin abgehalten. Zu denselben beruft die Direktion oder der Verwaltungsrath die Mitglieder wenigstens 14 Tage vor dem anberaumten Termin, diesen nicht mitgerechnet, mittelst Bekanntmachung, in welcher die zu verhandelnden Gegenstände anzugeben sind.

In der Generalversammlung berechtigt jeder Antheil zu einer Stimme.

In jedem Jahre findet eine ordentliche Generalversammlung vor Ablauf des Monats März statt.

Eine außerordentliche Generalversammlung wird berufen:

1. wenn von einer Generalversammlung ein dahingehender Beschluß gefaßt ist;
2. wenn Mitglieder, welche zusammen den vierten Theil des Gesammtbetrages der Stimmen zu führen berechtigt sind, die Einberufung fordern und der Direktion einen schriftlichen Antrag einreichen, dessen Gegenstand innerhalb der Zuständigkeit der Generalversammlung liegt;
3. wenn über die Auflösung der Gesellschaft oder deren Verschmelzung mit einer anderen Gesellschaft oder die Umwandlung ihrer rechtlichen Form zu beschließen ist;
4. wenn der Verwaltungsrath aus sonstigem besonderen Anlaß die Einberufung beschließt.

In der ordentlichen Generalversammlung werden die Bilanz mit der Gewinn- und Verlustrechnung für das abgelaufene Geschäftsjahr sowie die von der Direktion und dem Verwaltungsrath erstatteten Berichte zur Kenntniß und etwaigen Erörterung gebracht, und wird über die Genehmigung der Bilanz sowie die damit der Verwaltung zu ertheilende Entlastung Beschluß gefaßt. Sodann werden die fälligen Wahlen vollzogen.

Sie ist berechtigt, über die Geltendmachung der Verantwortlichkeit der Mitglieder der Direktion und des Verwaltungsrathes gegen die Gesellschaft und über die zu diesem Zwecke einzuleitenden Schritte Beschlüsse zu fassen und zur Ausführung derselben Bevollmächtigte zu wählen.

Außerdem steht der ordentlichen Generalversammlung der Beschluß über jede Vorlage zu, welche nicht die Auflösung der Gesellschaft, ihre Verschmelzung mit einer anderen Gesellschaft oder die Umwandlung ihrer rechtlichen Form betrifft.

Beschlüsse dieser Art sind nur gültig, wenn wenigstens drei Viertel der Antheile in der Versammlung vertreten sind. Ist dies nicht der Fall, so kann zu gleichem Zwecke innerhalb der nächsten sechs Wochen abermals eine außerordentliche Generalversammlung berufen werden, in welcher gültig Beschluß gefaßt werden kann, auch wenn weniger als drei Viertel der Antheile vertreten sind. Außerdem ist zur Gültigkeit des Beschlusses erforderlich, daß derselbe mit einer Mehrheit von wenigstens zwei Dritteln der in der Versammlung vertretenen Stimmen angenommen werde.

Abänderungen und Ergänzungen der Satzungen können nur mit einer Mehrheit von wenigstens zwei Dritteln der in der Versammlung vertretenen Stimmen beschlossen werden.

Vorbehaltlich dieser Bestimmungen werden die Beschlüsse der Generalversammlung mit absoluter Stimmenmehrheit gefaßt.

Das Protokoll über die Verhandlungen der Generalversammlung wird von einem Notar aufgenommen und ist von dem Vorsitzenden und den Stimmzählern, wenn solche ernannt sind, zu unterzeichnen.

Die Einlösung der Genußscheine bedingt eine Abänderung der Satzungen. Einem Uebereinkommen über die Einlösung sind alle Inhaber von Genußscheinen unterworfen, wenn in einer mittelst Bekanntmachung unter Angabe des Gegenstandes zu berufenden Versammlung der Inhaber das Uebereinkommen von denselben mit wenigstens zwei Dritteln der bei der Abstimmung vertretenen Stimmen genehmigt wird. In dieser Versammlung gewährt jeder Genußschein eine Stimme, im Uebrigen hat der Verwaltungsrath über das Verfahren in der Versammlung Bestimmung zu treffen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird nach Tilgung ihrer Schulden das Vermögen nach Verhältniß der auf die Antheile geleisteten Einzahlungen zunächst auf Höhe dieser Einzahlungen unter die Mitglieder und ein Ueberschuß auf Höhe von 50 pCt. in demselben Verhältniß unter die Mitglieder und auf Höhe von 50 pCt. unter die Inhaber der Genußscheine getheilt.

Die Vertheilung darf nicht eher vollzogen werden, als nach Ablauf eines Jahres von dem Tage an gerechnet, an welchem die Auflösung der Gesellschaft unter Aufforderung der Gläubiger, sich bei ihr zu melden, im „Deutschen Reichs-Anzeiger" bekannt gemacht worden ist.

Bis zur Beendigung des Vertheilungsverfahrens verbleibt es bei der bisherigen Verfassung der Gesellschaft und ihrem Gerichtsstande.

Eine theilweise Zurückzahlung des Gesellschaftskapitals an die Mitglieder unterliegt denselben Bestimmungen wie die Auflösung der Gesellschaft.

Die Aufsicht über die Gesellschaft wird von dem Reichskanzler geführt, der zu diesem Behufe einen Kommissar bestellen kann. Der Kommissar ist berechtigt, an den Sitzungen des Verwaltungsrathes und an den Generalversammlungen theilzunehmen, von dem Verwaltungsrath jederzeit Bericht über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu verlangen auch die Bücher und Schriften derselben einzusehen sowie auf Kosten der Gesellschaft, wenn dem Verlangen dazu berechtigter Mitglieder der Gesellschaft nicht entsprochen wird, oder aus sonstigen wichtigen Gründen eine außerordentliche Generalversammlung zu berufen.

Der Genehmigung der Aufsichtsbehörde sind insbesondere unterworfen:

1. die Aufnahme von Anleihen sowie die Ausgabe von weiteren Antheilen;
2. die Beschlüsse der Gesellschaft, nach welchen eine Aenderung oder Ergänzung der Satzungen erfolgen, die Gesellschaft aufgelöst, mit einer anderen vereinigt oder in ihrer rechtlichen Form umgewandelt werden soll.

Anlage 1.

Zwischen dem Reichskanzler Namens des Reichs einerseits und der Neu-Guinea-Kompagnie zu Berlin, vertreten durch ihre Direktion andererseits, wird folgender Vertrag geschlossen:

Artikel 1.

Das Reich nimmt die der Neu-Guinea-Kompagnie durch die Allerhöchsten Schutzbriefe vom 17. Mai 1885 und 13. Dezember 1886 sowie durch spätere Kaiserliche Verordnungen übertragene Landeshoheit über das darin bezeichnete Schutzgebiet in der Südsee mit den darin begriffenen Rechten und Pflichten zur eigenen Ausübung zurück.

Artikel 2.

Die Neu-Guinea-Kompagnie verzichtet zu Gunsten des Reichs für den ganzen Bereich des in Artikel 1 bezeichneten Schutzgebietes auf die ihr durch die Schutzbriefe verliehenen und auf Grund derselben ihr zustehenden besonderen Vermögensrechte, nämlich:

a) Das Recht, ausschließlich herrenloses Land in Besitz zu nehmen und darüber zu verfügen, sowie ausschließlich mit den Eingeborenen Verträge über Land- und Grundberechtigungen abzuschließen.

b) Das Recht, folgende Gewerbebetriebe:

den Betrieb der Fischerei auf Perlmuttermuscheln und Perlen sowie auf Trepang, die Gewinnung von Guano oder anderweitigen Düngemitteln, die Ausbeutung des Bodens auf Erze, Edelsteine und brennbare Mineralien, die Ausbeutung von nicht im Besitze der Eingeborenen oder sonst im Privateigenthum befindlichen Kokospalmenbeständen auf Kopra, den Betrieb der Küstenfischerei und das Schlagen von Holz für gewerbliche und Handelszwecke auf allen, nicht im Privatbesitze befindlichen Landstrecken

von ihrer Genehmigung abhängig zu machen und dieselbe an Bedingungen, insbesondere an die Zahlung von Abgaben, zu knüpfen.

Artikel 3.

Die Neu-Guinea-Kompagnie überläßt dem Reiche unentgeltlich die in dem anliegenden Verzeichniß aufgeführten, den Zwecken der Landesverwaltung dienenden Gebäude, Inventarienstücke, Hafen- und Schiffahrtsanlagen, Boote und Mobilien in dem Zustande, in welchem sie bei der Uebergabe sich befinden. Mit den Gebäuden werden die Grundstücke, auf denen sie errichtet sind, sowie die Grundstücke, welche als Gärten oder zu sonstigem häuslichen Gebrauche damit verbunden sind, übereignet. Ebenso gehen die von der Neu-Guinea-Kompagnie zu öffentlichen Wegen und anderen öffentlichen Anlagen verwendeten Grundstücke auf das Reich über.

Artikel 4.

Die Neu-Guinea-Kompagnie wird die in ihrem Dienste stehenden Beamten im Schutzgebiete verpflichten, Amtsverrichtungen im Bereiche der Landesverwaltung als Polizeibeamte, Hafenbeamte, Gerichtsschreiber, Steuer- oder Zollerheber, Postbeamte ꝛc. an Orten, wo dafür geeignete Kaiserliche Beamte nicht stationirt sind, ohne Entschädigung für die persönliche Mühewaltung zu übernehmen, soweit dies mit den ihnen im Dienste der Kompagnie obliegenden Geschäften irgend verträglich ist.

Der Uebertragung solcher Amtsobliegenheiten wird ein Einvernehmen mit dem obersten Vertreter der Kompagnie im Schutzgebiete, der Abberufung seitens der letzteren eine möglichst frühe Ankündigung vorangehen.

Auch wird die Neu-Guinea-Kompagnie die Benutzung der ihr gehörigen Dampfschiffe, welche der Schiffsverbindung innerhalb des Schutzgebietes dienen, zu Zwecken der Landesverwaltung einräumen, sei es im Wege der Charter auf bestimmte Zeit, sei es gegen Entrichtung der Personen- und Güterfrachtpreise auf den regelmäßigen Fahrten des Schiffes, beides zu angemessenen Sätzen, und sie wird dabei dem Bedürfnisse der Landesverwaltung nach Möglichkeit sich anbequemen.

Die gegenseitige Benutzung vorhandener Krankenhäuser durch die Beamten und Arbeiter sowie die gegenseitige Gewährung ärztlicher Hülfe wird nach Möglichkeit von beiden Theilen erleichtert und die Bedingungen dafür werden durch besonderes Abkommen geregelt werden.

Artikel 5.

Die Neu-Guinea-Kompagnie hat bisher auf Grund der Verordnung vom 1. August 1894 50 000 Neu-Guinea-Mark in Goldmünzen, 200 035 Neu-Guinea-Mark in Silbermünzen und 20 000 Neu-Guinea-Mark in Bronze- oder Kupfermünzen geprägt. Sie verzichtet auf das Recht, weitere Prägungen vornehmen zu lassen. Das Reich behält sich vor, die geprägten Neu-Guinea-Münzen unter Festsetzung einer bestimmten Einlösefrist außer Kurs zu setzen. Für diesen Fall ist die Neu-Guinea-Kompagnie verpflichtet, die Stücke gegen den gleichen Betrag an Reichsmünzen einzulösen. Sofern das Reich die Vermittelung des Umtausches der Neu-Guinea-Münzen gegen Reichsmünzen nicht selbst übernimmt, erstattet es der Neu-Guinea-Kompagnie die der letzteren durch den Transport der eingezogenen Stücke nach Berlin und die Hinaussendung des entsprechenden Betrages in Reichsmünzen erwachsenden Kosten.

Läuft die Einlösungsfrist vor dem 1. April 1905 ab, so wird die Hälfte des innerhalb derselben eingehenden Betrages auf Rechnung des Reiches eingezogen.

Die der Neu-Guinea-Kompagnie nach § 4 ihrer Verordnung, betreffend die Ausprägung von Neu-Guinea-Münzen, vom 1. August 1894 obliegende Pflicht zur Ausstellung von Checks gegen Einlieferung von Neu-Guinea-Münzen bleibt bis zum Ablaufe der Einlösungsfrist bestehen.

Artikel 6.

Das Reich gewährt der Neu-Guinea-Kompagnie ein Kapital von 4 000 000 Mark

mit der Berechtigung, dasselbe in zehn Jahresraten von je 400 000 Mark, welche am 1. April jeden Jahres, zuerst am 1. April 1899, fällig werden, ohne Verzinsung der Restbeträge zu zahlen.

Die Neu-Guinea-Kompagnie ist verpflichtet, jede Kapitalsrate binnen vier Jahren auf wirthschaftliche Unternehmungen im Interesse des Schutzgebietes zu verwenden und dem Reichskanzler bezw. dem von demselben bestellten Kommissar durch Vorlegung der Jahresrechnung den in jedem Geschäftsjahr verwendeten Betrag nachzuweisen.

Innerhalb der vorbezeichneten Zeit werden, um den auf einheimische Arbeitskräfte angewiesenen Betrieb solcher wirthschaftlichen Unternehmungen im Schutzgebiete zu sichern, Maßregeln getroffen werden, um der Neu-Guinea-Kompagnie die Anwerbung von Eingeborenen in Kaiser Wilhelmsland unter Aufsicht der Regierung zu erleichtern.

Artikel 7.[1])

Die Neu-Guinea-Kompagnie ist außerdem berechtigt, binnen zehn Jahren vom 1. April 1899 ab in Kaiser Wilhelmsland oder Neu-Pommern sowie den dazu gehörigen Inseln Land in einer Gesammtfläche von 50 000 ha nach ihrer Wahl, unter dem Vorbehalte wohlerworbener Rechte Dritter, ohne Entgelt an das Reich in Besitz zu nehmen, jedoch mit der Maßgabe, daß die Auswahl von Küsten- und Flußuferland auf den beiden vorgenannten Hauptinseln auf eine Küsten- bezw. Flußuferausdehnung von insgesammt 100 km beschränkt wird. Die Breite der auszuwählenden Uferstrecken darf, vorbehaltlich etwaiger nothwendiger Beschränkung infolge der natürlichen Bodengestaltung, nicht unter 1 km betragen. Das so erworbene Land bleibt den Bestimmungen eines zu erlassenden Enteignungsgesetzes über Abtretung von Land zu öffentlichen Zwecken unterworfen. Die Neu-Guinea-Kompagnie ist verbunden, von der jedesmal getroffenen Auswahl dem Vertreter des Reichs im Schutzgebiete Anzeige zu erstatten und binnen Jahresfrist nachzuweisen, daß sie den bestehenden Bestimmungen entsprechend das gewählte Land entweder als herrenlos okkupirt oder von Eingeborenen erworben habe.

Die Neu-Guinea-Kompagnie hat ferner auf ihre Kosten eine Expedition ausgerüstet, welche die Erforschung des Ramuflusses und die Aufschließung des Bismarckgebirges sowie die Anlegung dazu dienender Stationen zum Zwecke hat. Mit Rücksicht hierauf werden Maßregeln getroffen werden, damit der Kompagnie das ausschließliche Recht auf Ausbeutung von Edelmetallen und brennbaren Mineralien innerhalb des Flußgebietes des Ramu, jedoch nur südlich vom 5. Breitengrade und bis zur Wasserscheide des Flußgebietes, gesichert wird. Die Kompagnie hat an das Reich eine Abgabe von 10 pCt. des von dieser Ausbeutung nach Deckung aller Ausgaben fließenden Einkommens zu entrichten. Auch soll es dem Reiche freistehen, statt des Bezugs dieser Abgabe an den bergbaulichen Unternehmungen der Kompagnie in dem bezeichneten Gebiete sich vom Beginn eines neuen Geschäftsjahres derart zu betheiligen, daß Kosten und Erträge je zur Hälfte getheilt werden.

Artikel 8.

Dieses Abkommen tritt vorbehaltlich der Genehmigung des Bundesrathes und des Reichstages mit dem 1. April 1899 in Kraft.

Uebernimmt auf Grund gegenseitiger Verständigung das Reich Beamte aus dem Dienste der Kompagnie, so verbleiben die Kosten der Ausreise zu Lasten der Neu-Guinea-Kompagnie, während die Kosten der späteren Rückreise vom Reiche getragen werden.

---

[1]) Der Wortlaut im Kol. Bl. 1900, S. 280, ist irrig.

Steuern und andere Abgaben, welche für einen bestimmten Zeitraum im voraus eingehoben worden sind, werden nach Verhältniß der Zeit repartirt.

Etwa kreditirte Zölle oder andere Gefälle, welche vor dem 1. April 1899 fällig waren, sowie erblose Nachlässe, wegen deren ein Verfahren bereits eingeleitet ist, verbleiben der Neu-Guinea-Kompagnie.

Für Gebühren, welche nach Maßgabe der Grundbuchordnung zu zahlen sind, entscheidet der Zeitpunkt der vollzogenen Eigenthumseintragung oder der Vollziehung des sonstigen gerichtlichen Aktes, nicht der Tag der Zustellung der Rechnung. Wenn in Grundbuchsachen, die vor dem 1. April 1899 eingeleitet wurden, von der Neu-Guinea-Kompagnie Auslagen gemacht wurden, welche von dem Antragsteller zu erstatten sind, so kommen die erstatteten Beträge der Neu-Guinea-Kompagnie zu.

Das Gleiche gilt von am 1. April 1899 rückständigen Gebühren für Vermessungen, welche von dem durch die Neu-Guinea-Kompagnie besoldeten Landmesser auf Ansuchen Privater ausgeführt worden sind.

Im Uebrigen verbleibt der Neu-Guinea-Kompagnie Alles, was sie auf Grund thatsächlicher Ausnutzung der ihr zur Zeit zustehenden Rechte und Befugnisse bis zum 1. April 1899 bereits erworben oder erhoben hat, einschließlich der Ansprüche auf Grundstücke, für welche sie Erwerbstitel besitzt, ohne daß die Eintragung in das Grundbuch bisher nachgesucht wurde, aber vorbehaltlich der Prüfung der Titel durch die Grundbuchbehörde.

Das Vorkaufsrecht auf 400 **ha** Land, am Weberhafen an der Gazelle-Halbinsel, welches die Neu-Guinea-Kompagnie der katholischen Mission vom heiligen Herzen Jesu vertragsmäßig eingeräumt hat, bleibt der letzteren auch dem Reiche gegenüber erhalten.

Doppelt ausgefertigt:

Berlin, den 7. Oktober 1898.

Der Reichskanzler.
gez. Fürst zu Hohenlohe.

Neu-Guinea-Kompagnie.

gez. A. v. Hansemann. Vorsitzender der Direktion.

gez. E. Russell. Mitglied der Direktion.

Anlage (Verzeichniß zu Artikel 3 des Vertrages).

Friedrich Wilhelmshafen.

Gebäude:

1. Wohnhaus des Landeshauptmanns,
2. Wohnhaus des Sekretärs,
3. ein Bureaugebäude.

— Die Gebäude einschließlich der dazu gehörigen Wassertanks. —

Hafenanlagen und Boote:

Anlagebrücke mit 2 Pontons und Hafeneinrichtungen (Baken, Laternen 2c.), 2 Gigs, Flaggen.

Inventar:

Waffen und Ausrüstung der Polizeimannschaft, Grundbücher und juristische Bibliothek.

Herbertshöhe.

Gebäude:

1. Haus des Richters,
2. Gebäude des Kaiserlichen Gerichts mit Inventar,
3. Haus des Gerichtsschreibers,
4. Haus des Polizei-Unteroffiziers,
5. Niederlassung der Polizeimannschaft,
6. ein Gefängnißgebäude mit Inventar.

— Die Gebäude einschließlich der dazu gehörigen Wassertanks. —

Hafenanlagen und Boote:

1 „Whaleboot“, 1 Gig, 2 Treibbaken, diverse Bootsstücke, Segel, 1 Flaggenmast, Flaggenleinen, Hafenlaternen, 3 Flaggen.

Inventar:

Grundbücher, juristische Bibliothek, Ausrüstung der Polizeimannschaft.

25. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika betreffend ausgestoßene Askaris der Truppe.

Vom 8. Februar 1900.

Die Ueberweisung aus der Truppe entfernter oder ausgestoßener Askaris zur Strafvollstreckung an die Bezirks- rc. Aemter hat unter Uebersendung des Entlassungsscheins, des Abrechnungsbuchs und event. Guthabens zu erfolgen. Das Bezirksamt quittirt das Abrechnungsbuch ab und übersendet es alsbald zur Aufbewahrung der Schutztruppe. Der Entlassungsschein und das Guthaben sind in der Regel dem Manne nach der Strafverbüßung auszuhändigen, jedoch können aus letzterem event. auch während der Strafverbüßung Angehörige des Mannes unterstützt werden.

Sudanesen rc. von schlechter Gesinnung rc. sind stets nach der Heimath zurückzusenden, während guten Elementen die Niederlassung in der Kolonie möglichst zu erleichtern ist.

Dar-es-Salâm, den 8. Februar 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

26. Gesetz, betreffend die Freundschaftsverträge mit Tonga und Samoa und den Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag mit Sansibar.

Vom 15. Februar 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 175.)

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen rc.,

verordnen im Namen des Reichs, nach erfolgter Zustimmung des Bundesraths und des Reichstages, was folgt:

Durch eine mit Zustimmung des Bundesraths zu erlassende Kaiserliche Verordnung können:

1. die Vorschriften des Freundschaftsvertrages mit Tonga vom 1. Februar 1876 (Reichs-Gesetzbl. 1877, S. 517),
2. die Vorschriften des Freundschaftsvertrages mit Samoa vom 24. Januar 1879 (Reichs-Gesetzbl. 1881, S. 29),

3. die auf Exterritorialitätsrechte bezüglichen Vorschriften des Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrages mit Sansibar vom 20. Dezember 1885 (Reichs-Gesetzbl. 1886, S. 261)

ganz oder theilweise außer Anwendung gesetzt werden.

Dieses Gesetz tritt mit dem Tage der Verkündung in Kraft.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin im Schloß, den 15. Februar 1900.

Wilhelm.
Graf v. Bülow.

27. Verordnung zur Ausführung des Gesetzes, betreffend die Freundschaftsverträge mit Tonga und Samoa und den Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag mit Sansibar.

Vom 17. Februar 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 176.)

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen ꝛc., verordnen auf Grund des Gesetzes, betreffend die Freundschaftsverträge mit Tonga und Samoa und den Freundschafts-, Handels- und Schiffahrtsvertrag mit Sansibar, vom 15. Februar 1900 (Reichs-Gesetzbl. S. 37) im Namen des Reichs, nach erfolgter Zustimmung des Bundesraths, was folgt:

Die Vorschriften des Freundschaftsvertrages mit Samoa vom 24. Januar 1879 (Reichs-Gesetzbl. 1881, S. 29) werden hierdurch für das Verhältniß zwischen Deutschland und den Inseln Upolu und Savaii sowie allen anderen westlich des 171. Längengrades westlich von Greenwich gelegenen Inseln der Samoagruppe von dem Tage an, wo diese Inseln in deutschen Besitz übergehen, außer Anwendung gesetzt. Das Gleiche gilt in Ansehung der Insel Tutuila und anderen östlich des 171. Längengrades westlich von Greenwich gelegenen Inseln der Samoagruppe von dem Tage an, wo diese Inseln in den Besitz der Vereinigten Staaten von Amerika übergehen.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Jagdschloß Hubertusstock, den 17. Februar 1900.

Wilhelm.
Graf v. Bülow.

Die Ratifikations-Urkunden zu dem Abkommen zwischen dem Reiche und Großbritannien vom 14. November 1899, betreffend die Erledigung der Samoafrage und anderer Fragen, und zu dem Abkommen zwischen dem Reiche, den Vereinigten Staaten von Amerika und Großbritannien vom 2. Dezember 1899, betreffend Samoa, sind am 16. Februar 1900 ausgetauscht worden.

28. Verfügung, betreffend die Ausübung konsularischer Befugnisse und den Erlaß polizeilicher und sonstiger die Verwaltung betreffender Vorschriften in Samoa.

Vom 17. Februar 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 311.)

Auf Grund der §§ 5 und 11 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75) bestimme ich hierdurch, was folgt:

§ 1. Der zur Ausübung der Gerichtsbarkeit erster Instanz ermächtigte Beamte hat die Geschäfte zu versehen, welche den deutschen Konsuln nach § 12 des Gesetzes vom 22. Juni 1899 (Reichs-Gesetzbl. S. 319) und nach § 35 des Gesetzes vom 8. November 1867 (Bundes-Gesetzbl. S. 137) zustehen. Dasselbe gilt von den Befugnissen, welche den deutschen Konsulaten als Seemannsämtern nach der Seemannsordnung vom 27. Dezember 1872 (Reichs-Gesetzbl. S. 409) und nach sonstigen Reichsgesetzen obliegen.

Die für die Konsuln geltenden Ausführungsbestimmungen zu den im vorhergehenden Absatz genannten Gesetzesvorschriften finden entsprechende Anwendung.

In den bezeichneten Angelegenheiten werden Gebühren und Auslagen nach Maßgabe der Bestimmungen des Gesetzes über die Gebühren und Kosten bei den Konsulaten des Deutschen Reichs vom 1. Juli 1872 (Reichs-Gesetzbl. S. 245) erhoben.

§ 2. Der Gouverneur ist befugt, polizeiliche und sonstige die Verwaltung betreffende Vorschriften zu erlassen und gegen die Nichtbefolgung derselben Gefängniß bis zu drei Monaten, Haft, Geldstrafe und Einziehung einzelner Gegenstände anzudrohen.

Berlin, den 17. Februar 1900.

Der Reichskanzler.
gez. Fürst zu Hohenlohe.

29. Verordnung des Gouverneurs von Samoa, betreffend die Rechtsverhältnisse.

Vom 1. März 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 312.)

Auf Grund des § 2 der Verfügung des Reichskanzlers vom 17. Februar 1900, betreffend die Ausübung konsularischer Befugnisse und den Erlaß polizeilicher und sonstiger die Verwaltung betreffender Vorschriften in Samoa, sowie auf Grund der vom Reichskanzler gemäß §§ 2 Absatz 2, 3 und 8 der Allerhöchsten Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in Samoa, vom 17. Februar 1900 ertheilten Ermächtigungen wird hiermit verordnet, was folgt:

§ 1. Die durch die General-Akte der Samoa-Konferenz in Berlin vom 14. Juni 1889 für Samoa eingeführten Beschränkungen hinsichtlich der Verfügung Eingeborener über ihre Ländereien (Artikel 4, Abschnitt 1 der Akte) bleiben mit der Maßgabe bestehen, daß in Fällen, wo die Genehmigung solcher Verfügungen vorgeschrieben ist, an Stelle des Oberrichters und der Oberverwaltungsbehörde von Samoa der Gouverneur tritt.

Desgleichen werden die bisher auf Grund des Artikels 6, Abschnitt 2 zu A bis einschließlich E, und Abschnitt 4 erhobenen Zölle, Steuern und Gebühren für Rechnung des Gouverneurs weiter erhoben.

§ 2. Die von dem Munizipalrath von Apia erlassenen gesetzlichen Vorschriften bleiben für alle im bisherigen Munizipalbezirk sich aufhaltenden Personen verbindlich. In diesen Vorschriften treten an Stelle des Munizipalraths und seines Vorsitzenden der Gouverneur, an Stelle des Munizipalmagistrats der zur Ausübung der Gerichtsbarkeit erster Instanz ermächtigte Beamte, an Stelle der sonstigen Beamten der Munizipalität die entsprechenden Gouvernementsbeamten.

Die „Liquor Prohibition Ordinance" vom Jahre 1891, die „Arms and Ammunition Ordinance, 1894" und die Resolution des Munizipalraths vom 2. September 1896, betreffend die Einfuhr, Veräußerung und Verwendung von Dynamit, finden auf alle im Schutzgebiete sich aufhaltenden Personen Anwendung. Das Gleiche gilt von den zu den beiden genannten Verordnungen ergangenen zusätzlichen Bestimmungen.

§ 3. Als Eingeborene im Sinne der Allerhöchsten Verordnung vom 17. Februar 1900 sind anzusehen:

1. die Samoaner,
2. die Angehörigen anderer farbiger Stämme.

Eingeborene werden der Gerichtsbarkeit (§ 1) der erwähnten Verordnung bis auf Weiteres in denjenigen Fällen unterstellt, in welchen dieselben bisher der Gerichtsbarkeit des Obergerichts von Samoa oder des Munizipalmagistrats von Apia unterworfen gewesen sind (Artikel 3, Abschnitt 9 und Artikel 5, Abschnitt 4 der Samoa-Akte).

Dem zur Ausübung der Gerichtsbarkeit erster Instanz ermächtigten Beamten bleibt es vorbehalten, einzelne der im vorhergehenden Absatz bezeichneten Fälle einem anderen Richter zu überweisen, auch für diese Fälle eine Berufungsinstanz zu bezeichnen.

Apia, den 1. März 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

30. Verordnung des Gouverneurs von Samoa, betreffend Veröffentlichung der Gesetze ꝛc. fürs Schutzgebiet.

Vom 1. März 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 312.)

Alle Gesetze, Verordnungen, Erlasse und Bekanntmachungen für das Schutzgebiet werden durch Veröffentlichung in der unter dem Titel „Samoanisches Gouvernementsblatt" fortgeführten „Samoa Government Gazette" zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

Gouvernements-Verordnungen treten, wenn nichts Anderes in ihnen bestimmt ist, mit dem Tage der Veröffentlichung im Gouvernementsblatt in Kraft.

Apia, den 1. März 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

31. Runderlaß der Kolonial-Abtheilung, betreffend sachverständige Beiräthe in den Schutzgebieten.

Vom 2. März 1900.

Es ist wiederholt in Anregung gekommen, den Kaiserlichen Gouvernements einen Beirath aus Kaufleuten, Pflanzern und sonstigen Interessenten zur Seite zu stellen, welcher, ähnlich wie der Kolonialrath, zur Ertheilung sachverständigen Rathes in der Lage ist und gleichzeitig etwaige Wünsche der Interessenten in Bezug auf die Einrichtung und Führung der Verwaltung dem Gouvernement unterbreiten kann.

Ein solcher Verwaltungsrath war bereits vom Gouvernement Kamerun durch Verordnung vom 20. Juli 1885 eingesetzt worden. Die Mitgliedschaft war obligatorisch; den Vorsitz führte der Gouverneur, der eine geeignete Persönlichkeit als Protokollführer zuzog. In einzelnen Fällen, wo es sich um Verhältnisse der Eingeborenen handelte, konnte der Gouverneur einen oder mehrere Häuptlinge den Berathungen des Verwaltungsraths beiwohnen lassen. Der Verwaltungsrath hatte den Gouverneur beim Erlaß von Verordnungen, soweit sie sich auf die Verwaltung der Kolonie beziehen, durch sein Gutachten zu unterstützen. Wurde von demselben gegen eine Verordnung einstimmig Beschwerde erhoben, so mußte darüber auf Antrag eines Mitgliedes die Entscheidung des Reichskanzlers eingeholt werden, die Beschwerde hielt jedoch die Ausführung der Verordnung nicht auf.

Für das Togogebiet war durch Verordnung des Kommissars vom 15. Januar 1886 ebenfalls ein Verwaltungsrath ins Leben gerufen worden. Derselbe bestand aus drei Mitgliedern, welche vom Kommissar alljährlich aus den Vertretern der dortigen europäischen Firmen gewählt wurden, und einem Protokollführer. Den Vorsitz führte der Kommissar. In denjenigen Fällen, wo es sich um einheimische Verhältnisse handelte, konnten auch ein oder mehrere eingeborene Häuptlinge oder sonstige Sachverständige zur Theilnahme an den Berathungen zugezogen werden. Der Verwaltungsrath stand in allen lokalen Angelegenheiten dem Kommissar als berathende Behörde zur Seite; die zu erlassenden Verordnungen wurden, soweit sie sich auf die Verwaltung des Schutzgebietes bezogen, demselben zur Begutachtung vorgelegt, wobei jedoch die Entscheidung dem Kommissar vorbehalten blieb.

Soweit hier bekannt, wird seit geraumer Zeit von diesen an sich sehr zweckmäßigen Einrichtungen weder in Kamerun noch in Togo Gebrauch gemacht.

In dem Kiautschou-Gebiet besteht ein Gouvernementsrath, in welchem — ähnlich wie bei den Vortragssitzungen in Dar-es-Salâm die Referenten — die Leiter aller einzelnen Verwaltungsressorts vertreten sind und dem vom Gouverneur alle wichtigeren Regierungsangelegenheiten vorgelegt werden können. Nach einer Gouvernements-Verordnung vom 11. März d. Js. treten für die Berathungen wichtiger Angelegenheiten dem Gouvernementsrath drei Vertreter der Civilgemeinde hinzu, welche für je ein Jahr bestellt werden. Der Eine von ihnen wird vom Gouverneur nach Anhörung des Gouvernementsrathes bestimmt; der Zweite wird von den im Handelsregister eingetragenen nicht chinesischen Firmen gewählt; der Dritte wird von den im Grundbuch eingetragenen Grundbesitzern ohne Unterschied der Nationalität, welche mindestens 50 Dollar Grundsteuer entrichten, gewählt. Der Gouvernementsrath hat nur berathende Stimme. Die schließliche Entscheidung steht dem Gouverneur zu.

Die Kaiserlichen Gouvernements ersuche ich ergebenst, sich in der Angelegenheit gefälligst umgehend zu äußern und geeignetenfalls einen Verordnungsentwurf zur Prüfung hierselbst beizufügen. Um zu verhindern, daß die zu treffende Einrichtung, wie in Kamerun und Togo, in Vergessenheit geräth, würden auch Bestimmungen über die Fristen, innerhalb deren der Beirath zu berufen ist, zu treffen sein.

Berlin, den 2. März 1900.

Auswärtiges Amt. Kolonial-Abtheilung.
gez. v. Buchka.

32. Zollordnung für die Binnengrenze von Deutsch-Ostafrika.

Vom 5. März 1900.

Die nachfolgenden Bestimmungen treten mit dem Tage der Bekanntmachung in den betreffenden Grenzbezirken in Kraft. Von demselben Zeitpunkt ab sind alle entgegenstehenden Bestimmungen aufgehoben.

§ 1a. An Einfuhrzoll werden erhoben:

a) von Spirituosen aller Art 15 pCt. des Werthes,
b) von Schußwaffen, Schießbedarf, allen Tauschwaaren und Bedarfsartikeln, für Europäer 5 pCt. des Werthes.

§ 1b. Neben diesem Zoll ist eine Hafenabgabe und Aufsichtsgebühr 2c. als Zuschlag zu erheben, der in den Bezirken Ujiji, Bismarckburg 5 pCt. des Werthes, in den Bezirken Moschi, Langenburg, Bukoba, Muanza, Schirati $6^1/_2$ pCt. des Werthes beträgt.

§ 2. An Ausfuhrzoll werden erhoben:

a) von Elfenbein, Kopal und Kautschuk 15 pCt.,
b) von Hölzern aller Art, Negertabak, Häuten und Fellen, Rhinozeroshörnern, Flußpferdzähnen, Schildpatt, Pfeffer, Salz, Oel und Fett 10 pCt.,

c)[1] von Rindvieh pro Stück 5 Rupien,
d) von Kleinvieh, Ziegen und Schafen pro Stück 32 Pesa,
e)[2] von Maskatefeln pro Stück 15 Rupien,
f) von andern Eseln pro Stück 5 Rupien.

§ 3. Von dem in §§ 1a und b festgesetzten Einfuhrzoll und der Zuschlagsabgabe sind die in der nachfolgenden Liste aufgeführten Gegenstände befreit.

§ 4. Die in den §§ 1a und b festgesetzten Einfuhrzoll- und Zuschlagsabgaben werden von dem Werthe, d. i. Ursprungspreis (Fakturenpreis) einschließlich aller Fracht, Landungs-, Versicherungs- und sonstiger Spesen, zuzüglich 10 pCt. im Einfuhrhafen, d. i. dem Landungsplatze der Waaren, an der ostafrikanischen Küste des Indischen Ozeans erhoben.

Ist dieser Werth nicht festzustellen, so bildet der Werth der Waare an dem Einfuhrorte an der Binnengrenze abzüglich aller während des Transportes der Waaren vom Einfuhrhafen am Indischen Ozean bis zum Eingangsorte an der Binnengrenze gehabten Abgaben, d. h. Fracht-, Landungs-, Versicherungs- und sonstiger Kosten (z. B. der auf der Waare ruhende Zoll) die Grundlage für die Erhebung des Einfuhrzolles und der Zuschlagsabgabe.

Die im § 2 festgesetzten Ausfuhrzölle werden von dem Werthe der Waaren an dem betreffenden Ausfuhrorte erhoben.

Kleinere Waarenmengen, von denen der Zoll weniger als eine halbe Rupie beträgt, sind sowohl bei der Einfuhr- wie bei der Ausfuhrabgabe freizulassen.

§ 5. Zur Entrichtung des Zolles ist derjenige verpflichtet, welcher in dem Augenblick, in dem die Zollpflicht beginnt, Inhaber des zollpflichtigen Gegenstandes ist. Ueber den gezahlten Zoll ist eine Quittung zu ertheilen.

§ 6. Alle ein- und auszuführenden Waaren sind vor Ueberschreitung der Landesgrenze einer Zollstation zur Verzollung anzumelden. Die Orte, an denen sich Zollstationen befinden, sind in den betreffenden Bezirken öffentlich bekannt zu machen.

§ 7. Die Ein- und Ausfuhr von Schußwaffen und Schießbedarf richtet sich nach den hierüber erlassenen besonderen Bestimmungen.

§ 8. Zollhinterziehung (Schmuggel) wird bestraft mit Einziehung der geschmuggelten Waaren oder deren Werth und einer Geldstrafe, welche dem vierfachen Betrage der vorenthaltenen Abgabe gleichkommt. Der Zoll ist neben der Strafe zu entrichten.

In allen Fällen, in denen der Werth des geschmuggelten Gegenstandes nicht mehr zu ermitteln ist und infolgedessen die obige Berechnung der Strafe und die Einziehung der Waaren nicht mehr erfolgen kann, ist auf Zahlung einer Geldstrafe von 20 bis 2000 Rupien zu erkennen.

§ 9. Wer es unternimmt, Gegenstände, deren Ein- oder Ausfuhr für das Schutzgebiet oder einen Theil desselben durch öffentliche Bekanntmachung verboten ist, diesem Verbote zuwider ein- oder auszuführen, wird neben Einziehung der betreffenden Gegenstände oder deren Werth mit einer Geldstrafe bestraft, welche dem doppelten Werth der Gegenstände, und wenn dieser nicht 20 Rupien beträgt, dieser Summe gleichkommt.

§ 10. Wenn Geldstrafen im Falle des Unvermögens nicht beigetrieben werden können, wird auf Freiheitsstrafe erkannt, deren Dauer drei Monate nicht übersteigen darf. Bei der Umwandlung von Vermögensstrafen in Freiheitsstrafen wird ein Tag gleich 1 bis 3 Rupien gerechnet. Zur Festsetzung von Freiheitsstrafen ist nur der betreffende Bezirkschef zuständig.

---

[1] Siehe Verordnung J.-Nr. 115 I. vom 10. Januar 1900.
[2] Siehe Ausfuhrverbot für Esel aus der Kolonie. Verordnung vom 1. Juni 1897

§ 11. Alle sonstigen Uebertretungen dieser Verordnung und der zu ihrer Ausführung öffentlich bekannt gemachten Bestimmungen werden mit einer Ordnungsstrafe von 1 bis 50 Rupien belegt.

§ 12. Die erforderlich werdenden Ausführungsbestimmungen und Dienstvorschriften werden von dem Gouverneur erlassen.

Dar-es-Salâm, den 5. März 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

Liste
der vom Einfuhrzoll und der Zuschlagsabgabe befreiten Gegenstände.

1. Waaren und Güter, welche, um die von einem Schiffe durch Unwetter oder andere Seeunfälle erlittenen Beschädigungen auszubessern, unter Zollkontrolle umgeladen oder an Land gebracht werden, vorausgesetzt, daß die so gelöschte Ladung wieder ausgeführt wird.
2. Alle persönlichen Ausrüstungsstücke der Offiziere und Unteroffiziere der Schutztruppe sowie der Beamten und sonstigen Angehörigen des Gouvernements und der Reichspostverwaltung.
3. Landwirthschaftliche Maschinen und Geräthe nebst Zubehör.

   Alles Material, was zum Wegebau sowie zur Anlage und zum Betriebe von Tramways oder Eisenbahnen dient, sowie auch alle Transportmittel nebst Zubehör; alle diese Gegenstände jedoch nur, sofern sie nach Ausweis einer obrigkeitlichen Bescheinigung zum Gebrauch in der deutsch-ostafrikanischen Kolonie bestimmt sind. Ausgenommen sind Fahrräder nebst Zubehör.
4. Die von der Deutsch-ostafrikanischen Gesellschaft geprägten Münzen.
5. Gebrauchtes Handwerkszeug und ähnliche Geräthschaften, welche Handwerker oder Künstler, die sich in Deutsch-Ostafrika niederlassen wollen, mit sich führen.
6. Physikalische, medizinische und ähnliche Instrumente sowie Arzneien, gedruckte Bücher, Drucksachen, Muster ohne Werth, Statuen, Bilder mit und ohne Rahmen, photographische Apparate und Zubehör; ausgenommen sind: Bücher, deren Blätter Raum zum Nachschreiben und Nachzeichnen gewähren, und zu Rechnungen, Etiketten, Frachtbriefen 2c. vorgerichtetes Papier.
7. Haushaltungsgegenstände, Möbel, fertige Kleider und fertige Wäsche, welche zum Zwecke dauernder Niederlassung einwandernde Personen als Anzugs- oder Heirathsgut für ihre eigenen Haushaltungen einführen und wenn sie die dauernde Niederlassung im Schutzgebiete durch eine bezirksamtliche Bescheinigung nachweisen.
8. Sämmtliche Gegenstände, welche von christlichen Missionen eingeführt, unmittelbar den Zwecken des Gottesdienstes der christlichen Bekenntnisse, des Unterrichts und der Krankenpflege dienen.
9. Kleinere Mengen von Verbrauchsartikeln, welche Reisende in ihren Koffern bei sich führen, wenn der Werth derselben 5 Rupien nicht übersteigt.

   Gebrauchte Kleider und Wäsche, nicht zum Verkauf eingehend.
10. Lebende Thiere aller Art.
11. Solche Waaren, welche aus dem deutschen Gebiet in das Ausland behufs Reparaturen oder Abänderung gegangen waren und wieder eingeführt werden, wenn sie bei der Ausfuhr einem Hauptzollamt oder Zollamt I. oder II. Klasse unter Sicherstellung etwaiger Ausfuhrabgaben zur Wiedereinfuhr angemeldet waren und diese binnen 9 Monaten vom Tage der Ausfuhr

stattfindet, auch die Waaren selbst durch die Reparatur keinen höheren Werth erhalten haben, als sie ursprünglich im Zustande der Neuheit besaßen.

12. Sämereien, Pflanzen, Bäume und andere zum Anbau bestimmte Gewächse.[1])
13. Gebrauchte leere Fässer, Kisten, Säcke, Blech- und andere Emballagen, welche mit der Bestimmung der Wiederausfuhr im gefüllten Zustande eingeführt werden. Neue derartige Emballagen unter Festhaltung der Identität, Kontrolle der Wiederausfuhr und Sicherstellung der Einfuhrabgaben (ein Jahr lang) für den Fall, daß die bezeichneten Verpackungen im Inlande verbleiben.
14. Grabsteine und Grabschmuck, wenn sie nicht zu Handelszwecken eingeführt werden.
15. Düngungs- und Desinfektionsmittel, sofern sie von Plantagen selbst eingeführt und verwendet werden.

Dienstanweisung

zur Zollordnung für die Binnengrenze.

Zu § 1a:

a) Unter Spirituosen sind nicht Wein, Bier, Wermuth und Schaumwein zu verstehen; dieselben fallen unter § 1a, Buchstabe c.

Dagegen sind alkoholhaltige Parfümerien als Spirituosen zu verzollen.

b) Pulver, Schießbedarf und Schußwaffen dürfen erst aus dem Zollgewahrsam herausgegeben werden, sobald ein Erlaubnißschein des betreffenden Bezirkschefs seitens des Einführers vorgelegt wird (vergl. § 7 der Zollordnung).

c) Für Waaren, die in Deutsch-Ostafrika bereits Einfuhrzoll gezahlt haben, ist — sofern dies durch Zollquittungen nachgewiesen wird — ein Zoll an der Binnengrenze nicht mehr zu erheben.

d) Waaren, welche durch das deutsch-ostafrikanische Schutzgebiet durchgeführt werden, zahlen die in den §§ 1a und 1b festgesetzten Abgaben; der Einfuhrzoll des § 1a wird jedoch auf Antrag beim Gouvernement, welchem die betreffenden Zollquittungen und eine zollamtliche Bescheinigung über die erfolgte Wiederausfuhr beizufügen sind, zurückerstattet. Für die während des Durchmarsches durch das deutsche Gebiet verbrauchten Waaren wird diese Vergünstigung nicht gewährt.

Zu § 2: Von Hölzern aller Art ist bei der Ausfuhr gemäß Cirkularerlaß Nr. 20 vom 26. Mai 1892 neben dem 10prozentigen Ausfuhrzoll eine Holzschlaggebühr von 30 pCt., also insgesammt eine Abgabe von 40 pCt. des Werthes der Hölzer zu erheben und mit den Zöllen zusammen zu verrechnen.

Zu § 3: Gemäß Gouvernementserlaß Nr. 2 vom 13. Januar 1892 genießen die im Schutzgebiet ansässigen Missionen jeder Konfession eine Zollvergünstigung derart, daß ihnen nach Schluß jedes Rechnungsjahres die gezahlten Einfuhrzölle bis zu einem gewissen Höchstbetrage zurückvergütet werden. Dieselben sind daher anzuweisen, ihre Zollquittungen nach dem 1. April jeden Jahres durch Vermittelung ihrer Agenten an der Küste dem Gouvernement einzureichen.

Zu § 4: Der Kleinverkehr ist zollfrei zu lassen, d. h. Abgabenbeträge unter 32 Pesa sind nicht zu erheben.

Zu § 5: Bei der Ausfuhr von Waaren kann der Versender ebenfalls haftbar gemacht werden.

Zu § 6: Die Anmeldung zur Verzollung kann mündlich oder schriftlich erfolgen.

---

[1]) Als Sämereien sind Mais, Negerkorn, Reis, Chiroko und dergleichen hiesige Landeserzeugnisse nicht anzusehen.

Mündliche Anmeldung genügt bei kleinen Waarenposten, welche unmittelbar in das Zollhebe-Register einzutragen sind.

Bei allen aus verschiedenen Waarensorten bestehenden Sendungen ist eine Zollanmeldung auf einem amtlichen Formular, das dem Verzoller unentgeltlich geliefert wird, erforderlich. Diese Anmeldung muß vom Verzoller nach Maßgabe des Vordrucks ausgefüllt und mit Datum und Unterschrift versehen werden.

Wenn der Verzoller nicht schreiben kann, so bewirkt das Zollamt die Ausfertigung der Anmeldung auf Grund seiner mündlichen Angaben; der Verzoller hat in diesem Falle die Anmeldung mit seinem Handzeichen zu versehen, dessen Richtigkeit thunlichst von zwei Beamten zu bescheinigen ist.

Alsdann ist von dem Zollbeamten die Prüfung der Waaren vorzunehmen, welche sich bei Sendungen an zuverlässige Firmen oder an bekannte Empfänger auf eine äußere Vergleichung der Frachtstücke mit den Angaben der Anmeldung beschränken kann. Eine genaue Prüfung des Inhalts der Lasten bezw. Frachtstücke ist namentlich dann geboten, wenn der Verdacht einer unrichtigen Zollanmeldung vorliegt; hierbei muß der Verzoller das Auspacken der Lasten 2c. nach Anweisung des Zollbeamten auf eigene Gefahr und Kosten verrichten oder verrichten lassen.

Die Berechnung des Zolls ist von dem Zollbeamten in der Bemerkungsspalte der Zollanmeldung vorzunehmen und durch seine Unterschrift als richtig zu bescheinigen. Der Zollbetrag wird alsdann vom Verzoller eingezogen und im Zollheberegister nach Maßgabe des Vordrucks vereinnahmt.

Wird der Zoll in natura (z. B. in Tauschartikeln, Elfenbein 2c.) entrichtet, so sind diese Waaren von der Station zu verkaufen und der Erlös im Zollheberegister zu vereinnahmen.

Ueber den gezahlten Zoll ist stets Quittung auf Muster 28 zu ertheilen. Die Zollanmeldungen werden dem Zollheberegister als Beläge beigefügt und erhalten fortlaufende Nummern.

Am Monatsschluß wird das Zollheberegister in beiden Abtheilungen abgeschlossen und die Endsumme der Stationskasse abgeliefert, welche dieselben auf Grund des Musters Nr. 10 in der Kassenabrechnung vereinnahmt.

Zu § 8: Abweichungen zwischen dem angemeldeten und dem amtlich ermittelten Werthe, die 10 pCt. des angemeldeten Werthes nicht übersteigen, bleiben straffrei; die Abgaben sind jedoch von dem amtlich ermittelten Werthe zu berechnen.

Zu § 11: Alle Zollstrafen sind ebenso wie die Zölle im Zollheberegister zu vereinnahmen. Die Berechnung der Strafe ist stets auf der betr. Zollanmeldung zu bewirken.

Zu § 12: In allen zweifelhaften Fällen ist die Entscheidung des Gouvernements einzuholen.

Dar-es-Salâm, den 5. März 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

33. Runderlaß der Kolonial-Abtheilung, betreffend Gleichstellung der Postbeamten in der Zollbehandlung mit den Gouvernementsbeamten.

Vom 9. März 1900.

Ew. 2c.,

ersuche ich gefälligst Veranlassung zu treffen, daß in Zukunft die Kaiserlichen Postbeamten im Schutzgebiete dieselben Zollvortheile wie die Gouvernementsbeamten er-

halten und daß die zum dienstlichen Gebrauch der Postverwaltung eingeführten Gegenstände zollfrei eingelassen werden.

Die bezügliche Verordnung bitte ich mir in Abschrift mitzutheilen.

Berlin, den 9. März 1900.

Auswärtiges Amt. Kolonial-Abtheilung.
gez. v. Buchka.

34. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Nichtzulassung von Dhaus aus pestverdächtigen Ländern.

Vom 12. März 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 364.)

Um den Dhauverkehr so wenig wie möglich zu beschränken, will ich den Runderlaß vom 6. Juni 1899[1]) dahin ergänzen, daß auch die aus pestverseuchten Ländern kommenden Dhaus zum Verkehr mit den diesseitigen Häfen zugelassen werden dürfen, auch wenn sie vorher Tanga nicht angelaufen haben und auch wenn der angelaufene Hafenplatz mit einem Arzt für die Vornahme der sanitätspolizeilichen Revision nicht besetzt sein sollte. Es wird jedoch die Bedingung gestellt, daß die genannten Fahrzeuge durch eine Bescheinigung des deutschen Konsulats in Sansibar darüber ausweisen, daß sie vorher in Sansibar durch die englischen Behörden sanitätspolizeilich untersucht sind und dortselbst freie Praktik erhalten haben, ferner die weitere Bedingung, daß sie durch diese Konsulatsbescheinigung weiter nachweisen, daß sie vor der Weiterfahrt nach der deutsch-ostafrikanischen Küste in Sansibar wenigstens 10 Tage lang gelegen haben. Hierdurch soll die sanitätspolizeiliche Untersuchung der hiesigen Behörden allerdings nicht für unnöthig erklärt werden. In allen Fällen, in denen für die letzteren ein begründeter Verdacht vorliegt, daß die Dhaus oder ihre Ladung trotz der in Sansibar durchgemachten Untersuchung und Ueberwachung pestverdächtig sind, sollen die Bestimmungen des Runderlasses vom 6. Juni 1899 wieder voll und ganz in Kraft treten.

Ich bemerke dabei, daß den Fahrzeugen, die zur Abhaltung einer Quarantäne und zur Desinfektion nach Dar-es-Salâm oder Tanga verwiesen werden, selbstverständlich auf Anfordern die Uebernahme von frischem Wasser und Proviant unter Beobachtung aller Vorsichtsmaßregeln nicht verweigert werden darf.

Dar-es-Salâm, den 12. März 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

35. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Versicherungsaufgaben bei Waarenverschiffung.

Vom 13. März 1900.

Im Anschluß an die Runderlasse Nr. 28 vom 28. Juli 1891, Nr. 34 vom 17. August 1891 und vom 8. Juni 1895[2]) J. Nr. 3277 wird bestimmt:

Die bei Waaren- ꝛc. Verschiffungen auszufertigenden Versicherungsaufgaben sind künftig nur in einem Exemplar dem Gouvernement ohne Anschreiben einzureichen.

Dar-es-Salâm, den 13. März 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

---

[1]) Nicht abgedruckt.
[2]) Nicht abgedruckt.

36. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Dhauverkehr.

Vom 14. März 1900.

Unter Abänderung des Runderlasses vom 4. September 1895,[1]) J. Nr. 4077, setze ich den Preis für die noch in den Magazinen lagernden Dhaubuchstaben aus Eisenblech von 5 Rupien auf 3 Rupien pro Stück herab.

Dar-es-Salâm, den 14. März 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

37. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Ausfuhr von Mtama.

Vom 16. März 1900.

Die Ausfuhr von Mtama hat so sehr zugenommen, daß viele Bezirke der Kolonie von Korn entblößt sind, was zu ernsten Bedenken Anlaß giebt.

Infolge massenhaften Auftretens von Schädlingen sind die diesjährigen Ernteaussichten augenblicklich als unbefriedigende zu bezeichnen.

Ich bestimme deshalb, daß vom 17. d. Mts. ab bis auf Weiteres der Ausfuhrzoll für Mtama von 15 Pesa auf 30 Pesa für 100 Ratel erhöht wird.

Ausgenommen sind alle diejenigen Verschiffungen, die auf Grund von Kaufgeschäften stattfinden, die vor Inkrafttreten dieser Verordnung abgeschlossen sind.

Dar-es-Salâm, den 16. März 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

38. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Gewerbesteuer.

Vom 16. März 1900.

Um den örtlichen Veranlagungsbehörden bei der Veranlagung zur Gewerbesteuer weiteren Spielraum zu geben, und um eine zweckmäßigere Besteuerung einiger nicht in den Rahmen der Gewerbesteuer-Verordnung passenden Erwerbszweige zu ermöglichen, bestimme ich in Abänderung der Verordnung vom 22. Februar 1899,[2]) betreffend die Einführung einer Gewerbesteuer, mit Wirkung vom 1. April d. Js. ab hierdurch Folgendes:

1. § 1 a. a. O. erhält am Schlusse nachstehenden Zusatz:

Die Gewinnung und der Ausschank von Tembo, Pombe, Reisbier und ähnlichen, lediglich zum Genusse für Farbige hergestellten, alkoholhaltigen Getränken ist nicht gewerbesteuerpflichtig.

2. § 2 wird, wie folgt, abgeändert:

Die Gewerbesteuer wird in 14 Klassen mit Jahresbeträgen von 360, 300, 240, 200, 160, 120, 90, 60, 36, 18, 12, 9, 6 und 4 Rupien erhoben.

Wegen der Besteuerung der unter § 1 aufgeführten Erwerbszweige ergeht noch besondere Verfügung.

Ich ersuche die Veranlagungsbehörden, über ihre Stellung zu den Anträgen des Herrn Vorsitzenden der Ober-Einschätzungs-Kommission in seinem Berichte vom

[1]) Vergl. Deutsche Kolonial-Gesetzgebung II. Nr. 162, S. 172.
[2]) Vergl. Deutsche Kolonial-Gesetzgebung IV. Nr. 30, S. 39.

6. d. Mts. bis zum 15. Mai d. Js. eingehend zu berichten und gleichzeitig etwaige Wünsche hinsichtlich der Umarbeitung der Verordnung zur Sprache zu bringen.

Dar-es-Salâm, den 16. März 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

39. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Instandhaltung der Brücken.

Vom 17. März 1900.

Ein Spezialfall giebt mir Veranlassung, die Bezirksämter und Stationen auf die Instandhaltung der Brücken hinzuweisen.

Insonderheit mache ich darauf aufmerksam, daß die vielfach beliebte Art der Herstellung der Bedeckung des Brückenweges mit Erde auf Holzstangen durchaus zu verwerfen ist, da das Holz unter der Erde fault und die Schäden durch den Erdbewurf unsichtbar gemacht werden.

Brückenbeläge sind aus gutem, thunlichst ameisensicherem Holze herzustellen, mit Bohlenbelag, wo dieses anfangs nicht möglich ist, sind wenigstens Längsbohlen auf die Brückenhölzer aufzuschrauben oder zu nageln.

Die Längsbohlen müssen so breit sein, daß ein Reiter oder Lastthier sie gut passiren kann.

Durch schadhafte und in Verfall gerathene Brücken werden beim Passiren leicht Unglücksfälle hervorgerufen.

Für die durch mangelhafte Instandhaltung der Brücken entstehenden Sachbeschädigungen sind die Gemeinden, als zur Unterhaltung der Brücken verpflichtet, eventuell regreßpflichtig.

Dar-es-Salâm, den 17. März 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

40. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Veröffentlichung der amtlichen Verfügungen.

Vom 19. März 1900.

Vom 1. April d. Js. ab erfolgt die Veröffentlichung aller amtlichen Verfügungen des Gouvernements, des Obergerichts, des Bezirksgerichts Dar-es-Salâm sowie der hiesigen Dienststellen nur durch den „Amtlichen Anzeiger für Deutsch-Ostafrika", der sämmtlichen Dienststellen des Gouvernements seitens des Gouvernementsbureaus wöchentlich zugesandt werden wird.

Es fällt deshalb von diesem Tage ab die Uebersendung von Runderlassen, Kurstabellen, Postnachrichten 2c. fort.

Ich ersuche sämmtliche Dienststellen, die einzelnen Nummern des „Amtlichen Anzeigers" nach genauer Durchsicht zu sammeln und geordnet aufzubewahren.

Dem Bezirksgericht Tanga sowie den Bezirksämtern und Kommunen an der Küste stelle ich anheim, die dort zu erlassenden Bekanntmachungen auch im „Amtlichen Anzeiger" zu veröffentlichen.

Schluß für Annahme von Bekanntmachungen wöchentlich Donnerstag 5 Uhr abends bei der Redaktion der Deutsch-Ostafrikanischen Zeitung.

Dar-es-Salâm, den 19. März 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

41. Verordnung des Landeshauptmanns von Jaluit, betreffend Gewerbesteuern.

Vom 23. März 1900.

Auf Grund der Allerhöchsten Verordnung vom 15. Oktober 1886 wird hiermit bestimmt, was folgt:

§ 1. § 3, b der Verordnung vom 10. November 1895,[1]) betreffend die Erhebung von Gewerbesteuern, wird, wie folgt, abgeändert:

b) von Segelschiffen, welche für Rechnung einer im Schutzgebiete nicht ansässigen Firma daselbst Handel treiben, für jede Reise bis zur Dauer von 30 Tagen 2250 Mark, für jeden weiteren Tag 75 Mark, von Dampfschiffen (einschließlich Segelschiffen mit Hülfsmaschine) das Doppelte vorstehender Sätze.

§ 2. Diese Verordnung tritt mit dem heutigen Tage in Kraft.

Jaluit, den 23. März 1900.

Der Kaiserliche Landeshauptmann a. i.
(L. S.) gez. Brandeis.

42. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Rechnungswesen.

Vom 27. März 1900.

Behufs Vereinfachung des Buchungs- und Rechnungswesens und schnellerer Abwickelung der Abrechnung bestimme ich, daß für die Folge sämmtliche Ausgaben für frühere Etatsjahre der Hauptkasse in Nachweisungen zusammengestellt, als Barablieferung, zu überweisen sind.

Dar-es-Salâm, den 27. März 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

43. Verordnung des Gouverneurs von Togo, betreffend die Neuregelung des Kleinverkaufs und Ausschanks von Branntwein im Togogebiet.

Vom 28. März 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 535.)

Unter Aufhebung der Verordnung, betreffend den Kleinverkauf und Ausschank von Spirituosen in Togo vom 10. September 1894[2]) wird hiermit verordnet, was folgt:

§ 1. Der Kleinhandel mit Branntwein jeder Art sowie der Ausschank desselben darf in Lome, Bagida, Porto-Seguro, Klein-Popo, in den an der Lagune einschließlich des Togosees und am rechten Monoufer aufwärts bis Togodo gelegenen Ortschaften und in der unmittelbaren Umgebung aller dieser Orte nur mit Erlaubniß des Kaiserlichen Gouvernements betrieben werden.

Die Erlaubniß ist auch dann erforderlich, wenn der Geschäftsbetrieb sich ohne besondere bauliche Anlagen vollzieht, sofern derselbe längere Zeit an einer und derselben Geschäftsstelle stattfindet.

§ 2. Unter dem Ausdruck „Kleinhandel“ wird die auf einmal erfolgende Abgabe von vier Litern oder weniger an ein und dieselbe Person durch Kauf oder Tausch verstanden.

[1]) Vergl. Deutsche Kolonial-Gesetzgebung II Nr. 177, S. 188.
[2]) Vergl. Deutsche Kolonial-Gesetzgebung II. Nr. 112, S. 127.

§ 3. Die Erlaubniß ist durch Vermittelung des zuständigen Bezirksamts nachzusuchen. Im Falle der Ertheilung ist eine halbjährlich (am 1. April und 1. Oktober) im voraus an das Bezirksamt zahlbare Abgabe von 50 Mark für jede Verkaufs- oder Schankstelle zu entrichten. Der Gouverneur ist berechtigt, für bestimmte Ortschaften sowie aus besonderen Gründen auch für einzelne Fälle einen niedrigeren Betrag der Abgabe festzusetzen.

Für Geschäftsstellen, welche im Laufe eines Halbjahres eröffnet werden, ist die Abgabe für das ganze Halbjahr zu zahlen.

Einem Erlaubnißinhaber, der die Abgabe binnen zwei Wochen nach Fälligkeit nicht entrichtet hat, kann die Erlaubniß durch das Bezirksamt entzogen werden.

§ 4. Die Erlaubniß kann versagt werden, wenn kein Bedürfniß für die Errichtung einer neuen Verkaufs- beziehungsweise Schankstelle vorhanden ist, oder die Persönlichkeit des Nachsuchenden keine Gewähr dafür bietet, daß an der Geschäftsstelle Ruhe und Anstand herrschen werden.

§ 5. Die Scheine, durch welche die Ertheilung der Erlaubniß beurkundet wird, haben, sofern sie für einzelne Personen ausgestellt sind, nur für diese Gültigkeit und verlieren dieselbe beim Uebergang des Betriebes in andere Hände.

Die Scheine werden durch die Bezirksämter ausgehändigt.

§ 6. Außer dem Erlaubnißschein erhält der Berechtigte bei der erstmaligen Abgabenentrichtung für jede Verkaufs- oder Schankstelle ein weißes Schild von 40 cm Höhe und 30 cm Breite, welches in Schwarzdruck den Reichsadler und die Aufschrift „Erlaubniß zum Kleinverkauf und Ausschank von Branntwein" trägt. Dieses Schild ist an der Geschäftsstelle an einem für die Oeffentlichkeit sichtbaren Punkte anzubringen.

Für jede Erneuerung des Schildes, welche der Inhaber stets, sobald die Aufschrift unkenntlich geworden ist, bei dem Bezirksamt zu beantragen hat, ist eine Gebühr von 3 Mark zu entrichten.

Beim Erlöschen der Berechtigung ist das Schild wieder abzuliefern.

§ 7. Am Schlusse jedes Halbjahres haben die Bezirksämter dem Gouvernement ein Verzeichniß der in ihrem Bezirke abgabepflichtigen Personen einzureichen.

§ 8. Die Bezirksamtmänner beziehungsweise die von diesen beauftragten Beamten sind befugt, jederzeit Besichtigungen der Verkaufs- und Schankstellen vorzunehmen.

§ 9. Der Kleinverkauf und Ausschank von Branntwein an anderen als den durch ein Schild gekennzeichneten Plätzen ist verboten.

§ 10. Es ist verboten, an den öffentlichen Schankstellen Glücksspiele abzuhalten oder zu dulden oder Branntwein an Betrunkene zu verkaufen.

§ 11. An denjenigen Marktplätzen, an denen sich Geschäftsstellen von Personen befinden, welche die nach den vorstehenden Vorschriften erforderliche Erlaubniß besitzen, ist der Kleinverkauf und Ausschank von Branntwein auf dem Markte selbst verboten.

§ 12. Auf den Hausirhandel findet diese Verordnung keine Anwendung.

§ 13. Zuwiderhandlungen gegen die obigen Vorschriften werden mit Geldstrafe bis zu 500 Mark, an Stelle oder neben welcher auf Gefängniß bis zu drei Monaten erkannt werden kann, bestraft. Auch kann die Einziehung des ohne Erlaubniß zum Verkauf gestellten Branntweins stattfinden.

§ 14. Anläßlich jeder Bestrafung in Gemäßheit des § 13 kann der Gouverneur die Entziehung der Erlaubniß verfügen.

§ 15. Gegen jede auf Grund dieser Verordnung durch die Bezirksämter getroffene Entscheidung ist binnen einem Monat die Beschwerde beim Kaiserlichen Gouvernement zulässig.

§ 16. Diese Verordnung tritt mit dem 1. April d. Js. in Kraft.

Lome, den 28. März 1900.

Der stellvertretende Kaiserliche Gouverneur.

(L. S.) gez. Heim.

44. Verordnung des Bezirksamtmanns in Yap, betreffend das Verbot des Verkaufes von Kokosnüssen zwecks Koprabereitung.

Vom 31. März 1900.

§ 1. Um den Eintritt einer durch den Teifun im November vorigen Jahres und die darauffolgende lange Dürre zu befürchtenden Nahrungsnoth zu verhindern, wird den Eingeborenen bis auf Weiteres der Verkauf von Kokosnüssen verboten.

§ 2. Falls Weiße, Tagalen oder Chamorros Kokosnüsse als Nahrungsmittel für sich selbst, ihre Leute oder Hausthiere brauchen, haben sie sich an den Häuptling der nächsten Gemeinde zu wenden, der ihre Wünsche nach Möglichkeit erfüllen wird.

§ 3. Diese Verordnung tritt am 4. April dieses Jahres in Kraft.

Yap, den 31. März 1900.

Der Kaiserliche Bezirksamtmann.
gez. Senfft.

45. Verordnung des Gouverneurs von Deutsch-Südwestafrika, betreffend den Schutz der Holzbestände im südwestafrikanischen Schutzgebiete.

Vom 1. April 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 456/57.)

Auf Grund des § 11 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (R.-G.-Bl. 1888, S. 75), und des § 2 Nr. 8 der Dienstanweisung, betreffend die Ausübung der Gerichtsbarkeit in dem südwestafrikanischen Schutzgebiete vom 27. August 1890, wird hiermit verordnet, was folgt:

§ 1. Das Fällen von Bäumen, das Kappen von Büschen sowie das Abschälen von Baumrinde ist ohne Genehmigung der Polizeibehörde den Grundberechtigten nur zur Deckung des eigenen Bedarfs, anderen Personen nur in Fällen der Noth, wie z. B. bei Wagenbrüchen, gestattet. Die Ertheilung der Genehmigung, für welche diejenige Polizeistation, die dem Platze, woselbst das Holz oder die Rinde entnommen werden soll, am nächsten liegt, zuständig ist, kann an die Bedingung geknüpft werden, daß für die Wiederaufforstung des Holzbestandes in geeigneter Weise Sorge getragen wird. In den Eingeborenen-Reservaten ist für Eingeborene die Genehmigung durch Vermittelung des zuständigen Kapitäns oder eines Bevollmächtigten des Letzteren einzuholen.

Gegen die Entscheidung der Polizeibehörden über die nachgesuchte Genehmigung sowie gegen deren Anordnungen wegen der Wiederaufforstung ist die Beschwerde an die Bezirkshauptmannschaft und gegen deren Entscheidung die weitere Beschwerde an das Gouvernement zulässig.

Von jeder ohne Genehmigung der Polizeibehörde in Fällen der Noth erfolgten Entnahme von Bäumen, baumähnlichen Büschen oder Rinde ist der nächsten Polizeistation alsbald Anzeige zu machen.

§ 2. Die Entnahme von trockenem Holz fällt nicht unter die Bestimmungen des vorhergehenden Paragraphen.

§ 3. Die als Schonung oder Pflanzgärten äußerlich sichtbar bezeichneten Anpflanzungen dürfen ohne Genehmigung des Grundberechtigten oder der Aufsichtsbehörde nicht betreten werden.

§ 4. Wer entgegen den Vorschriften des § 1 dieser Verordnung Bäume fällt, Büsche kappt oder Baumrinde abschält, oder wer die dort vorgeschriebene Anzeige unterläßt, wird mit Geldstrafe bis 2000 — Zweitausend — Mark oder mit Haft

oder mit Gefängniß bis zu drei Monaten bestraft. Die Geldstrafe ist gleichzeitig auch neben der Freiheitsstrafe zulässig. Auch kann auf Einziehung der im Widerspruch mit dieser Verordnung entnommenen Bodenerzeugnisse erkannt werden.

Die gleiche Strafe trifft denjenigen, welcher der Vorschrift des § 3 dieser Verordnung zuwiderhandelt oder welcher den Anordnungen der Polizeibehörde wegen Wiederaufforstung des auf seine Veranlassung entfernten Holzbestandes trotz wiederholter Aufforderung nicht nachkommt und nicht nachweist, daß ihm die Befolgung dieser Anordnungen ohne sein Verschulden nicht möglich war.

§ 5. Diese Verordnung tritt unter Aufhebung der Verordnung, betreffend den Schutz der Holzbestände im Bezirke Windhoek, vom 7. August 1894 sowie der Verordnung, betreffend den Schutz der Holzbestände im Schutzgebiete, vom 12. Februar 1899 für das ganze Schutzgebiet am 1. Juli 1900 in Kraft.

Windhoek, den 1. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
(L. S.) gez. Leutwein.

46. Verordnung des stellvertretenden Gouverneurs von Kamerun, betreffend die anderweite Regelung der Einfuhrzölle auf Spirituosen im Schutzgebiet Kamerun.

Vom 1. April 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 456.)

Auf Grund der Kaiserlichen Verordnung vom 19. Juli 1886, betreffend den Erlaß von Verordnungen auf dem Gebiet der allgemeinen Verwaltung, des Zoll- und Steuerwesens für die westafrikanischen Schutzgebiete, wird für das Schutzgebiet Kamerun verordnet, was folgt:

§ 1. Vom heutigen Tage ab treten folgende Aenderungen des Zolltarifs vom 1. November 1898 ein.

Es werden erhoben:

Von Rum, Genever, Spiritus und sonstigen alkoholhaltigen Flüssigkeiten, welche weder süß noch mit einer Substanz gemischt sind, durch welche die Feststellung des Alkoholgehaltes durch den Alkoholometer verhindert ist, bei einer Alkoholstärke

a) bis einschließlich 50 pCt. Tralles für 1 Liter . . . . 56 Pfg.
b) bei 51 pCt. Tralles für 1 Liter . . . . 60 „
c) bei mehr als 51 pCt. für jedes Prozent Tralles mehr ein Zuschlagzoll von . . . . 5 „
d) Von Rum, Genever, Spiritus und sonstigen alkoholartigen Flüssigkeiten, welche gesüßt sind oder Zusätze enthalten, die die Feststellung des Alkoholgehaltes durch den Alkoholometer verhindern, also z. B. alle Liköre, für 1 Liter . . . . 60 „

§ 2. Eine Nachverzollung der am heutigen Tage vorhandenen, schon vorher in das Schutzgebiet eingeführten Spirituosen findet nicht statt.

Kamerun, den 1. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
(L. S.) gez. Köhler.

47. Allerhöchste Verordnung, betreffend Ermächtigung des Gouverneurs von Kamerun zum Erlasse von Anordnungen zum Schutze des Waldbestandes.

Vom 4. April 1900. (Reichsanzeiger Nr. 108 vom 5. Mai 1900, Kol. Bl. 1900, S. 355.)

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen 2c.

verordnen auf Grund des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzblatt 1888 S. 75, 1899 S. 365), im Namen des Reichs, was folgt:

§ 1. Der Gouverneur von Kamerun wird für den Bereich des ihm unterstellten Schutzgebietes ermächtigt, zum Zwecke des Schutzes des Waldbestandes anzuordnen, daß Personen, welche entgegen den bestehenden Vorschriften Holz gefällt haben, zur Wiederaufforstung der abgeholzten Fläche verpflichtet sind.

Auch kann der Gouverneur anordnen, daß das Gouvernement von Kamerun, falls die nach Maßgabe der vorstehenden Bestimmungen zur Wiederaufforstung Verpflichteten der an sie ergangenen bezüglichen Aufforderung binnen einer von dem Gouverneur festzusetzenden Frist nicht nachkommen, seinerseits berechtigt ist, die zur Wiederaufforstung erforderlichen Maßnahmen vorzunehmen und die dadurch entstehenden Kosten von den Verpflichteten im Wege der Zwangsvollstreckung beizutreiben. Die näheren Bestimmungen über die Ausführung der Zwangsvollstreckung erläßt der Gouverneur.

§ 2. Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Verkündung in Kraft.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin, den 4. April 1900.

(L. S.) **Wilhelm.**

Fürst zu Hohenlohe.

48. Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit.

Vom 7. April 1900. (Reichs-Gesetzblatt 1900, S. 213, Kol. Bl. 1900, S. 356.)

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen 2c.

verordnen im Namen des Reichs, nach erfolgter Zustimmung des Bundesraths und des Reichstags, was folgt:

Erster Abschnitt.

Umfang der Konsulargerichtsbarkeit.

§ 1. Die Konsulargerichtsbarkeit wird in den Ländern ausgeübt, in denen ihre Ausübung durch Herkommen oder durch Staatsverträge gestattet ist.

Sie kann durch Kaiserliche Verordnung mit Zustimmung des Bundesraths für bestimmte Gebiete und in Ansehung bestimmter Rechtsverhältnisse außer Uebung gesetzt werden.

§ 2. Der Konsulargerichtsbarkeit sind unterworfen:

1. Deutsche, soweit sie nicht in dem Lande, in dem die Konsulargerichtsbarkeit ausgeübt wird, nach allgemeinen völkerrechtlichen Grundsätzen das Recht der Exterritorialität genießen;
2. Ausländer, soweit sie für ihre Rechtsverhältnisse durch Anordnung des Reichskanzlers oder auf Grund einer solchen dem deutschen Schutze unterstellt sind (Schutzgenossen).

Den Deutschen (Abs. 1 Nr. 1) werden gleichgeachtet Handelsgesellschaften, eingetragene Genossenschaften und juristische Personen, wenn sie im Reichsgebiet oder in einem deutschen Schutzgebiet ihren Sitz haben, juristische Personen auch dann, wenn ihnen durch den Bundesrath oder nach den bisherigen Vorschriften durch einen Bundesstaat die Rechtsfähigkeit verliehen worden ist. Das Gleiche gilt von offenen Handelsgesellschaften und Kommanditgesellschaften, die in einem Konsulargerichtsbezirk ihren Sitz haben, wenn die persönlich haftenden Gesellschafter sämmtlich Deutsche sind. Andere als die bezeichneten Handelsgesellschaften, eingetragenen Genossenschaften und juristischen Personen werden den Ausländern (Abs. 1 Nr. 2) gleichgeachtet.

Durch Anordnung des Reichskanzlers oder auf Grund einer solchen kann bestimmt werden, daß die im Abs. 2 Satz 1 bezeichneten Handelsgesellschaften, eingetragenen Genossenschaften und juristischen Personen, wenn Ausländer daran betheiligt sind, der Konsulargerichtsbarkeit nicht unterstehen.

§ 3. Die Militärgerichtsbarkeit wird durch dieses Gesetz nicht berührt.

Zweiter Abschnitt.

Gerichtsverfassung.

§ 4. Die Konsulargerichtsbezirke werden von dem Reichskanzler nach Vernehmung des Ausschusses des Bundesraths für Handel und Verkehr bestimmt.

§ 5. Die Konsulargerichtsbarkeit wird durch den Konsul (§ 2 des Gesetzes, betreffend die Organisation der Bundeskonsulate, vom 8. November 1867), durch das Konsulargericht und durch das Reichsgericht ausgeübt.

§ 6. Der Konsul ist zur Ausübung der Gerichtsbarkeit befugt, wenn er dazu von dem Reichskanzler ermächtigt wird.

Der Reichskanzler kann neben dem Konsul sowie an dessen Stelle einem anderen Beamten die dem Konsul bei der Ausübung der Gerichtsbarkeit obliegenden Verrichtungen übertragen.

§ 7. Der Konsul ist zuständig:

1. für die durch das Gerichtsverfassungsgesetz, die Prozeßordnungen und die Konkursordnung den Amtsgerichten zugewiesenen Sachen;
2. für die durch Reichsgesetze oder in Preußen geltende allgemeine Landesgesetze den Amtsgerichten übertragenen Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit.

§ 8. Das Konsulargericht besteht aus dem Konsul als Vorsitzendem und zwei Beisitzern.

In Strafsachen sind in der Hauptverhandlung vier Beisitzer zuzuziehen, wenn der Beschluß über die Eröffnung des Hauptverfahrens ein Verbrechen oder ein Vergehen zum Gegenstande hat, das weder zur Zuständigkeit der Schöffengerichte noch zu den in den §§ 74, 75 des Gerichtsverfassungsgesetzes bezeichneten Handlungen gehört.

§ 9. Ist in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten die Zuziehung von zwei Beisitzern nicht ausführbar, so tritt an die Stelle des Konsulargerichts der Konsul.

Ist in Strafsachen die vorgeschriebene Zuziehung von vier Beisitzern nicht ausführbar, so genügt die Zuziehung von zwei Beisitzern.

Die Gründe, aus denen die Zuziehung von Beisitzern nicht ausführbar war, müssen in dem Sitzungsprotokoll angegeben werden.

§ 10. Das Konsulargericht ist zuständig:

1. für die durch das Gerichtsverfassungsgesetz und die Prozeßordnungen den Landgerichten in erster Instanz sowie den Schöffengerichten zugewiesenen Sachen;

2. für die Verhandlung und Entscheidung über das Rechtsmittel der Beschwerde gegen die Entscheidungen des Konsuls in Strafsachen.

§ 11. In den vor das Konsulargericht gehörenden Sachen steht den Beisitzern ein unbeschränktes Stimmrecht zu.

In den im § 10 Nr. 1 bezeichneten Sachen nehmen die Beisitzer nur an der mündlichen Verhandlung und an den im Laufe oder auf Grund dieser Verhandlung ergehenden Entscheidungen theil; die sonst erforderlichen Entscheidungen werden von dem Konsul erlassen.

§ 12. Der Konsul ernennt für die Dauer eines jeden Geschäftsjahres aus den achtbaren Gerichtseingesessenen oder in Ermangelung solcher aus sonstigen achtbaren Einwohnern seines Bezirkes vier Beisitzer und mindestens zwei Hülfsbeisitzer.

Die Gerichtseingesessenen haben der an sie ergehenden Berufung Folge zu leisten; die §§ 53, 55, 56 des Gerichtsverfassungsgesetzes finden entsprechende Anwendung.

§ 13. Die Beeidigung der Beisitzer erfolgt bei ihrer ersten Dienstleistung in öffentlicher Sitzung. Sie gilt für die Dauer des Geschäftsjahres. Der Vorsitzende richtet an die zu Beeidigenden die Worte: „Sie schwören bei Gott dem Allmächtigen und Allwissenden, die Pflichten eines Beisitzers des deutschen Konsulargerichts getreulich zu erfüllen und Ihre Stimme nach bestem Wissen und Gewissen abzugeben."

Die Beisitzer leisten den Eid, indem jeder einzeln, unter Erhebung der rechten Hand, die Worte spricht: „Ich schwöre es, so wahr mir Gott helfe." Ist ein Beisitzer Mitglied einer Religionsgesellschaft, der das Gesetz den Gebrauch gewisser Betheuerungsformeln an Stelle des Eides gestattet, so wird die Abgabe einer Erklärung unter der Betheuerungsformel dieser Religionsgesellschaft der Eidesleistung gleichgeachtet. Ueber die Beeidigung ist ein Protokoll aufzunehmen.

§ 14. Das Reichsgericht ist zuständig für die Verhandlung und endgültige Entscheidung über die Rechtsmittel

1. der Beschwerde und der Berufung in den vor dem Konsul oder dem Konsulargerichte verhandelten bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten und in Konkurssachen;
2. der Beschwerde und der Berufung gegen die Entscheidungen des Konsulargerichts in Strafsachen;
3. der Beschwerde gegen die Entscheidungen des Konsuls in den Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit.

§ 15. Eine Mitwirkung der Staatsanwaltschaft findet, soweit nicht in diesem Gesetz ein Anderes vorgeschrieben ist, in den vor den Konsul oder das Konsulargericht gehörenden Sachen nicht statt.

§ 16. Die Personen, welche die Verrichtungen der Gerichtsschreiber und der Gerichtsvollzieher sowie die Verrichtungen der Gerichtsdiener als Zustellungsbeamte auszuüben haben, werden von dem Konsul bestimmt. Sofern diese Personen nicht bereits den Diensteid als Konsularbeamte geleistet haben, sind sie vor ihrem Amtsantritt auf die Erfüllung der Obliegenheiten des ihnen übertragenen Amtes eidlich zu verpflichten.

Das Verzeichniß der Gerichtsvollzieher ist in der für konsularische Bekanntmachungen ortsüblichen Weise, jedenfalls durch Anheftung an die Gerichtstafel, bekannt zu machen.

§ 17. Die Personen, die zur Ausübung der Rechtsanwaltschaft zuzulassen sind, werden von dem Konsul bestimmt. Die Zulassung ist widerruflich.

Gegen eine Verfügung des Konsuls, durch die der Antrag einer Person auf Zulassung zur Ausübung der Rechtsanwaltschaft abgelehnt oder die Zulassung zurückgenommen wird, findet Beschwerde an den Reichskanzler statt.

Das Verzeichniß der zur Ausübung der Rechtsanwaltschaft zugelassenen Personen ist in der für konsularische Bekanntmachungen ortsüblichen Weise, jedenfalls durch Anheftung an die Gerichtstafel, bekannt zu machen.

§ 18. Die Vorschriften der §§ 157 bis 169 des Gerichtsverfassungsgesetzes und des § 2 des Reichsgesetzes über die Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit finden auf die Leistung der Rechtshülfe unter den bei der Ausübung der Konsulargerichtsbarkeit mitwirkenden Behörden sowie unter diesen Behörden und den Behörden im Reichsgebiet oder in den deutschen Schutzgebieten mit der Maßgabe entsprechende Anwendung, daß für die im § 160 Abs. 1 des Gerichtsverfassungsgesetzes vorgesehene Entscheidung, sofern die Rechtshülfe von dem Konsul versagt oder gewährt wird, das Reichsgericht in erster und letzter Instanz zuständig ist.

Dritter Abschnitt.

Allgemeine Vorschriften über das anzuwendende Recht.

§ 19. In den Konsulargerichtsbezirken gelten für die der Konsulargerichtsbarkeit unterworfenen Personen, soweit nicht in diesem Gesetz ein Anderes vorgeschrieben ist:

1. die dem bürgerlichen Rechte angehörenden Vorschriften der Reichsgesetze und der daneben innerhalb Preußens im bisherigen Geltungsbereiche des preußischen Allgemeinen Landrechts in Kraft stehenden allgemeinen Gesetze sowie die Vorschriften der bezeichneten Gesetze über das Verfahren und die Kosten in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten, in Konkurssachen und in den Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit;
2. die dem Strafrecht angehörenden Vorschriften der Reichsgesetze sowie die Vorschriften dieser Gesetze über das Verfahren und die Kosten in Strafsachen.

§ 20. Die im § 19 erwähnten Vorschriften finden keine Anwendung, soweit sie Einrichtungen und Verhältnisse voraussetzen, an denen es für den Konsulargerichtsbezirk fehlt.

Durch Kaiserliche Verordnung können die hiernach außer Anwendung bleibenden Vorschriften, soweit sie zu den im § 19 Nr. 1 erwähnten gehören, näher bezeichnet, auch andere Vorschriften an deren Stelle getroffen werden.

§ 21. Durch Kaiserliche Verordnung können die Rechte an Grundstücken, das Bergwerkseigenthum sowie die sonstigen Berechtigungen, für welche die sich auf Grundstücke beziehenden Vorschriften gelten, abweichend von den nach § 19 maßgebenden Vorschriften geregelt werden.

§ 22. Durch Kaiserliche Verordnung kann bestimmt werden, inwieweit die Vorschriften der Gesetze über den Schutz von Werken der Literatur und Kunst, von Photographien, von Erfindungen, von Mustern und Modellen, von Gebrauchsmustern und von Waarenbezeichnungen in den Konsulargerichtsbezirken Anwendung finden oder außer Anwendung bleiben.

§ 23. Soweit die im § 19 bezeichneten Gesetze landesherrliche Verordnungen oder landesherrliche Genehmigung vorsehen, treten an deren Stelle in den Konsulargerichtsbezirken Kaiserliche Verordnungen oder die Genehmigung des Kaisers.

Die nach diesen Gesetzen im Verwaltungsstreitverfahren zu treffenden Entscheidungen werden für die Konsulargerichtsbezirke in erster und letzter Instanz von dem Bundesrath erlassen.

Soweit in diesen Gesetzen auf Anordnungen oder Verfügungen einer Landes-Zentralbehörde oder einer höheren Verwaltungsbehörde verwiesen wird, treten an deren Stelle in den Konsulargerichtsbezirken Anordnungen oder Verfügungen des Reichskanzlers oder der von diesem bezeichneten Behörde.

Die nach diesen Gesetzen den Polizeibehörden zustehenden Befugnisse werden in den Konsulargerichtsbezirken von dem Konsul ausgeübt.

Bis zum Erlasse der im Abs. 1 vorgesehenen Kaiserlichen Verordnungen sowie der im Abs. 3 vorgesehenen Anordnungen oder Verfügungen des Reichskanzlers finden die innerhalb Preußens im bisherigen Geltungsbereiche des preußischen Allgemeinen Landrechts geltenden landesherrlichen Verordnungen sowie die dort geltenden Anordnungen oder Verfügungen der Landes-Zentralbehörden entsprechende Anwendung.

§ 24. Soweit nach den im § 19 bezeichneten Gesetzen dem Landesfiskus Rechte zustehen oder Verpflichtungen obliegen, tritt in den Konsulargerichtsbezirken an dessen Stelle der Reichsfiskus. Diese Vorschrift findet keine Anwendung auf die Rechte und Verpflichtungen, die für den Landesfiskus mit Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit eines Betheiligten begründet sind.

Geldstrafen fließen zur Reichskasse. Durch Kaiserliche Verordnung kann bestimmt werden, daß die wegen Zuwiderhandlung gegen einzelne Gesetze oder Verordnungen verhängten Geldstrafen einem anderen Berechtigten zufallen.

§ 25. Die Rechtsverhältnisse der Schutzgenossen, die keinem Staate angehören, werden, soweit dafür die Staatsangehörigkeit in Betracht kommt, nach den Vorschriften beurtheilt, die für die keinem Bundesstaat angehörenden Deutschen gelten.

Die Rechtsverhältnisse der Schutzgenossen, die einem fremden Staate angehören, werden, soweit dafür die Staatsangehörigkeit in Betracht kommt, nach den für Ausländer geltenden Vorschriften beurtheilt.

§ 26. Durch Kaiserliche Verordnung kann bestimmt werden, inwieweit die Konsulargerichtsbezirke im Sinne der in den §§ 19, 22 bezeichneten Gesetze als deutsches Gebiet oder Inland oder als Ausland anzusehen sind.

§ 27. Soweit die nach § 19 zur Anwendung kommenden Gesetze auf die an einem ausländischen Orte geltenden Vorschriften Bezug nehmen sind hierunter, falls es sich um einen Ort innerhalb eines Konsulargerichtsbezirkes und um die Rechtsverhältnisse einer der Konsulargerichtsbarkeit unterworfenen Person handelt, die deutschen Gesetze zu verstehen.

Durch Kaiserliche Verordnung kann bestimmt werden, inwieweit in einem Konsulargerichtsbezirke die von der dortigen Staatsgewalt erlassenen Vorschriften neben den deutschen Gesetzen als Gesetze des Ortes anzusehen sind.

§ 28. Zustellungen an die der Konsulargerichtsbarkeit unterworfenen Personen erfolgen im Konsulargerichtsbezirke, sofern sie entweder in einer in diesem Bezirke vor den Konsul oder das Konsulargericht gehörenden Sache oder in nicht gerichtlichen Rechtsangelegenheiten auf Betreiben einer in dem Bezirke befindlichen Person zu geschehen haben, nach den Vorschriften über Zustellungen im Inlande. Falls die Befolgung dieser Vorschriften mit Schwierigkeiten verbunden ist, kann die Zustellung durch den Konsul nach den Vorschriften über Zustellungen im Auslande mit der Maßgabe bewirkt werden, daß an die Stelle des Ersuchens bei Zustellungen auf Betreiben der Betheiligten deren Antrag und bei Zustellungen von Amts wegen die Anzeige des Gerichtsschreibers tritt.

Im Uebrigen erfolgen Zustellungen im Konsulargerichtsbezirk an die der Konsulargerichtsbarkeit unterworfenen Personen nach den Vorschriften über Zustellungen im Ausland, und zwar in gerichtlichen Angelegenheiten mittelst Ersuchens des Konsuls und in nicht gerichtlichen Rechtsangelegenheiten auf einen von den Betheiligten an ihn zu richtenden Antrag.

§ 29. Die Einrückung einer öffentlichen Bekanntmachung in den Deutschen Reichsanzeiger ist nicht erforderlich, sofern daneben eine andere Art der Veröffentlichung vorgeschrieben ist. Der Reichskanzler kann Ausnahmen von dieser Vorschrift anordnen.

Der Reichskanzler kann bestimmen, daß an die Stelle der Einrückung einer öffentlichen Bekanntmachung in den Deutschen Reichsanzeiger eine andere Art der Veröffentlichung tritt.

§ 30. Neue Gesetze erlangen in den Konsulargerichtsbezirken, die in Europa, in Egypten oder an der asiatischen Küste des Schwarzen oder des Mittelländischen Meeres liegen, mit dem Ablaufe von zwei Monaten, in den übrigen Konsulargerichtsbezirken mit dem Ablaufe von vier Monaten nach dem Tage, an dem das betreffende Stück des Reichs-Gesetzblatts oder der Preußischen Gesetz-Sammlung in Berlin ausgegeben worden ist, verbindliche Kraft, soweit nicht für das Inkrafttreten ein späterer Zeitpunkt festgesetzt ist oder für die Konsulargerichtsbezirke reichsgesetzlich ein Anderes vorgeschrieben wird.

Vierter Abschnitt.

Besondere Vorschriften über das bürgerliche Recht.

§ 31. Auf Vereine, die ihren Sitz in einem Konsulargerichtsbezirke haben, finden die Vorschriften der §§ 21, 22, des § 44 Abs. 1 und der §§ 55 bis 79 des Bürgerlichen Gesetzbuchs keine Anwendung.

§ 32. Die in den §§ 8 bis 10 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888 S. 75, Reichs-Gesetzbl. 1899 S. 365), für die Errichtung deutscher Kolonialgesellschaften erlassenen Vorschriften finden entsprechende Anwendung auf deutsche Gesellschaften, die den Betrieb eines Unternehmens der im § 8 Abs. 1 des Gesetzes bezeichneten Art in einem Konsulargerichtsbezirke zum Gegenstand und ihren Sitz entweder im Reichsgebiet oder in einem deutschen Schutzgebiet oder in einem Konsulargerichtsbezirke haben.

§ 33. Durch Kaiserliche Verordnung kann für einen Konsulargerichtsbezirk oder für einen Theil eines solchen angeordnet werden, daß statt der in den §§ 246, 247, 288 des Bürgerlichen Gesetzbuchs und im § 352 des Handelsgesetzbuchs aufgestellten Zinssätze ein höherer Zinssatz gilt.

§ 34. Inhaberpapiere der im § 795 Abs. 1 des Bürgerlichen Gesetzbuchs bezeichneten Art, die in einem Konsulargerichtsbezirke von einer der Konsulargerichtsbarkeit unterworfenen Person ausgestellt worden sind, dürfen nur mit Genehmigung des Reichskanzlers in den Verkehr gebracht werden.

§ 35. Durch Anordnung des Reichskanzlers kann bestimmt werden, wer in den Konsulargerichtsbezirken an die Stelle der Gemeinde des Fundorts in den Fällen der §§ 976, 977 und an die Stelle der öffentlichen Armenkasse einer Gemeinde im Falle des § 2072 des Bürgerlichen Gesetzbuchs zu treten hat.

§ 36. Die Form einer Ehe, die in einem Konsulargerichtsbezirke von einem Deutschen oder von einem Schutzgenossen, der keinem Staate angehört, geschlossen wird, bestimmt sich ausschließlich nach den Vorschriften des Gesetzes, betreffend die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896 S. 614). Ein Schutzgenosse, der einem fremden Staate angehört, kann die Ehe in dieser oder in einer anderen, nach den Gesetzen seines Staates zulässigen Form schließen.

Durch Kaiserliche Verordnung kann bestimmt werden, inwieweit in einem Konsulargerichtsbezirke die Beachtung der Vorschriften genügt, die von der dortigen Staatsgewalt über die Form der Eheschließung erlassen sind.

§ 37. Durch Kaiserliche Verordnung können für die innerhalb der Konsulargerichtsbezirke belegenen Grundstücke die Grundsätze bestimmt werden, nach denen die Sicherheit einer Hypothek, einer Grundschuld oder einer Rentenschuld im Sinne des § 1807 des Bürgerlichen Gesetzbuchs festzustellen ist.

§ 38. Im Falle des § 2249 Abs. 1 des Bürgerlichen Gesetzbuchs kann das Testament durch mündliche Erklärung vor drei Zeugen nach § 2250 errichtet werden; der § 2249 Abs. 2 findet entsprechende Anwendung.

§ 39. Durch Kaiserliche Verordnung können für die Konsulargerichtsbezirke die der Landesgesetzgebung vorbehaltenen Bestimmungen über die Hinterlegung und die Hinterlegungsstellen getroffen werden.

§ 40. In Handelssachen finden die Vorschriften der im § 19 bezeichneten Gesetze nur soweit Anwendung, als nicht das im Konsulargerichtsbezirke geltende Handelsgewohnheitsrecht ein Anderes bestimmt.

Handelssachen im Sinne des Abs. 1 sind die von einem Kaufmann vorgenommenen Rechtsgeschäfte der im § 1 Abs. 2 des Handelsgesetzbuchs bezeichneten Art sowie die Angelegenheiten, die eines der im § 101 Nr. 3a, d, e, f des Gerichtsverfassungsgesetzes aufgeführten Rechtsverhältnisse zum Gegenstande haben.

Fünfter Abschnitt.

Besondere Vorschriften über das Verfahren in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten, in Konkurssachen und in den Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit.

§ 41. In bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten richtet sich das Verfahren vor dem Konsul sowie vor dem Konsulargerichte nach den Vorschriften über das Verfahren vor den Amtsgerichten mit der Maßgabe, daß auch die Vorschriften der §§ 348 bis 354 der Civilprozeßordnung Anwendung finden.

§ 42. In Rechtsstreitigkeiten, die die Nichtigkeit einer Ehe zum Gegenstande haben, werden die Verrichtungen der Staatsanwaltschaft von dem Konsul einer der zur Ausübung der Rechtsanwaltschaft zugelassenen Personen, einem anderen achtbaren Gerichtseingesessenen oder sonst im Konsulargerichtsbezirke befindlichen Deutschen oder Schutzgenossen übertragen. Das Gleiche gilt in Entmündigungssachen sowie im Aufgebotsverfahren zum Zwecke der Todeserklärung.

§ 43. In den nach § 7 Nr. 1 zur Zuständigkeit des Konsuls gehörenden bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten findet, sofern der Werth des Streitgegenstandes die Summe von dreihundert Mark nicht übersteigt, ein Rechtsmittel nicht statt.

§ 44. Der Konsul ist zur Abänderung seiner durch sofortige Beschwerde angefochtenen Entscheidung auch außer den im § 577 Abs. 3 der Civilprozeßordnung bezeichneten Fällen befugt.

§ 45. Das Rechtsmittel der Berufung wird bei dem Konsul eingelegt. Die Einlegung erfolgt durch Einreichung der Berufungsschrift. Auf die Einlegung findet die Vorschrift des § 78 Abs. 1 der Civilprozeßordnung keine Anwendung. Die Berufungsschrift ist der Gegenpartei unter Beachtung der Vorschriften des § 179 der Civilprozeßordnung von Amts wegen zuzustellen. Der Konsul hat die Prozeßakten mit dem Nachweise der Zustellung dem Reichsgerichte zu übersenden.

Das Reichsgericht hat den Termin zur mündlichen Verhandlung von Amts wegen zu bestimmen und den Parteien bekannt zu machen.

Die Bekanntmachung des Termins erfolgt an den für die Berufungsinstanz bestellten und dem Reichsgerichte durch Vermittelung des Konsuls oder durch die Partei selbst rechtzeitig benannten Prozeßbevollmächtigten oder Zustellungsbevollmächtigten, in Ermangelung eines solchen an die Partei selbst.

Die im § 520 der Civilprozeßordnung vorgesehene Frist beginnt mit dem Zeitpunkt, in dem der Termin dem Berufungsbeklagten bekannt gemacht worden ist.

§ 46. Die Zwangsvollstreckung im Konsulargerichtsbezirk aus den bei der Ausübung der Konsulargerichtsbarkeit für diesen Bezirk entstandenen vollstreckbaren Schuld-

titeln erfolgt gegen die der Konsulargerichtsbarkeit unterworfenen Personen nach den Vorschriften über die Zwangsvollstreckung im Inlande. Im Uebrigen wird die Vollstreckung im Konsulargerichtsbezirke gegen solche Personen durch den Konsul auf ein an ihn gemäß § 791 der Civilprozeßordnung gerichtetes Ersuchen veranlaßt.

§ 47. In den Fällen der §§ 110, 179 der Konkursordnung soll der Termin zur Beschlußfassung über die Wahl eines anderen Verwalters und über die Bestellung eines Gläubigerausschusses sowie der Vergleichstermin nicht über zwei Monate hinaus anberaumt werden.

Diese Termine können bis auf drei Monate hinausgeschoben werden, wenn der Bezirk des Konsulargerichts, vor dem das Verfahren schwebt, nicht in Europa, in Egypten oder an der asiatischen Küste des Schwarzen oder des Mittelländischen Meeres liegt.

Der Zeitraum, der nach § 138 der Konkursordnung zwischen dem Ablaufe der Anmeldefrist und dem allgemeinen Prüfungstermine liegen muß, soll mindestens zwei Wochen und höchstens drei Monate betragen.

An die Stelle der in den §§ 152, 203 der Konkursordnung vorgesehenen Fristen tritt eine Frist von einem Monat, im Falle des Abs. 2 eine Frist von zwei Monaten.

§ 48. Die Vorschrift des § 18 Abs. 2 des Reichsgesetzes über die Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit findet auf eine durch Beschwerde angefochtene Verfügung des Konsuls keine Anwendung.

Sechster Abschnitt.

Besondere Vorschriften über das Strafrecht.

§ 49. In den Konsulargerichtsbezirken finden die von der dortigen Staatsgewalt erlassenen Strafgesetze soweit Anwendung als dies durch Herkommen oder durch Staatsverträge bestimmt ist.

§ 50. Durch Kaiserliche Verordnung kann bestimmt werden, inwieweit in den Konsulargerichtsbezirken die strafrechtlichen Vorschriften der allgemeinen Gesetze Anwendung finden, die innerhalb Preußens im bisherigen Geltungsbereiche des preußischen Allgemeinen Landrechts in Kraft stehen.

§ 51. Der Konsul ist befugt, für seinen Gerichtsbezirk oder einen Theil des Bezirkes polizeiliche Vorschriften mit verbindlicher Kraft für die seiner Gerichtsbarkeit unterworfenen Personen zu erlassen und deren Nichtbefolgung mit Haft, Geldstrafe bis zum Betrage von eintausend Mark und Einziehung einzelner Gegenstände zu bedrohen. Diese Vorschriften sind sofort in Abschrift dem Reichskanzler mitzutheilen.

Der Reichskanzler ist befugt, die von dem Konsul erlassenen polizeilichen Vorschriften aufzuheben.

Die Verkündung der polizeilichen Vorschriften sowie die Verkündung ihrer Aufhebung erfolgt in der für konsularische Bekanntmachung ortsüblichen Weise, jedenfalls durch Anheftung an die Gerichtstafel.

Siebenter Abschnitt.

Besondere Vorschriften über das Verfahren in Strafsachen.

§ 52. Der Konsul übt in Strafsachen die Verrichtungen des Amtsrichters und des Vorsitzenden der Strafkammer aus.

§ 53. Die Zustellungen, die Ladungen, die Vollstreckung von Beschlüssen und Verfügungen sowie die Strafvollstreckung werden durch den Konsul veranlaßt.

§ 54. Im vorbereitenden Verfahren ist die Beeidigung eines Zeugen oder Sachverständigen auch in den im § 65 Abs. 2 der Strafprozeßordnung bezeichneten Fällen zulässig.

Die Vorschriften des § 126 der Strafprozeßordnung finden keine Anwendung.

§ 55. Erhält der Konsul von dem Verdacht eines zur Zuständigkeit des Reichsgerichts oder der Schwurgerichte gehörenden Verbrechens Kenntniß, so hat er die zur Strafverfolgung erforderlichen Sicherheitsmaßregeln zu treffen sowie die Untersuchungshandlungen, in Ansehung deren Gefahr im Verzug obwaltet oder die Voraussetzungen des § 65 Abs. 2 der Strafprozeßordnung zutreffen, vorzunehmen und demnächst die Akten der Staatsanwaltschaft bei dem zuständigen deutschen Gericht, in Ermangelung eines solchen dem Ober-Reichsanwalte zu übersenden. Im letzteren Falle wird das zuständige Gericht von dem Reichsgerichte bestimmt.

§ 56. Gehört die strafbare Handlung zur Zuständigkeit des Konsulargerichts oder des Konsuls, so ist an die Stelle der Staatsanwaltschaft der Konsul zum Einschreiten berufen. Er stellt insbesondere die der Staatsanwaltschaft im vorbereitenden Verfahren obliegenden Ermittelungen an.

§ 57. Eine Voruntersuchung findet nicht statt.

§ 58. An die Stelle der öffentlichen Klage tritt in den Fällen, in denen nicht sofort das Hauptverfahren eröffnet wird, die Verfügung des Konsuls über die Einleitung des Strafverfahrens gegen den Beschuldigten. Diese Verfügung hat die dem Angeschuldigten zur Last gelegte That unter Hervorhebung ihrer gesetzlichen Merkmale und des anzuwendenden Strafgesetzes zu bezeichnen.

Der Beschluß, durch den das Hauptverfahren eröffnet wird, hat auch die Beweismittel anzugeben.

§ 59. Die Vorschrift des § 232 der Strafprozeßordnung findet auch dann Anwendung, wenn nach dem Ermessen des Gerichts die zu erwartende Freiheitsstrafe nicht mehr als sechs Monate beträgt.

§ 60. Den Umfang der Beweisaufnahme bestimmt das Gericht, ohne hierbei durch Anträge, Verzichte oder frühere Beschlüsse gebunden zu sein.

§ 61. In das Protokoll über die Hauptverhandlung sind die wesentlichen Ergebnisse der Vernehmungen aufzunehmen.

§ 62. In den Fällen der §§ 45, 449 der Strafprozeßordnung beträgt die Frist zwei Wochen.

§ 63. Gegen die wegen Uebertretung erlassenen Entscheidungen ist, sofern eine Verurtheilung auf Grund des § 361 Nr. 3 und 8 des Strafgesetzbuchs erfolgt oder nur auf Geldstrafe oder auf Geldstrafe und Einziehung erkannt wird, ein Rechtsmittel nicht zulässig.

Im Uebrigen findet in Strafsachen gegen die Urtheile des Konsulargerichts das Rechtsmittel der Berufung statt.

§ 64. Auf Beschwerden gegen Entscheidungen des Konsuls findet die Vorschrift des § 23 Abs. 1 der Strafprozeßordnung keine Anwendung.

In den Fällen des § 353 der Strafprozeßordnung ist der Konsul zur Abänderung seiner durch Beschwerde angefochtenen Entscheidung befugt.

§ 65. Die der Staatsanwaltschaft zustehenden Rechtsmittel können gegen die Entscheidungen des Konsulargerichts von dem Konsul eingelegt werden.

§ 66. In den Fällen der §§ 353, 355, 358, 360 der Strafprozeßordnung beträgt die Frist zwei Wochen.

§ 67. Die Frist zur Anfechtung einer Entscheidung beginnt für den Nebenkläger im Falle des § 439 der Strafprozeßordnung mit der Bekanntmachung der Entscheidung an den Beschuldigten.

§ 68. Der Konsul kann Zeugen und Sachverständige, die zur Rechtfertigung der Berufung benannt sind, vernehmen und beeidigen, wenn die Voraussetzungen des § 65 Abs. 2 der Strafprozeßordnung vorliegen. Die Protokolle über diese Vernehmungen sind dem Ober-Reichsanwalte zu übersenden. Die Vorschriften des § 223 und des § 250 Abs. 2 der Strafprozeßordnung finden entsprechende Anwendung.

§ 69. Der Angeklagte kann in der Hauptverhandlung vor dem Berufungsgericht erscheinen oder sich durch einen mit schriftlicher Vollmacht versehenen Vertheidiger vertreten lassen.

Der nicht auf freiem Fuße befindliche Angeklagte hat keinen Anspruch auf Anwesenheit.

Soweit der Angeklagte die Berufung eingelegt hat, ist über diese auch dann zu verhandeln, wenn weder der Angeklagte noch ein Vertreter für ihn erschienen ist.

§ 70. Die Wiederaufnahme eines durch rechtskräftiges Urtheil geschlossenen Verfahrens kann von Amts wegen erfolgen.

§ 71. Das Gesetz, betreffend die Entschädigung der im Wiederaufnahmeverfahren freigesprochenen Personen, vom 20. Mai 1898 (Reichs-Gesetzbl. S. 345) findet mit folgenden Maßgaben Anwendung.

An die Stelle der Staatsanwaltschaft des Landgerichts tritt der Konsul. Die im § 5 Abs. 3 vorgesehene Ausschlußfrist beträgt sechs Monate. Für die Ansprüche auf Entschädigung ist das Reichsgericht in erster und letzter Instanz zuständig.

§ 72. In Strafsachen, in denen der Konsul oder das Konsulargericht in erster Instanz erkannt hat, steht das Begnadigungsrecht dem Kaiser zu.

Achter Abschnitt.

Besondere Vorschriften über die Kosten.

§ 73. Die Gebühren der Gerichte und der Gerichtsvollzieher in den Konsulargerichtsbezirken werden im doppelten Betrage der Sätze erhoben, die in den nach § 19 maßgebenden Vorschriften bestimmt sind.

Die Gebühr für eine Zustellung in den Konsulargerichtsbezirken nach den Vorschriften über Zustellungen im Auslande beträgt drei Mark.

Die den Gerichtsbeamten und Gerichtsvollziehern zustehenden Tagegelder und Reisekosten werden, soweit es sich um Konsularbeamte handelt, nach Maßgabe der für diese geltenden Vorschriften erhoben.

§ 74. Die Erhebung und Beitreibung der Kosten wird durch den Konsul veranlaßt.

Die Regelung des Beitreibungsverfahrens erfolgt im Anschluß an die Vorschriften der Civilprozeßordnung durch Anordnung des Reichskanzlers.

§ 75. Die bei der Ausübung der Konsulargerichtsbarkeit mitwirkenden Behörden haben einander zum Zwecke der Erhebung und Beitreibung der Kosten Beistand zu leisten.

Das Gleiche gilt für die Beistandsleistung unter diesen Behörden und den Behörden im Reichsgebiet oder in den deutschen Schutzgebieten. Dabei finden die gemäß § 99 des Gerichtskostengesetzes (Reichs-Gesetzbl. 1898 S. 659) erlassenen Vorschriften über den zum Zwecke der Einziehung von Gerichtskosten unter den Bundesstaaten zu leistenden Beistand entsprechende Anwendung.

§ 76. Soweit die Gebühren der Rechtsanwälte durch Ortsgebrauch geregelt sind, kommt dieser zunächst zur Anwendung.

Neunter Abschnitt.

Schlußbestimmungen.

§ 77. Die im § 2 bezeichneten Personen können nach den in Gemäßheit dieses Gesetzes in den Konsulargerichtsbezirken Anwendung findenden strafrechtlichen Vorschriften wegen eines Verbrechens oder Vergehens auch dann verfolgt werden, wenn sie die Handlung in einem Gebiete begangen haben, das keiner Staatsgewalt unterworfen ist.

Im Uebrigen können durch Kaiserliche Verordnung die in Gemäßheit dieses Gesetzes in den Konsulargerichtsbezirken geltenden Vorschriften in Gebieten der im Abs. 1 bezeichneten Art ganz oder theilweise für anwendbar erklärt werden. Soweit hiernach die Vorschriften über die Ausübung der Gerichtsbarkeit Geltung erlangen, ist der Reichskanzler befugt, an Stelle des Konsuls einen anderen Beamten zur Wahrnehmung der Gerichtsbarkeit zu ermächtigen; auch können als Gerichtsbeisitzer Personen zugezogen werden, die nicht Eingesessene oder Einwohner des Gerichtsbezirkes sind.

§ 78. Dieses Gesetz tritt an einem durch Kaiserliche Verordnung festzusetzenden Tage in Kraft.

§ 79. Soweit in Reichsgesetzen oder in Landesgesetzen auf Vorschriften des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit vom 10. Juli 1879 verwiesen ist, treten die entsprechenden Vorschriften dieses Gesetzes an deren Stelle.

§ 80. Der Reichskanzler hat die zur Ausführung des Gesetzes erforderlichen Anordnungen zu erlassen.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin, den 7. April 1900.

(L. S.) **Wilhelm.**

Fürst zu Hohenlohe.

49. Verfügung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Abänderung der Zollordnung.

Vom 9. April 1900.

Mit dem 15. April d. Js. wird die Ziffer 2 der Anlage D der Zollordnung aufgehoben. Von diesem Tage ab kommt für alle dem Gouvernement und der Postverwaltung gehörenden oder für dieselben bestimmten Waaren oder Güter die Befreiung vom Einfuhrzoll und der Umschlagsabgabe in Fortfall.

Die entstehenden Abgaben sind zu Lasten derjenigen Etatstitel zu verrechnen, denen die Kosten der Bestellung zur Last fallen.

Dar-es-Salâm, den 9. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

An sämmtliche Dienststellen.

Ich lasse den Dienststellen vorstehende Verfügung, betreffend die Aufhebung der Ziffer 2 der Anlage D der Zollordnung, zugehen.

Vom 15. April d. Js. an sind alle dem Kaiserlichen Gouvernement und der Kaiserlichen Postverwaltung gehörenden oder für dieselben bestimmten Waaren oder Güter aus dem Zollgewahrsam erst zu verabfolgen, nachdem dieselben gemäß § 23 der Zollordnung angemeldet sind.

Die auf den Waaren oder Gütern lastenden Abgaben sind durch die Dienststellen auf Grund einer Nachweisung, welche von dem Zollamte des Einfuhrortes zu prüfen ist, etatstitelweise getrennt vierteljährlich der Kalkulatur anzumelden, welche nach Prüfung die Belastung der in Frage kommenden Etatstitel zu veranlassen und der Zollinspektion das Gesammtergebniß zur Aufnahme in die Einnahme-Nachweisung mitzutheilen hat.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

50. Verordnung des Vicegouverneurs von Ponape, betreffend das Kreditgeben an Eingeborene und den Abschluß von Verträgen mit Eingeborenen über höhere Werthgegenstände.

Vom 10. April 1900. (Kol. Bl. 1901. S. 66/67.)

Auf Grund des § 3 der Verfügung des Herrn Reichskanzlers vom 24. Juli 1899, betreffend die Regelung der Verwaltung und der Rechtsverhältnisse im Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen, wird hiermit für das Gebiet der östlichen Karolinen bestimmt, was folgt:

§ 1. Es ist verboten, einem Eingeborenen Kredit zu geben.

§ 2. Die zur Zeit bestehenden Forderungen an Eingeborene sind bis zum 31. Dezember 1900 bei dem Kaiserlichen Gericht in Ponape anzumelden. Nicht rechtzeitig angemeldete Forderungen sind nicht klagbar.

§ 3. Auf Antrag kann gestattet werden, daß Eingeborenen, welche als Händler in dauernder Geschäftsverbindung mit einem Kaufmann stehen, beschränkter und unbeschränkter Kredit gewährt werde.

§ 4. Jeder Vertrag mit Eingeborenen über einen Werthgegenstand von mehr als 500 Mark muß schriftlich abgeschlossen werden. Mündliche Nebenabreden sind ohne Wirkung.

§ 5. Jede Partei hat eine Ausfertigung des Vertrages zu erhalten.

§ 6. Jeder Vertrag der im § 4 bezeichneten Art bedarf zu seiner Gültigkeit der Genehmigung des Kaiserlichen Gerichts in Ponape. Demselben ist eine Abschrift des Vertrages zur Genehmigung einzureichen.

§ 7. Zuwiderhandlungen gegen diese Verordnung werden mit Geldstrafe bis zu 300 Mark oder mit Gefängniß bis zu drei Monaten bestraft.

§ 8. Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Bekanntmachung in Kraft.

Ponape, den 10. April 1900.

Der Kaiserliche Vicegouverneur.
gez. Hahl.

51. Verordnung des Vicegouverneurs von Ponape, betreffend das Verbot des Trepangfanges auf den Riffen und Bänken der Insel Ponape.

Vom 10. April 1900. (Kol. Bl. 1901, S. 66.)

Auf Grund des § 3 der Verfügung des Herrn Reichskanzlers vom 24. Juli 1899, betreffend die Regelung der Verwaltung und der Rechtsverhältnisse im Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen, wird hiermit verordnet, was folgt:

§ 1. Der Fang von Trepang auf den Riffen und Bänken, welche der Insel Ponape an- und vorlagern, ist bis auf Weiteres verboten.

§ 2. Für die Dauer dieses Verbotes ist auch der Handel mit Trepang, welcher auf den in § 1 bezeichneten Riffen und Bänken gewonnen worden ist, untersagt.

§ 3. Zuwiderhandlungen gegen die vorstehenden Gebote werden mit Geldstrafe bis zu 300 Mark oder mit Gefängniß bis zu drei Monaten bestraft.

§ 4. Diese Verordnung tritt mit Beginn des 1. Juli 1900 in Kraft.

Ponape, den 10. April 1900.

Der Kaiserliche Vicegouverneur.
gez. Hahl.

52. Verordnung des stellvertretenden Gouverneurs von Kamerun, betreffend die Ausschließung außerdeutschen Geldes als gesetzlichen Zahlungsmittels im Schutzgebiete von Kamerun.

Vom 10. April 1900.

Auf Grund der Kaiserlichen Verordnung vom 19. Juli 1886 wird für das Schutzgebiet von Kamerun verordnet, was folgt:

§ 1. Die Verordnung vom 28. Januar 1887, betreffend die Feststellung des Werthverhältnisses einiger fremder Goldmünzen zur deutschen Reichsmark wird aufgehoben.

§ 2. Als gesetzliches Zahlungsmittel gelten für die Folge nur Münzen der deutschen Reichswährung. Außerdeutsches Geld wird nicht mehr angenommen.

§ 3. Diese Verordnung tritt mit dem heutigen Tage in Kraft.

Kamerun, den 10. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Köhler.

53. Verordnung des stellvertretenden Gouverneurs von Kamerun, betreffend Zollbehandlung der Postbeamten.

Vom 10. April 1900.

Auf Grund der Allerhöchsten Verordnung vom 19. Juli 1886 wird in Ergänzung der Verordnung vom 1. November 1898, betreffend die Erhebung von Einfuhrzöllen im Schutzgebiet Kamerun hiermit verordnet, was folgt:

§ 1. Alle zum dienstlichen Gebrauch der Postverwaltung eingeführten Gegenstände unterliegen nicht der Verzollung.

§ 2. Die Ziffer 3 des dem Zolltarife vom 1. November 1898 angefügten Verzeichnisses der Zollbefreiungen findet auch auf die Beamten der Postverwaltung Anwendung.

§ 3. Diese Verordnung tritt mit dem heutigen Tage in Kraft.

Kamerun, den 10. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Köhler.

54. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika betreffend die Benutzung der Gouvernementsdampfer.

Vom 10. April 1900.

Die Bestimmungen betreffend die Beförderung von Reisenden und Gütern auf den Gouvernements-Dampfern lasse ich den Dienststellen zur öffentlichen Aushängung zugehen.

Die mit Runderlaß Nr. 6680 vom 22. September 1897 bekannt gegebenen Bestimmungen treten mit dem 14. April d. Js. außer Kraft.

Dar-es-Salâm, den 10. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

Bestimmungen,

betreffend die Beförderung von Reisenden und Gütern auf den Küstendampfern des Gouverneurs.

1. Alle Reisenden einschließlich der Angestellten des Gouvernements und der Postverwaltung, der Finanzkommissar, die Offiziere der Kaiserlichen Marine, die Angehörigen der Missionsgesellschaften und der evangelische Pfarrer in Dar-es-Salâm haben bei Reisen auf Gouvernementsdampfern vor Beginn der Fahrt an Land bei den Agenten oder, falls am Einschiffungsorte keine Agentur vorhanden sein sollte, auf den Dampfern den Fahrpreis zu entrichten und erhalten einen Fahrschein.

   Bei dienstlichen Fahrten von Farbigen hat die vorgesetzte Dienststelle die Fahrkarten bei den Agenten zu lösen. Freifahrscheine werden nicht gewährt.

   Fahrpreis- und Frachttarif liegt auf den Dampfern und bei den Agenten aus.

   Der Gouverneur behält sich vor, in geeignet erscheinenden Fällen die Rückzahlung des Fahrpreises auf Antrag anzuordnen. Dem Antrag auf Rückzahlung ist die Fahrkarte beizufügen.
2. Jeder europäische Fahrgast hat Anspruch auf die freie Beförderung eines Dieners. Europäische Angestellte des Gouvernements und der Postverwaltung, der Finanzkommissar, die Offiziere der Kaiserlichen Marine, die europäischen Angehörigen der Missionsgesellschaften und der evangelische Pfarrer in Dar-es-Salâm können bei Dienstreisen zwei Diener mitnehmen.

   Darüber hinaus ist der übliche Fahrpreis zu bezahlen. Für die vorgenannten Diener werden von der Agentur oder dem Schriftführer die nöthigen Fahrkarten kostenfrei abgegeben.
3. Auf dem Arm getragene Kinder sind frei. Kinder bis zum Alter von etwa 12 Jahren bezahlen die Hälfte der Fahrpreise. Die für letztere Kinder ausgegebenen Fahrkarten sind von den Agenturen oder Schiffsführern durch Halbiren als solche kenntlich zu machen.
4. Die Verpflegung auf den Dampfern bleibt bis zum Erlaß diesbezüglicher Bestimmungen der freien Vereinbarung mit der Schiffsbesatzung überlassen.
5. Jeder europäische Fahrgast hat $^{1}/_{2}$ (einhalb) Kubikmeter Ladung frei.

   Darüber hinaus ist die übliche Fracht zu bezahlen. Handgepäck der farbigen Fahrgäste ist frei.
6. Die Frachtsätze sind, sofern nicht besonders mit dem Agenten vereinbart, die gleichen wie bei der Deutsch-Ostafrika-Linie, also für jede Last ohne Rücksicht auf die Entfernung 1 (eine) Rupie.
7. Jeder Verlader hat wenigstens 3 (drei) Ladescheine auszufertigen.

   Von diesen Ladescheinen erhält der Verlader zwei durch die Agenten oder Schiffsführer gezeichnete Ladescheine zurück. Der dritte geht mit der Ladung an den Bestimmungsort, wo er vom Agenten bei Abnahme der Ladung abquittirt und durch den Schiffsführer dem Agenten am Aufgabeorte übermittelt wird.
8. Die Quittungsleistung auf den Ladescheinen erfolgt durch die Agenten.
9. Die Agenten sind angehalten, alle rechtzeitig angemeldeten Güter und Waaren gegen die vereinbarten Lade- und Löschspesen an Bord oder von Bord bis ins Zollhaus zu bringen. Die Ladescheine sind den Verladern und Empfängern kostenfrei zuzustellen. Sämmtliche Güter müssen durch die

Verlader spätestens 12 Stunden vor Abgang des Dampfers bei den Agenten angemeldet werden.

10. Sofern vorstehend keine Ausnahmen gemacht sind, gelten die für Beförderung von Reisenden und Gütern durch die Deutsch-Ostafrika-Linie gültigen allgemeinen Vorschriften (zu I Absatz 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 16, zu II: die Hamburg-Bremer Allgemeinen Regeln für Dampfer, Konnossemente nebst Zusatzbestimmungen.

Dar-es-Salâm, den 10. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Liebert.

55. Verordnung des Vicegouverneurs von Ponape, betreffend die An- und Abmeldung der in dem Inselgebiete der östlichen Karolinen sich aufhaltenden Fremden.

Vom 18. April 1900. (Kol. Bl. 1901, S. 67.)

Auf Grund des § 3 der Verfügung des Herrn Reichskanzlers vom 24. Juli 1899, betreffend die Regelung der Verwaltung und der Rechtsverhältnisse im Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen, wird hiermit für das Gebiet der östlichen Karolinen bestimmt, was folgt:

§ 1. Alle zur Zeit in dem Inselgebiete der östlichen Karolinen ansässigen Fremden — Weiße und Halbweiße — sind verpflichtet, sich bei dem Kaiserlichen Bezirksamt schriftlich oder mündlich mit erster Gelegenheit, spätestens bis zum 31. Dezember 1900, anzumelden.

§ 2. Die Meldung hat zu enthalten:
Vollständige Vor- und Familiennamen, Staatsangehörigkeit, Religion, Geburtstag und -Jahr, Stand oder Gewerbe, Geburts- und Wohnort, Angabe, ob verheirathet, mit wem? Namen, Geburtszeit und -Ort der Kinder, seit wann ansässig? Genaue Bezeichnung des nächsten Angehörigen in der Heimath. Bei Deutschen außerdem Angaben über das Militärverhältniß.

§ 3. Alle in das Inselgebiet zuziehenden Fremden haben sich gleichfalls in der in § 2 vorgeschriebenen Weise und unter Angabe des letzten Aufenthaltes zu melden, und zwar diejenigen, welche auf Ponape ihren Wohnsitz nehmen, innerhalb acht Tagen, diejenigen, welche sich auf einer anderen Insel niederlassen, mit erster Gelegenheit.

§ 4. Tritt in den einmal gemeldeten Verhältnissen eine Aenderung ein, so ist dieselbe innerhalb der in § 3 angegebenen Fristen anzuzeigen.

§ 5. Verzieht Jemand aus dem Inselgebiete, so hat er sich vorher unter Mittheilung des von ihm gewählten neuen Wohnsitzes abzumelden.

§ 6. Den vorstehenden Bestimmungen sind auch die Schiffer und Seeleute der von einem Hafen des Inselgebietes ausfahrenden Schiffe unterworfen.

§ 7. Zuwiderhandlungen gegen diese Verordnung werden mit Geldstrafe bis zu 300 Mark oder mit Gefängniß bis zu drei Monaten bestraft.

§ 8. Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Bekanntmachung in Kraft.

Ponape, den 18. April 1900.

Der Kaiserliche Vicegouverneur.
gez. Hahl.

56. Verordnung des Kaiserlichen Gouverneurs von Samoa, betreffend Einfuhr aus pestverseuchten Häfen.

Vom 24. April 1900. (Kol. Bl. 1900. S. 496.)

Neue oder gebrauchte Säcke aus Jute (gunny bags) oder Zeugstoff (cloth bags), die aus pestverseuchten Häfen kommen, oder Waaren, verpackt in solchen Säcken, dürfen bis auf Weiteres im Hafen von Apia nicht gelandet werden.

Ebenso ist die Einfuhr von frischen Gemüsen und Obst aus pestverseuchten Häfen nach Apia bis auf Weiteres verboten.

Diese Bestimmung tritt sofort in Kraft.

Apia, den 24. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

57. Erlaß des Gouverneurs von Samoa, betreffend das Kassen- und Rechnungswesen des Schutzgebiets.

Vom 25. April 1900.

Zur Erleichterung und besseren Kontrolle des Kassen- und Rechnungswesens des Schutzgebiets von Samoa wird hierdurch bestimmt, was folgt:

§ 1. Am 1. Mai d. Js. wird eine Gouvernements-Hauptkasse eingerichtet, der folgende Zweigkassen

a. die Zoll- und Steuerkasse,
b. die Gerichtskasse

unterstellt sind.

§ 2. Die Gouvernements-Hauptkasse leistet alle vorkommenden Zahlungen, führt die Aufsicht über die in § 1 genannten Zweigkassen und besorgt die Abrechnungsgeschäfte.

§ 3. Der Zoll- und Steuerkasse liegt die Erhebung der Zölle, Steuern und sonstigen Abgaben ob, welche in § 1, Absatz 2 der Gouvernements-Verordnung vom 1. März 1900 (Gouvernementsblatt Band III, Nr. 1) vorgeschrieben sind.

§ 4. Die Gerichtskasse hat die bei den Kaiserlichen Gerichten erster und zweiter Instanz fällig werdenden Gebühren, Kosten und Strafgelder zu vereinnahmen und ist befugt, die durch das Gerichtsverfahren bedingten Zahlungen vorschußweise zu leisten.

§ 5. Die in § 1 genannten Zweigkassen a. und b. haben monatlich vier Kassenabschlüsse, und zwar je einen Abschluß am 8., 15., 22. und am letzten jedes Monats aufzustellen. Der an diesen Tagen bei den Zweigkassen vorhandene Baarbestand ist bis auf Einhundert Mark Wechselgeld an die Gouvernements-Hauptkasse abzuführen.

Apia, den 25. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

58. Bekanntmachung des Gouverneurs von Samoa, betreffend das Kassenwesen.

Vom 25. April 1900.

Die Gouvernements-Hauptkasse ist für den Verkehr mit dem Publikum während der ersten Woche jedes Monats geöffnet; an anderen Tagen werden Zahlungen in der Regel nicht geleistet.

Die Zoll- und Steuerkasse ist mit Ausnahme der Sonn- und Feiertage täglich von 9 bis 12 Vormittags und von 2 bis 5 Uhr Nachmittags geöffnet.

Alle Rechnungen für das Kaiserliche Gouvernement und seine Dienststellen müssen bis zum dritten jeden Monats bei der Gouvernements-Hauptkasse eingereicht werden.

Apia, den 25. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

59. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Verkauf des Gouvernementselfenbeins.

Vom 26. April 1900.

In theilweiser Abänderung des Runderlasses vom 23. März 1899 — 2577 I bestimme ich hiermit, daß vom 1. Mai d. Js. ab der Verkauf desjenigen Elfenbeins, welches zur Hälfte dem Gouvernement und zur Hälfte einer Kommune gehört, durch die Zollämter der betr. Küstenstationen (für Wilhelmsthal durch Hauptzollamt Tanga) zu bewirken ist.

Dar-es-Salâm, den 26. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

60. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Viehtreiben.

Vom 26. April 1900.

Der § 2 der Verordnung vom 27. April 1898 betreffend Abwehrmaßregeln gegen das Einschleppen der Rinderpest in Deutsch-Ostafrika wird auf Grund der Untersuchungen des Thierarztes an Ort und Stelle dahin abgeändert, daß das Viehtreiben sowie der Handel mit Häuten und anderweitigen Rohprodukten innerhalb der Bezirke Tanga, Wilhelmsthal und Moschi freigegeben wird.

Dagegen bleibt das Verbot jeglichen Viehtreibens, soweit es sich nicht um gewöhnlichen Weidegang handelt, sowie jeglichen Handels mit Häuten und anderweitigen thierischen Rohstoffen der im § 1 gedachten Art mit alleiniger Ausnahme von Milch, Butter, Käse und frischem, gesalzenem oder geräuchertem Fleisch zum alsbaldigen Verbrauch für das Gebiet nördlich vom Bezirk Moschi längs der englischen Grenze, für die Bezirke Schirati und Bukoba bestehen.

Dar-es-Salâm, den 26. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

61. Nachtrag zur Hafenordnung für den Hafen von Dar-es-Salâm.

Vom 27. April 1900.

Jedes im Hafen in Fahrt befindliche Boot oder Fahrzeug, ob es gerudert wird, oder segelt, hat nach Eintritt der Dunkelheit eine Laterne mit brennendem weißen Lichte gebrauchsbereit zu halten, welches bei Annäherung an ein anderes Boot oder Fahrzeug rechtzeitig gezeigt werden muß, um einen Zusammenstoß zu vermeiden.

Dar-es-Salâm, den 27. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

62. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Zollordnung.

Vom 27. April 1900.

Ich bestimme hierdurch auf Grund des § 43 der Zollordnung Folgendes über die Zollabfertigung im Kleinigkeitsverkehr.

Bei Ladungen, von denen die Ein- oder Ausfuhrabgaben weniger als 10 Rupien betragen, genügt die mündliche Anmeldung zur kleinen Kasse.

Wie schon immer bei der Anmeldung zur kleinen Kasse, kommt auch hierbei die Uebersetzungsgebühr nicht zur Erhebung.

Dar-es-Salâm, den 27. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

63. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Maßregeln gegen die Rinderpest.

Vom 27. April 1900.

Der § 2 der „Verordnung vom 27. April 1898,[1]) betreffend Abwehrmaßregeln gegen das Einschleppen der Rinderpest in Deutsch-Ostafrika" wird dahin abgeändert, daß die Grenze des Gebiets, in dem das Viehtreiben sowie der Handel mit Häuten und anderweitigen thierischen Rohstoffen verboten ist, von der Mündung des Pangani-Flusses bis zur Südspitze des Guassa-Njiro-Sees zwar dieselbe bleiben, dann aber von der Südspitze des genannten Sees in nordwestlicher Richtung in gerader Linie bis zu dem Punkt am Ostufer des Viktoria-Nyanza verlaufen soll, wo der Mori-Fluß mündet. Von der Mündung des Mori-Flusses soll die Grenze nordwärts dem Ufer des Viktoria-Nyanza folgen und an der englischen Grenze endigen.

Die Verordnung erhält dadurch folgenden Wortlaut:

Verordnung
betreffend Abwehrmaßregeln gegen das Einschleppen der Rinderpest in Deutsch-Ostafrika.

Aus Anlaß des Ausbruchs der Rinderpest in Britisch-Ostafrika (Bezirk Ukamba) wird hiermit Nachstehendes verordnet:

§ 1. Die Einfuhr und Durchfuhr von Rindvieh, Schafen, Ziegen und sonstigen Wiederkäuern aus dem Gebiete des Englisch-Ostafrikanischen Protektorats wird verboten; desgleichen die Ein- und Durchfuhr von Häuten und sonstigen thierischen Rohstoffen soweit sie von den vorgenannten Thiergattungen herstammen.

§ 2. Für das Gebiet, welches begrenzt wird südlich von dem Pangani-Fluß von der Mündung aufwärts bis zum Einfluß des Ronga, diesen aufwärts bis zur Mündung des Daryama, diesen wieder aufwärts bis zum Fuß des Meru-Berges, sodann durch eine Linie südlich und westlich um den Meru-Berg herumgehend bis zur Südspitze des Guassa-Njiro-Sees und weiter durch eine gerade Linie, die von der Südspitze dieses Sees in nordwestlicher Richtung zur Mündung des Mori-Flusses in den Viktoria-Nyanza verläuft und endlich durch das Ostufer des Viktoria-Nyanza von der Mündung des Mori bis zur englischen Grenze, wird weiterhin verboten: jegliches Viehtreiben, soweit es sich nicht um gewöhnlichen Weidegang handelt, desgleichen jeglicher Handel mit Häuten und anderweitigen thierischen Rohstoffen der in § 1 gedachten Art, mit alleiniger Ausnahme von Milch, Butter, Käse und frischem, gesalzenem oder geräuchertem Fleisch zum alsbaldigen Verzehr.

[1]) Nicht abgedruckt.

§ 3. Für den Fall des Ausbruches der Rinderpest im diesseitigen Schutzgebiete ist seitens der betreffenden Lokalverwaltungsbehörde (Bezirksamt, Station, Posten) sofort die Tödtung aller kranken und verdächtigen Thiere anzuordnen.

Als verdächtig sind alle Thiere anzusehen, die mit an Rinderpest erkrankten Thieren innerhalb der letzten vierzehn Tage vor Ausbruch des ersten Krankheitsfalles in einer Heerde vereinigt gewesen sind oder mit einem erkrankten Thiere in einem Stalle gestanden haben.

§ 4. Die getödteten oder an der Krankheit gefallenen Thiere sind unter Aufsicht derart zu verscharren, daß ein Wiederausgraben durch Raubthiere ausgeschlossen ist.

Alles mit den getödteten oder gefallenen Thieren in Berührung gekommene Stallmaterial, einschließlich der Geschirre, ist zu verbrennen; desgleichen der Dünger und ebenso die Ställe und Hürden, falls nicht eine ausreichende Desinfektion möglich erscheint.

§ 5. Für die in Gemäßheit der §§ 3 und 4 getödteten bezw. vernichteten Thiere und Stallgeräthe 2c. wird den Eigenthümern eine Entschädigung gewährt, die nach Anhörung der betheiligten Eigenthümer sowie der zuständigen Lokalverwaltungsbehörde seitens des Gouvernements festgesetzt wird.

§ 6. Wird der Ausbruch der Krankheit unter dem Viehbestande eines einzeln liegenden Gehöfts festgestellt, so ist — sofern nicht schon der ganze Bezirk als verseucht zu betrachten ist — von der zuständigen Lokalverwaltungsbehörde alsbald die allgemeine Sperre über das betreffende Gehöft zu verhängen.

§ 7. Jeder, der von dem Ausbruche der Seuche im diesseitigen Schutzgebiet oder von einem auffallenden Viehsterben, das den Verdacht des Ausbruches der Krankheit im Schutzgebiete nahelegt, Kenntniß erhält, ist verpflichtet, hiervon unverzüglich der nächsten Lokalverwaltungsbehörde Anzeige zu erstatten.

§ 8. Zuwiderhandlungen gegen die §§ 1 und 2 dieser Verordnung werden — soweit nicht nach den bestehenden Strafgesetzen eine höhere Strafe verwirkt ist — mit Geldstrafe bis zu 1000 Mark oder Gefängnißstrafe bis zu drei Monaten bestraft. Neben der Strafe ist auf Einziehung der verbotwidrig eingeführten Thiere und Gegenstände sowie der Transportmittel, die zur Ein- bezw. Durchfuhr gebraucht sind, zu erkennen, ohne Unterschied, ob sie dem Verurtheilten gehören oder nicht.

§ 9. Verbotwidrig ein- bezw. durchgeführte Thiere und thierische Produkte sowie die zur Ein- oder Durchfuhr gebrauchten Transportmittel sind sofort zu beschlagnahmen. Mit den beschlagnahmten Thieren, thierischen Produkten und Transportmitteln ist im Falle der Zuwiderhandlung gegen § 1 der Verordnung in Gemäßheit des § 4 zu verfahren.

Im Falle der Zuwiderhandlung gegen § 2 kann von einer Tödtung und Vernichtung Abstand genommen werden.

§ 10. Zuwiderhandlungen gegen § 7 der Verordnung werden mit Geldstrafe bis zu 300 Mark oder Gefängnißstrafe bis zu 1 Monat bestraft; auch hat die Unterlassung schleunigster Anzeige den Verlust des Anspruches auf Entschädigung für die in Gemäßheit der §§ 3 und 4 von Amts wegen getödteten Thiere und vernichteten oder zerstörten Stallutensilien 2c. zur Folge.

§ 11. Unbefugtes Ausgraben von Kadavern der auf Grund dieser Verordnung verscharrten Thiere sowie die Weiterveräußerung von solchen Thieren oder Theilen derselben, wird mit Gefängniß bis zu drei Monaten bestraft.

§ 12. Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Dar-es-Salâm, den 27. April 1898.

gez. Liebert.

64. Polizeiverordnung des Bezirksamts von Dar-es-Salâm, betreffend Ausheben von Gruben im Stadtgebiet.

Vom 28. April 1900.

§ 1. Das Ausheben von Gruben zur Entnahme von Baumaterial ꝛc. innerhalb des Stadtgebietes Dar-es-Salâm ist nur mit Genehmigung des Bezirksamtes zulässig.

Als Stadtgebiet im Sinne dieser Verordnung ist das durch die Hundesteuer-Verordnung vom 24. Juli 1899 näher umgrenzte Gebiet zu verstehen.

§ 2. Die Genehmigung soll versagt werden, wenn die betreffende Grube an einem Orte ausgehoben werden soll, der für spätere Bebauung in Frage kommen kann.

Wird die Genehmigung ertheilt, so ergeht sie vorbehaltlich aller Rechte Dritter und in der Regel unter der Bedingung der Auffüllung der Grube nach beendeter Bodenentnahme.

Das Bezirksamt kann die Genehmigung von der Stellung einer Kaution abhängig machen.

§ 3. Zuwiderhandlungen gegen diese Verordnung werden mit einer Geldstrafe bis zu 30 Rp., an deren Stelle, im Unvermögensfalle, eine Freiheitsstrafe bis zu 1 Woche tritt, bestraft.

Dar-es-Salâm, den 28. April 1900.

Kaiserliches Bezirksamt.
v. Winterfeld.

65. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Betonnung des Lindi-Flusses.

Vom 28. April 1900.

Veränderung der Betonnung und Kenntnißmachung des Fahrwassers der Einfahrt für Lindi-Fluß:

Die rothe Spierenboje B ist eingezogen worden.

An deren Stelle ist am Land, am Strande nördlich des in der Karte eingetragenen Observations-Pfeilers ein weißer Obelisk und zwei Kabellängen dahinter eine Stangenbake mit weißgemalten dreieckigen Toppzeichen, Spitze nach oben, errichtet worden. Die magnetische Richtung dieser Linie ist WSW $1/4$W und führt von Boje A aus frei von allen Untiefen, und steuert man, nachdem man den von den beiden hohen, durch ihre Gleichheit auffallenden Hügeln Mlima Atu und Mlima Nuni gebildeten Sattel in der Mitte der Einfahrt hat, flußaufwärts.

Sollte Tonne A vertrieben oder fort sein, so kann man ungefährdet von Ras-Ranura in die Richtungslinie Obelisk-Bake einsteuern, ohne Boje A zu benöthigen.

Dar-es-Salâm, den 28. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

66. Verfügung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Verwaltung der Gouvernementsflottille.

Vom 28. April 1900.

Ich bestimme:

Vom 1. April d. Js. kommen die bisher seitens der Gouvernementsfahrzeuge gelegten Kassen- und Materialienrechnungen in Fortfall.

I. Kassenverwaltung.

a) Die Zahlstelle für sämmtliche in Dar-es-Salâm wohnenden Angehörigen der Flottille befindet sich bei der Flottille und wird durch den seemännischen Beirath oder Hafenkapitän als 1. Kassenmitglied, den Betriebsingenieur oder Werkstättenvorsteher als 2. Kassenmitglied verwaltet. Kassenschreiber ist der der Flottille beigegebene Schreiber. Der bisherige Betriebsvorschuß wird nach Bedarf erhöht.

b) Am letzten oder am 1. eines jeden Monats, oder, falls auf Reise, thunlichst bald nach Rückkehr, geht der Schiffsführer oder leitende Maschinist zur Flottillenzahlstelle, wo er seine Zahlliste, die an Stelle der bisherigen Gehaltsquittungen tritt, mit dem ausgeworfenen Geldbetrage gegen Interimsquittung in Empfang nimmt.

Nach Ablieferung der ordnungsmäßig abquittirten Zahlliste bei der Zahlstelle ist dem Kassenführer die Interimsquittung zurückzugeben.

Die Zahllisten und Beläge über sonstige im Laufe des Monats entstandenen Ausgaben sind seitens der Flottillenzahlstelle in eine Nachweisung einzutragen und dem Gouvernement (Referat III) einzureichen.

c) Auf Antrag der Schiffsführer oder ihrer Stellvertreter kann die Flottillenzahlstelle den einzelnen Fahrzeugen gegen Quittung einen angemessenen Vorschuß geben.

Anmerkung:

Für die Dampfer „Ulanga", „Hermann von Wissmann" und „Ukerewe" werden die Funktionen der Zahlstelle durch das Bezirksnebenamt Rufiyi oder das Bezirksamt Langenburg oder die Station Muanza wahrgenommen.

II. Materialienverwaltung.

a) Jedes Schiff erhält einen Bestand an Materialien in Grenzen seines ungefähren monatlichen Bedarfes.

Die Ergänzung dieses Bestandes findet durch das Hauptmagazin, das Bezirksamt Langenburg für „Hermann von Wissmann", Bezirksnebenamt Rufiyi für „Ulanga" und die Station Muanza für „Ukerewe" statt.

Für sachgemäße Aufbewahrung an Bord und ordnungsmäßigen Verbrauch sind der Schiffsführer und leitende Maschinist solidarisch haftbar.

Auf Antrag des Schiffsführers oder seines Stellvertreters wird der Bestand nach Bedarf ergänzt. Der Antrag hat in Dar-es-Salâm durch die Flottille zu gehen. Der Bedarf ist in eine Liste, die vom Anfordernden zu zeichnen ist, einzutragen. Formulare zu diesen Listen werden thunlichst bald bekanntgegeben werden. Aus den Formularen ist alles Nähere zu ersehen. Für den richtigen Empfang und die Ueberführung an Bord ist der Schiffsführer oder sein Stellvertreter verantwortlich. Am Schluß eines jeden Vierteljahres wird die Bestellliste vom Schiffsführer dem Hauptmagazin, Bezirks-, Bezirksnebenamt oder der Station zur Benutzung als Rechnungsbelag abgegeben.

b) In gleicher Weise findet die Materialienergänzung in der Flottillenwerkstatt statt. Das Arbeitsbuch der Flottillenwerkstatt hat eine Spalte zu enthalten, in der die für Rechnung anderer Dienststellen und Private angefertigten Arbeiten mit ihrem Preise anzugeben sind.

Private bezahlen für geleistete Arbeiten einen Aufschlag von 20 pCt. auf den vom Betriebsingenieur zu ermittelnden Herstellungswerth.

c) Verrechnung: Vierteljährlich werden auf Grund des Arbeitsjournals die für die einzelnen Dienststellen gefertigten Arbeiten durch den Betriebsingenieur festgestellt und die hiernach einzuziehenden Geldbeträge der Kalkulatur zur Prüfung ꝛc. mitgetheilt.

Von Privaten sind die entfallenden Beträge auf Grund einer von dem Betriebsingenieur zu bescheinigenden Rechnung durch die Flottillenzahlstelle einzuziehen.

Dar-es-Salâm, den 28. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

67. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Kronland-, Waldnutzungs- und Hüttensteuer.

Vom 29. April 1900.

Bei einzelnen Verwaltungsstellen scheint die Bedeutung der Allerhöchsten Verordnung vom 26. November 1895, betreffend Schaffung von Kronland sowie die dazu erlassenen Ausführungsbestimmungen des Herrn Reichskanzlers vom 27. November 1895 und des Gouvernements vom 4. Dezember 1896 noch nicht voll erkannt zu sein.

Ich nehme daher Veranlassung, in Folgendem die leitenden Gesichtspunkte nochmals kurz zusammenzufassen.

Durch den Uebergang der Hoheitsrechte auf das Reich sind alle Ansprüche auf Grundeigenthum, die sich aus den vermeintlichen oder thatsächlichen Hoheitsrechten der Jumben, Sultane ꝛc. ableiteten, auf das Reich übergegangen. Alles Land, das demnach nicht nachweislich Privatbesitz einer einzelnen Person oder Gemeinschaft ist, ist als Kronland zu betrachten.

Den Eingeborenen ist im Prinzip nur so viel Land zu belassen als dieselben bei der herrschenden Wechselwirthschaft und zum Bestand ihrer Dorfgemeinschaft unbedingt nöthig haben.

Um indessen nicht Anlaß zu politischen Verwickelungen zu geben, sind in der thatsächlichen Durchführung dieser Grundsätze vorläufig alle Härten zu vermeiden, insbesondere wird sich eine ausgedehntere Besitzergreifung herrenlosen Landes einstweilen nur in denjenigen Gebieten empfehlen, welche unter fester Verwaltung stehen.

Nachdem ein Gebiet als Kronland erklärt ist, müssen Leute, die sich darin ansiedeln wollen, 50 pCt. Aufschlag zur Hüttensteuer bezahlen, auch zuvor die Genehmigung zur Ansiedelung einholen.

Ich lasse demgemäß in der Anlage (Anlage I) den Stationen ꝛc. eine Erweiterung der Verordnung vom 1. November 1897, betreffend die Erhebung einer Hüttensteuer, zugehen. Ich stelle den Binnenstationen anheim, dieselbe in Kraft treten zu lassen, sobald die Verhältnisse im Bezirk dies erlauben. Ueber die Einführung ist mir zu berichten.

Für die Benutzung von Waldungen ferner gilt Folgendes:

Nach der Verordnung vom 1. April 1899, betreffend Erhebung der Holzschlaggebühr, ist für alles Holz, das in Staatswaldungen geschlagen wird, eine Abgabe von 30 pCt. vom Werth zu entrichten, mit der Einschränkung, daß gemäß dem § 3 c die Eingeborenen von der Entrichtung dieser Holzschlaggebühr befreit sind, wenn das Holz zur Reparatur und zum Bau von Hütten dient, und die Leute eine diesbezügliche Bescheinigung des Stationschefs beibringen.

In den als Staatseigenthum (Kronland) erklärten Wäldern darf deshalb Holz zu anderen Zwecken abgabefrei von den Eingeborenen nicht geschlagen werden. Um

gleichzeitig eine stärkere Handhabe zu geben gegen die Verwüstung des Waldes, wie diese durch den fortwährenden Wechsel in der Anlage der Felder stattfindet, habe ich anliegende Verordnung (Anlage II) erlassen, die für die Innenstationen ebenfalls je nach dem Ermessen des Stationschefs einzuführen ist.

Durch eine fernere Ausführungsbestimmung (Anlage III) zur Allerhöchsten Verordnung vom 26. November 1895 ist die Bildung der Landkommissionen in das Ermessen der Stationschefs rc. gestellt. Eine Vermessung des als Kronland zu erklärenden Gebiets ist einstweilen nicht erforderlich, doch soll dem Protokoll eine möglichst genaue Skizze des in Besitz genommenen Landes beigefügt werden und das Gebiet nach natürlichen Grenzen rc. so bezeichnet sein, daß Irrthümer über die Identität und Ausdehnung ausgeschlossen sind. Einem Verkaufe von Kronland muß die förmliche Inbesitznahme durch die Landkommission, welche über ihre Verhandlungen möglichst genaue Protokolle zu führen hat, vorausgehen. Ich empfehle bei Bezirksbereisungen in ausgedehnter Weise Gebiete als Kronland durch eine in jedem einzelnen Falle nach Maßgabe des verfügbaren Personals an Ort und Stelle zu bildende Landkommission zu erklären. Im Schauri sind die Eingeborenen über die Bedeutung des Kronlandes aufzuklären. In jedem Bezirk ist ein sorgfältiges, übersichtliches Verzeichniß der Kronländereien zu führen und die Protokolle der Landkommissionen in einem besonderen Aktenstücke zu vereinigen. Jedes mit einer laufenden Nummer zu versehende Protokoll ist dem Gouvernement in Abschrift zur Genehmigung einzusenden.

Hinsichtlich der vertragsmäßigen Vorrechte der Deutsch-Ostafrikanischen Gesellschaft wird für die Küstenbezirke und die Stationen Kilossa und Kisaki noch Folgendes bemerkt:

Nach dem Vertrag vom 20. November 1890 (Kolonial-Gesetzgebung Bd. I, S. 382) ist der Gesellschaft für das „Küstengebiet", d. h. einen Streifen Land in Breite von 10 Seemeilen (etwa 18,5 km) längs des Meeressaumes sowie für das Gebiet des Kaiserlichen Schutzbriefes vom 27. Februar 1885, d. h. für die Landschaften „Useguha", „Ukami", „Nguru" und „Usagara", das alleinige Recht auf den Eigenthumserwerb durch Okkupation zugesichert.

Gemäß § 4 eines Abkommens vom 5. November 1894 hat die Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft auf das Okkupationsrecht an den innerhalb der vorstehend näher bezeichneten Gebiete liegenden nicht in Privat- oder Gemeindeeigenthum stehenden Wäldern indessen ausdrücklich verzichtet. Dagegen hat sich die Regierung verpflichtet, die Hälfte der durch Nutzung der gedachten Wälder, insbesondere durch Erhebung von Holzschlaggebühren gewonnenen Einnahmen an die Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft abzuführen, ohne daß der Gesellschaft Hebungskosten in Rechnung gestellt werden dürfen. Ausgenommen sind nur die im Mündungsgebiet des Rufiyi-Flusses liegenden Waldungen, deren sämmtliche Erträgnisse der Regierung allein zufließen. Im Uebrigen herrscht Einverständniß darüber, daß im Zweifel alle im Sinne vorstehender Abmachungen gewonnenen Hölzer als aus Wäldern stammend angesehen werden.

Es dürfen in genanntem Gebiete demnach für das Gouvernement „Wälder", die als solche im Protokoll ausdrücklich bezeichnet sind, okkupirt werden.

Hinsichtlich der Verrechnung der Gebühren wird auf den Erlaß vom 10. Juli 1894, J. Nr. 3450, verwiesen.

In dem vorerwähnten Abkommen vom 5. November 1894 ist ferner Folgendes vereinbart worden:

1. Die Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft verzichtet an denjenigen Plätzen, an denen sich zur Zeit Hauptzollämter oder Stationen innerhalb des im § 7 Nr. 1 des Vertrages vom 20. November 1890 abgegrenzten Gebietes be-

finden, in einem Umkreise von je drei, nicht wie vielfach angenommen wird, von fünf Kilometern von dem Mittelpunkt des betreffenden Platzes an gerechnet, auf das ihr nach jenem zustehende Okkupationsrecht. Das Gleiche gilt von etwa noch anzulegenden Stationen im Innern jenes Gebietes. Bei den derzeit bestehenden Nebenzollämtern verzichtet die Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft auf je einen Kilometer im Umkreise.

2. Die Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft hat sich in jenem Abkommen ferner verpflichtet zur Herstellung solcher Anlagen der Regierung, welche unmittelbar dem öffentlichen und damit dem Interesse der Gesellschaft zu Gute kommen (z. B. zur Anlage von Eisenbahnen und Bahnhöfen, öffentlichen Wegen, Kanälen, Hafenbauten, Werften rc.) innerhalb des ihr zustehenden Gebietes zu Gunsten des Gouvernements auf das Okkupationsrecht hinsichtlich des zu derartigen Anlagen erforderlichen Terrains soweit nöthig, zu verzichten und das schon durch Okkupation erworbene Eigenthum unentgeltlich oder, sofern auf die okkupirten Ländereien bereits Kosten aufgewendet sein sollten, gegen Erstattung dieser Kosten abzutreten.

3. Die Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft hat sich ferner verpflichtet, in allen ihrem Okkupationsrecht unterworfenen Landstrichen (jedoch mit Ausnahme solcher, räumlich begrenzter Landstrecken, in welchen etwa die Gesellschaft eine eigene Siedelungsorganisation selbständig schaffen sollte), Land für Ansiedler und Pflanzer zum Zwecke sofortiger Besiedelung zu angemessenen Preisen herzugeben.

In streitigen Fällen entscheidet über die Höhe des zu zahlenden Kaufpreises der Oberrichter des Ostafrikanischen Schutzgebietes oder, bei dessen Behinderung, sein amtlicher Stellvertreter.

Dar-es-Salâm, den 29. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

Anlage I.

Verordnung.

§ 1. Der im § 7 der Verordnung vom 1. November 1897, betreffend Erhebung einer Häuser- und Hüttensteuer für die Klasse Ia und IIa vorgesehene Zuschlag von 50 pCt. zur Steuer für Gebäude, die auf fiskalischem Grund stehen, wird auf die Klassen Ib und IIb ausgedehnt.

§ 2. Die Ansiedelung auf fiskalischem Boden bezw. auf Kronland, welches als solches durch eine Landkommission für die Regierung in Besitz genommen ist, ist nur mit Genehmigung der Verwaltungsbehörde gestattet.

§ 3. Ueber die ertheilten Genehmigungen ist zur Kontrolle der Steuer ein genaues Verzeichniß zu führen.

§ 4. Zuwiderhandlungen gegen § 2 dieser Verordnung werden mit Geldstrafe bis zu 1000 Rupien oder Gefängniß oder Kettenhaft bis zu einem Monat bestraft.

§ 5. Diese Verordnung tritt für die Küstenbezirke, für Westusambara, Kilossa und Langenburg mit dem 1. Juli 1900 in Kraft, für die übrigen Bezirke bestimmt der betreffende Stationschef den Zeitpunkt ihres Inkrafttretens.

Dar-es-Salâm, den 29. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

Anlage II.

Verordnung.

§ 1. Das Schlagen von Holz in fiskalischen Wäldern, soweit dieselben durch eine Landkommission als „Kronland" im Sinne der Allerhöchsten Verordnung vom 26. November 1895 erklärt sind, ist nur mit Genehmigung der zuständigen Lokalverwaltungsbehörde (Bezirksamt, Bezirksnebenamt, Station, Posten 2c.) gestattet.

§ 2. Für das Schlagen ist mit Ausnahme der im § 2 der Verordnung vom 1. April 1899 vorgesehenen Fälle die Holzschlaggebühr von 30 pCt. zu entrichten.

§ 3. Für das Schlagen ist ein Erlaubnißschein zu lösen, der

a) für Holzfällen 3 Rupien pro Vierteljahr,
b) „ Kohlenbrennen 2 „ „ „

kostet. Die Lösung des Erlaubnißscheines ist auch für das Schlagen von Edelhölzern erforderlich.

§ 4. Das Abholzen von Wäldern zur Anlegung von Feldern kann von den Verwaltungsbehörden für bestimmte Bezirke ganz untersagt werden.

§ 5. Das absichtliche oder fahrlässige Anlegen von Feuer auf Kronland, besonders in Wäldern, ist verboten.

§ 6. Zuwiderhandlungen gegen die §§ 1 bis 5 dieser Verordnung werden mit Geldstrafe bis zu 1000 Rupien oder Gefängniß oder Kettenhaft bis zu drei Monaten bestraft.

§ 7. Diese Verordnung tritt für die Küstenbezirke, einschließlich Westusambara und Kilossa, mit dem 1. Juli 1900 in Kraft, der Zeitpunkt der Einführung in den übrigen Bezirken wird von den betreffenden Stationschefs bestimmt.

Dar-es-Salâm, den 29. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

Anlage III.

Verordnung.

Zur Ausführung der Allerhöchsten Verordnung vom 26. November 1895, betreffend Schaffung von Kronland, und den Ausführungsbestimmungen des Herrn Reichskanzlers vom 27. November 1895 und des Gouvernements vom 4. Dezember 1896 wird Folgendes bestimmt:

§ 1. Die Bezirksamtmänner, Vorsteher von Bezirksnebenämtern und Stationschefs werden ermächtigt, nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen Landkommissionen von Fall zu Fall nach eigenem Ermessen zusammenzuberufen.

§ 2. Die Landkommission muß in jedem Fall bestehen aus dem Bezirksamtmanne, Stationschef 2c. oder seinem vom Gouvernement ernannten Vertreter und dem Akida und Jumben des betreffenden Landes. Der Stationschef 2c. kann hinzuziehen jeden Beamten, Pflanzer, Missionar 2c., sofern durch deren Thätigkeit keine besonderen Kosten entstehen.

§ 3. Ueber jede Verhandlung der Landkommission ist ein Protokoll aufzunehmen, das von einer Skizze begleitet ist und das mit laufender Nummer versehen, in ein besonderes Aktenstück eingeheftet wird. Ein genaues, übersichtliches Verzeichniß der für die Regierung in Besitz genommenen Kronländereien ist auf jedem Bezirksamte bezw. Station 2c. zu führen. Abschrift jedes mit der fortlaufenden Nummer des Bezirks versehenen Protokolls ist dem Gouvernement zur Genehmigung einzureichen.

Dar-es-Salâm, den 29. April 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

68. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Schutz der Elefanten in Uganda.

Vom 1. Mai 1900.

Zum Schutz der Elefanten ist im Uganda-Protektorat angeordnet worden, daß sämmtliches von weiblichen Elefanten herrührende Elfenbein sowie alle Elefantenzähne, deren Gewicht weniger als 10 englische Pfund beträgt, konfiszirt werden sollen, ohne Unterschied, ob dieses Elfenbein von Eingeborenen oder Fremden eingeführt, ausgeführt, im Protektorat gekauft oder in anderer Weise erworben worden ist.

Bisher unterlag die Konfiskation derartigen Elfenbeins ebenso, wie dies noch in Britisch-Ostafrika der Fall ist, dem Ermessen der Behörden.

Ich bringe diese Anordnung hiermit zur öffentlichen Kenntniß.

Dar-es-Salâm, den 1. Mai 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

69. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Maße und Gewichte.

Vom 1. Mai 1900.

Nachdem durch Runderlaß vom 6. Februar 1899, J. Nr. 1201 I, der Zeitpunkt für das Inkrafttreten der Verordnung, betreffend die Regelung der Maße und Gewichte auf den 1. April festgesetzt worden, hat der hiesige indische Klempner Abdul Hussein seiner Zeit auf meine Veranlassung einen Satz Hohlmaße hergestellt und hiervon, nachdem die Hohlmaße diesseits als zweckentsprechend anerkannt, eine große Menge zum Verkauf anfertigen lassen.

Durch Erlaß vom 14. Oktober vorigen Jahres — J. Nr. 6275 I — habe ich bereits die Dienststellen unter Uebersendung einiger Sätze der Hohlmaße entsprechend benachrichtigt und ersucht, wegen des Verkaufs der Maße mit Abdul Hussein direkt in Verbindung zu treten.

Abdul Hussein hat sich in letzter Zeit wiederholt darüber beklagt, daß bislang irgend welche Bestellung zur Lieferung von Hohlmaßen bei ihm nicht eingegangen, so daß er, wenn ihm von Seiten der Behörden keine Unterstützung zu Theil würde, empfindlichen Schaden erleiden müßte.

Mit Rücksicht darauf, daß, wie schon erwähnt, Abdul Hussein die Maße in diesseitigem Auftrage hergestellt hat, sowie im Interesse einer baldigen Durchführung der Verordnung vom 6. Februar 1899 ersuche ich die Dienststellen, durch geeignete Maßnahmen für eine möglichste Verbreitung der betreffenden Hohlmaße Sorge zu tragen.

Dar-es-Salâm, den 1. Mai 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

70. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend den Verkehr mit Uganda.

Vom 1. Mai 1900.

Nach einer vom 12. v. Mts. datirten Verordnung darf das Gebiet des Uganda-Protektorats nur an den nachstehend aufgeführten Orten verlassen werden, welche auch bei der Ankunft zuerst zu berühren sind. Diese Orte sind:

1. für Reisende nach und von dem egyptischen Sudan und Abessinien:
Fort Berkeley im Nil-Distrikt,
Mumida im Kavirondo-Distrikt,
Baringo und Eldama Bavine im Baringo-Distrikt;
2. für Reisende nach oder von dem nördlichen Theil Britisch-Ostafrikas:
Baringo und Eldama Bavine im Baringo-Distrikt,
Naivasha im Mau-Distrikt;
3. für Reisende von oder nach dem östlichen Theil Deutsch-Ostafrikas:
Naivasha im Mau-Distrikt;
4. für Reisende, welche von Deutsch-Ostafrika auf dem Viktoria-Nyanza kommen, oder auf demselben Wege dorthin gehen:
Kisumu im Naradi-Distrikt (Ugowe-Bay),
Subwa im Busoga-Distrikt,
Munyonyo (der Hafen von Mengo) und Port Alice (der Hafen von Entebbe) im Uganda-Distrikt;
5. für Reisende nach oder von den westlichen Gebieten Deutsch-Ostafrikas:
Mbarara im Ankole-Distrikt,
Masaka im Uganda-Distrikt (in Buddu);
6. für Reisende nach oder von dem Kongo-Staat:
Fort Portal im Toru-Distrikt,
Kibero und Fajao im Unyoro-Distrikt,
Wadelai im Nil-Distrikt (in Buddu).

An diesen Plätzen hat der Reisende sich über die bestehenden Verordnungen, betreffend Zoll, Quarantäne, Träger rc. zu unterrichten und für ihre Beobachtung Sorge zu tragen.

Dar-es-Salâm, den 1. Mai 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur
gez. v. Liebert.

71. Erlaß der Kolonial-Abtheilung, betreffend die Trägerzahl für Beamte und Militärs in Deutsch-Ostafrika.

Vom 2. Mai 1900.

Gegen die versuchsweise Erhöhung der den Beamten und Militärpersonen zustehenden Trägerzahl um ein Drittel für diejenigen verheiratheten Beamten und Militärpersonen, welche von ihrer Frau begleitet werden, sind diesseits Einwendungen nicht zu erheben.

Berlin, den 2. Mai 1900.

Auswärtiges Amt. Kolonial-Abtheilung.
In Vertretung:
gez. Hellwig.

72. Runderlaß des Reichskanzlers, betreffend die Mitnahme eingeborener Diener.

Vom 3. Mai 1900.

Es ist hier kürzlich der Fall vorgekommen, daß ein Offizier der Schutztruppen auf das Heftigste in einigen Zeitungen angegriffen wurde, weil er einen aus Afrika mitgebrachten Negerjungen körperlich gezüchtigt hatte.

Da in Afrika gebräuchliche Erziehungsmittel hier nicht anwendbar sind, andererseits mitgebrachte Eingeborene sehr bald schlechten Einflüssen unterliegen, so erwachsen hieraus den betreffenden Offizieren und dem Oberkommando leicht die größten Unannehmlichkeiten.

Die Kaiserliche Schutztruppe wird daher ergebenst ersucht, die unterstellten Offiziere und Sanitätsoffiziere ꝛc. darauf aufmerksam zu machen, wie wünschenswerth es ist, wenn künftig das Mitbringen eingeborener Diener ganz unterbleibt.

Berlin, den 3. Mai 1900.

Der Reichskanzler.
In Vertretung:
gez. v. Buchka.

73. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Südwestafrika, betreffend die Bahnstrecke Swakopmund—Karibib.

Vom 1. Juli d. Js. ab treten für die Bahnstrecke Swakopmund—Karibib die nachstehenden Tarife und Vorschriften zur Beförderung von Personen und Gütern in Kraft.

Windhoek, den 5. Mai 1900.

(L. S.)

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Leutwein.

1. Personenverkehr.

a. Tarif.

	Einfache Fahrt		Hin- und Rückfahrt		Bemerkungen
	I. Klasse pro Kilom. Mark	II. Klasse pro Kilom. Mark	I. Klasse pro Kilom. Mark	II. Klasse pro Kilom. Mark	
a) für Weiße	0,10	0,06	0,15	0,09	Rückfahrkarten für Eingeborene werden nicht ausgegeben.
			zehn Tage gültig		
b) für Eingeborene . . .	—	0,04			
c) Straf- bezw. Zuschlagskarten à 1 Mark. . .					

Kinder bis zu vier Jahren haben freie Fahrt.

Kinder vom vollendeten vierten bis zum vollendeten zehnten Lebensjahre sowie jüngere Kinder, falls für sie ein Platz beansprucht wird, werden bei Lösung von einfachen und Rückfahrkarten zu ermäßigten Sätzen in der Weise befördert, daß für ein Kind eine Karte zum halben Preise mit Aufrundung auf 10 Pfennig, für zwei Kinder eine Karte zum vollen Fahrpreis verabfolgt wird.

b. Abfertigungsvorschriften.

1. Die Abfertigung der Reisenden geschieht auf Grund von Fahrkarten, welche mit laufender Nummer versehen sind.

2. Die Fahrkarten gelten entweder nur für eine Hinfahrt (einfache Karten) oder für Hin- und Rückfahrt innerhalb zehn Tagen (Rückfahrkarten). Letztere sind nicht übertragbar.

3. Der Schalterbeamte hat jede Fahrkarte vor der Abgabe durch Datumstempel oder handschriftlich mit dem Datum des Ausgabetages zu versehen.

Die Ausgabe unrichtig, undeutlich oder ungenügend datirter oder nicht datirter Fahrkarten ist verboten.

4. Der Reisende, welcher ohne gültige Fahrkarte betroffen wird, hat für die ganze von ihm zurückgelegte Strecke und, wenn die Zugangsstation nicht sofort unzweifelhaft nachgewiesen wird, für die ganze vom Zug zurückgelegte Strecke das Doppelte des gewöhnlichen Fahrpreises, mindestens aber den Betrag von 6 Mark zu entrichten. Derjenige Reisende jedoch, welcher unaufgefordert dem Zugführer meldet, daß er wegen Verspätung keine Fahrkarte habe lösen können, hat nur den gewöhnlichen Fahrpreis mit einem Zuschlag von 1 Mark zu zahlen.

c. Beförderung von Reisegepäck.

α. Begriff des Reisegepäcks.

Als Reisegepäck kann nur das, was der Reisende zu seiner Reise bedarf, namentlich Koffer, Reisesäcke, kleine Kisten und dergleichen aufgegeben werden.

β. Tarif.

Für Reisegepäck werden 0,04 Mark pro Kilometer und 100 kg (gewöhnlicher Gütertarifsatz) berechnet. Auf jede Fahrkarte werden 25 kg Freigepäck gewährt.

d. Beförderung von Hunden.

Für die Beförderung von Hunden sind ohne Rücksicht auf das Alter oder die Größe derselben 0,03 Mark pro Kilometer zu zahlen. Den gleichen Zuschlag wie bei b 4 vorgesehen, außer dem tarifmäßigen Preise einer Hundefahrkarte, hat der Reisende zu zahlen, welcher unterlassen hat, für einen mitgenommenen Hund eine Fahrkarte zu lösen.

2. Güterverkehr.

Tarif.

Stückgut			Wagenladung		
Gewöhnlicher Tarifsatz pro 100 kg und 1 Kilometer	Besondere Tarifsätze, und zwar:		Gewöhnliche Wagenladungsklasse bei Aufgabe von 5000 kg oder Zahlung für dieses Gewicht pro 100 kg und 1 Kilometer	Besondere Tarifsätze, und zwar:	
	Ausnahme-Tarif 1. pro 100 kg und 1 Kilometer	Ausnahme-Tarif 2. pro 100 kg und 1 Kilometer		Spezial-Tarif I. für Güter des Ausnahme-Tarifs I bei Aufgabe von 5000 kg oder Zahlung für dieses Gewicht pro 100 kg und 1 Kilometer	Spezial-Tarif II. für Güter des Ausnahme-Tarifes II bei Aufgabe von 5000 kg oder Zahlung für dieses Gewicht pro 100 kg und 1 Kilometer
Mark	Mark	Mark	Mark	Mark	Mark
0,04	0,02	0,02	0,03	0,012	0,012

Grundsätze für die Frachtberechnung.

a. Stückgut.

1. Die Fracht wird nach Kilogramm berechnet. Sendungen unter 20 kg werden für 20 kg, das darüber hinausgehende Gewicht mit 10 kg steigend so gerechnet, daß je angefangene 10 kg für voll gelten.

Die Fracht wird auf volle 0,10 Mark aufgerundet.

2. Die Mindestfracht beträgt 0,50 Mark für jede Frachtsendung.

3. Die nachstehend unter Ausnahme-Tarif 1 bis 2 nicht aufgeführten Güter werden nach dem gewöhnlichen Tarifsatz berechnet.

4. Der Ausnahme-Tarif 1 kommt in Anwendung in der Richtung Swakopmund—Inneres und umgekehrt bei Aufgabe von Kohlen, Bauholz, Wellblech, Cement, landwirthschaftlichen Geräthen, Geräthen und Materialien für Wege-, Wasser- und Dammbauten, Walz- und Stabeisen, Maschinen jeder Art, zur Aussaat bestimmten Saatfrüchten, lebenden Bäumen und Sträuchern, Zuchtvieh aller Art, auch Zuchtgeflügel.

5. Der Ausnahme-Tarif 2 nur für Güter der Richtung Inneres—Swakopmund kommt für Landesprodukte im Allgemeinen, wie Erzeugnisse des Feld- und Gartenbaues und der Viehwirthschaft in Anwendung.

6. Werden Güter des Ausnahme-Tarifes mit solchen der gewöhnlichen Stückgutklasse in getrennter Verpackung mit einem Frachtbrief aufgegeben, so wird die Fracht nach den Sätzen der gewöhnlichen Stückgutklasse berechnet, sofern nicht bei getrennter Aufgabe des Gewichtes die Einzelberechnung sich billiger stellt.

7. Werden Güter des Ausnahmetarifes mit solchen der gewöhnlichen Stückgutklasse zu einem Frachtstück vereinigt, so wird die Fracht für das ganze Gewicht zu den Sätzen der gewöhnlichen Stückgutklasse berechnet.

b. Wagenladung.

8. Zu den Sätzen der Wagenladungsklassen werden diejenigen Güter befördert, welche der Absender mit einem Frachtbrief für einen Wagen als Wagenladung aufgiebt.

9. Die Güter werden eingetheilt in drei Klassen:

Güter der gewöhnlichen Wagenladungsklasse,
Güter des Spezialtarifes I,
Güter des Spezialtarifes II.

Zu den Gütern der gewöhnlichen Wagenladungsklasse zählen die Güter der gewöhnlichen Stückgutklasse, zu den Gütern des Spezialtarifes I die Güter des Ausnahmetarifes 1 und zu den Gütern des Spezialtarifes II die Güter des Ausnahmetarifes 2.

10. Der Frachtberechnung nach den Sätzen der Wagenladungsklassen wird ein Gewicht von mindestens 5000 kg zu Grunde gelegt. Es können also die Wagenladungssätze nur bei Aufgabe von ganzen Wagenladungen im Gewicht von 5000 kg oder bei Bezahlung dieses Gewichtes Anwendung finden.

Ergiebt jedoch die Berechnung bei Zugrundelegung des wirklichen Gewichtes und des entsprechenden Stückgutsatzes eine billigere Fracht, so ist diese Berechnungsweise in Anwendung zu bringen.

Beispiel: Es kommen in Swakopmund zur Beförderung nach Jakalswater 3500 kg Bauholz zur Aufgabe. Bauholz tarifirt nach Ausnahmetarif 1 bezw. Spezial-Tarif I, und betragen die Frachtsätze für 100 Kilometer 2,00 Mark bezw. 1,20 Mark pro 100 kg.

(Stückgut) Bei Zugrundelegung des wirklichen Gewichtes und Anwendung des Ausnahmetarifes 1 würde die Fracht
$3500 \times 2{,}0 = 70{,}00$ Mark betragen.

(Wagenladung) Bei Anwendung der Wagenladungsklasse (Spezialtarif I), also bei Zahlung eines Gewichtes von 5000 kg beträgt die Fracht nur
$5000 \times 1{,}20 = 60{,}00$ Mark.

Es wäre also im vorliegenden Falle die Sendung als Wagenladung nach den Sätzen des Spezialtarifes I zu berechnen.

11. Im Falle der Zusammenladung ungleich tarifirter Güter wird die Fracht für die ganze Sendung auf Grund des höchsten für einen Theil der Sendung geltenden Tarifsatzes ermittelt, sofern nicht bei getrennter Gewichtsangabe die Einzelberechnung sich billiger stellt.

c. Nebengebühren.

1. Für Auf- und Abladen der Stückgüter für 100 kg 0,05 Mark.

Das Be- und Entladen der Wagenladungen hat der Absender bezw. der Empfänger zu besorgen.

2. Wägegeld.

1. für Stückgüter für 100 kg 0,05 Mark. Diese Gebühr wird erhoben:
   a) für die Ermittelung des Gewichtes von Frachtstückgut, wenn der Frachtbrief eine Gewichtsangabe nicht enthält, oder das angegebene Gewicht unrichtig ist;
   b) wenn der Absender nach erfolgter bahnseitiger Verwiegung die Wiederholung derselben beantragt hat, und eine sich dabei etwa ergebende Differenz nicht mehr als 2 pCt. beträgt;
   c) wenn der Empfänger die Verwiegung beantragt hat und die Nachwiegung kein von der Eisenbahn zu vertretendes Mindestgewicht ergeben hat;
2. für Wagenladungsgüter:
   a) für Verwiegung einzelner Frachtstücke für 100 kg 0,05 Mark;
   b) für Verwiegung mittelst der Güterwage für jeden Wagen 2,00 Mark.

Abfertigungsvorschriften.

Abschluß des Frachtvertrages.

1. Die Annahme erfolgt erst nach vollständiger Auflieferung — bei Wagenladungsgütern nach vollständiger Verladung — der zu einem in duplo auszufertigenden Frachtbrief gehörigen Güter und nach Prüfung der Annahmefähigkeit bezw. nach Beseitigung diesbezüglicher Anstände. Zum Zeichen der Annahme ist der Tagesstempel der Abfertigungsstelle auf den Frachtbrief und das Duplikat aufzudrücken. Der Duplikatfrachtbrief wird von der Empfangsstation mit dem dazugehörigen Gute dem Empfänger ausgehändigt. Der quittirte Unikatfrachtbrief bleibt als Belag bei der Empfangsstation.

2. Bei nachträglicher Zurückgabe eines unrichtigen Frachtbriefes an den Auflieferer und Aussteller eines neuen Frachtbriefes sind der alte Frachtbrief und das Duplikat zu vernichten oder der Abfertigungsstempel mit Tinte zu durchstreichen.

3. Soweit die Natur des Frachtgutes zum Schutze gegen Verlust oder Beschädigung auf dem Transporte eine Verpackung nöthig macht, liegt die gehörige Besorgung derselben dem Absender ob. Ist der Absender dieser Verpflichtung nicht nachgekommen, so ist die Eisenbahn, falls sie nicht die Annahme des Gutes verweigert, berechtigt, zu verlangen, daß der Absender auf dem Frachtbriefe und dem Duplikate das Fehlen oder die Mängel der Verpackung unter spezieller Bezeichnung anerkennt.

4. Die Fracht ist bei der Aufgabe zu zahlen.

Verfügungsrecht.

5. Der Absender allein hat das Recht, die Verfügung zu treffen, daß das Gut auf der Versandtstation zurückgegeben, unterwegs angehalten oder an einen anderen als den im Frachtbriefe bezeichneten Empfänger am Bestimmungsorte oder auf einer Zwischenstation abgeliefert werde.

Derartige Verfügungen können nur dann berücksichtigt werden, wenn sie der Empfangsstation durch die Versandtstation zugehen.

Ablieferung des Gutes.

6. Die Eisenbahn ist verpflichtet, am Bestimmungsorte dem bezeichneten Empfänger gegen Bezahlung der im Frachtbriefe ersichtlich gemachten Beträge (Wäge-, Lade- und Lagergeld) und gegen Bescheinigung des Empfanges auf dem Frachtbriefe das Gut auszuhändigen.

7. Die Eisenbahn kann, wo sie es als angemessen erachtet, Rollfuhrunternehmer bestellen, welchen die ankommenden Güter zur Aushändigung, bezw. Weiterbeförderung an den Empfänger übergeben werden.

8. Diejenigen Empfänger, welche ihre Güter selbst abholen oder sich anderer als der von der Eisenbahn bestellten Fuhrunternehmer bedienen wollen, haben dies der Güterabfertigungsstelle rechtzeitig schriftlich anzuzeigen.

Haftung.

9. Die Haftpflicht ergiebt sich aus den diesbezüglichen Bestimmungen des Handelsgesetzbuches bezw. der Verkehrsordnung für die Eisenbahnen Deutschlands.

Betreffs der Tarife und Abfertigungsvorschriften für Beförderung lebenden Viehes sowie wegen der Lieferfristen für die Beförderung von Gütern jeder Art bleibt Bestimmung vorbehalten.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Leutwein.

74. Verordnung des Gouverneurs von Samoa, betreffend Strafvollstreckung.

Vom 7. Mai 1900.

Auf Grund des § 2 der Verfügung des Reichskanzlers vom 17. Februar 1900, betreffend die Ausübung konsularischer Befugnisse und den Erlaß polizeilicher und sonstiger die Verwaltung betreffenden Vorschriften in Samoa, wird hierdurch verordnet, was folgt:

§ 1. Die Strafvollstreckung gegen Nichteingeborene und gegen solche Eingeborene, die der Gerichtsbarkeit des Kaiserlichen Richters bezw. Gerichtes erster Instanz besonders unterstellt sind, liegt dem Kaiserlichen Richter erster Instanz ob.

§ 2. Die „Regulations for the Apia Gaol“ vom 19. September 1899, veröffentlicht in der „Samoa Government Gazette“ Vol. II, Nr. 7, bleiben in Kraft, soweit sie mit den Grundsätzen der heimischen Strafvollstreckung nicht im Widerspruch stehen.

§ 3. Der Kaiserliche Richter erster Instanz führt die Dienstaufsicht über das Gefängnißwesen des Schutzgebietes und hat mit Genehmigung des Gouverneurs die zur Ausführung, bezw. Abänderung der in § 3 erwähnten „Regulations for the Apia Gaol“ erforderlichen Bestimmungen zu treffen.

§ 4. Der Kaiserliche Richter erster Instanz führt die Dienstaufsicht über die Stadtpolizei in Apia und ist befugt, mit Genehmigung des Gouverneurs, die für die Organisation und Disziplin der Stadtpolizei erforderlichen Maßnahmen zu treffen.

Alle Beschlüsse und Verfügungen des ehemaligen Munizipalraths von Apia, betreffend die Verwaltung der Polizei, sind hiermit aufgehoben.

Apia, den 7. Mai 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

75. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend den Gouvernements-Segelkutter.

Vom 9. Mai 1900.

Ueber die Benutzung des Gouvernements-Segelkutters seitens der Angehörigen des Gouvernements und der Kaiserlichen Schutztruppe bestimme ich Folgendes:

1. Die beabsichtigte Benutzung ist vorher bei der Flottille anzumelden und von dem von dort zurückgegebenen Bescheid abhängig; das Boot darf unter keinen Umständen ohne Weiteres gebraucht werden.

2. Während der Dauer der Benutzung ist jeder betr. Herr für eine sachgemäße Behandlung und Reinhaltung des Bootes (auch innen, Kajüte zc.) verantwortlich und für eventuelle Beschädigung derselben und die daraus erwachsenden Kosten haftbar.

3. Die für die Benutzung erforderlichen Bedienungsmannschaften hat der Segler selbst zu stellen.

Dar-es-Salâm, den 9. Mai 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

76. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Erhaltung der Wege.

Vom 12. Mai 1900.

Durch das Gouvernement wie die örtlichen Verwaltungsbehörden ist aus fiskalischen und Gemeindemitteln in den letzten Jahren unter Aufwendung bedeutender Summen ein ausgedehntes Straßennetz geschaffen worden. Die Unterhaltung und der weitere Ausbau der Straßen namentlich im Anschluß an die Eisenbahnen werden jährlich erhebliche Aufwendungen erfordern. Diese Arbeiten nehmen einschließlich der Sicherung der Straßen einen großen Theil der Arbeitskraft der Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten der Schutztruppe wie der Beamten in Anspruch. Es erscheint daher nicht mehr wie billig, daß derjenige Theil der Bevölkerung, dem in erster Linie diese Arbeiten zum Vortheil gereichen, dem aber bis jetzt keinerlei Gegenleistung auferlegt worden ist — die Handeltreibenden und die Träger — einen Theil der Unterhaltungskosten aufbringt.

Ob es sich empfiehlt, den als Träger zur Küste kommenden Wasekuma und Waniamwesi, die als Arbeiter an der Küste und auf den Pflanzungen gesucht sind, die Gewerbeabgaben zu erlassen und ihnen dafür etwa die Verpflichtung aufzuerlegen, während der Wartezeit an der Küste, wo sie jetzt zum großen Theil arbeitslos herumlungern, Arbeit gegen volle Bezahlung auf den Pflanzungen zu verrichten, läßt sich vorläufig noch nicht mit Sicherheit sagen. Die Ansichten gehen darüber auseinander.

Die nachfolgende Verordnung bezweckt:

1. Eine möglichste Einschränkung der Lastenbeförderung durch Träger.
2. Den Pflanzungen die nöthigen Arbeiter zu sichern.
3. Das zum Vagabundenthum ausartende Trägerunwesen einzudämmen und die Jugend der eingeborenen Bevölkerung dem Landbau wieder zuzuführen.

Ich habe den nachfolgenden Entwurf zu einer am 1. April 1901 zu erlassenden Verordnung, betreffend die Erhebung einer Wegeabgabe ausarbeiten lassen und übergebe den Entwurf hiermit der Oeffentlichkeit mit dem Ersuchen an die Dienststellen und das Publikum, über etwaige Bedenken oder Abänderungsvorschläge bis zum

31. Dezember 1900 mir zu berichten, oder sie zum Gegenstand einer öffentlichen Besprechung zu machen.

Entwurf

zu einer Verordnung, betreffend die Erhebung einer Wegeabgabe.

Auf Grund des § 2 der Verfügung des Reichskanzlers vom 1. Januar 1901 in Verbindung mit den §§ 5 und 11 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse in den deutschen Schutzgebieten (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75) verordne ich hiermit, was folgt:

§ 1. Von jedem Karawanenträger sowie für jede durch Träger karawanenmäßig fortgeschaffte Last wird je $1/2$ bis 1 Rupie als Wegeabgabe erhoben. Bei kleinen Wegstrecken, für welche der ausbedungene Lohn — ausschließlich Poscho — eine Rupie und weniger beträgt, kommt die Wegeabgabe nur in Höhe von zusammen 8 Pesa zur Erhebung. Abgabenfrei sind die durch Fuhrwerke jeglicher Art oder durch Thiere beförderten Lasten und die zu den Wagen und Thieren gehörenden Treiber.

§ 2. Mit der Einschränkung des § 3 kommt für die Erhebung weder der Umfang noch das Gewicht der Lasten, noch die von den Trägern zurückzulegende Strecke in Betracht.

§ 3. Im Verkehr innerhalb eines und desselben Bezirkes ist nur die Hälfte der in § 1 angesetzten Abgabe für Träger und Last zu zahlen.

§ 4. Die Wegeabgaben fließen in die Staatskasse, aus der wieder 50 pCt. des Ergebnisses nach Maßgabe der von den einzelnen Bezirken auf den Wegebau nachweislich verwendeten Mittel alljährlich durch Rücküberweisung an alle Gemeinden zur Vertheilung kommen.

§ 5. Die Kontrolle des Karawanenverkehrs sowie die Einziehung der Abgabe wird durch die Bezirksämter und Stationen ausgeübt.

§ 6. Strafbestimmungen ꝛc.

§ 7. Inkrafttreten der Verordnung.

Dar-es-Salâm, den 12. Mai 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

77. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend das Trägerwesen.

Vom 12. Mai 1900.

In Verfolg des Runderlasses vom 14. Dezember 1899, J. Nr. 9805 Ia, stelle ich zur Erhöhung der Steuereinnahmen und zur Neugestaltung des Trägerwesens Nachstehendes zur Erwägung:

Bisher wurden alle Lasten, fiskalische sowohl wie private, durch angeworbene Träger ohne Ablösung von dem Abgangs- bis zum Bestimmungsorte befördert, so daß bei einem Transporte, abgesehen von dem Ersatz für Ausreißer, nur eine der Anzahl der Lasten entsprechende Trägeranzahl einmaligen Lohn empfing. Um den meist nur wenig bemittelten Eingeborenen Gelegenheit zu geben, die zur Erfüllung der ihnen auferlegten Steuerleistungen erforderlichen Baarmittel zu erwerben, wird es sich empfehlen, von dem jetzt geübten Verfahren abzugehen und in der Hauptsache Steuerarbeiter an Stelle der Berufsträger zu verwenden. Dies durchzuführen, wird um so weniger mit Schwierigkeiten verknüpft sein, wenn die Leute nicht weit über die Grenzen ihres Bezirks hinaus, nur von Station zu Station geführt werden. Die

Verproviantirung der Träger ist dann einfacher zu bewirken, Räubereien an der Karawanenstraße werden so gut wie ausgeschlossen sein, da die Leute innerhalb des Machtbereichs der eigenen Station bleiben.

Die Lastenbeförderung, die nach Möglichkeit außerhalb der Bestell- und Erntezeit erfolgen soll, würde sich folgendermaßen zu gestalten haben:

Das Hauptmagazin hat beispielsweise zusammen 48 Lasten an die Stationen von Dar-es-Salâm bis Ujiji zu befördern. Sobald die Zahl der Lasten feststeht, wird den Stationen durch besonderen Boten das Lastenverhältniß und der Tag des Abgangs der Karawane von Dar-es-Salâm mitgetheilt, das Bezirksamt überweist dem Hauptmagazin die erforderlichen Träger, die Führer werden nach wie vor vom Hauptmagazin gestellt. Das Hauptmagazin übergiebt die Lasten nebst einem nach beiliegendem Muster (siehe Blatt 19 „Amtl. Anz.") auszustellenden Karawanenschein dem Führer. Die Träger erhalten vom Hauptmagazin eine Lohnanzahlung und haben die Lasten bis Kilossa zu schaffen. Die Station Kilossa trennt den Abschnitt „Bezirk Dar-es-Salâm" vom Karawanenschein ab, quittirt auf demselben über den Empfang der Lasten und sendet ihn mit den Trägern zurück an das Hauptmagazin. Letzteres lohnt die Leute ab, behält die fälligen Steuern ein und liefert diese an das Bezirksamt ab. Ueber die Steuerleistung ist Quittung zu ertheilen, Formulare hat in Dar-es-Salâm das Bezirksamt dem Hauptmagazin zu liefern.

In gleicher Weise ist die Weiterbeförderung der Lasten von Station zu Station zu bewirken.

Ich ersuche, zu diesen Vorschlägen Stellung zu nehmen und sich gleichzeitig darüber zu äußern, ob und in welcher Höhe zweckmäßigerweise für die Strecken von Station zu Station besondere Trägerlöhne festzusetzen sind.

Die Berichterstattung ist so zu beschleunigen, daß zum 1. Oktober d. Js. alle Berichte hier vorliegen.

Dar-es-Salâm, den 12. Mai 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

78. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Paßverhältnisse in Uganda.

Vom 15. Mai 1900.

Nach einer in der letzten Nummer der „Offizial Gazette of the East-Africa and Uganda Protectorates" veröffentlichten Verordnung muß jeder Eingeborene des britisch-ostafrikanischen Protektorats, welcher die Landgrenze der deutschen Kolonie überschreitet und sich weder im Dienst der Regierung befindet, noch zu den eingetragenen Trägern einer ordnungsmäßig registrirten Karawane gehört, einen Paß besitzen. Dieser Paß muß, wenn die Grenze von dem Vanga-Bezirk aus überschritten werden soll, von dem „Subcommissioner" in Mombassa (oder von dem zu diesem Zweck delegirten Beamten) dem Vorsteher des Vanga-Bezirkes, dem Wali, dem Zollvorsteher in Vanga, oder von dem Vorsteher desjenigen Bezirks, in welchem der Paßinhaber geboren ist oder seinen Wohnsitz hat, oder endlich auch von dem stellvertretenden Vorsteher dieses Bezirks ausgestellt sein. Soll die Grenze vom Massailand oder von dem Teita- oder Taveta-Bezirk aus überschritten werden, so erfolgt die Ausstellung durch den „Subcommissioner" Mombassa oder durch den Subcommissioner der Ukamba-Provinz (beziehungsweise den von ihnen delegirten Beamten), durch den europäischen Beamten in Ndi oder in Taveta, durch den Vorsteher desjenigen Bezirks, in welchem der Paßinhaber geboren ist oder seinen Wohnsitz hat, oder durch den Vertreter des Bezirksvorstehers. Für die Ausstellung eines

Passes in Mombassa wird eine Gebühr von einer Rupie, für die Ausstellung eines solchen in Wasin, Vanga, Taveta oder einer Station Usambas eine Gebühr von vier Anna erhoben. Eingeborenen, welche in Vanga, Taveta oder anderen Plätzen in der unmittelbaren Nähe der Grenze wohnen, kann der Bezirksvorsteher, dessen Stellvertreter oder der Wali nach freiem Ermessen und auf seine Verantwortung gestatten, die Grenze ohne einen Paß zu überschreiten.

Ich bringe die vorstehende Verordnung hiermit zur Kenntniß der Dienststellen, namentlich der Grenzbezirke.

Dar-es-Salâm, den 15. Mai 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

79. Polizeiverordnung des Bezirkshauptmanns von Windhoek, betreffend die Ausführung des Reichsgesetzes gegen den verbrecherischen und gemeingefährlichen Gebrauch von Sprengstoffen vom 9. Juni 1884.

Vom 21. Mai 1900.

Im Anschluß an die Verordnung des Gouvernements vom 16. Januar 1899 wird auf Grund des § 11 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete vom 15. März 1888 (Reichs-Gesetzbl. S. 75) und der Verordnung vom 29. Juni 1895, betreffend die Ergänzung der Dienstanweisung vom 27. August 1890 Folgendes verordnet:

§ 1. Die Lagerung von Sprengstoffen hat unter polizeilicher Aufsicht in den amtlichen Magazinen zu erfolgen.

Es ist verboten, Sprengstoffe außer zum Zwecke des Transportes oder der vorläufigen Aufbewahrung (§ 7) in Privatgewahrsam zu halten.

§ 2. Beim Transport dürfen Sprengmunition und Zünder nicht in demselben Packgefäße verpackt sein.

§ 3. Beim Transport größerer Mengen von Sprengstoffen müssen Sprengmunition und Zünder auf verschiedenen Wagen untergebracht sein.

§ 4. Die Sprengkapseln sind so zu verpacken, daß ihre Entzündung (durch Stoß oder Fall oder Rütteln des Wagens) ausgeschlossen ist.

§ 5. Nach dem Eintreffen des Transportes am Bestimmungsorte ist der Polizeibehörde behufs Veranlassung der amtlichen Unterbringung unverzüglich Anzeige zu erstatten.

§ 6. Wer von seinen Sprengstoffen aus dem amtlichen Magazin entnehmen will, hat unter Angabe der Zeit und Art der Verwendung die Ausgabe der entsprechenden Menge bei der Polizeibehörde nachzusuchen.

Insoweit die bezeichnete Verwendung nicht ausgeführt wird, sind die Sprengstoffe, mangels weiterer polizeilicher Genehmigung, in das Magazin zurückzuliefern.

§ 7. Als vorläufig gilt die Aufbewahrung von der Vollendung des Transportes bis zur amtlichen Unterbringung und von der Entnahme aus dem Magazin bis zur Verwendung oder Rücklieferung unter der Voraussetzung, daß die Vorschriften der §§ 5 und 6 befolgt sind.

§ 8. Die Aufbewahrung (§ 1 Abs. 2, § 7) hat getrennt von anderen, besonders von brennbaren Gegenständen und derart stattzufinden, daß ein unbefugter Zutritt ausgeschlossen ist.

§ 9. Es ist verboten, Sprengkapseln oder mit Knallquecksilber geladene Zünder mit Sprengmunition zusammen aufzubewahren.

§ 10. Zuwiderhandlungen werden nach dem Gesetze vom 9. Juni 1884 bestraft, das Gefängnißstrafe von 3 Monaten bis zu 2 Jahren und Einziehung der Sprengstoffe androht.

§ 11. Diese Verordnung gilt in ihrem ganzen Umfange für den Bezirk Windhoek und tritt mit dem 1. Juni 1900 in Kraft.

§ 12. Die Ausführungsbestimmungen zu der Bekanntmachung, betreffend Einführung des Reichsgesetzes gegen den verbrecherischen und gemeingefährlichen Gebrauch von Sprengstoffen vom 9. Juni 1884, welche unterm 13. Februar 1899 in Nr. 10 des „Windhoeker Anzeiger" veröffentlicht sind, werden hiermit aufgehoben.

Windhoek, den 21. Mai 1900.

Der Kaiserliche Bezirkshauptmann.
gez. Duft.

80. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Besuch der Erholungsstationen.

Vom 22. Mai 1900.

Der § 11 der Verpflegungsvorschriften erhält auf Grund der Erlasse des Auswärtigen Amtes vom 2. Dezember 1899, Nr. 879, und vom 17. April d. Js., Nr. 327, folgenden Zusatz:

Den Beamten und Militärpersonen kann auf Grund eines ärztlichen Attestes der Besuch der Heil- und Erholungsstationen der Kolonie mit Genehmigung des Gouvernements gestattet werden.

Für die zum Besuche dieser Stationen nöthigen Seereisen werden entsprechend dem § 10 der Verpflegungsvorschriften neben freier Passage nur die nachweislich entstandenen Verpflegungskosten bis zur Höhe der für Dienstreisen im § 15 festgesetzten Tagegelder erstattet.

Für die Landreise und den Aufenthalt auf den Heil- und Erholungsstationen werden neben der reglementsmäßigen Trägeranzahl für die Hin- und Rückreise die Tagegelder nach § 17 des Reglements gewährt, desgleichen wird die für Unterkunft auf der Station zu zahlende Miethe vergütet.

Als Heil- bezw. Erholungsstationen im Sinne der Verpflegungsvorschriften sind zunächst anzusehen die Orte:

Amboni als Heilstation,

Amani und Ulenge als Erholungsstationen.

Dar-es-Salâm, den 22. Mai 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

81. Gesetz, betreffend Postdampfschiffsverbindungen mit Afrika.

Vom 25. Mai 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 455.)

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen rc.

verordnen im Namen des Reichs, nach erfolgter Zustimmung des Bundesraths und des Reichstages, was folgt:

§ 1. Der Reichskanzler wird ermächtigt, nach Ablauf des gegenwärtigen, auf Grund des Gesetzes, betreffend eine Postdampfschiffsverbindung mit Ostafrika, vom 1. Februar 1890 (Reichs-Gesetzbl. S. 19) abgeschlossenen Vertrages die Einrichtung und Unterhaltung einer vierzehntägigen Postdampfschiffsverbindung mit Ostafrika

und einer vierwöchentlichen Postdampfschiffsverbindung mit Südafrika auf eine Dauer bis zu fünfzehn Jahren an einen geeigneten deutschen Unternehmer zu übertragen und in dem hierüber abzuschließenden Vertrag eine Beihülfe bis zum Höchstbetrage von jährlich Einer Million dreihundertundfünfzigtausend Mark aus Reichsmitteln zu bewilligen.

§ 2. Diese Verbindungen können durch eine abwechselnd von Osten und von Westen um Afrika fahrende Hauptlinie und eine durch den Suez-Kanal nach und von Ostafrika fahrende Zwischenlinie hergestellt werden.

Die Fahrgeschwindigkeit muß für neu zu erbauende Schiffe im Durchschnitt mindestens betragen:

1. auf der Hauptlinie
   a) in der westlichen Fahrt sowie auf der Strecke zwischen Neapel und Dar-es-Salâm in der östlichen Fahrt 12 Knoten,
   b) auf den übrigen Strecken der östlichen Fahrt $10^1/_2$ Knoten,
2. auf der Zwischenlinie 10 Knoten.

§ 3. Der Unternehmer ist zu verpflichten, auf Verlangen des Reichskanzlers innerhalb der Vertragsdauer auf der Hauptlinie für neu zu erbauende Schiffe eine Erhöhung der vertragsmäßigen Fahrgeschwindigkeit eintreten zu lassen, soweit auf einer ausländischen Konkurrenz-Postlinie eine Steigerung der vertragsmäßigen Fahrgeschwindigkeit erfolgt.

Diese Erhöhung der Fahrgeschwindigkeit hat ohne besondere Gegenleistung des Reichs zu erfolgen, soweit der Unternehmer der ausländischen Postlinie die für seine Dampfer vorgeschriebene Fahrgeschwindigkeit ohne Erhöhung der vertragsmäßigen Gegenleistung steigert.

§ 4. Im Uebrigen finden die Vorschriften des Gesetzes vom 1. Februar 1890 auch auf die nach dem gegenwärtigen Gesetz einzurichtenden Postdampfschiffsverbindungen Anwendung.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Wiesbaden, den 25. Mai 1900.

Wilhelm.
Fürst zu Hohenlohe.

82. Verordnung des Gouverneurs von Deutsch-Südwestafrika über das Einführen und Halten von Kaninchen.

Vom 25. Mai 1900.

Auf Grund der Dienstanweisung, betreffend die Ausübung der Gerichtsbarkeit in dem südwestafrikanischen Schutzgebiet vom 27. August 1890 wird Folgendes verordnet:

§ 1. Es ist verboten, in das südwestafrikanische Schutzgebiet Kaninchen oder Abarten von Kaninchen (Lapins) einzuführen oder diese Thiere im Schutzgebiete zu Zucht- oder anderen Zwecken zu halten.

§ 2. Zuwiderhandlungen werden mit Geldstrafe bis zu 1000 Mark oder mit Gefängniß bis zu 3 Monaten bestraft.

Die betreffenden Thiere unterliegen der Einziehung.

§ 3. Diese Verordnung tritt am 1. Juli 1900 in Kraft.

Windhoek, den 25. Mai 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Leutwein.

83. Verordnung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Entvölkerung der Karawanenstraßen.

Vom 2. Juni 1900.

Die Verordnung vom 14. Dezember 1899[1]) wird aufgehoben.

84. Verordnung des Gouvernements von Togo, betreffend die Gebührenfreiheit der Auswanderung von Eingeborenen des Togo-Gebietes nach Kamerun.

Vom 2. Juni 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 536.)

§ 1. Die nach § 3 Abs. 2 der Verordnung, betreffend die Auswanderung Eingeborener des Togo-Gebiets vom 15. November v. Js. zu entrichtende Gebühr von Mk. 10 pro Kopf kommt bei der Auswanderung nach Kamerun bis auf Weiteres in Wegfall.

§ 2. Diese Verordnung tritt mit dem heutigen Tage in Kraft.

Lome, den 2. Juni 1900.

Der stellvertr. Kaiserliche Gouverneur.
gez. Heim.

85. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika wegen Abänderung der Verordnung, betreffend den Kautschukhandel vom 16. Juni 1897.

Vom 5. Juni 1900.

Artikel I.

§ 4 der Verordnung vom 16. Juni 1897 (Kolonial-Gesetzgebung Band II, S. 351) wird hierdurch aufgehoben.

Artikel II.

An seine Stelle ist zu setzen:

§ 4. Verfälschter Kautschuk, Wurzelkautschuk und Kochkautschuk sind, wo sie gefunden werden, von den amtlichen Behörden zu konfisziren, den Bezirksämtern, Bezirksnebenämtern oder Binnenstationen zu überweisen und von diesen für den Fiskus zu verkaufen an solche Firmen, die dafür bürgen, daß sie den Kautschuk als zweite Qualität in den Handel bringen. Ueber den Erwerb ist dem betreffenden Käufer eine Bescheinigung auszustellen.

Kautschuk, der nicht aufgeschnitten in den Handel kommt, kann auf Kosten des Besitzers durch die Behörden aufgeschnitten werden.

Dar-es-Salâm, den 5. Juni 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

86. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Gewinnung von Palmwein.

Vom 6. Juni 1900.

Unter Aufhebung der in dem Runderlaß vom 19. Oktober 1895, Nr. 6282, enthaltenen Freigabe der Gewinnung von Palmwein und im Anschluß an die im

[1]) Vergl. Deutsche Kolonial-Gesetzgebung IV. Nr. 133, S. 149.

Amtsblatt vom 16. März d. Js., J. Nr. 1550 I, angeordnete Befreiung dieses Betriebes von der Gewerbesteuer, lasse ich den Bezirks- ꝛc. Aemtern nachstehend eine Verordnung vom heutigen Tage zugehen, die die Besteuerung der Palmweingewinnung für die ganze Kolonie allgemein regelt, damit die Bevölkerung nicht unter verschiedener Besteuerung in den verschiedenen Bezirken steht. Die Bestimmungen haben selbstredend fast nur für die Küstenbezirke ein Interesse. Von den Binnenstationen (z. B. Tabora, Ujiji, Bukoba) werde ich Vorschläge betreffend Besteuerung des aus Pombe ꝛc. bereiteten Branntweins mit Interesse entgegensehen. Von der Anwendung der Verordnung auf andere Getränke ist mir Bericht zu erstatten.

Verordnung

über die Besteuerung der Palmweinbereitung für die Küstenbezirke.

§ 1. Inhaber (Besitzer, Pächter, Verwalter) von Kokospalmen, welche selbst oder durch Andere aus ihren Palmen Palmwein („Tembo") gewinnen wollen, haben alljährlich bis zum 1. März dem Bezirks- ꝛc. Amt diejenigen Palmen zu bezeichnen, aus denen Palmwein gewonnen werden soll.

§ 2. Die in einem Jahre angezapften Palmen müssen im folgenden Jahre ruhen.

§ 3. Das Bezirks- ꝛc. Amt kann die zur Tembogewinnung angemeldeten Palmen mit einem deutlich erkennbaren Merkzeichen versehen oder anordnen, daß dieses durch den Nutznießer angebracht wird.

§ 4. Von jeder zur Palmweingewinnung angemeldeten Palme wird eine im voraus zu entrichtende Abgabe von 1 Rupie für das Steuerjahr erhoben.

§ 5. Der Inhaber erhält auf Antrag einen oder mehrere auf den Namen bestimmter Personen lautende, auf 1 Steuerjahr gültige Zapferlaubnißscheine, die je ½ Rupie kosten.

§ 6. Ohne Mitführung eines Zapferlaubnißscheines ist die Gewinnung von Tembo untersagt.

§ 7. Die Erlaubniß zum Ausschank bezw. Wiederverkauf von Tembo wird gegen einen auf den Namen einer Person ausgestellten Erlaubnißschein verkauft, für den eine vom Bezirks- ꝛc. Amt den örtlichen Verhältnissen entsprechende Gebühr pro Monat zu entrichten ist.

Der Tembo- ꝛc. Ausschank ist von der Gewerbesteuer befreit.

§ 8. Palmen-Inhaber welche aus zur Steuer nicht angemeldeten Palmen Tembo gewinnen oder die Gewinnung gestatten, haben den vierfachen Betrag der hinterzogenen Abgaben zu entrichten. Neben dieser Strafe kann gleichzeitig auf Gefängniß oder Kettenhaft bis zu 4 Monaten erkannt werden.

§ 9. Wer unbefugt die an den Palmen angebrachten Merkzeichen entfernt, oder ohne Erlaubniß der Behörde solche an nicht zur Steuer angemeldeten Palmen anbringt, oder wer Tembo ohne Erlaubniß ausschenkt oder wiederverkauft, wird mit Geldstrafe bis zu 1000 Rupien bestraft, neben der im Wiederholungsfalle auf Gefängniß oder Kettenhaft bis zu 3 Monaten erkannt werden kann.

§ 10. Personen, welche wegen Diebstahls oder wegen Uebertretung der §§ 8 und 9 dieser Verordnung bestraft sind, kann die Genehmigung zum Anzapfen, der Zapferlaubnißschein oder die Ausschankerlaubniß dauernd oder zeitig entzogen werden.

§ 11. Die auf Grund dieser Verordnung zu erhebenden Abgaben und Gebühren, einschließlich der zu verhängenden Geldstrafen, fließen zur Kommunalkasse, die auch alle durch die Hebung entstehenden Kosten zu tragen hat.

§ 12. Die Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Verkündigung im Amtssitz der Verwaltungsbehörde in Kraft. Der Bezirksamtmann ꝛc. ist berechtigt, dieselbe

für einzelne andere Theile seines Bezirks ganz oder mit Fortlassung einzelner Paragraphen in Kraft zu setzen.

Dar-es-Salâm, den 6. Juni 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

87. Verfügung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Verwaltung der Flottille.

Vom 11. Juni 1900.

Auf Grund der gesammelten Erfahrungen wird mit Bezug auf die Verfügung vom 28. April 1900, J. Nr. 1829 I, Amtlicher Anzeiger Nr. 3, Nachstehendes bestimmt:

1. Die Zahlstelle bei der Flottille bleibt insoweit bestehen, als die am Ersten bezw. Letzten jeden Monats fälligen Bezüge der an Land befindlichen Angestellten auf Grund einer von der Hauptkasse aufgestellten und rechtzeitig der Flottille zugehenden Nachweisung bei der Hauptkasse gegen Quittung des seemännischen Beiraths in einer Summe erhoben werden. Durch denselben oder eine von ihm unter eigener Verantwortung bestimmte Persönlichkeit sind die Gebührnisse an die einzelnen Empfangsberechtigten gegen besondere Gehaltsquittung auszuzahlen.

2. Nach Erledigung sämmtlicher Zahlungen geht die Gehaltsnachweisung mit sämmtlichen Quittungen an die Hauptkasse zurück. Die für die rückliegende Zeit fehlenden oder nicht ausgefertigten Gehaltsquittungen sind nachträglich einzuholen und mit der Abrechnung bei der Hauptkasse abzugeben.

3. Die Ueberweisung der bisher bei der Flottille besoldeten Angestellten an die Hauptkasse oder an die einzelnen Schiffe — siehe Nr. 5 — ist zu veranlassen und dem Gouvernement (Referat 3) hiervon Mittheilung zu machen.

4. Der Rest des Betriebsvorschusses der Flottille ist auf Grund der abgeschlossenen letzten Abrechnung an die Hauptkasse abzuliefern und, da auch die Lohnlisten für Kohlen- rc. Arbeiter wie früher bei letzterer zu erheben sind, ein eiserner Vorschuß von 1000 Rupien gegen Quittung des Seemännischen Beiraths zurückzubehalten. Die Verwaltung dieses Betriebsvorschusses hat in der früheren Weise stattzufinden, von der Bildung einer Kassenkommission kann abgesehen werden.

5. Die größeren Schiffe legen wieder wie früher ihre eigenen monatlichen Kassenabrechnungen und erheben die zur Bestreitung der laufenden Ausgaben innerhalb eines Monats erforderlichen Vorschüsse bei der Hauptkasse. Die Zollkreuzer „Kingani" und „Wami" führen wie früher keine Kasse.

6. Diese Verfügung tritt sofort in Kraft.

Dar-es-Salâm, den 11. Juni 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

88. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Wildschutz.

Vom 12. Juni 1900.

Zur Durchführung einer allgemeinen Wildpflege und Erhaltung des Wildbestandes ersuche ich um baldgefällige Mittheilung, welche Wildarten im dortigen Bezirk vertreten sind und was bisher über die Brunstzeit, beziehungsweise Zeit der Begattung der einzelnen Arten bekannt geworden ist. Sollten die anwesenden

Europäer Auskunft nicht ertheilen können, so würde es sich empfehlen, die Eingeborenen auszuforschen, um etwas Genaueres zu erfahren. Besonderen Werth lege ich noch auf genauere Angaben der Setzzeit des Wildes, um event. während derselben eine allgemeine Schonzeit des betreffenden Wildes für die gesammte Kolonie zur Durchführung bringen zu können. Die Angaben ersuche ich, getrennt nach Wildarten, in einem den Dienststellen besonders zugehenden Formular einzutragen.

Um ferner die Einwohner vor den neuerdings häufiger vorkommenden Ueberfällen der Raubthiere zu schützen und um gleichzeitig auch das Wild vor den Nachstellungen derselben zu sichern und eine leichtere Vertilgung der allgemein schädlichen Raubthiere zu ermöglichen, habe ich die Absicht, auf Gouvernementskosten den Bezirks- und Bezirksnebenämtern 2c. Löwen- und Leoparden-Eisenfallen zur Verfügung zu stellen, in der Voraussetzung, daß auf den Bezirks- und Bezirksnebenämtern 2c. sich eine geeignete Persönlichkeit finden wird, die mit Sachkenntniß die Eisen zu stellen weiß und aus Interesse dieselben auch sachgemäß zu behandeln sich verpflichtet. Ich ersuche daher um gefällige Mittheilung, welche Fallen sich bisher bewährt haben, aus welcher Fabrik dieselben bezogen waren und wieviel die Bezirks- und Bezirksnebenämter 2c. zur Verwendung wünschen. Die Prämien für die in Eisen gefangenen Löwen und Leoparden würden dann event. herabzusetzen sein, da sämmtliche Eisen auf Gouvernementskosten angekauft werden und diese hohen Ausgaben den betreffenden Jägern nicht mehr zur Last fallen.

Dar-es-Salâm, den 12. Juni 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

89. Runderlaß der Kolonial-Abtheilung, betreffend die Wohnungskompetenzen des Civil- und Militärpersonals.

Vom 13. Juni 1900.

In der Anlage lasse ich Ew. 2c.
beifolgend eine für das Deutsch-Südwestafrikanische Schutzgebiet erlassene Verfügung über die Wohnungskompetenzen des europäischen Civil- und Militärpersonals zur gefl. Kenntnißnahme mit dem ergeb. Ersuchen zugehen, dieselben einer Prüfung daraufhin zu unterziehen, ob sie sich für den dortigen Amtsbereich zur Annahme eignet und, sofern dies der Fall ist, ob der Zeitpunkt zur Einführung derselben bereits gegeben ist.

Auswärtiges Amt. Kolonial-Abtheilung.
gez. Hellwig.

Verfügung

über die Wohnungskompetenzen des europäischen Civil- und Militärpersonals bei der Verwaltung von Deutsch-Südwestafrika.

§ 1. Jeder Landesbeamte in Deutsch-Südwestafrika im Sinne der Allerhöchsten Verordnung vom 9. August 1896 — Kol.-Bl. S. 520, Riebow II, Seite 265 — und die deutschen Militärpersonen und Beamten der Kaiserlichen Schutztruppe für Deutsch-Südwestafrika haben Anspruch auf freie Wohnung oder in Ermangelung einer in natura zu gewährenden Wohnung auf eine entsprechende Miethsentschädigung.

Die Wohnungsansprüche der vertragsmäßig in Dienst genommenen europäischen Angehörigen des Gouvernements und der Kaiserlichen Schutztruppe regeln sich in erster Linie nach den Vertragsbestimmungen. In Ermangelung solcher, und sofern

in den Anstellungsbedingungen oder denen des Dienstvertrages Festsetzungen wegen dieses Anspruchs nicht getroffen sind, verfügt der Kaiserliche Gouverneur von Fall zu Fall, ob und inwieweit auf diese Klasse die nachstehend für das übrige Personal erlassenen Vorschriften entsprechende Anwendung zu finden haben. Bei einer vorübergehenden Beschäftigung dieses Personals außerhalb seines Stationsortes soll der Anspruch auf freie Wohnung, wo die lokalen Verhältnisse solches gestatten, verbleiben. Die gegen Tagelohn beschäftigten Angestellten erhalten weder freie Wohnung noch Miethsentschädigung.

§ 2. Der Anspruch auf § 1 hat im Einzelnen folgenden Umfang:

a) der Gouverneur hat zu seiner Verfügung ein vollkommen eingerichtetes Haus mit den erforderlichen wirthschaftlichen Nebengebäuden. Die Unterhaltung der Inventarien, speziell des Messegeschirrs, hat aus den Repräsentationsgeldern zu erfolgen;

b) der Stabsoffizier, der Oberstabsarzt, die Beamten der Klassen II,1 und II,2 des Tarifs für die Kolonialdienst-Zulagen sowie die ihnen gleichstehenden nicht etatsmäßigen Beamten und die Hauptleute der Schutztruppe erhalten zwei eingerichtete Zimmer. Den Beamten der Tarifklassen II,3 und III,1, den diesen gleichstehenden nicht etatsmäßigen Beamten, sowie den Distriktschefs können, soweit Zimmer zur Verfügung stehen, zwei Zimmer eingeräumt werden; im anderen Falle erfolgt die Zuweisung nach Absatz c;

c) sämmtliche übrigen Beamten, Offiziere und Deckoffiziere erhalten je ein möblirtes Zimmer. Bei Vertheilung der vorhandenen Räume und bei der Ausstattung ist der Dienststellung thunlichst Rechnung zu tragen.

§ 3. Die Annahme einer vom Gouvernement angewiesenen Wohnung kann nicht verweigert werden. Wenn wegen Mangels an Wohnungen in Dienstgebäuden oder in dienstlich gemietheten Gebäuden eine Dienstwohnung nicht gewährt werden kann, oder wenn auf Antrag aus besonderen Gründen die Benutzung der Dienstwohnung erlassen worden ist, so wird eine Miethsentschädigung gewährt, welche sich, wie folgt, regelt:

Es erhalten monatlich, nachträglich zahlbar, sofern die thatsächlichen Verhältnisse nicht andere Sätze bedingen:

a) die in § 2 unter b bezeichneten Personen in Windhoek 80 Mk., in den übrigen Orten 53 Mk.;

b) sämmtliche übrigen Offiziere, Aerzte, die Beamten mit einem Auslandsgehalt von 2100 Mk. bis 4200 Mk. und die ihnen gleichstehenden nicht etatsmäßigen Beamten in Windhoek 60 Mk., in den übrigen Orten 40 Mk.;

c) die Deckoffiziere, die Beamten mit einem Auslandsgehalt von 1500 Mk. bis 3300 Mk. und von 1500 Mk. bis 2700 Mk. sowie die ihnen gleichstehenden nicht etatsmäßigen Beamten in Windhoek 40 Mk., in den übrigen Orten 26,50 Mk.;

d) die Beamten der Tarifklasse IV und die ihnen gleichstehenden nicht etatsmäßigen Beamten, im gegebenen Falle auch Unteroffiziere (statt der freien Unterkunft) in Windhoek 30 Mk., in den übrigen Orten 25 Mk.

§ 4. Verheirathete Offiziere und Beamte rc. erhalten gleichfalls freie Wohnung, und zwar die in § 2 unter b aufgeführten

3 Zimmer nebst Küche und nöthigstem Zubehör;

die in § 2 unter c aufgeführten

2 Zimmer nebst Küche und Zubehör,

Die für diese Räume zu gewährende Einrichtung bestimmt sich nach § 8.

Reichen die vorhandenen Wohnräume nicht aus, so steht den Verheiratheten nur die ihrer Dienststellung entsprechende Miethsentschädigung zu. Einstweilen wird indessen unter dem Vorbehalt des Widerrufs den Verheiratheten eine Erhöhung der

Entschädigung zugebilligt, welche bis ein Drittel des regelmäßigen Wohnungsgeldes betragen darf. Eine Erhöhung bis um die Hälfte dieses Wohnungsgeldes ist ausnahmsweise zulässig, sofern dieses nach der Ueberzeugung des Gouverneurs mit Rücksicht auf die örtlichen Theuerungsverhältnisse unbedingt geboten erscheint.

§ 5. Bei Abkommandirungen und Expeditionen von voraussichtlich mehr als vierzehntägiger Dauer sowie bei voraussichtlich längerer Lazarethbehandlung, kann bei Eintritt eines Wohnungsmangels über die Zimmer des abwesenden Inhabers seitens des Gouvernements bezw. der mit der Wohnungsvertheilung beauftragten Behörde verfügt werden. Das Gouvernement bezw. die betreffende Behörde sorgt jedoch in diesem Falle für ordnungsmäßige Aufbewahrung der Privateffekten des Zimmerinhabers. Bei Abwesenheit von verheiratheten Offizieren, Beamten ꝛc. sind etwa zurückbleibenden Familiengliedern die für sie nöthigen Räume zu belassen.

§ 6. Offiziere, Beamte ꝛc., welche an Stelle der Naturalwohnungen Miethsentschädigung erhalten, haben sich ihre Wohnung selbst zu miethen und zu mobliren. Werden denselben Möbel aus den Beständen der Gouvernements überlassen, so sind Möbelmiethen nach den Sätzen des § 9 zu entrichten.

§ 7. Bei vorübergehender dienstlicher Abwesenheit von seinem Stationsorte steht dem Abkommandirten am Orte seiner Thätigkeit freie Wohnung zu. Sollte dieselbe in Dienstgebäuden nicht vorhanden sein, so ist sie von Gouvernements wegen durch die zuständige Behörde zu ermiethen und zu bezahlen. Eine etwa für den ständigen Stationsort zugebilligte Miethsentschädigung kommt bei Abwesenheit der Offiziere, Beamten ꝛc. für diejenige Zeit in Wegfall, für welche eine Aufgabe der Miethswohnung am Stationsorte thunlich ist.

§ 8. An Einrichtungsgegenständen haben zu beanspruchen für den Fall, daß in amtlichen Beständen genügender Vorrath vorhanden ist oder daß der Etat Mittel bietet, solche zu beschaffen:

Die in § 2 unter b aufgeführten Offiziere und Beamten:

- 1 Schreibtisch mit Stuhl,
- 1 Tisch mit 2 Stühlen,
- 1 Sopha oder Ruhebett,
- 1 Spiegel,
- 1 Hänge- oder Stehlampe,
- 1 Bett ohne Decken,
- 1 Waschtisch mit Waschschüssel, Wasserkanne, Eimer, Seifen- und Zahnbürstennapf,
- 1 Spiegel,
- 2 Stühle,
- 1 Schrank,
- 1 Kommode,
- 1 Nachttisch mit Leuchter und Nachttopf,
- 2 Kleiderrechen,
- Gardinen,
- Badeeinrichtung.

Die unter c fallenden Offiziere, Aerzte, die Beamten mit einem Auslandsgehalt von 2100 Mk. bis 4200 Mk. und die ihnen gleichstehenden nicht etatsmäßigen Beamten:

- 1 Schreibtisch mit Stuhl, jedoch nur für den Fall, daß ein solcher dem Betreffenden nicht schon in einem Dienstzimmer zur Verfügung steht,
- 1 Tisch mit 3 Stühlen,
- 1 Sopha oder Ruhebett,
- 1 Spiegel,
- 1 Hänge- oder Stehlampe,
- 1 Bett und Zubehör wie vorstehend,
- 1 Waschtisch und Zubehör wie vorstehend,
- 1 Schrank,
- 1 Kommode,
- 1 Nachttisch mit Zubehör wie vorstehend,
- 1 Kleiderrechen,
- Gardinen,
- Badeeinrichtung.

Die Deckoffiziere und die Beamten mit einem Auslandsgehalt von 1500 Mk. bis 3300 Mk. und von 1500 Mk. bis 2700 Mk. sowie die ihnen gleichstehenden nicht etatsmäßigen Beamten:

1 Tisch mit 2 Stühlen,
1 Ruhebett,
1 Spiegel,
1 Stehlampe,
1 Bett mit Zubehör wie vorstehend,
1 Waschständer mit Waschschüssel, Seifennapf und Kamm,
1 Schrank, } event. Waschtisch, dafür
1 Kommode } keine Kommode,
1 Kleiderrechen,
Gardinen,
Badeeinrichtung.

Unteroffiziere als selbständige Stationsälteste und Unterbeamte (Tarifklasse IV):

1 Tisch mit 2 Stühlen,
1 Spiegel,
1 Stehlampe,
1 Bett mit Zubehör wie vorstehend,
1 Waschständer mit Zubehör wie vorstehend,
1 Schrank oder 1 Kommode,
1 Kleiderrechen.

Verheirathete Beamte und Offiziere.

Die in § 2 b aufgeführten:

1 Schreibtisch mit Stuhl,
1 Eßtisch mit 6 Stühlen,
1 Buffet (kein Prunkstück),
1 Sopha oder Ruhebett,
1 Hänge- oder Stehlampe,
2 Betten mit Zubehör wie vorstehend,
2 Nachttische mit Zubehör wie vorstehend,
1 Kommode,
2 Schränke,
2 Stühle,
1 Spiegel,
1 Waschtisch mit Zubehör wie vorstehend,
2 Stühle,
1 Sopha,
1 Bücher- oder sonstiger Schrank,
1 Spiegel,
Gardinen,
1 Küchenschrank,
1 Küchenstuhlleiter,
1 Kochherd,
1 Waschkessel,
1 Spülwanne,
2 Wassereimer,
Badeeinrichtung,
Für die Mädchenkammer: 1 Feldbett, 1 Stuhl.

Die unter 2 c aufgeführten Offiziere ꝛc. Aerzte, die Beamten mit einem Auslandsgehalt von 2100 Mk. bis 4200 Mk. und die ihnen gleichstehenden nicht etatsmäßigen Beamten:

1 Schreibtisch mit Stuhl, jedoch nur für den Fall, daß ein solcher dem Betreffenden nicht schon in einem Dienstzimmer zur Verfügung steht,
1 Eßtisch mit 6 Stühlen,
1 Büffet (kein Prunkstück),
1 Sopha oder Ruhebett,
1 Spiegel,
1 Hänge- oder Stehlampe,
2 Betten mit Zubehör wie vorstehend,
2 Nachttische mit Zubehör wie vorstehend,
1 Waschtisch mit Zubehör wie vorstehend,
1 Kommode,
2 Schränke,
2 Stühle,
1 Spiegel,
1 Küchenschrank,
1 Küchenstuhlleiter,
1 Kochherd,
1 Waschkessel,
1 Spülwanne,
2 Wassereimer,
Gardinen,
Badeeinrichtung,
1 Feldbett und 1 Stuhl für die Mädchenkammer.

Verheirathete Deckoffiziere ꝛc. und die Beamten mit einem Auslandsgehalt von 1500 Mk. bis 3300 Mk. und von 1500 Mk. bis 2700 Mk. sowie die ihnen gleichstehenden nicht etatsmäßigen Beamten:

1 Eßtisch mit 4 Stühlen,
1 Sopha oder Ruhebett,
1 kleineren Spiegel,
1 Stehlampe,
2 Betten mit Zubehör wie vorstehend,
1 Waschtisch mit Zubehör wie vorstehend,
1 Kommode,
1 Schrank,
2 Stühle,
1 Spiegel,
1 kleineren Tisch,
1 Küchenschrank,
1 Küchenstuhlleiter,
1 Kochherd,
1 Waschkessel, unter Umständen solcher gemeinschaftlich,
1 Spülwanne,
2 Wassereimer,
Gardinen,
Badeeinrichtung.

Verheirathete Unteroffiziere und Unterbeamte (Tarifklasse IV):

1 Eßtisch mit 2 Stühlen,
1 kleineren Spiegel,
1 Stehlampe,
2 Betten wie vorstehend,
1 Waschständer,
1 Kommode,
1 Schrank,
2 Stühle,
1 Spiegel,
1 Kochherd,
1 Küchenstuhl,
1 Waschkessel, unter Umständen gemeinschaftlich,
2 Wassereimer,
Badeeinrichtung.

§ 9. Gestatten die verfügbaren Vorräthe die Ueberlassung weiterer Gegenstände als die vorstehend aufgeführten an Offiziere und Beamte, so sind für solche Möbelmiethen, und zwar am 1. April jeden Jahres für das ganze Etatsjahr im voraus, an das Gouvernement zu entrichten.

Die jährliche Miethe beträgt:

für Möbel . . . . 8 pCt. } des Anschaffungspreises.
„ Küchenausrüstungsgegenstände 15 „ }

Der Anschaffungspreis wird derart berechnet, daß den Ankaufskosten in Deutschland 1/3 derselben für Verpackung. Transport ꝛc. zugeschlagen wird.

Stücke anderer Art, als vorstehend aufgeführt, dürfen zur Einrichtung von Wohnungen, diejenige des Gouverneurs ausgenommen, nicht beschafft werden.

§ 10. Stellt sich ein ungewöhnliches Abnutzen oder eine gewaltsame Beschädigung der überlassenen Sachen oder ein Fehlen von solchen heraus, so hat der betreffende Nutznießer für den Schaden aufzukommen.

§ 11. Vertreter von Beamten und Offizieren haben Wohnung und Einrichtungsgegenstände nach ihrer Dienststellung im Hauptamt zu beanspruchen.

§ 12. Vorstehende Verfügung tritt mit dem in Kraft.

Windhoek, den

90. Rundverfügung der Zollinspektion von Deutsch-Ostafrika, betreffend Berechnung der Zölle.

Vom 15. Juni 1900.

Zur Erleichterung für die Berechnung der Zölle diene folgende Tabelle:

Tabelle I

für Umrechnung von Pesas in Tausendstel Rupien.

Pesas	Rupien	Pesas	Rupien	Pesas	Rupien	Pesas	Rupien	Pesas	Rupien	Pesas	Rupien	Pesas	Rupien	Pesas	Rupien
1	016	9	141	17	266	25	391	33	516	41	641	49	766	57	891
2	031	10	156	18	281	26	406	34	531	42	656	50	781	58	906
3	047	11	172	19	297	27	422	35	547	43	672	51	797	59	922
4	063	12	188	20	313	28	438	36	563	44	688	52	813	60	938
5	078	13	203	21	328	29	453	37	578	45	703	53	828	61	953
6	094	14	219	22	344	30	469	38	594	46	719	54	844	62	969
7	109	15	234	23	359	31	484	39	609	47	734	55	859	63	984
8	125	16	250	24	375	32	500	40	625	48	750	56	875	64	1000

Tabelle II

für Umrechnung von Hundertstel Rupien in Pesas.

Rupien	Pesas	Rupien	Pesas	Rupien	Pesas	Rupien	Pesas	Rupien	Pesas	Rupien	Pesas	Rupien	Pesas	Rupien	Pesas
1	1	14	9	27	17	40	26	53	34	66	42	79	51	92	59
2	1	15	10	28	18	41	26	54	35	67	43	80	51	93	60
3	2	16	10	29	19	42	27	55	35	68	44	81	52	94	60
4	3	17	11	30	19	43	28	56	36	69	44	82	52	95	61
5	3	18	12	31	20	44	28	57	36	70	45	83	53	96	61
6	4	19	12	32	20	45	29	58	37	71	45	84	54	97	62
7	4	20	13	33	21	46	29	59	38	72	46	85	54	98	63
8	5	21	13	34	22	47	30	60	38	73	47	86	55	99	63
9	6	22	14	35	22	48	31	61	39	74	47	87	56	100	64
10	6	23	15	36	23	49	31	62	40	75	48	88	56		
11	7	24	15	37	24	50	32	63	40	76	49	89	57		
12	8	25	16	38	24	51	33	64	41	77	49	90	58		
13	8	26	17	39	25	52	33	65	42	78	50	91	58		

Umrechnungstabelle für Juli 1900. Kurs 1,392.

Mark	Pfg.	Rupien	Pesas	Mark	Pfg.	Rupien	Pesas	Mark	Pfg.	Rupien	Pesas	
12500		8979	57	560		402	19	275		197	36	1 = 1,392
3750		2693	62	550		395	07	270		193	62	2 = 2,784
3000		2155	11	541	68	389	09	266	68	191	37	3 = 4,176
2250		1616	24	520	84	374	11	250		179	38	4 = 5,568
2000		1436	50	500		359	12	233	34	167	40	5 = 6,960
1875		1346	63	491	68	353	14	230		165	15	6 = 8,352
1750		1257	12	458	37	329	18	225		161	41	7 = 9,744
1718	75	1234	47	450		323	18	220		158	03	8 = 11,136
1687	50	1212	18	425		305	20	216	68	155	42	9 = 12,528
1625		1167	25	416	68	299	21	200		143	43	10 = 13,920
1562	50	1122	31	408	34	293	22	194	18	139	32	
1500		1077	38	400		287	23	155	84	111	61	
1350		969	53	395	84	284	24	150		107	49	
1250		897	63	391	68	281	24	130		93	25	
1200		862	04	383	34	275	25	125		89	51	
1050		754	20	375		269	25	120		86	13	
1000		718	25	358	34	257	27	100		71	54	
900		646	35	350		251	28	50		35	59	
800		574	46	345	84	248	29	35		25	09	
750		538	51	333	34	239	30	60		43	07	
708	34	508	56	325		233	30	30		21	35	
700		502	56	320		229	57	25		17	61	
666	68	478	60	316	68	227	32	20		14	24	
658	34	472	61	310		222	45	15		10	50	
625		448	63	300		215	33	5		3	38	
600		431	02	291	68	209	35	4		2	56	
583	34	419	04	287	50	206	34	3		2	10	

Tabelle I ist zu benutzen, um die in Rupien und Pesas angemeldeten Werthe (Schlußsummen) in Rupien mit Rupien-Dezimalstellen umzurechnen.

Z. B. 3016 Rupien 28 Pesas = 3016,438 Rupien.

Z. B. 516 " 53 " = 516,828 "

Tabelle II hat den Zweck, die aus den Rupiensummen berechneten Abgabenbeträge wieder in Rupien und Pesas umzuwandeln.

Z. B. 3016,438 × 0,15 pCt. = 452,47 Rupien = 452 Rupien 47 Pesas.

Z. B. 516,828 × 0,10 pCt. = 51,68 " = 51 " 44 "

Dar-es-Salâm, den 15. Juni 1900.

Zollinspektion.
gez. Heller.

91. Verordnung des Bezirksamts von Dar-es-Salâm, betreffend Beherbergung der Karawanen.

Vom 16. Juni 1900.

§ 1. Alle nach Dar-es-Salâm kommenden Träger müssen in der Karawanserei wohnen.

§ 2. Die Gebühren betragen 16 Pesa, sofern der Träger nicht länger als 14 Tage in der Karawanserei gewesen ist. Bei einem längeren als 14tägigen Aufenthalt beträgt die Gebühr ½ Rupie pro Kopf.

Den Karawanen wird ein verschlossener Raum zur Aufbewahrung des Elfenbeins unentgeltlich zur Verfügung gestellt.

Für Kommunalträger sind anderweitige Preise vereinbart.

§ 3. Den Einwohnern von Dar-es-Salâm und Umgebung ist es verboten, von auswärts kommende Träger zu beherbergen.

§ 4. Das Bezirksamt sowie das Hauptmagazin werden keiner Dar-es-Salâm verlassenden Karawane den Karawanenschein ausstellen, wenn nicht von derselben eine Bescheinigung vorgezeigt wird, daß die zuständigen Gebühren bezahlt sind.

§ 5. Zuwiderhandlungen werden mit Geldstrafe bis zu 20 Rupien oder Freiheitsstrafe bestraft.

§ 6. Diese Verordnung tritt mit ihrer Verkündigung in Kraft.

Dar-es-Salâm, den 16. Juni 1900.

Kaiserliches Bezirksamt.
gez. v. Winterfeld.

Vorstehende Verordnung wird hiermit genehmigt.

Dar-es-Salâm, den 22. Juni 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

92. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Verpflegung der Kranken auf den Innenstationen.

Vom 26. Juni 1900.

Nachdem jetzt auf allen Stationen Händler ansässig sind, bei welchen Spirituosen, Konserven ꝛc. käuflich zu haben sind, werden fortan Krankenstärkungs- und Labemittel nicht mehr durch die Arzneimittelreserve zur Versendung gelangen, sondern sind bei Bedarf von Fall zu Fall freihändig an Ort und Stelle zu Lasten des Krankenpflegefonds anzukaufen. Die Rechnungen hierfür sind den Abrechnungen der Stationen

beizufügen; die Beläge haben jedesmal eine Bescheinigung des Sanitätsoffiziers bezw. -Unteroffiziers, oder, falls ein solcher nicht anwesend, des Stationschefs zu enthalten, daß und aus welchem Grunde die Beschaffung nothwendig war und für welchen namentlich zu bezeichnenden Kranken dieselben verbraucht wurden. Eine nachträgliche Prüfung dieser Rechnungen vom ärztlichen Standpunkte bleibt vorbehalten.

Bis die vorhandenen Bestände aufgebraucht sind, sind die vierteljährlichen Nachweisungen an den Oberstabsarzt noch weiter einzureichen. — Runderlaß vom 1. März 1894, Nr. 1041.

Dar-es-Salâm, den 26. Juni 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

93. Verfügung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika an die Bezirksämter: Tanga, Pangani, Bagamoyo, Dar-es-Salâm, Kilwa, Lindi, Langenburg, Kilossa und Wilhelmsthal; Bezirksnebenamt: Rufiyi und Stationen: Udjidji, Bukoba, Mwanza und Moschi, betreffend die Jagdscheine.

Vom 28. Juni 1900.

Um Uebertretungen jagdlicher Befugnisse und jagdpolizeilicher Verordnungen für die Zukunft zu verhüten, ersuche ich die Bezirksämter, Bezirksnebenämter und Stationen, solchen Personen, die behufs Ausübung der Jagd ins Innere ziehen, bei Ausstellung des Jagdscheines die Jagdreservate und Jagdverbote auf dem Jagdschein zu vermerken.

Dar-es-Salâm, den 28. Juni 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

94. Gesetz, betreffend die Bekämpfung gemeingefährlicher Krankheiten.

Vom 30. Juni 1900. (Reichs-Anzeiger 1900, Nr. 157.)

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen &c.

verordnen im Namen des Reichs, nach erfolgter Zustimmung des Bundesraths und des Reichstages, was folgt:

Anzeigepflicht.

§ 1. Jede Erkrankung und jeder Todesfall an
Aussatz (Lepra), Cholera (asiatischer), Fleckfieber (Flecktyphus), Gelbfieber, Pest (orientalischer Beulenpest), Pocken (Blattern),
sowie jeder Fall, welcher den Verdacht einer dieser Krankheiten erweckt, ist der für den Aufenthaltsort des Erkrankten oder den Sterbeort zuständigen Polizeibehörde unverzüglich anzuzeigen.

Wechselt der Erkrankte den Aufenthaltsort, so ist dies unverzüglich bei der Polizeibehörde des bisherigen und des neuen Aufenthaltsortes zur Anzeige zu bringen.

§ 2. Zur Anzeige sind verpflichtet:
1. der zugezogene Arzt;
2. der Haushaltungsvorstand;

3. jede sonst mit der Behandlung oder Pflege des Erkrankten beschäftigte Person;
4. derjenige, in dessen Wohnung oder Behausung der Erkrankungs- oder Todesfall sich ereignet hat;
5. der Leichenschauer.

Die Verpflichtung der unter Nr. 2 bis 5 genannten Personen tritt nur dann ein, wenn ein früher genannter Verpflichteter nicht vorhanden ist.

§ 3. Für Krankheits- und Todesfälle, welche sich in öffentlichen Kranken-, Entbindungs-, Pflege-, Gefangenen- und ähnlichen Anstalten ereignen, ist der Vorsteher der Anstalt oder die von der zuständigen Stelle damit beauftragte Person ausschließlich zur Erstattung der Anzeige verpflichtet.

Auf Schiffen oder Flößen gilt als der zur Erstattung der Anzeige verpflichtete Haushaltungsvorstand der Schiffer oder Floßführer oder deren Stellvertreter. Der Bundesrath ist ermächtigt, Bestimmungen darüber zu erlassen, an wen bei Krankheits- und Todesfällen, welche auf Schiffen oder Flößen vorkommen, die Anzeige zu erstatten ist.

§ 4. Die Anzeige kann mündlich oder schriftlich erstattet werden. Die Polizeibehörden haben auf Verlangen Meldekarten für schriftliche Anzeigen unentgeltlich zu verabfolgen.

§ 5. Landesrechtliche Bestimmungen, welche eine weitergehende Anzeigepflicht begründen, werden durch dieses Gesetz nicht berührt.

Durch Beschluß des Bundesraths können die Vorschriften über die Anzeigepflicht (§§ 1 bis 4) auf andere als die im § 1 Abs. 1 genannten übertragbaren Krankheiten ausgedehnt werden.

Ermittelung der Krankheit.

§ 6. Die Polizeibehörde muß, sobald sie von dem Ausbruch oder dem Verdachte des Auftretens einer der im § 1 Abs. 1 genannten Krankheiten (gemeingefährliche Krankheiten) Kenntniß erhält, den zuständigen beamteten Arzt benachrichtigen. Dieser hat alsdann unverzüglich an Ort und Stelle Ermittelungen über die Art, den Stand und die Ursache der Krankheit vorzunehmen und der Polizeibehörde eine Erklärung darüber abzugeben, ob der Ausbruch der Krankheit festgestellt oder der Verdacht des Ausbruchs begründet ist. In Nothfällen kann der beamtete Arzt die Ermittelung auch vornehmen, ohne daß ihm eine Nachricht der Polizeibehörde zugegangen ist.

In Ortschaften mit mehr als 10 000 Einwohnern ist nach den Bestimmungen des Abs. 1 auch dann zu verfahren, wenn Erkrankungs- oder Todesfälle in einem räumlich abgegrenzten Theil der Ortschaft, welcher von der Krankheit bis dahin verschont geblieben war, vorkommen.

Die höhere Verwaltungsbehörde kann Ermittelungen über jeden einzelnen Krankheits- oder Todesfall anordnen. So lange eine solche Anordnung nicht getroffen ist, sind nach der ersten Feststellung der Krankheit von dem beamteten Arzt Ermittelungen nur im Einverständniß mit der unteren Verwaltungsbehörde und nur insoweit vorzunehmen, als dies erforderlich ist, um die Ausbreitung der Krankheit örtlich und zeitlich zu verfolgen.

§ 7. Dem beamteten Arzte ist, soweit er es zur Feststellung der Krankheit für erforderlich und ohne Schädigung des Kranken für zulässig hält, der Zutritt zu dem Kranken oder zur Leiche und die Vornahme der zu den Ermittelungen über die Krankheit erforderlichen Untersuchungen zu gestatten. Auch kann bei Cholera-, Gelbfieber- und Pestverdacht eine Oeffnung der Leiche polizeilich angeordnet werden, insoweit der beamtete Arzt dies zur Feststellung der Krankheit für erforderlich hält.

Der behandelnde Arzt ist berechtigt, den Untersuchungen, insbesondere auch der Leichenöffnung, beizuwohnen.

Die in §§ 2 und 3 aufgeführten Personen sind verpflichtet, über alle für die Entstehung und den Verlauf der Krankheit wichtigen Umstände dem beamteten Arzte und der zuständigen Behörde auf Befragen Auskunft zu ertheilen.

§ 8. Ist nach dem Gutachten des beamteten Arztes der Ausbruch der Krankheit festgestellt oder der Verdacht des Ausbruchs begründet, so hat die Polizeibehörde unverzüglich die erforderlichen Schutzmaßregeln zu treffen.

§ 9. Bei Gefahr im Verzuge kann der beamtete Arzt schon vor dem Einschreiten der Polizeibehörde die zur Verhütung der Verbreitung der Krankheit zunächst erforderlichen Maßregeln anordnen. Der Vorsteher der Ortschaft hat den von dem beamteten Arzte getroffenen Anordnungen Folge zu leisten. Von den Anordnungen hat der beamtete Arzt der Polizeibehörde sofort schriftliche Mittheilung zu machen; sie bleiben solange in Kraft, bis von der zuständigen Behörde anderweite Verfügung getroffen wird.

§ 10. Für Ortschaften und Bezirke, welche von einer gemeingefährlichen Krankheit befallen oder bedroht sind, kann durch die zuständige Behörde angeordnet werden, daß jede Leiche vor der Bestattung einer amtlichen Besichtigung (Leichenschau) zu unterwerfen ist.

Schutzmaßregeln.

§ 11. Zur Verhütung der Verbreitung der gemeingefährlichen Krankheiten können für die Dauer der Krankheitsgefahr Absperrungs- und Aufsichtsmaßregeln nach Maßgabe der §§ 12 bis 21 polizeilich angeordnet werden.

Die Anfechtung der Anordnungen hat keine aufschiebende Wirkung.

§ 12. Kranke und krankheits- oder ansteckungsverdächtige Personen können einer Beobachtung unterworfen werden. Eine Beschränkung in der Wahl des Aufenthalts oder der Arbeitsstätte ist zu diesem Zwecke nur bei Personen zulässig, welche obdachlos oder ohne festen Wohnsitz sind oder berufs- oder gewohnheitsmäßig umherziehen.

§ 13. Die höhere Verwaltungsbehörde kann für den Umfang ihres Bezirks oder für Theile desselben anordnen, daß zureisende Personen, sofern sie sich innerhalb einer zu bestimmenden Frist vor ihrer Ankunft in Ortschaften oder Bezirken aufgehalten haben, in welchen eine gemeingefährliche Krankheit ausgebrochen ist, nach ihrer Ankunft der Ortspolizeibehörde zu melden sind.

§ 14. Für kranke und krankheits- oder ansteckungsverdächtige Personen kann eine Absonderung angeordnet werden.

Die Absonderung kranker Personen hat derart zu erfolgen, daß der Kranke mit anderen als den zu seiner Pflege bestimmten Personen, dem Arzt oder dem Seelsorger nicht in Berührung kommt und eine Verbreitung der Krankheit thunlichst ausgeschlossen ist. Angehörigen und Urkundspersonen ist, insoweit es zur Erledigung wichtiger und dringender Angelegenheiten geboten ist, der Zutritt zu dem Kranken unter Beobachtung der erforderlichen Maßregeln gegen eine Weiterverbreitung der Krankheit gestattet. Werden auf Erfordern der Polizeibehörde in der Behausung des Kranken die nach dem Gutachten des beamteten Arztes zum Zwecke der Absonderung nothwendigen Einrichtungen nicht getroffen, so kann, falls der beamtete Arzt es für unerläßlich und der behandelnde Arzt es ohne Schädigung des Kranken für zulässig erklärt, die Ueberführung des Kranken in ein geeignetes Krankenhaus oder in einen anderen geeigneten Unterkunftsraum angeordnet werden.

Auf die Absonderung krankheits- oder ansteckungsverdächtiger Personen finden die Bestimmungen des Abs. 2 sinngemäße Anwendung. Jedoch dürfen krankheits- oder ansteckungsverdächtige Personen nicht in demselben Raume mit kranken Personen

untergebracht werden. Ansteckungsverdächtige Personen dürfen in demselben Raume mit krankheitsverdächtigen Personen nur untergebracht werden, soweit der beamtete Arzt es für zulässig hält.

Wohnungen oder Häuser, in welchen erkrankte Personen sich befinden, können kenntlich gemacht werden.

Für das berufsmäßige Pflegepersonal können Verkehrsbeschränkungen angeordnet werden.

§ 15. Die Landesbehörden sind befugt, für Ortschaften und Bezirke, welche von einer gemeingefährlichen Krankheit befallen oder bedroht sind:

1. hinsichtlich der gewerbsmäßigen Herstellung, Behandlung und Aufbewahrung sowie hinsichtlich des Vertriebs von Gegenständen, welche geeignet sind, die Krankheit zu verbreiten, eine gesundheitspolizeiliche Ueberwachung und die zur Verhütung der Verbreitung der Krankheit erforderlichen Maßregeln anzuordnen; die Ausfuhr von Gegenständen der bezeichneten Art darf aber nur für Ortschaften verboten werden, in denen Cholera, Fleckfieber, Pest oder Pocken ausgebrochen sind,
2. Gegenstände der in Nr. 1 bezeichneten Art vom Gewerbebetrieb im Umherziehen auszuschließen,
3. die Abhaltung von Märkten, Messen und anderen Veranstaltungen, welche eine Ansammlung größerer Menschenmengen mit sich bringen, zu verbieten oder zu beschränken,
4. die in der Schiffahrt, der Flößerei oder sonstigen Transportbetrieben beschäftigten Personen einer gesundheitspolizeilichen Ueberwachung zu unterwerfen und kranke, krankheits- oder ansteckungsverdächtige Personen sowie Gegenstände, von denen anzunehmen ist, daß sie mit dem Krankheitsstoffe behaftet sind, von der Beförderung auszuschließen,
5. den Schiffahrts- und Flößereiverkehr auf bestimmte Tageszeiten zu beschränken.

§ 16. Jugendliche Personen aus Behausungen, in denen Erkrankungen vorgekommen sind, können zeitweilig vom Schul- und Unterrichtsbesuche ferngehalten werden. Hinsichtlich der sonstigen für die Schulen anzuordnenden Schutzmaßregeln bewendet es bei den landesrechtlichen Bestimmungen.

§ 17. In Ortschaften, welche von Cholera, Fleckfieber, Pest oder Pocken befallen oder bedroht sind, sowie in deren Umgegend kann die Benutzung von Brunnen, Teichen, Seen, Wasserläufen, Wasserleitungen sowie der dem öffentlichen Gebrauche dienenden Bade-, Schwimm-, Wasch- und Bedürfnißanstalten verboten oder beschränkt werden.

§ 18. Die gänzliche oder theilweise Räumung von Wohnungen und Gebäuden, in denen Erkrankungen vorgekommen sind, kann, insoweit der beamtete Arzt es zur wirksamen Bekämpfung der Krankheit für unerläßlich erklärt, angeordnet werden. Den betroffenen Bewohnern ist anderweit geeignete Unterkunft unentgeltlich zu bieten.

§ 19. Für Gegenstände und Räume, von denen anzunehmen ist, daß sie mit dem Krankheitsstoffe behaftet sind, kann eine Desinfektion angeordnet werden.

Für Reisegepäck und Handelswaaren ist bei Aussatz, Cholera und Gelbfieber die Anordnung der Desinfektion nur dann zulässig, wenn die Annahme, daß die Gegenstände mit dem Krankheitsstoffe behaftet sind, durch besondere Umstände begründet ist.

Ist die Desinfektion nicht ausführbar oder im Verhältnisse zum Werthe der Gegenstände zu kostspielig, so kann die Vernichtung angeordnet werden.

§ 20. Zum Schutze gegen Pest können Maßregeln zur Vertilgung und Fernhaltung von Ratten, Mäusen und anderem Ungeziefer angeordnet werden.

§ 21. Für die Aufbewahrung, Einsargung, Beförderung und Bestattung der

Leichen von Personen, welche an einer gemeingefährlichen Krankheit gestorben sind, können besondere Vorsichtsmaßregeln angeordnet werden.

§ 22. Die Bestimmungen über die Ausführung der in den §§ 12 bis 21 vorgesehenen Schutzmaßregeln, insbesondere der Desinfektion, werden vom Bundesrath erlassen.

§ 23. Die zuständige Landesbehörde kann die Gemeinden oder die weiteren Kommunalverbände dazu anhalten, diejenigen Einrichtungen, welche zur Bekämpfung der gemeingefährlichen Krankheiten nothwendig sind, zu treffen. Wegen Aufbringung der erforderlichen Kosten findet die Bestimmung des § 37 Abs. 2 Anwendung.

§ 24. Zur Verhütung der Einschleppung der gemeingefährlichen Krankheiten aus dem Auslande kann der Einlaß der Seeschiffe von der Erfüllung gesundheitspolizeilicher Vorschriften abhängig gemacht sowie

1. der Einlaß anderer dem Personen- oder Frachtverkehr dienenden Fahrzeuge,
2. die Ein- und Durchfuhr von Waaren und Gebrauchsgegenständen,
3. der Eintritt und die Beförderung von Personen, welche aus dem von der Krankheit befallenen Lande kommen,

verboten oder beschränkt werden.

Der Bundesrath ist ermächtigt, Vorschriften über die hiernach zu treffenden Maßregeln zu beschließen. Soweit sich diese Vorschriften auf die gesundheitspolizeiliche Ueberwachung der Seeschiffe beziehen, können sie auf den Schiffsverkehr zwischen deutschen Häfen erstreckt werden.

§ 25. Wenn eine gemeingefährliche Krankheit im Ausland oder im Küstengebiet des Reichs ausgebrochen ist, so bestimmt der Reichskanzler oder für das Gebiet des zunächst bedrohten Bundesstaats im Einvernehmen mit dem Reichskanzler die Landesregierung, wann und in welchem Umfange die gemäß § 24 Abs. 2 erlassenen Vorschriften in Vollzug zu setzen sind.

§ 26. Der Bundesrath ist ermächtigt, Vorschriften über die Ausstellung von Gesundheitspässen für die aus deutschen Häfen ausgehenden Seeschiffe zu beschließen.

§ 27. Der Bundesrath ist ermächtigt, über die bei der Ausführung wissenschaftlicher Arbeiten mit Krankheitserregern zu beobachtenden Vorsichtsmaßregeln sowie über den Verkehr mit Krankheitserregern und deren Aufbewahrung Vorschriften zu erlassen.

Entschädigungen.

§ 28. Personen, welche der Invalidenversicherung unterliegen, haben für die Zeit, während der sie auf Grund des § 12 in der Wahl des Aufenthalts oder der Arbeitsstätte beschränkt oder auf Grund des § 14 abgesondert sind, Anspruch auf eine Entschädigung wegen des ihnen dadurch entgangenen Arbeitsverdienstes, bei deren Berechnung als Tagesarbeitsverdienst der dreihundertste Theil des für die Invalidenversicherung maßgebenden Jahresarbeitsverdienstes zu Grunde zu legen ist.

Dieser Anspruch fällt weg, insoweit auf Grund einer auf gesetzlicher Verpflichtung beruhenden Versicherung wegen einer mit Erwerbsunfähigkeit verbundenen Krankheit Unterstützung gewährt wird oder wenn eine Verpflegung auf öffentliche Kosten stattfindet.

§ 29. Für Gegenstände, welche infolge einer nach Maßgabe dieses Gesetzes polizeilich angeordneten und überwachten Desinfektion derart beschädigt worden sind, daß sie zu ihrem bestimmungsgemäßen Gebrauche nicht weiter verwendet werden können, oder welche auf polizeiliche Anordnung vernichtet worden sind, ist, vorbehaltlich der in §§ 32 und 33 angegebenen Ausnahmen, auf Antrag Entschädigung zu gewähren.

§ 30. Als Entschädigung soll der gemeine Werth des Gegenstandes gewährt

werden ohne Rücksicht auf die Minderung des Werthes, welche sich aus der Annahme ergiebt, daß der Gegenstand mit Krankheitsstoff behaftet sei. Wird der Gegenstand nur beschädigt oder theilweise vernichtet, so ist der verbleibende Werth auf die Entschädigung anzurechnen.

§ 31. Die Entschädigung wird, sofern ein anderer Berechtigter nicht bekannt ist, demjenigen gezahlt, in dessen Gewahrsam sich der beschädigte oder vernichtete Gegenstand zur Zeit der Desinfektion befand. Mit dieser Zahlung erlischt jede Entschädigungsverpflichtung aus § 29.

§ 32. Eine Entschädigung auf Grund dieses Gesetzes wird nicht gewährt:

1. für Gegenstände, welche im Eigenthume des Reichs, eines Bundesstaats oder einer kommunalen Körperschaft sich befinden;
2. für Gegenstände, welche entgegen einem auf Grund des § 15 Nr. 1 oder des § 24 erlassenen Verbot aus- oder eingeführt worden sind.

§ 33. Der Anspruch auf Entschädigung fällt weg:

1. wenn derjenige, welchem die Entschädigung zustehen würde, die beschädigten oder vernichteten Gegenstände oder einzelne derselben an sich gebracht hat, obwohl er wußte oder den Umständen nach annehmen mußte, daß dieselben bereits mit dem Krankheitsstoffe behaftet oder auf polizeiliche Anordnung zu desinfiziren waren;
2. wenn derjenige, welchem die Entschädigung zustehen würde oder in dessen Gewahrsam die beschädigten oder vernichteten Gegenstände sich befanden, zu der Desinfektion durch eine Zuwiderhandlung gegen dieses Gesetz oder eine auf Grund desselben getroffene Anordnung Veranlassung gegeben hat.

§ 34. Die Kosten der Entschädigungen sind aus öffentlichen Mitteln zu bestreiten. Im Uebrigen bleibt der landesrechtlichen Regelung vorbehalten, Bestimmungen darüber zu treffen:

1. von wem die Entschädigung zu gewähren und wie dieselbe aufzubringen ist,
2. binnen welcher Frist der Entschädigungsanspruch geltend zu machen ist,
3. wie die Entschädigung zu ermitteln und festzustellen ist.

Allgemeine Vorschriften.

§ 35. Die dem allgemeinen Gebrauche dienenden Einrichtungen für Versorgung mit Trink- oder Wirthschaftswasser und für Fortschaffung der Abfallstoffe sind fortlaufend durch staatliche Beamte zu überwachen.

Die Gemeinden sind verpflichtet, für die Beseitigung der vorgefundenen gesundheitsgefährlichen Mißstände Sorge zu tragen. Sie können nach Maßgabe ihrer Leistungsfähigkeit zur Herstellung von Einrichtungen der im Abs. 1 bezeichneten Art, sofern dieselben zum Schutze gegen übertragbare Krankheiten erforderlich sind, jederzeit angehalten werden.

Das Verfahren, in welchem über die hiernach gegen die Gemeinden zulässigen Anordnungen zu entscheiden ist, richtet sich nach Landesrecht.

§ 36. Beamtete Aerzte im Sinne dieses Gesetzes sind Aerzte, welche vom Staate angestellt sind oder deren Anstellung mit Zustimmung des Staates erfolgt ist.

An Stelle der beamteten Aerzte können im Falle ihrer Behinderung oder aus sonstigen dringenden Gründen andere Aerzte zugezogen werden. Innerhalb des von ihnen übernommenen Auftrages gelten die letzteren als beamtete Aerzte und sind befugt und verpflichtet diejenigen Amtsverrichtungen wahrzunehmen, welche in diesem Gesetz oder in den hierzu ergangenen Ausführungsbestimmungen den beamteten Aerzten übertragen sind.

§ 37. Die Anordnung und Leitung der Abwehr- und Unterdrückungsmaßregeln liegt den Landesregierungen und deren Organen ob.

Die Zuständigkeit der Behörden und die Aufbringung der entstehenden Kosten regelt sich nach Landesrecht.

Die Kosten der auf Grund des § 6 angestellten behördlichen Ermittelungen, der Beobachtung in den Fällen des § 12, ferner auf Antrag die Kosten der auf Grund des § 19 polizeilich angeordneten und überwachten Desinfektion und der auf Grund des § 21 angeordneten besonderen Vorsichtsmaßregeln für die Aufbewahrung, Einsargung, Beförderung und Bestattung der Leichen sind aus öffentlichen Mitteln zu bestreiten.

Die Landesregierungen bestimmen, welche Körperschaften unter der Bezeichnung Gemeinde, weiterer Kommunalverband und kommunale Körperschaft zu verstehen sind.

§ 38. Die Behörden der Bundesstaaten sind verpflichtet, sich bei der Bekämpfung übertragbarer Krankheiten gegenseitig zu unterstützen.

§ 39. Die Ausführung der nach Maßgabe dieses Gesetzes zu ergreifenden Schutzmaßregeln liegt, insoweit davon

1. dem aktiven Heere oder der aktiven Marine angehörende Militärpersonen,
2. Personen, welche in militärischen Dienstgebäuden oder auf den zur Kaiserlichen Marine gehörigen oder von ihr gemietheten Schiffen und Fahrzeugen untergebracht sind,
3. marschirende oder auf dem Transporte befindliche Militärpersonen und Truppentheile des Heeres und der Marine sowie die Ausrüstungs- und Gebrauchsgegenstände derselben,
4. ausschließlich von der Militär- oder Marineverwaltung benutzte Grundstücke und Einrichtungen

betroffen werden, den Militär- und Marinebehörden ob.

Auf Truppenübungen finden die nach diesem Gesetze zulässigen Verkehrsbeschränkungen keine Anwendung.

Der Bundesrath hat darüber Bestimmung zu treffen, inwieweit von dem Auftreten des Verdachts und von dem Ausbruch einer übertragbaren Krankheit sowie von dem Verlauf und dem Erlöschen der Krankheit sich die Militär- und Polizeibehörden gegenseitig in Kenntniß zu setzen haben.

§ 40. Für den Eisenbahn-, Post- und Telegraphenverkehr sowie für Schifffahrtsbetriebe, welche im Anschluß an den Eisenbahnverkehr geführt werden und der staatlichen Eisenbahn-Aufsichtsbehörde unterstellt sind, liegt die Ausführung der nach Maßgabe dieses Gesetzes zu ergreifenden Schutzmaßregeln ausschließlich den zuständigen Reichs- und Landesbehörden ob.

Inwieweit die auf Grund dieses Gesetzes polizeilich angeordneten Verkehrsbeschränkungen und Desinfektionsmaßnahmen

1. auf Personen, welche während der Beförderung als krank, krankheits- oder ansteckungsverdächtig befunden werden,
2. auf die im Dienste befindlichen oder aus dienstlicher Veranlassung vorübergehend außerhalb ihres Wohnsitzes sich aufhaltenden Beamten und Arbeiter der Eisenbahn-, Post- und Telegraphenverwaltungen sowie der genannten Schifffahrtsbetriebe

Anwendung finden, bestimmt der Bundesrath.

§ 41. Dem Reichskanzler liegt ob, die Ausführung dieses Gesetzes und der auf Grund desselben erlassenen Anordnungen zu überwachen.

Wenn zur Bekämpfung der gemeingefährlichen Krankheiten Maßregeln erforderlich sind, von welchen die Gebiete mehrerer Bundesstaaten betroffen werden, so hat der Reichskanzler oder ein von ihm bestellter Kommissar für Herstellung und Erhaltung der Einheit in den Anordnungen der Landesbehörden zu sorgen und zu diesem Behufe das Erforderliche zu bestimmen, in dringenden Fällen auch die Landesbehörden unmittelbar mit Anweisungen zu versehen.

§ 42. Ist in einer Ortschaft der Ausbruch einer gemeingefährlichen Krankheit festgestellt, so ist das Kaiserliche Gesundheitsamt hiervon sofort auf kürzestem Wege zu benachrichtigen. Der Bundesrath ist ermächtigt, zu bestimmen, inwieweit im späteren Verlauf dem Kaiserlichen Gesundheitsamt Mittheilungen über Erkrankungs- und Todesfälle zu machen sind.

§ 43. In Verbindung mit dem Kaiserlichen Gesundheitsamt wird ein Reichs-Gesundheitsrath gebildet. Die Geschäftsordnung wird vom Reichskanzler mit Zustimmung des Bundesraths festgestellt. Die Mitglieder werden vom Bundesrath gewählt.

Der Reichs-Gesundheitsrath hat das Gesundheitsamt bei der Erfüllung der diesem Amt zugewiesenen Aufgaben zu unterstützen. Er ist befugt, den Landesbehörden auf Ansuchen Rath zu ertheilen. Er kann sich, um Auskunft zu erhalten, mit den ihm zu diesem Zwecke zu bezeichnenden Landesbehörden unmittelbar in Verbindung setzen, sowie Vertreter absenden, welche unter Mitwirkung der zuständigen Landesbehörden Aufklärungen an Ort und Stelle einziehen.

Strafvorschriften.

§ 44. Mit Gefängniß bis zu drei Jahren wird bestraft:

1. wer wissentlich bewegliche Gegenstände, für welche eine Desinfektion polizeilich angeordnet war, vor Ausführung der angeordneten Desinfektion in Gebrauch nimmt, an Andere überläßt oder sonst in Verkehr bringt;
2. wer wissentlich Kleidungsstücke, Leibwäsche, Bettzeug oder sonstige bewegliche Gegenstände, welche von Personen, die an einer gemeingefährlichen Krankheit litten, während der Erkrankung gebraucht oder bei deren Behandlung oder Pflege benutzt worden sind, in Gebrauch nimmt, an Andere überläßt oder sonst in Verkehr bringt, bevor sie den auf Grund des § 22 vom Bundesrathe beschlossenen Bestimmungen entsprechend desinfizirt worden sind;
3. wer wissentlich Fahrzeuge oder sonstige Geräthschaften, welche zur Beförderung von Kranken oder Verstorbenen der in Nr. 2 bezeichneten Art gedient haben, vor Ausführung der polizeilich angeordneten Desinfektion benutzt oder Anderen zur Benutzung überläßt.

Sind mildernde Umstände vorhanden, so kann auf Geldstrafe bis zu eintausendfünfhundert Mark erkannt werden.

§ 45. Mit Geldstrafe von zehn bis einhundertfünfzig Mark oder mit Haft nicht unter einer Woche wird bestraft:

1. wer die ihm nach den §§ 2, 3 oder nach den auf Grund des § 5 vom Bundesrath beschlossenen Vorschriften obliegende Anzeige unterläßt oder länger als vierundzwanzig Stunden, nachdem er von der anzuzeigenden Thatsache Kenntniß erhalten hat, verzögert. Die Strafverfolgung tritt nicht ein, wenn die Anzeige, obwohl nicht von dem zunächst Verpflichteten, doch rechtzeitig gemacht worden ist;
2. wer im Falle des § 7 dem beamteten Arzt den Zutritt zu dem Kranken oder zur Leiche oder die Vornahme der erforderlichen Untersuchungen verweigert;
3. wer den Bestimmungen im § 7 Abs. 3 zuwider über die daselbst bezeichneten Umstände dem beamteten Arzt oder der zuständigen Behörde die Auskunft verweigert oder wissentlich unrichtige Angaben macht;
4. wer den auf Grund des § 13 erlassenen Anordnungen zuwiderhandelt.

§ 46. Mit Geldstrafe bis zu einhundertfünfzig Mark oder mit Haft wird, sofern nicht nach den bestehenden gesetzlichen Bestimmungen eine höhere Strafe verwirkt ist, bestraft:

1. wer den im Falle des § 9 von dem beamteten Arzt oder dem Vorsteher der Ortschaft getroffenen vorläufigen Anordnungen oder den auf Grund des § 10 von der zuständigen Behörde erlassenen Anordnungen zuwiderhandelt;
2. wer den auf Grund des § 12, des § 14 Abs. 5, der §§ 15, 17, 19 bis 22 getroffenen polizeilichen Anordnungen zuwiderhandelt;
3. wer den auf Grund der §§ 24, 26, 27 erlassenen Vorschriften zuwiderhandelt.

Schlußbestimmungen.

§ 47. Die vom Bundesrathe zur Ausführung dieses Gesetzes erlassenen allgemeinen Bestimmungen sind dem Reichstage zur Kenntniß mitzutheilen.

§ 48. Landesrechtliche Vorschriften über die Bekämpfung anderer als der im § 1 Abs. 1 genannten übertragbaren Krankheiten werden durch dieses Gesetz nicht berührt.

§ 49. Dieses Gesetz tritt mit dem Tage der Verkündung in Kraft.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Travemünde, den 30. Juni 1900.

(L. S.) **Wilhelm.**

Graf v. Posadowsky.

95. Bekanntmachung des Gouverneurs von Samoa, betreffend Auslegung des Begriffs „Eingeborener".

Vom 1. Juli 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 704/705.)

Anläßlich eines Einzelfalles wird bezüglich der Auslegung und zur Erläuterung des Begriffes „Eingeborener" im Sinne des § 3 der Gouvernements-Verordnung vom 1. März 1900 Folgendes bekannt gegeben:

Diejenigen Personen, die im Schutzgebiete wohnen oder sich aufhalten und nicht Eingeborene sind, werden „Fremde" genannt.

Bei gesetzlichen Ehen zwischen Fremden und Eingeborenen folgt die Ehefrau dem Gerichtsstande des Ehemannes.

„Mischlinge" (Halbblütige, Halfcasts), die aus einer gesetzlichen Ehe eines Fremden mit einer Eingeborenen stammen, folgen dem Gerichtsstande des Vaters.

Bei Mischlingen, die aus einer ungesetzlichen Verbindung eines Fremden mit einer Eingeborenen stammen, hat der Kaiserliche Gouverneur bezw. der Kaiserliche Richter von Fall zu Fall zu bestimmen, ob dieselben, mit Rücksicht auf ihre Lebensführung bezüglich ihres Gerichtsstandes als Fremde oder als Eingeborene anzusehen sind.

Apia, den 1. Juli 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

96. Verordnung des Reichskanzlers, betreffend Abgrenzung der Jurisdiktionsbezirke in Deutsch-Ostafrika.

Vom 7. Juli 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 535.)

Auf Grund der Allerhöchsten Verordnung vom 2. Mai 1894 (Reichs-Gesetzbl. S. 461) werden in Deutsch-Ostafrika, unter theilweiser Abänderung der Verordnung, betreffend Abgrenzung der Jurisdiktionsbezirke vom 16. September 1894 (Kol. Bl. S. 495),

a) die zur Zuständigkeit der Bezirksämter Tanga, Pangani und Wilhelmsthal sowie der Station Moschi gehörigen Gebiete

dem Jurisdiktionsbezirke des Gerichts in Tanga,

b) die zur Zuständigkeit der Bezirksämter Bagamoyo, Dar-es-Salâm, Kilwa, Lindi, Kilossa und Langenburg, des Bezirksnebenamts Rufiyi sowie der Stationen Kisaki, Mpapua, Kilimatinde, Tabora, Muanza, Schirati, Bukoba, Udjiji, Bismarcksburg, Iringa und Songea gehörigen Gebiete

dem Jurisdiktionsbezirke des Gerichtes in Dar-es-Salâm zugetheilt.

Ragatz (Schweiz), den 7. Juli 1900.

Der Reichskanzler.
gez. Fürst zu Hohenlohe.

97. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Erholungsstationen.

Vom 9. Juli 1900.

Auf Grund des Erlasses des Auswärtigen Amtes, Kolonial-Abtheilung, vom 17. April 1900, Nr. 327, bestimme ich im Anschluß an den Runderlaß vom 22. Mai d. Js., J. Nr. 807, 2, daß bis auf Weiteres als Erholungsstationen im Sinne der Verpflegungsvorschriften auch die Orte

Mpapua und
Massewe (Bezirk Langenburg)

anzusehen sind.

Dar-es-Salâm, den 9. Juli 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

98. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Verwaltung des Schutzgebiets.

Vom 9. Juli 1900.

Das Gouvernementsbureau und das Hauptmagazin führen fortan die Bezeichnung „Zentralbureau“ und „Zentralmagazin.“

Dar-es-Salâm, den 9. Juli 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

99. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Maße und Gewichte.

Vom 11. Juli 1899.

Mit dem Runderlasse vom 6. Februar 1900, J. Nr. 1201 I., sind den Dienststellen je 2 Exemplare der am 1. April vorigen Jahres in den Küstenbezirken in Kraft getretenen Verordnung vom 25. August 1898, betreffend die Regelung der Maße und Gewichte in Deutsch-Ostafrika, zugegangen. Schwierigkeiten bei der Durchführung der Verordnung in den Küstenbezirken haben sich nicht ergeben, auch hat die Verordnung keinen schädigenden Einfluß auf den Handel ausgeübt.

Ich halte es deshalb für angezeigt, nunmehr auch im Innern der Kolonie mit der Einführung der Verordnung vorzugehen.

Als Zeitpunkt für das Inkrafttreten habe ich den 1. Januar 1901 in Aussicht genommen. Sofern in einem Bezirke schwerwiegende Bedenken dagegen sprechen, ist sofort ausführlich zu berichten. Endgültige Bestimmung wird im Anschluß an die etwa eingehenden Berichte getroffen werden. Besonderen Werth lege ich darauf, daß die neuen Maße auf den Märkten an den großen Karawanenstraßen durchweg zur Anwendung kommen.

Zur Erleichterung der Einführung werden den Dienststellen je 15 Sätze der nach Vorschrift des § 2 a. a. O. von dem hier wohnhaften indischen Klempner Abdul Hussein hergestellten Hohlmaße mit nächster Gelegenheit zugehen.

Die Maße tragen zum Zeichen der durch das Bezirksamt Dar-es-Salâm bewirkten Abnahme den Stempel **B A** / **D** und außerdem noch den Stempel des Fabrikanten, der jedoch nur als Fabrikzeichen gilt und keinerlei amtliche Bedeutung hat. Die Stempelung der nachbestellten Maße wird in gleicher Weise erfolgen. Ich ersuche, darauf hinzuwirken, daß zunächst nur diese Maße von den Händlern in Gebrauch genommen und geführt werden. Von den überwiesenen Hohlmaßen können die Sätze bis auf 2, die zu Kontrolzwecken zurückzubehalten sind, zum Preise von je 4 1/2 Rupie für den Satz verkauft werden.

Die Einnahmen aus dem Verkaufe sind bei Titel 8 cc für 1900 zurückzurechnen. Weitere Sätze können durch Vermittlung des Zentralmagazins von Abdul Hussein bezogen werden.

Abdul Hussein hat einen großen Vorrath von Hohlmaßen angefertigt. Um mit diesem Vorrathe zu räumen und um möglichste Gleichmäßigkeit in der Form der in Handel kommenden Maße zu erzielen, ist der etwaige Bedarf bis auf Weiteres von hier zu beziehen.

Dar-es-Salâm, den 11. Juli 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

100. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die An- und Abmeldung.

Vom 11. Juli 1900. (A. A. 1900, Nr. 18.)

Unter Aufhebung des Runderlasses Nr. 1789 vom 17. März 1897 bestimme ich, daß die polizeilichen An- und Abmeldungen nach dem diesem Runderlasse beigedruckten Formular beim hiesigen Bezirksamt vom 1. Juli d. Js. ab am Schlusse eines jeden Monats

a) durch das Zentralbureau: für die sämmtlichen hiesigen Gouvernements-Angestellten,

b) durch das Kommando der Schutztruppe: für alle hiesigen Schutztruppen-Angehörigen zu erfolgen hat.

Dar-es-Salâm, den 11. Juli 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

101. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Routenlisten.

Vom 14. Juli 1899. (A. A. 1900, Nr. 21.)

Die dem Runderlasse vom 26. Mai 1899 — 4580 I — beigegebene Routenliste ist nach der unten abgedruckten Zusammenstellung zu berichtigen und zu ergänzen.

Die Festsetzungen der Routenliste finden nur bei Landmärschen Anwendung. Bei Reisen, welche auf den Binnenseen ausgeführt werden, ist in den Kostenberechnungen die wirklich aufgewendete Tageszahl in Ansatz zu bringen.

Die Station Bismarckburg hat über die Marschdauer für die Strecken Bismarckburg—Kilimatinde und Bismarckburg—Langenburg zu berichten, sobald die Zahl der Marschtage feststeht. Im Anschluß hieran wird dann auch die Marschdauer für die Strecke Bismarckburg—Langenburg endgültig festgesetzt werden.

Ziffer 2 des obigen Runderlasses wird dahin erläutert, daß zu jeder Expedition, auch wenn sie zu Wegebau- oder Erkundungszwecken unternommen wird

und sich in Grenzen der freigegebenen Gesammtdauer von 3 Monaten hält, meine Genehmigung einzuholen ist. Nur wenn durch besondere Verhältnisse, z. B. Besichtigungen von Wege- und Brückenbauten, kleine Expeditionen bedingt werden, die nur wenige Tage dauern, bedarf es der vorherigen Genehmigung nicht.

Ein Stationschef, der zu Beginn eines Etatsjahres eine Zusammenstellung der im Laufe des Jahres beabsichtigten Expeditionen einreicht und hierzu die nöthigen Erläuterungen giebt, entledigt sich beim Einhalten dieses Reiseplanes von der Verpflichtung der jedesmaligen vorherigen Berichterstattung.

Bei dieser Gelegenheit mache ich ferner darauf aufmerksam, daß die Theilnahme des Stationschefs an einem Wegebau nicht über dessen ganze Dauer erforderlich erscheint; es genügt, wenn er die Trace festlegt und im Anschluß daran die nöthigen Schauris erledigt. Ich halte es im Allgemeinen nicht für ersprießlich, daß die Stationschefs mehr als ein Viertel des Jahres von ihrem Stationsorte fern sind.

Dar-es-Salâm, den 14. Juli 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

Zusammenstellung von Abänderungen der Routenliste.

von	nach	Marschdauer in Tagen	Bemerkungen
Bagamoyo	Kilimatinde über Mombassa	26	Zuzusetzen: über Mamboya (statt Mombassa).
Bismarckburg	Dar-es-Salâm	70 (vorl.)	neu: die Bezeichnung „Bismarckburg tritt an die Stelle von Ukonongo und Kassanga.
=	Kilimatinde	—	Bleibt noch festzusetzen.
Bukoba-See	Muanza-See	—	Zu streichen.
Dar-es-Salâm	Bismarckburg	70 (vorl.)	Neu.
=	Songea über Kungulio	45	
Iringa	Mpapua	12	Neu.
= über Kilossa	Kalinga	5	Zu streichen.
= = =	Mpapua	14	Zu streichen.
Kalinga	Iringa über Kilossa	5	Zu streichen.
Kilimatinde	Bismarckburg	—	Neu, bleibt noch festzusetzen.
= über Mombassa	Bagamoyo	26	Zuzusetzen: über Mamboya (statt Mombassa).
Kilossa	Kisakki	7	
Kilwa	Luvegu	14	Zu Luvegu zuzusetzen: auf dem Wege über Barikiwa.
=	Mohorro	3	
=	Songea	34	
Kisakki	Kilossa	7	
Langenburg	Songea über Kungulio	14	Zu streichen: über Kungulio.
Luvegu	Kilwa	14	Zu Luvegu zuzusetzen: auf dem Wege über Barikiwa.
Mohorro	=	3	
Mpapua	Iringa	12	Neu.
=	= über Kilossa	14	Zu streichen.
Muanza-See	Bukoba-See	—	Zu streichen.
= = Irangi	Tabora	20	Zu streichen.
Songea	Kilwa	34	
= über Kungulio	Dar-es-Salâm	45	
= = =	Langenburg	14	Zu streichen: über Kungulio.
= = =	Wiedhafen	13	Zu streichen.
Tabora	Muanza-Irangi	20	Zu streichen.
Wiedhafen	Songea über Kungulio	13	Zu streichen.
Ukonongo	Dar-es-Salâm	62	Zu streichen } siehe
=	Kilimatinde	30	Zu streichen } Bismarckburg.

102. Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Verwaltung des Schutzgebiets.

Vom 16. Juli 1900.

Mit dem Zentralmagazin wird das bisherige Baumagazin vereinigt. Dem Zentralmagazin sind nunmehr das frühere Haupt-Bau- und Flottillen-Magazin zugetheilt.

Dar-es-Salâm, den 16. Juli 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

103. Runderlaß der Kolonial-Abtheilung, betreffend die Rechtsverhältnisse von Vereinen.

Vom 17. Juli 1900.

Aus Anlaß eines Einzelfalls bemerke ich ergebenst, daß nach § 31 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit vom 7. April d. Js., dessen Inkrafttreten bevorsteht, auf Vereine, die ihren Sitz in einem Konsulargerichtsbezirke haben, die Vorschriften der §§ 21, 22, des § 44 Abs. 1 und der §§ 55 bis 79 B. G. B. keine Anwendung finden; in den Konsulargerichtsbezirken werden daher keine Vereinsregister zu führen sein. Mit dem Inkrafttreten des genannten Gesetzes und der Novelle zu dem Gesetze, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete, wird diese Bestimmung auch in den Schutzgebieten Geltung erlangen. Demgemäß empfiehlt es sich schon jetzt, in den Schutzgebieten von der Anlegung der Vereinsregister Abstand zu nehmen. Sollte dennoch eine Anmeldung zur Eintragung eines Vereins erfolgen, so wollen Ew. Hochwohlgeboren unter allen Umständen von dem der Verwaltungsbehörde nach § 61 Abs. 2 B. G. B. zustehenden Einspruchsrechte Gebrauch machen und über den Fall berichten. Uebrigens dürfte es bereits nach den zur Zeit noch geltenden Bestimmungen mit Rücksicht auf die Vorschrift des § 43 Abs. 1 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit vom 10. Juli 1879, der nach der Ansicht des Reichs-Justizamtes allgemeine Bedeutung innewohnt (vergl. v. König, Handbuch ꝛc., 5. Aufl., S. 215 letzter Absatz), wegen des Fehlens von Organen, denen die bei dieser Materie in Betracht kommenden verwaltungsgerichtlichen Entscheidungen obliegen, fraglich erscheinen, ob die auf eingetragene Vereine bezüglichen Normen des B. G. B. in den Schutzgebieten nicht außer Anwendung zu bleiben haben.

Berlin, den 17. Juli 1900.

Auswärtiges Amt. Kolonial-Abtheilung.
In Vertretung:
gez. Hellwig.

104. Verordnung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend den Grenzverkehr der Eingeborenen an der Deutsch-ostafrikanischen Nordgrenze.

Vom 17. Juli 1900.

1. Farbige Eingeborene des Gebiets von Deutsch-Ostafrika dürfen die Grenze in der Richtung nach den englischen Schutzgebieten von Britisch-Ostafrika und Uganda — sowie nach dem Königreich Uganda — nur auf Grund eines Passirscheines überschreiten, der vom Bezirksamt, der Station oder den von diesen ermächtigten Akiden und Jumben ausgestellt ist.

2. Bei Trägerkarawanen tritt an die Stelle dieses Passirscheines die vom Karawanenführer vorzulegende, vom Bezirksamt (oder Station) visirte Liste der Träger, welche den Vermerk dieser Behörde tragen muß, daß die — sämmtlich mit Namen anzuführenden — Träger Eingeborene des deutschen Gebietes sind.

3. Für Ausstellung des Passes bezw. die Visirung der Trägerliste wird eine Gebühr von 1/2 Rupie für die Person erhoben.

4. Die Bezirksämter bezw. Stationen bezeichnen diejenigen Stellen ihres Bezirkes, an denen die Grenze in der erwähnten Richtung überschritten werden darf, und sie geben die Stellen bekannt, an welchen Pässe zum Ueberschreiten der Grenze ausgegeben werden.

5. An Eingeborene, die als Angestellte des Gouvernements oder des Bezirksamtes und der Gemeindeverwaltungen die Grenze nach dem englischen Schutzgebiet zu überschreiten haben, werden Pässe zu einmaligem oder dauerndem Gebrauch kostenfrei ausgestellt.

6. Die Bezirksämter und Stationen sind ermächtigt, für solche unmittelbar an der Grenze belegenen und auf andauernden Grenzverkehr angewiesenen Ortschaften, betreffs deren auch von englischer Seite Paßfreiheit zugestanden ist, die vorstehenden Bestimmungen zwecks Erleichterung der wirthschaftlichen Verhältnisse außer Kraft zu setzen.

7. Vorstehende Verordnung tritt mit dem 1. August 1900 in Kraft. Alle anderen oder entgegenstehenden Bestimmungen sind mit dem gleichen Tage aufgehoben.

Dar-es-Salâm, den 17. Juli 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

105. Kaiserliche Ordre, betreffend Vertretung des Reichskanzlers in Kommando-Angelegenheiten der Schutztruppe.

Vom 18. Juli 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 607.)

In Verfolg Meiner Ordre vom 5. April 1898 bestimme Ich hierdurch: Mit Ihrer Vertretung in den Kommando-Angelegenheiten Meiner Schutztruppen in den afrikanischen Schutzgebieten wird für den Fall Ihrer Behinderung an Stelle des bisher damit beauftragt gewesenen Wirklichen Geheimen Legationsraths Dr. v. Buchka der Wirkliche Geheime Legationsrath Dr. Stuebel, Direktor der Kolonial-Abtheilung des Auswärtigen Amtes, beauftragt.

Drontheim, an Bord M. Y. „Hohenzollern", den 18. Juli 1900.

gez. **Wilhelm, I. R.**

An den Reichskanzler.

106. Verordnung, betreffend das strafgerichtliche Verfahren gegen Militärpersonen der Kaiserlichen Schutztruppen.

Vom 18. Juli 1900. (Kol. Bl. S. 607.)

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen rc.

verordnen auf Grund des Artikels II § 4 des Gesetzes vom 7. Juli 1896 wegen Abänderung des Gesetzes vom 22. März 1891 (Reichs-Gesetzbl. S. 53), betreffend die Kaiserliche Schutztruppe für Deutsch-Ostafrika, und des Gesetzes vom 9. Juni 1895 (Reichs-Gesetzbl. S. 258), betreffend die Kaiserlichen Schutztruppen für Südwestafrika und für Kamerun, im Namen des Reichs, was folgt:

§ 1. Das strafgerichtliche Verfahren gegen die Angehörigen der Schutztruppen (§ 3 der Schutztruppen-Ordnung) regelt sich nach den Vorschriften der Militär-Strafgerichtsordnung für das Deutsche Reich vom 1. Dezember 1898 und des Einführungsgesetzes hierzu von demselben Tage, soweit nicht im Nachstehenden abweichende oder ergänzende Bestimmungen erlassen sind.

§ 2. Für Angehörige der Schutztruppen gelten während ihres Aufenthaltes außerhalb Europas die für das Verhältniß an Bord (außerordentliches Verfahren) gegebenen gesetzlichen Vorschriften (§ 6 des Einführungsgesetzes zur Militär-Strafgerichtsordnung). Im Uebrigen greift das ordentliche Verfahren Platz.

§ 3. Gerichtsherren der niederen Gerichtsbarkeit sind die Befehlshaber einer selbständigen Abtheilung. Der Gouverneur bestimmt, welche Abtheilungen als selbstständig anzusehen sind. Treten mehrere Abtheilungen örtlich unter gemeinsamen Befehl, so übt der rangälteste Offizier die gerichtsherrlichen Befugnisse aus (§ 19 M. St. G. O.).

§ 4. Gerichtsherren der höheren Gerichtsbarkeit sind:

a) der kommandirende General des Gardekorps mit den gerichtsherrlichen Befugnissen eines kommandirenden Generals über alle militärischen Angehörigen der Schutztruppen, und zwar im ordentlichen Verfahren als unmittelbarer Befehlshaber im Sinne des § 31 M. St. G. O.,

b) in jedem Schutzgebiet der dort angestellte rangälteste Offizier, und zwar mit den Befugnissen eines Divisionskommandeurs.

§ 5. 1. Ich behalte Mir die Ertheilung der Bestätigungsordre vor:

a) für die Urtheile, durch die auf Todesstrafe, auf lebenslängliche Freiheitsstrafe, oder wegen eines militärischen Verbrechens auf eine die Dauer von 10 Jahren übersteigende Freiheitsstrafe erkannt ist; bei einer Gesammtstrafe kommt nur die höchste, wegen eines militärischen Verbrechens festgesetzte Einzelstrafe in Betracht. Freiheitsstrafe im Sinne dieser Bestimmung ist auch Zuchthaus (vgl. § 16 M. St. G. B.),

b) für die Urtheile gegen Offiziere, Sanitätsoffiziere, Ingenieure des Soldatenstandes und obere Militärbeamte.

2. Im Uebrigen ertheilen die Bestätigungsordre:

a) der im § 4a bezeichnete Befehlshaber hinsichtlich der auf Freiheitsstrafe von mehr als einem Jahre lautenden Urtheile,

b) in den sonstigen Fällen der Gerichtsherr desjenigen Gerichts, welches das zu bestätigende Urtheil gefällt hat; in den Fällen der §§ 412 Abs. 1, 447 der Militär-Strafgerichtsordnung der Präsident des Reichs-Militärgerichts.

c) Ist durch dasselbe Urtheil gegen mehrere Angeklagte erkannt worden, so steht die Bestätigung hinsichtlich sämmtlicher Angeklagten demjenigen Befehlshaber zu, dem die höhere Bestätigungsbefugniß, wenn auch nur hinsichtlich eines der Angeklagten, zukommt.

d) Urtheile, deren Bestätigung Ich Mir vorbehalten habe, werden Mir von dem Gerichtsherrn erster Instanz beziehungsweise von dem mit Bordgerichtsbarkeit versehenen höheren Gerichtsherrn mit den Akten und einem von einem Kriegsgerichtsrath angefertigten und zu unterzeichnenden Aktenauszuge durch den Präsidenten des Reichs-Militärgerichts eingereicht. Dem vorgesetzten Gerichtsherrn ist Meldung zu erstatten.

Der Aktenauszug hat in gedrängter Kürze die persönlichen und dienstlichen Verhältnisse des Angeklagten, eine aktenmäßige Darstellung des Sachverhalts, die Angabe der in Anwendung gebrachten Gesetze und die Formel des Urtheils zu enthalten.

e) Der zur Bestätigung berechtigte Befehlshaber kann das Urtheil bei der Bestätigung nach Maßgabe nachstehender Bestimmungen mildern:

In den Fällen der §§ 85 bis 87 des Militär-Strafgesetzbuches kann unter der im § 88 daselbst angegebenen Voraussetzung die Milderung des Urtheiles in den im § 88 dem Gerichte für die Strafbemessung gezogenen Grenzen stattfinden.

Zeitige Freiheitsstrafen können bis auf den Mindestbetrag der gesetzlichen Strafandrohung herabgesetzt werden. Hierbei ist eine Aenderung der Strafart nur dann zulässig, wenn in den Militärstrafgesetzen die strafbare Handlung wahlweise mit Arrest oder mit Gefängniß oder Festungshaft bedroht ist. In diesen Fällen kann die erkannte Gefängnißstrafe auf Festungshaft oder die im gegebenen Falle gesetzlich zulässige Arrestart und die erkannte Festungshaft auf Arrest der bezeichneten Art gemildert werden.

Ist ein militärisches Vergehen mit Arrest ohne Bezeichnung der Arrestart bedroht, so kann an die Stelle der erkannten härteren Arrestart eine gelindere treten.

In den Fällen des § 40 Abs. 2 Nr. 1 und 2 des Militär-Strafgesetzbuches kann die erkannte Degradation, und in dem Falle des § 75 daselbst die erkannte Versetzung in die zweite Klasse des Soldatenstandes erlassen werden.

f) Die Bestätigungsordre im ordentlichen Verfahren hat dahin zu lauten:
„Ich bestätige, daß das Urtheil rechtskräftig geworden ist."
Im Falle der Verurtheilung ist hinzuzusetzen:
„Das Urtheil ist zu vollstrecken."
Oder im Falle der Milderung der Strafe:
„Ich mildere die erkannte Strafe auf ...., die Vollstreckung hat demgemäß zu erfolgen."
Die Bestätigung im außerordentlichen (Bord-) Verfahren hat dahin zu lauten:
„Ich bestätige das Urtheil lediglich."
oder im Falle der Milderung der Strafe:
„Ich bestätige das Urtheil unter Milderung der Strafe auf ...."

g) Die Mir in Gnadenangelegenheiten bisher durch das General-Auditoriat erstatteten Berichte erstattet in Zukunft der Präsident des Reichs-Militärgerichts, § 418, 422 M. St. G. O.

§ 6. Ich behalte Mir hinsichtlich der im außerordentlichen Verfahren ergangenen kriegsgerichtlichen Urtheile das Aufhebungsrecht vor. Zur Aufhebung der im außerordentlichen Verfahren ergangenen standgerichtlichen Urtheile ist innerhalb seines Befehlsbereichs der Gerichtsherr der höheren Gerichtsbarkeit befugt (§ 422 M. St. G. O. und § 4b dieser Verordnung).

§ 7. Hinsichtlich des Kommandeurs einer Schutztruppe behalte Ich Mir die Bestimmung des Befehlshabers, welcher die gerichtsherrlichen Befugnisse auszuüben hat, vor (§ 21 M. St. G. O.).

§ 8. Im außerordentlichen Verfahren können die aktiven Offiziere und die Militärbeamten — einschließlich der Kriegsgerichtsräthe — als Richter im Bedarfsfalle auch durch Sanitätsoffiziere, Offiziere des Beurlaubtenstandes oder durch Ingenieure des Soldatenstandes, bei Aburtheilung von Mannschaften auch durch andere geeignete Militärpersonen ersetzt werden.

§ 9. Die Gerichte des Heeres, der Marine und der Schutztruppen haben einander Rechtshülfe zu leisten. Dem gegenseitigen Ersuchen um Führung des Ermittelungsverfahrens, Zuweisung einzelner Richter und Aburtheilung einzelner Sachen ist thunlichst Folge zu geben.

§ 10. Erfolgt im außerordentlichen Verfahren die Aufhebung eines Urtheils, so können — soweit dies nicht zu vermeiden — zu dem neu erkennenden Gerichte

die Richter des erst erkennenden Gerichts wieder zugezogen werden. Das neu erkennende Gericht hat die rechtliche und militärdienstliche Beurtheilung, welche der Aufhebung des Urtheils zu Grunde gelegt ist, auch seiner Entscheidung zu Grunde zu legen.

§ 11. Die Vollstreckung einer im außerordentlichen Verfahren erkannten Freiheitsstrafe bis zu einem Jahre einschließlich erfolgt, soweit dies angängig, an Ort und Stelle. Der Gerichtsherr, welchem die Anordnung der Strafvollstreckung obliegt, ist dann befugt, eine gegen Offiziere, Sanitätsoffiziere oder Ingenieure des Soldatenstandes erkannte Gefängnißstrafe oder Festungshaft in Stubenarrest von gleicher Dauer umzuwandeln, soweit es sich um Festungshaft oder Gefängnißstrafe von weniger als 6 Wochen handelt.

Die Vollstreckung einer Freiheitsstrafe von längerer Dauer als einem Jahre erfolgt in der Heimath und ist vom Gerichtsherrn in Gemäßheit der Militär-Strafvollstreckungsvorschrift für das Heer zu veranlassen.

§ 12. Die Militär-Justizverwaltung wird von dem Reichskanzler ausgeübt (§ 111 M. St. G. O.).

§ 13. Die Durchsicht der im außerordentlichen Verfahren ergangenen standgerichtlichen Urtheile erfolgt bei dem im § 4b bezeichneten Gerichtsherrn. Die Nachprüfung der dabei gemachten Ausstellungen sowie die Durchsicht der kriegsgerichtlichen Urtheile geschieht bei dem im § 4a bezeichneten Befehlshaber (§ 113 M. St. G. O.).

§ 14. Der jedesmalige Chef des Stabes bei dem Oberkommando der Schutztruppen ist Mir gemäß § 79 Abs. 2 M. St. G. O. behufs Ernennung zum außeretatsmäßigen militärischen Mitgliede des Reichs-Militärgerichts in Vorschlag zu bringen. Er ist bei der Bearbeitung aller Schutztruppen-Angelegenheiten zuzuziehen.

§ 15. Innerhalb der Militär-Justizverwaltung der Schutztruppen führen die zur Ausübung der Militär-Strafgerichtsbarkeit berufenen Stellen Dienstsiegel und Stempel mit dem deutschen Reichsadler und der Umschrift:

Kaiserliche Schutztruppe von Ost- ꝛc. Afrika, Kamerun.
Gouvernements-Gericht.
Abtheilungs-Gericht.
Kaiserliche Schutztruppe. Gericht beim Garde-Korps.
(§ 9 des Einführungsgesetzes der M. St. G. O.)

§ 16. Untersuchungshandlungen der höheren Gerichtsbarkeit können auf Ersuchen auch von einem Gerichtsherrn der niederen Gerichtsbarkeit erledigt werden (§ 11 des Einführungsgesetzes zur M. St. G. O.).

§ 17. Für den Vollzug der an die Stelle der Geldstrafe tretenden Freiheitsstrafe ist in den Fällen des § 2 der M. St. G. O., wenn es sich um eine Freiheitsstrafe bis zu 6 Wochen handelt, der Gerichtsherr der niederen, sonst der höheren Gerichtsbarkeit zuständig.

§ 18. Die in den Fällen des § 9 Abs. 1 der M. St. G. O. erforderliche Zustimmung der Militärbehörde zur Verhängung der Untersuchungshaft bleibt dem zuständigen Gerichtsherrn der höheren Gerichtsbarkeit vorbehalten. Im Falle der Zustimmung ist die Entlassung des zu Verhaftenden aus dem aktiven Dienste herbeizuführen.

§ 19. Offiziere, Sanitätsoffiziere und Ingenieure des Soldatenstandes haben Anzeigen strafbarer Handlungen sowie Anträge auf Strafverfolgung gegen Personen, die der Militär-Strafgerichtsbarkeit unterstehen, bei dem Gerichtsherrn oder einem

mit Disziplinarstrafgewalt versehenen Vorgesetzten des Beschuldigten mündlich oder schriftlich anzubringen.

Die Personen des Soldatenstandes vom Deckoffizier ꝛc. abwärts haben solche Anträge oder Anzeigen ihrem Kompagniechef unmittelbar und mündlich vorzutragen. Ein mündlich vorgebrachter Antrag auf Strafverfolgung ist zu Protokoll zu nehmen (§ 161 Abs. 1 M. St. G. O.).

§ 20. Der Thatbericht ist in der Regel von dem nächsten Disziplinarvorgesetzten aufzustellen und unmittelbar an den ihm zunächst vorgesetzten Gerichtsherrn einzureichen. Der bei Einreichung des Thatberichts etwa übergangenen Dienststelle ist Meldung zu erstatten (§ 153 M. St. G. O.).

§ 21. In den Bericht, welcher in Gemäßheit des § 158 Abs. 1 der M. St. G. O. zu erstatten ist, ist zutreffendenfalls aufzunehmen, daß die im Abs. 2 vorgeschriebene Anzeige an den Reichskanzler erfolgt ist.

§ 22. In den Fällen der §§ 181 und 184 der M. St. G. O. ist unter „Militärbehörde" der Truppentheil beziehungsweise die nächste militärische Wache zu verstehen. Das Verfahren gegen die einer solchen Wache zugeführten Personen regelt sich nach den Vorschriften der Wachinstruktion.

§ 23. Zur Erlassung von Steckbriefen sind außer den Gerichtsherren befugt: die Befehlshaber selbständiger Abtheilungen beziehungsweise die mit den Befugnissen eines solchen von seiten des Gouverneurs ausgestatteten Befehlshaber, sowie bei Entweichungen aus Gefangenenanstalten oder Arbeiterabtheilungen die Gouverneure, Kommandanten und Garnisonältesten. In Deutschland soll jeder Militärbefehlshaber vom Hauptmann aufwärts zum Erlaß von Steckbriefen befugt sein (§ 183 Abs. 2 M. St. G. O.).

§ 24. Bedarf es bei Verbrechen des Landesverraths oder des Verraths militärischer Geheimnisse zur Feststellung des Thatbestandes des Gutachtens einer Militärbehörde, so ist dasselbe stets durch Vermittelung des Oberkommandos der Schutztruppen einzuholen (§ 218 Abs. 3 M. St. G. O.).

§ 25. Die eine Selbstentleibung betreffenden Verhandlungen — § 223 M. St. G. O. — sind nach Abschluß der Ermittelungen dem höheren Gerichtsherrn und von diesem, nachdem er das im Interesse der Disziplin etwa Erforderliche veranlaßt hat, dem Reichskanzler einzusenden.

Gleiches gilt in den übrigen Fällen des § 223.

Die Leichenschau darf in den Schutzgebieten auch durch einen Gerichtsoffizier bewirkt werden.

§ 26. Für den Bereich der Kaiserlichen Schutztruppen ist der Reichskanzler die „oberste Dienstbehörde" (§ 231 M. St. G. O.).

§ 27. Wird der Beschuldigte in Untersuchungshaft genommen oder die Anklage gegen ihn verfügt, so hat der Gerichtsherr,

wenn der Beschuldigte Offizier, Sanitätsoffizier oder Ingenieur des Soldatenstandes ist:

dem höchsten der diesem vorgesetzten Militärbefehlshaber im Dienstwege Anzeige zu erstatten;

wenn der Beschuldigte Militärbeamter ist:

die diesem vorgesetzte Verwaltungsstelle und, falls der Militärbeamte im doppelten Unterordnungsverhältnisse steht, auch den nächsten vorgesetzten Militärbefehlshaber zu benachrichtigen.

In gleicher Weise ist zu verfahren, wenn ein Offizier, Sanitätsoffizier, Ingenieur des Soldatenstandes oder Militärbeamter aus Anlaß des eingeleiteten gerichtlichen Verfahrens einstweilen des militärischen Dienstes enthoben wird (§§ 174, 175, 250 M. St. G. O.).

In allen diesen Fällen ist zu gleicher Zeit dem Reichskanzler Meldung zu erstatten.

§ 28. Von dem Berichte, welcher nach § 252 M. St. G. O. wegen eines gegen den Kaiser oder das Reich gerichteten Hochverraths oder Landesverraths oder wegen eines als Verbrechen oder Vergehen sich darstellenden Verraths militärischer Geheimnisse an den Reichskanzler zu erstatten ist, ist dem Oberkommando der Schutztruppen auf dem Dienstwege Abschrift einzureichen.

§ 29. Müssen in Ermangelung sonstiger geeigneter Räume die Hauptverhandlungen in Kasernen, Arrestanstalten oder ähnlichen auch zu anderen als militärgerichtlichen Zwecken dienenden militärischen Dienstgebäuden stattfinden, so erfolgt die Zulassung der Zuhörer nach Maßgabe des verfügbaren Raumes gegen Karten, die auf Anordnung des Gerichtsherrn am Tage der Hauptverhandlung ausgegeben werden. Bei Ausgabe der Karten sind, sofern nicht besondere Bedenken entgegenstehen, die nächsten Verwandten und Verschwägerten des Angeklagten thunlichst zu berücksichtigen (§ 283 M. St. G. O.).

§ 30. Rechtsanwälte können als Vertheidiger auftreten, sofern sie bei einem Kriegsgerichte oder Oberkriegsgerichte der Armee oder Marine ernannt sind. § 341 letzter Absatz M. St. G. O. findet Anwendung.

§ 31. Die Zuziehung eines gewählten Vertheidigers kann abgelehnt werden, wenn durch sie eine Verzögerung des Verfahrens herbeigeführt werden würde.

§ 32. Ich übertrage auf Grund des § 25 Abs. 2 des Einführungsgesetzes zur Militär-Strafgerichtsordnung für die im § 24 Nr. 2 daselbst bezeichneten Fälle die Befugnisse des Preußischen General-Auditoriats dem Zweiten Senat des Reichs-Militärgerichts.

§ 33. Die Verordnung des Bundesraths vom 16. Juni 1882 bis 9. Juli 1896, betreffend die Einrichtung von Strafregistern und die wechselseitige Mittheilung der Strafurtheile (Centr.-Bl. f. d. D. R., S. 309), findet, soweit im Folgenden nicht ein Anderes bestimmt wird, auf die Angehörigen der Kaiserlichen Schutztruppen sinngemäße Anwendung.

I. In die Register sind nicht aufzunehmen:

Die von dem Gerichtsherrn und dem Kriegsgerichtsrath gemäß § 360 M. St. G. O. zu erlassenden Beschlüsse, durch die das im Reiche befindliche Vermögen eines Abwesenden mit Beschlag belegt oder der Abwesende für fahnenflüchtig erklärt wird.

II. Von den bei den Schutztruppengerichten erfolgten Verurtheilungen hat die Mittheilung durch das Oberkommando zu erfolgen, wenn und sobald der Verurtheilte aus dem Verbande der Schutztruppe ausscheidet, ohne in das Heer oder in die Kaiserliche Marine überzutreten. Tritt der Verurtheilte in das Heer oder die Kaiserliche Marine über, so hat die Mittheilung nach Maßgabe des § 5 Abs. 4 der Bundesrathsverordnung zu erfolgen.

III. Die die Vollstreckung veranlassenden Gerichtsherren haben nach Eintritt der Rechtskraft des Urtheils dem Oberkommando eine Strafnachricht gemäß §§ 7ff. der Bundesrathsverordnung zu übersenden.

§ 34. Vorstehende Verordnung tritt am 1. Oktober 1900 in Kraft.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Drontheim, an Bord M. Y. „Hohenzollern“, den 18. Juli 1900.

Wilhelm, I. R.

Fürst zu Hohenlohe.

107. Vertrag über die Einrichtung und die Unterhaltung von Postdampferverbindungen mit Afrika.

Vom 21. Juli 1900. (Reichsanzeiger vom 7. August 1900, Kol. Bl. 1900, S. 615.)

Zwischen dem Reichskanzler Fürsten zu Hohenlohe, handelnd im Namen des Reichs, einerseits und der Aktiengesellschaft „Deutsche Ostafrika-Linie" zu Hamburg andererseits ist heute nachstehender Vertrag abgeschlossen worden:

Artikel 1. Die Deutsche Ostafrika-Linie, als Unternehmer, verpflichtet sich, die nachstehend aufgeführten Postdampferlinien einzurichten und während des im Artikel 43 näher bezeichneten fünfzehnjährigen Zeitraums zu unterhalten:

A. eine Hauptlinie mit zweiwöchentlichen Rundfahrten um Afrika, und zwar abwechselnd

1. von Hamburg über Bremerhaven, einen niederländischen oder belgischen Hafen, Lissabon, Las Palmas, Kapstadt, Port-Elizabeth, East-London, Durban, Delagoa-Bay, Beira, Mozambique, Sansibar, Dar-es-Salâm, Tanga, Aden, Suez, Port-Said, Neapel, Lissabon, einen niederländischen oder belgischen Hafen, Bremerhaven, zurück nach Hamburg (westliche Rundfahrt),
2. von Hamburg über Bremerhaven, einen niederländischen oder belgischen Hafen, Lissabon, Neapel, Port-Said, Suez, Aden, Tanga, Dar-es-Salâm, Sansibar, Mozambique, Beira, Delagoa-Bay, Durban, East-London, Port-Elizabeth, Kapstadt, Las Palmas, Lissabon, einen niederländischen oder belgischen Hafen, Bremerhaven, zurück nach Hamburg (östliche Rundfahrt);

B. eine Zwischenlinie mit vierwöchentlichen Fahrten von Hamburg über einen niederländischen oder belgischen Hafen, Neapel, Port-Said, Suez, Aden, Tanga, Dar-es-Salâm, Sansibar, Kilwa, Lindi, Mikindani, Ibo, Mozambique nach Beira und zurück über dieselben Häfen. Die Fahrten dieser Linie sind so zu legen, daß in Verbindung mit denen der Linie A2 in zweiwöchentlichen Zeitabständen eine Abfahrt von Neapel nach Deutsch-Ostafrika stattfindet.

Die Bestimmung des niederländischen und des belgischen Anlaufhafens erfolgt durch den Reichskanzler. Der Unternehmer ist verpflichtet, auf Verlangen und nach Bestimmung des Reichskanzlers ohne besondere Entschädigung die ausgehenden Dampfer der Linie A2, die einkommenden Dampfer der Linie A1 sowie sämmtliche Dampfer der Linie B einen niederländischen und einen belgischen Hafen anlaufen zu lassen.

Der Unternehmer ist ferner verpflichtet, die Dampfer der von ihm außervertragsmäßig betriebenen Bombay-Linie, die Häfen Pangani und Bagamoyo, regelmäßig alle vier Wochen, sowie auf rechtzeitiges Ansuchen des Kaiserlichen Gouvernements von Deutsch-Ostafrika auch die Häfen Saadani, Kilwa und Lindi (die beiden letzteren nur während des Nordost-Monsuns) nach Bedarf, nöthigenfalls alle vier Wochen, ohne besondere Entschädigung anlaufen zu lassen.

Artikel 2. Die Geschwindigkeit der Fahrten muß im Durchschnitte mindestens betragen:

auf der Linie A1
 von Hamburg bis Kapstadt, sowie von Dar-es-Salâm bis Neapel
 12 Knoten, auf den übrigen Strecken $10^1/_2$ Knoten,
auf der Linie A2
 von Neapel bis Dar-es-Salâm sowie von Kapstadt bis Hamburg
 12 Knoten, auf den übrigen Strecken $10^1/_2$ Knoten,
auf der Linie B 10 Knoten.

Vorübergehend kann der Reichskanzler für ältere, bereits vor dem 1. April 1900 in die ostafrikanische Reichs-Postdampferlinie eingestellte Schiffe eine geringere als die vorbezeichnete Geschwindigkeit zulassen, die aber auf der Hauptlinie nicht unter $10^1/_2$ Knoten herabgehen darf.

Bei Fahrten gegen den Monsun ist ein Abschlag von einem Knoten für die Stunde gestattet; für die Durchfahrt durch den Suezkanal wird eine den Verhältnissen entsprechende Zeit eingesetzt.

Hiernach wird die Zeitdauer der Reise unter Berücksichtigung des Aufenthaltes in den Häfen ermittelt und durch den Fahrplan festgesetzt.

Artikel 3. Der Unternehmer ist verpflichtet, auf Verlangen des Reichskanzlers innerhalb der Vertragsdauer auf der Hauptlinie für neu zu erbauende Schiffe eine Erhöhung der im Artikel 2 angegebenen Fahrgeschwindigkeit eintreten zu lassen, soweit auf einer ausländischen Konkurrenz-Postlinie eine Steigerung der vertragsmäßigen Fahrgeschwindigkeit erfolgt. Diese Erhöhung der Fahrgeschwindigkeit hat ohne besondere Gegenleistung des Reichs zu erfolgen, soweit der Unternehmer der ausländischen Postlinie die für seine Dampfer vorgeschriebene Fahrgeschwindigkeit ohne Erhöhung der vertragsmäßigen Gegenleistung steigert.

Artikel 4. Auf Verlangen des Reichskanzlers müssen die für die Hauptlinie neu zu erbauenden Schiffe mit solcher Maschinenkraft ausgestattet werden, daß sie im Stande sind, in voll beladenem Zustand eine Durchschnittsgeschwindigkeit von 13 Knoten zu entwickeln.

Artikel 5. Die Dampfer haben die Post an den fahrplanmäßig hierzu zu bestimmenden Häfen (Posthäfen) aufzunehmen und abzuliefern. In den europäischen Posthäfen müssen die Dampfer bei der Ausreise zu der fahrplanmäßig festgesetzten Stunde bereit liegen, um sogleich nach Empfang der Post die Fahrt antreten zu können. Die Abfahrt darf nicht früher erfolgen, als bis die Post an Bord ist.

Artikel 6. Der Unternehmer hat alljährlich den Fahrplan aufzustellen und dem Reichskanzler zur Genehmigung und endgültigen Feststellung zu unterbreiten. Der Entwurf des Fahrplans muß mindestens drei Monate vor dem Zeitpunkte der Einführung eingereicht, die Genehmigung zu Fahrplanänderungen mindestens zwei Monate vor dem Zeitpunkte, zu welchem sie eintreten sollen, eingeholt werden.

Der Reichskanzler ist berechtigt, zu jeder Zeit unter den im Artikel 35, letzter Absatz, festgesetzten Bedingungen eine Aenderung des bestehenden Fahrplans sowie das Anlaufen noch anderer als der im Artikel 1 benannten Häfen anzuordnen. Für diejenigen Fälle, in denen es sich um eine Aenderung in der Fahrgeschwindigkeit oder in der Anzahl der Fahrten handelt, finden die Bestimmungen der Artikel 3 und 40 Anwendung. Die angeordnete Aenderung ist dem Unternehmer mindestens drei Monate vor dem Zeitpunkt, zu welchem sie in Kraft treten soll, schriftlich mitzutheilen.

Artikel 7. Andere als die fahrplanmäßigen Häfen dürfen ohne besondere Genehmigung des Reichskanzlers von den Dampfern nicht angelaufen werden. Sind letztere infolge schlechten Wetters oder eines anderen Umstandes, welcher bei Anwendung der gehörigen Sorgfalt nicht zu vermeiden war, gezwungen, dem Fahrplan zuwider einen Nothhafen anzulaufen, so ist die gesetzlich vorgeschriebene Verklarung, falls sie im Auslande zu bewirken ist, wenn thunlich vor dem deutschen Konsul abzulegen. Kann ein genügender Entschuldigungsgrund für das fahrplanwidrige Anlegen in glaubhafter Weise, insbesondere durch die abgelegte Verklarung und durch den Inhalt des Schiffstagebuchs, nicht nachgewiesen werden, so ist für das erste Anlegen eine Strafe von 1000 (eintausend) Mark und für das zweite Anlegen auf derselben Fahrt eine solche von 2000 (zweitausend) Mark verwirkt; bei einer dritt-

maligen und jeder ferneren Zuwiderhandlung auf ein und derselben Fahrt liegt es in der Befugniß des Reichskanzlers, eine Strafe in Höhe von 2000 bis 5000 (fünftausend) Mark festzusetzen.

Die vorstehenden Bestimmungen finden sinngemäße Anwendung auf diejenigen Fälle, in welchen fahrplanmäßige Häfen nicht angelaufen werden.

Artikel 8. Jede Verspätung in der Abgangs- oder der Ankunftszeit an den Anfangs- und Endpunkten der Haupt- und der Zwischenlinie wird, sofern sie nicht erwiesenermaßen durch einen Umstand, welcher bei Anwendung der gehörigen Sorgfalt nicht zu vermeiden war oder durch verspätete Zuführung der Post verursacht ist, mit einer Strafe von 30 (dreißig) Mark für die Stunde belegt. Bei einer nicht gerechtfertigten Verspätung von über 12 (zwölf) hintereinander folgenden Stunden erhöht sich die Strafe von der dreizehnten Stunde ab auf das Doppelte.

Diese Strafbeträge können verdoppelt werden, wenn eine derartige Verzögerung in der Abfahrt durch Verladung von Gütern herbeigeführt worden ist.

Der Reichskanzler ist berechtigt, Strafen bis zu gleicher Höhe auch für Verspätungen der Abfahrt an den Zwischenhäfen festzusetzen.

Die in diesem und dem vorhergehenden Artikel vorgesehenen Strafen sollen in keinem Falle die Höhe der Vergütung übersteigen, welche auf die betreffende Fahrt bei Zugrundelegung des im Artikel 35 bestimmten Satzes für die Seemeile entfallen würde.

Zur Prüfung der planmäßigen Ausführung der Fahrten ist nach dem jedesmaligen Wiedereintreffen eines Dampfers am Anfangspunkte der Reise ein alle erforderlichen Angaben enthaltender beglaubigter Auszug aus dem Schiffstagebuch an den Reichskanzler einzureichen. Letzterer ist berechtigt, die bezeichnete Prüfung auch in anderer Weise ausüben zu lassen. Sollte aus dem Umstande, daß die Dampfer nicht zur fahrplanmäßigen Zeit abgehen, die Nothwendigkeit eintreten, die Post auf einem anderen Wege zu befördern, so hat der Unternehmer in allen Fällen die baren Auslagen zu ersetzen, welche durch diese Beförderung entstehen.

Artikel 9. Der Unternehmer hat zur Ausführung der im Artikel 1 bezeichneten Fahrten Dampfer in einer den Anforderungen des Reichskanzlers genügenden Zahl einzustellen und zu unterhalten.

Von diesen Dampfern sind neu zu erbauen und spätestens einzustellen:

a. in die Hauptlinie:	b. in die Zwischenlinie:
1 Dampfer am 1. April 1901,	2 Dampfer am 1. April 1901,
2 „ „ 1. „ 1902,	2 „ „ 1. „ 1903.
2 „ „ 1. „ 1904;	

Die in die Fahrt eingestellten Dampfer dürfen ohne Genehmigung des Reichskanzlers zu Fahrten auf anderen als den im Vertrage bezeichneten Linien nicht verwendet werden.

Artikel 10. Der Bruttoraumgehalt der neu einzustellenden Dampfer, soweit sie zur dauernden Verwendung auf den Linien bestimmt sind, soll wenigstens betragen:

5000 Registertons für die Hauptlinie,
2400 „ „ „ Zwischenlinie.

Artikel 11. Sämmtliche in die Linien einzustellenden Dampfer dürfen in ihrer Bauart und Einrichtung, namentlich in Bezug auf Sicherheit und Bequemlichkeit für die Reisenden, sowie hinsichtlich der Verpflegung den auf denselben Linien laufenden Postdampfern anderer Nationen nicht nachstehen und müssen insbesondere den nachstehenden Anforderungen entsprechen.

Die Dampfer sollen, abgesehen von den für die Schiffsbesatzung und den zur

Aufnahme der Post und deren etwaigen Begleiter bestimmten Räumlichkeiten, Einrichtungen zur Beförderung von Reisenden dreier verschiedener Klassen haben.

Die Räume müssen mit allen für die Reisenden nothwendigen Gegenständen ausgerüstet sein. In den Räumlichkeiten der dritten Klasse sind Schlafeinrichtungen, bestehend aus Matratze und Kopfkissen, in genügender Anzahl herzurichten. Für einzeln reisende Personen weiblichen Geschlechts sind besondere Abtheilungen herzurichten, welche verschließbar sein müssen.

An Bord jedes Dampfers muß sich ein in Deutschland approbirter Arzt befinden.

Hinsichtlich der Eintheilung des Schiffsraums in wasserdichte Abtheilungen, der Ausrüstung mit Booten, Rettungsgeräthen und Sicherheitsrollen, der Feuerlöscheinrichtungen, der Einrichtung zur Herstellung von Frischwasser, der Ausstattung mit Krankenräumen und Arzneimitteln müssen die Dampfer den Vorschriften des Bundesraths über Auswandererschiffe entsprechen. Soweit danach bezüglich der Prüfung der Schotteintheilung der See-Berufsgenossenschaft oder deren Organen Befugnisse vorbehalten sind, stehen dieselben für die Reichspostdampfer dem Reichskanzler zu. Der Reichskanzler ist befugt, in allen Fällen die Vorlage von Schwimmfähigkeitsberechnungen zu verlangen.

Die Dampfer müssen die von der Marineverwaltung als erforderlich bezeichneten Schiffspläne an Bord führen.

Rücksichtlich der Zwischenlinie bleibt dem Reichskanzler die Befugniß zur Ermäßigung der in diesem Artikel gestellten Anforderungen vorbehalten.

Artikel 12. In die Linien einzustellende neue Dampfer müssen auf deutschen Werften und thunlichst unter Verwendung deutschen Materials gebaut werden.

Die Pläne für den Bau unterliegen der Genehmigung des Reichskanzlers und sind in drei Exemplaren einzureichen.

Die Schiffe sind zur höchsten Klasse beim Germanischen Lloyd zu klassifiziren. Die an den Dampfern vorzunehmenden größeren Instandsetzungen müssen, soweit thunlich, ebenfalls auf deutschen Werften zur Ausführung gelangen.

Artikel 13. Der Kohlenbedarf für die Dampfer ist, soweit er in deutschen Häfen oder in dem nach Artikel 1 anzulaufenden niederländischen oder belgischen Hafen eingenommen wird, ausschließlich durch deutsches Erzeugniß zu decken. Abweichungen hiervon sind nur mit Genehmigung des Reichskanzlers zulässig. In denselben Häfen ist der Proviant thunlichst aus deutschen Quellen zu beziehen.

Artikel 14. Alle in die Fahrt einzustellenden Dampfer müssen vorher durch Sachverständige, welche der Reichskanzler ernennt, geprüft und als den Anforderungen genügend anerkannt sein.

Der Reichskanzler ist berechtigt, diese Prüfung während der Vertragsdauer jederzeit wiederholen zu lassen und auf Grund des Ergebnisses der Prüfung ein Schiff für ungeeignet zu erklären. In letzterem Falle ist der Unternehmer verpflichtet, binnen der ihm gestellten Frist das betreffende Schiff zurückzuziehen und für einen geeigneten Ersatz nach Maßgabe der im Artikel 15 getroffenen Festsetzungen zu sorgen. Kommt der Unternehmer dieser Verpflichtung nicht nach, so hat derselbe für jeden Tag der verspäteten Einstellung eines geeigneten Schiffes eine Strafe von 300 (dreihundert) Mark zu zahlen.

Die in Deutschland und den betreffenden ausländischen Häfen geltenden gesetzlichen Bestimmungen über die amtlichen Besichtigungen ꝛc. der zur Personenbeförderung dienenden Dampfschiffe hat der Unternehmer unter eigener Verantwortlichkeit und auf seine Kosten zu erfüllen.

Artikel 15. Im Falle ein auf den Vertragslinien verwendetes Schiff in Verlust geräth, hat der Unternehmer einen neuen Dampfer zu beschaffen und bis zu dessen

Fertigstellung für den ungestörten Fortgang des Dienstes Sorge zu tragen. Vorübergehend können in solchem Falle sowie bis zur Fertigstellung der nach Artikel 9 neu zu erbauenden Schiffe an Stelle der letzteren mit Genehmigung des Reichskanzlers auch Schiffe eingestellt werden, welche nicht allen vertragsmäßigen Bedingungen entsprechen.

Zum Ersatz eines in Verlust gerathenen Schiffes durch einen allen Bedingungen Genüge leistenden neuen Dampfer wird eine Frist von 18 Monaten gewährt. Erfolgt der Ersatz in dieser Zeit nicht, so hat der Unternehmer eine Strafe von 300 (dreihundert) Mark für jeden Tag der verspäteten Einstellung des neuen Schiffes zu zahlen.

Artikel 16. Im Falle einer theilweisen oder vollständigen Mobilmachung der Marine steht es dem Reichskanzler frei, die auf den Linien verwendeten Dampfer gegen Erstattung des vollen Werthes anzukaufen oder gegen Vergütung sonst in Anspruch zu nehmen. Die Ermittelung des Werthes, beziehungsweise die Feststellung der Vergütung erfolgt in Gemäßheit der Bestimmungen im § 24 (bezw. § 23) des Gesetzes über die Kriegsleistungen vom 13. Juni 1873.

Ein Verkauf oder eine miethsweise Ueberlassung der Dampfer an eine fremde Macht darf ohne Genehmigung des Reichskanzlers auch im Frieden nicht stattfinden.

Artikel 17. Die Dampfer führen die deutsche Postflagge nach Maßgabe der über die Führung derselben durch derartige Schiffe bestehenden Allerhöchsten Bestimmungen und befördern die Post nebst den etwaigen Begleitern ohne besondere Bezahlung. Letztere sind auch unentgeltlich zu verpflegen, und zwar Beamte wie Reisende I. Klasse und Unterbeamte wie Reisende II. Klasse. Jedem Postbegleiter ist ein besonderes Zimmer mit angemessener Ausstattung zur Benutzung zu überweisen.

Unter Post sind alle Briefbeutel, Zeitungssäcke, Werth- und Packetsendungen zu verstehen, welche den Dampfern von der deutschen Reichs-Postverwaltung oder von den in Betracht kommenden ausländischen Postverwaltungen zur Beförderung übergeben werden.

Alle aus dem Postbeförderungsdienste herrührenden Einnahmen bezieht das Reich.

Werden die Dampfer von Postbeamten nicht begleitet, so ist die Post seitens des Schiffsführers am Anfangspunkte der Fahrt und an den Unterwegsorten gegen Quittung zu übernehmen und in einem eigens zu diesem Zwecke hergerichteten, gegen Nässe, Feuersgefahr und sonstige Beschädigung geschützten und gehörig gesicherten Raume während der Fahrt unter Verschluß aufzubewahren. Zugleichen hat der Schiffsführer in dem bezeichneten Falle die Verpflichtung, die übernommenen Postsachen an den betreffenden Unterwegsorten bezw. am Endpunkte der Fahrt an die zur Empfangnahme derselben berechtigten Personen abzuliefern.

Die Uebernahme und die Ablieferung der Postsachen hat unter Beachtung der in dieser Beziehung von der Reichs-Postverwaltung ertheilten Vorschriften zu erfolgen. Findet eine Begleitung der Post durch Postbeamte statt, so ist den Beamten außer dem erwähnten Aufbewahrungsraum ein geeigneter, den Anforderungen der Reichs-Postverwaltung entsprechender heller Raum zur Bearbeitung der Post während der Fahrt postdienstmäßig einzurichten und zur Verfügung zu stellen: die Erleuchtung, Heizung und Reinigung dieses Raumes hat der Unternehmer auf seine Kosten bewirken zu lassen. Die Uebernahme und Ablieferung der Postsachen liegt in diesem Falle den Postbeamten ob. Jedoch ist der Unternehmer verpflichtet, auf Verlangen der Postbeamten die zur Beförderung der Postsäcke zwischen dem Postdienstraum und dem Aufbewahrungsraum ꝛc. erforderliche Hülfe durch die Schiffsmannschaft zu gewähren.

Wenn der Postbeamte während der Fahrt aus irgend einem Grunde verhindert werden sollte, seinen Dienst weiter fortzusetzen, so hat der Unternehmer die volle

Verantwortlichkeit für die Postladung zu übernehmen und den Postdienst bis auf Weiteres nach Maßgabe der für derartige Fälle von der Reichs-Postverwaltung ertheilten besonderen Vorschriften besorgen zu lassen.

Auf jedem Schiffe muß auf Kosten des Unternehmers mindestens ein verschließbarer, den Anforderungen der Reichs-Postverwaltung entsprechender Briefkasten angebracht werden. Sofern eine Begleitung der Dampfer durch Postbeamte nicht stattfindet, hat der Schiffsführer durch einen von ihm zu bestimmenden Schiffsoffizier den Briefkasten rechtzeitig leeren und die darin vorgefundenen Sendungen nach Maßgabe der von der Reichs-Postverwaltung gegebenen bezüglichen Bestimmungen behandeln zu lassen.

Die Einschiffung und Landung der Post hat in allen Häfen auf Gefahr und Kosten des Unternehmers zu erfolgen.

Die Landung der Post hat sofort nach dem Eintreffen der Dampfer in dem betreffenden Hafenorte bezw. auf der zugehörigen Rhede zu geschehen. Wenn der Dampfer durch Postbeamte begleitet wird, so ist der erste Beamte in jedem Hafen oder Platze, wo Posten abzuliefern oder einzunehmen sind, sobald und so oft er es im dienstlichen Interesse für nothwendig hält, ans Land zu befördern und von dort an das Schiff zurückzubringen, entweder gleichzeitig mit der Post oder, wenn der Beamte dies für zweckmäßig halten sollte, ohne die Post, und zwar in einem angemessenen, seetüchtigen, mit gehöriger Mannschaft und Ausrüstung versehenen Boote.

Artikel 18. Der Unternehmer darf mit den Dampfern keine anderen Briefe oder sonstigen postzwangspflichtigen Gegenstände befördern lassen als solche, welche ihm entweder von den Postbehörden überwiesen oder die mittelst der im vorhergehenden Artikel erwähnten Briefkasten eingeliefert worden sind.

Der Unternehmer ist auch dafür verantwortlich, daß weder von den Schiffsführern noch von der übrigen Schiffsmannschaft Briefe und sonstige postzwangspflichtige Gegenstände mitgenommen werden. Für jede Zuwiderhandlung hat der Unternehmer den Betrag des hinterzogenen Portos und außerdem nach näherer Festsetzung der Reichspostverwaltung eine Strafe bis zu 50 (fünfzig) Mark zu entrichten.

Dem Unternehmer bleibt es jedoch gestattet, mit seinen Agenten und Beauftragten im Auslande mittelst der Schiffe Briefsendungen auszutauschen, ohne dieselben der Post zur Beförderung zu übergeben, soweit dies nicht nach den Bestimmungen des betreffenden Landes verboten ist.

Artikel 19. Falls ein Dampfer unterwegs einen Unfall erleidet und aus diesem Grunde die Reise unterbrechen muß, hat, wenn an Bord sich ein Postbeamter befindet, dieser in Benehmen mit dem Schiffsführer, in allen anderen Fällen letzterer allein für der Weiterbeförderung der Postladung mit dem nächsten deutschen oder fremden, nach dem Bestimmungsorte der Postsachen fahrenden oder mit Zwischen- beziehungsweise Ankunftsplätzen in Verbindung stehenden Dampfern zu sorgen. Da sich in dieser Beziehung ein- für allemal bestimmte Vorschriften nicht ertheilen lassen, so müssen der Postbeamte an Bord und der Schiffsführer beziehungsweise Letzterer allein, je nach Lage des einzelnen Falles, die schnellste Weiterbeförderungs-Gelegenheit für die Post wählen.

Die für diese Weiterbeförderung etwa entstehenden Kosten fallen stets dem Unternehmer zur Last.

Artikel 20. Der Unternehmer haftet dem Reich für den Schaden, welcher durch Verlust, Beschädigung oder verzögerte Beförderung von Postsachen in der Zeit zwischen der Uebernahme und Abgabe entsteht, in demselben Umfang, in welchem die Reichspostverwaltung durch Gesetze oder Verträge den Absendern von Postsendungen gegenüber zum Schadenersatz verpflichtet ist. Die die Haftverbindlichkeit beschränkenden Bestimmungen des Handelsgesetzbuches finden hierbei keine Anwendung. Insbesondere

wird die Haftpflicht des Unternehmers für Kostbarkeiten, Gelder und Werthpapiere nicht dadurch bedingt, daß dem Kapitän bezw. Schiffsoffizier diese Beschaffenheit oder der Werth bei der Uebernahme angegeben worden ist. Immerhin wird die Postverwaltung nach Thunlichkeit dafür Sorge tragen, daß den Schiffsführern von dem Vorliegen bedeutender Werthsendungen bei Zeiten Mittheilung gemacht wird. Sofern sich jedoch ein mit der Beaufsichtigung der Postladung beauftragter Postbeamter an Bord befindet, bleibt der Unternehmer von der Haftpflicht für die in dem Gewahrsam des Beamten befindlichen Postsendungen befreit.

Artikel 21. Für die Fahrten auf den im Vertrage bezeichneten Linien dürfen Vereinbarungen mit fremden Regierungen wegen der Postbeförderung oder wegen der Beförderung von Regierungsgütern und Regierungspassagieren ohne Genehmigung des Reichskanzlers nicht abgeschlossen werden.

Artikel 22. Falls der Unternehmer auf den im Vertrage bezeichneten Linien Schiffe für besondere eigene Rechnung fahren läßt oder sich an dem Schifffahrtsbetrieb anderer Rhedereien betheiligt und der Reichskanzler Maßnahmen für nothwendig erachtet, um die Vertragslinien vor Beeinträchtigung in ihren Erträgnissen zu schützen, ist der Unternehmer verpflichtet, diese Maßnahmen durchzuführen. Bei dauernden Zuwiderhandlungen des Unternehmers gegen die vom Reichskanzler getroffenen Anordnungen ist dieser berechtigt, ohne Entschädigung vom Vertrage zurückzutreten.

Artikel 23. Die Einnahme an Fracht- und Ueberfahrtgeldern fällt dem Unternehmer zu. Die Festsetzung der Tarife erfolgt im Einvernehmen mit dem Reichskanzler.

Hinsichtlich der Veröffentlichung der Tarife sowie deren Abänderungen hat der Unternehmer die etwa ergehenden Bestimmungen des Reichskanzlers zu befolgen.

Artikel 24. Der Tarif für die Güterbeförderung soll für Bremen und Hamburg völlig gleich gehalten werden. Demgemäß hat der Unternehmer die Güter zwischen Hamburg und Bremen bis zum Postdampfer oder von demselben auf dem Wasserwege kostenfrei und ohne Verzögerung zu befördern.

Ingleichen dürfen für die Güterbeförderung die Frachtsätze nach und von dem deutschen Schutzgebiet in Ostafrika nicht höher gehalten werden, als für die Beförderung nach und von Sansibar. Alle den Verladern und Reisenden im Verkehr mit Sansibar oder den portugiesischen und britischen Besitzungen in Ostafrika gewährten Preisermäßigungen, Vergütungen, Rückprämien und ähnliche Vortheile sind in gleicher Höhe und Form auch im Verkehr mit dem deutschen Schutzgebiet zu gewähren.

Der Unternehmer verpflichtet sich, an denjenigen Orten, welche der Reichskanzler bezeichnen wird, Agenturen zu errichten und zu unterhalten, welche als Sammelstellen für die zur Beförderung mit den Postdampferlinien aufgegebenen Waaren bestimmt sind. Diese Agenturen müssen ermächtigt sein, auf Verlangen des Absenders den Vertrag über die ganze Beförderung von der Sammelstelle bis zu dem überseeischen Bestimmungsorte der Frachtgüter abzuschließen.

Die in das Konnossement aufzunehmenden allgemeinen Bedingungen für die Güterbeförderung sind dem Reichskanzler zur Genehmigung vorzulegen. Die Konnossemente sowie die Fahrscheine und die Anschläge auf den Schiffen müssen in deutscher Sprache abgefaßt sein. Wenn die Abfassung in mehreren Sprachen erfolgt, muß der deutsche Text vorangestellt werden.

Für die Beförderung gefährlicher Güter sind die einschlägigen Vorschriften des Bundesraths über Auswandererschiffe maßgebend.

Artikel 25. Der Reichskanzler ist befugt, landwirthschaftliche Erzeugnisse des Auslandes die mit denen der deutschen Landwirthschaft konkurriren — mit Aus-

nahme von Tabak, Bienenwachs, Häuten, Fellen und Wolle —, von der Einfuhr durch die Reichspostdampfer nach deutschen, niederländischen und belgischen Häfen auszuschließen. Zuwiderhandlungen gegen die vom Reichskanzler getroffenen Bestimmungen unterliegen im Einzelfall einer vom Reichskanzler festzusetzenden Strafe bis zu 3000 (dreitausend) Mark und berechtigen bei dauernder Wiederholung den Reichskanzler, ohne Entschädigung vom Vertrage zurückzutreten.

Artikel 26. Deutsche oder für Deutschland bestimmte Güter oder Güter von oder nach deutschen Schutzgebieten haben bei gleichzeitiger Anmeldung den Vorzug in der Beförderung vor ausländischen oder für das Ausland bestimmten Gütern.

Artikel 27. Der Unternehmer ist verpflichtet:

a) die im Dienste des Reichs oder eines Bundesstaats oder eines deutschen Schutzgebiets stehenden Beamten, sonstigen Angestellten und Militärpersonen sowie deren Familienangehörige und Dienstboten,
b) Waffen, Munition, Ausrüstungsgegenstände und Proviant der Kaiserlichen Marine und der Kaiserlichen Schutztruppen sowie sonstige Sendungen für Rechnung des Reichs, eines Bundesstaats oder eines Schutzgebiets

gegen um 20 (zwanzig) Prozent ermäßigte Sätze zu befördern. Jedoch darf die Stärke von Mannschaftstransporten auf ein und demselben Schiffe ohne Zustimmung des Unternehmers nicht über 65 (fünfundsechzig) Köpfe hinausgehen.

Die Personen und Güter unter a und b sind, wenn die Anmeldung bei Gütern mindestens vier Wochen, bei Personen mindestens drei Wochen vor Abgang der Schiffe erfolgt, unter allen Umständen zu befördern und haben auch nach dieser Frist ein Vorrecht vor anderen gleichzeitig oder später zur Beförderung angemeldeten Personen oder Gütern.

Für die Beförderung Kranker aus dem Dienstbereiche der Kaiserlichen Marine oder eines deutschen Schutzgebiets ist stets ein dem erfahrungsmäßigen Bedürfniß entsprechender Raum im Schiffshospital ohne besondere Vergütung zur Verfügung zu halten.

Für die Munitionsbeförderung sind die im Sicherheitsinteresse vorgeschriebenen Einrichtungen auf den Schiffen zu treffen.

Die im Abs. 1 vorgesehene Preisermäßigung für die Beförderung von Personen und Gütern ist auch denjenigen Vereinen, die für Zwecke der Krankenpflege oder der Mission in den deutschen Schutzgebieten wirken und für welche der Reichskanzler diese Vergünstigung in Anspruch nimmt, sowie für wissenschaftliche Sendungen zu gewähren.

Artikel 28. Der Unternehmer ist verpflichtet, Personen, welche zum Zwecke der Strafverfolgung oder Strafvollstreckung einer deutschen Behörde oder deutscherseits einer fremden Behörde überliefert werden sollen, unter nachfolgenden Bedingungen zu befördern.

Diese Personen, mögen sie von einem Polizeibeamten begleitet sein oder nicht, sind während der Fahrt der Regel nach in einer verschlossenen Kammer unterzubringen.

Dem Schiffsführer (oder, im Falle einer amtlichen Begleitung, dem begleitenden Beamten nach vorherigem Benehmen mit dem Schiffsführer) bleibt es überlassen, ein zeitweiliges Verweilen dieser Personen auf Deck unter Aufsicht zu gestatten.

Die Beförderung derartiger Personen nebst etwaigem Begleiter ist auf Verlangen der zuständigen inländischen Behörden oder im Auslande der Gesandten und Konsuln des Reiches zu den tarifmäßigen Sätzen zu übernehmen. Auf ein und derselben Fahrt sollen ohne Zustimmung des Unternehmers mehr als vier derartige Personen nicht befördert werden.

Außer den Gefangenen sind auf Ersuchen der genannten Behörden auch die

Untersuchungsakten und beschlagnahmten Beweisstücke mitzubefördern, ohne daß hierfür eine besondere Vergütung gewährt wird.

Artikel 29. Dem Vorstand oder dem Aufsichtsrath der unternehmenden Gesellschaft dürfen Ausländer ohne Genehmigung des Reichskanzlers nicht angehören. Geschieht dies dennoch, so ist der Reichskanzler, unbeschadet der von ihm etwa zu erhebenden Ansprüche auf Schadensersatz, befugt, sofort ohne jede Entschädigung des Unternehmers von dem Vertrage zurückzutreten.

Artikel 30. Die von dem Unternehmer für den Betrieb der Postdampferlinien angestellten Personen, einschließlich der in ausländischen Plätzen bestellten Agenten, sollen, soweit durch besondere Verhältnisse nicht Ausnahmen geboten sind, deutsche Reichsangehörige sein.

An solchen Orten des Auslandes, in denen der Unternehmer Agenten unterhält, sollen Letztere auf Verlangen des Reichskanzlers verpflichtet sein, Postdienstgeschäfte nach Maßgabe der von der Reichs-Postverwaltung zu ertheilenden näheren Vorschriften wahrzunehmen. Die für solche Dienstverrichtungen unter Umständen zu gewährende Vergütung wird von der Reichs-Postverwaltung festgesetzt.

Schiffsführer und sonstige im Betriebe der Postdampferlinien Angestellte, welche einer erheblichen Verletzung oder Vernachlässigung der ihnen obliegenden Pflichten sich schuldig machen, sind aus dem Dienstbetriebe der Postdampferlinien zu entfernen, sofern der Reichskanzler auf Grund des Ergebnisses der anzustellenden Untersuchung dies verlangt.

Artikel 31. Die zur Deckmannschaft und zum Maschinenpersonale gehörige Besatzung der Dampfer, soweit sie im Inland angemustert ist und nicht aus Minderjährigen besteht, muß aus Angehörigen des Beurlaubtenstandes der Kaiserlichen Marine oder aus solchen Personen bestehen, die sich schriftlich verpflichten, als Kriegsfreiwillige in den Dienst der Marine überzutreten, wenn der Dampfer bei einer theilweisen oder vollständigen Mobilmachung von der Marine gekauft, gemiethet oder requirirt wird.

Farbige Mannschaften dürfen nur für den Dienst in den Maschinen- und Kesselräumen insoweit verwendet werden, als die Verwendung europäischer Mannschaften aus gesundheitlichen Rücksichten unthunlich ist.

Ausnahmen von den vorstehenden Bestimmungen sind nur mit Genehmigung des Reichskanzlers zulässig.

Für jede Person der Besatzung, die nach dem 1. April 1901 diesen Bestimmungen zuwider länger als drei Monate hintereinander oder in Zwischenräumen an Bord der Dampfer Dienst thut, verwirkt der Unternehmer eine Strafe von 100 (einhundert) Mark für den Kopf und die Zeitdauer von je drei, auch nur angefangenen, Monaten.

Der Unternehmer ist verpflichtet, zur Ueberwachung der Einhaltung dieser Bestimmungen den Seemannsämtern auf deren Verlangen die Musterrollen und die Personalausweise der Mannschaft jederzeit vorlegen zu lassen.

Artikel 32. Auf jedem Dampfer wird ein Beschwerdebuch ausgelegt.

Bei Verabreichung neuer Beschwerdebücher werden die alten eingefordert und zurückgelegt, sobald alle in denselben befindlichen Beschwerden ihre Erledigung gefunden haben.

Das Beschwerdebuch wird von dem mit der Aufbewahrung desselben beauftragten Schiffsoffizier den Reisenden auf Verlangen verabfolgt. Die niedergeschriebenen Beschwerden sind von dem Schiffsführer sogleich gründlich zu untersuchen. Demnächst hat derselbe unter Einreichung der Beschwerde in beglaubigter Abschrift und der etwaigen Verhandlungen an den Reichskanzler Bericht zu erstatten, damit der Sachverhalt geprüft und die Erledigung der Beschwerde veranlaßt werden kann.

In allen für die Reisenden der verschiedenen Klassen bestimmten gemeinsamen Räumen ist durch einen Anschlag ersichtlich zu machen, welcher Schiffsoffizier mit der

Aufbewahrung des Beschwerdebuchs und der Verabfolgung desselben an die Reisenden beauftragt ist.

Artikel 33. Der Reichskanzler behält sich vor, jederzeit — in Häfen oder auf der Fahrt — den Zustand des Dienstes durch einen Beauftragten prüfen zu lassen. Letzterem ist auf sein Verlangen ungehinderter Zutritt zu allen Schiffsräumen zu gestatten und in allen geforderten Beziehungen Aufschluß zu ertheilen.

Die Beförderung und Verpflegung des Beauftragten auf den Schiffen erfolgt gegen Entrichtung des Ueberfahrtgeldes (Artikel 27 unter a); jedoch ist dem Beauftragten stets ein besonderes Zimmer zuzuweisen.

Artikel 34. Die regelmäßigen Fahrten müssen spätestens im Laufe des April 1901 in vollem Umfang aufgenommen werden. Geschieht solches nicht, so hat der Unternehmer für jeden Tag der Verspätung eine Strafe von 300 (dreihundert) Mark zu zahlen.

Artikel 35. Für die Erfüllung der übernommenen Verbindlichkeiten empfängt der Unternehmer vom 1. April 1901 ab aus der Reichskasse eine Vergütung von jährlich 1 350 000 (eine Million dreihundertfünfzigtausend) Mark, zahlbar in monatlichen Theilbeträgen am letzten Tage jedes Monats.

Diese Vergütung wird insoweit gekürzt, als die vertragsmäßig bedungenen Fahrten nicht zur Ausführung gekommen sind. Die Kürzung erfolgt — sei es, daß eine Fahrt ganz oder theilweise ausgefallen ist — in der Weise, daß für jede gegenüber dem Fahrplane zu wenig zurückgelegte Seemeile der Betrag von 2,09 Mark von den nächstfälligen Monatsbeträgen zur Reichskasse einbehalten wird. Für die Berechnung der Entfernungen sind die im Fahrplan enthaltenen Festsetzungen der Seemeilenzahl maßgebend.

Die von dem Unternehmer eintretendenfalls auf Grund der Artikel 7, 8, 14, 15, 18, 25, 31 und 34 zu zahlenden Geldstrafen, welche der Reichskanzler endgültig festsetzt, sowie die nach Artikel 8, 19 und 20 zu erstattenden Beförderungskosten und Entschädigungen werden — unbeschadet der Bestimmung im Artikel 37 — von dem zunächst fällig werdenden Vergütungsbetrag einbehalten.

Wenn der Reichskanzler das Anlaufen noch anderer als der im Artikel 1 benannten Häfen anordnet, so soll, wenn die dadurch entstehende Verlängerung oder Verkürzung des Kurses (die Hin- und Rückreise zusammengenommen) gegenüber dem beim Inkrafttreten dieses Vertrags geltenden Fahrplane nicht mehr als 250 (zweihundertfünfzig) Seemeilen beträgt, eine Aenderung in der Höhe der Vergütung nicht eintreten. Beträgt dagegen die Verlängerung oder Verkürzung des Kurses mehr als 250 Seemeilen, so wird für jede im Vergleich zu dem bezeichneten Fahrplan mehr oder weniger zurückzulegende Seemeile die Vergütung um 2,09 Mark erhöht bezw. gekürzt.

Artikel 36. Der Unternehmer hat über die Schiffe, welche auf den nach diesem Vertrage zu unterhaltenden Linien verwendet werden, gemäß den bisher bei ihm üblich gewesenen Grundsätzen eine Sonderrechnung zu führen.

Dabei dürfen als Abschreibung einschließlich etwaiger Ueberweisungen an ein Reparaturkonto oder einen Erneuerungsfonds nicht mehr als 7 pCt. vom Anschaffungswerthe der Schiffe in Rechnung gestellt werden und, soweit eine Selbstversicherung stattfindet, als Versicherungsprämie nicht mehr als 5 pCt. vom Buchwerthe der Schiffe.

Ergiebt sich hiernach ein Ueberschuß von mehr als 6 pCt. des Buchwerths der Schiffe, so ist der Reichskanzler befugt, von dem Unternehmer weitere oder erhöhte Leistungen zur Durchführung der in diesem Vertrage verfolgten Zwecke, namentlich durch Steigerung der Geschwindigkeit der Fahrten, zu verlangen, sofern nicht in den drei letzten Jahren der Ueberschuß durchschnittlich weniger als jährlich 6 pCt. vom Buchwerthe der Schiffe betragen hat. In letzterem Falle ist zunächst der Minder-

betrag aus dem Ueberschusse des abgelaufenen Jahres zu decken. Anderenfalls können entsprechende Mehrleistungen verlangt werden. Insbesondere ist der Unternehmer verpflichtet, bei denjenigen Schiffen, welche seit dem Inkrafttreten des Vertrags in die Hauptlinie eingestellt sind, oder welche für dieselbe noch neu gebaut werden, die Fahrgeschwindigkeit auf der ganzen Hauptlinie um einen Knoten über die vertragsmäßige Höhe zu steigern.

Weigert sich der Unternehmer, eine ihm hiernach vom Reichskanzler auferlegte Leistung auszuführen, so wird die Reichsbeihülfe entsprechend gekürzt.

Dem Reichskanzler steht es jederzeit frei, von den Geschäftsbüchern des Unternehmers Einsicht zu nehmen.

Artikel 37. Zur Sicherstellung der Erfüllung der aus diesem Vertrage sich ergebenden Verbindlichkeiten bestellt der Unternehmer dem Reiche eine Kaution von 120 000 (einhundertzwanzigtausend) Mark durch Verpfändung von Schuldverschreibungen des Reichs oder eines Bundesstaats, welche nach dem Nennwerth zu berechnen sind. Die Schuldverschreibungen sind nebst Talons und den über vier Jahre hinausreichenden Zinsscheinen bei der Reichshauptkasse oder der sonstigen, ihm von der Reichsverwaltung zu bezeichnenden Stelle zu hinterlegen.

Diese Kaution soll dem Reiche dergestalt haften, daß der Reichskanzler berechtigt ist, wegen der Forderungen des Reichs aus dem gegenwärtigen Vertrag an Kapital und Zinsen, eintretendenfalls auch wegen der Strafen sowie wegen der durch Ermittelung der Schäden entstehenden gerichtlichen und außergerichtlichen Kosten, durch sofortigen außergerichtlichen Verkauf der Werthpapiere an einer innerhalb des Reichsgebiets belegenen Börse Befriedigung zu suchen, insofern der Unternehmer der schriftlichen Aufforderung des Reichskanzlers zur Zahlung nicht innerhalb eines von dem Letzteren festzusetzenden Zeitraums nachkommen sollte. Der Unternehmer ist in solchem Falle verpflichtet, die ihm belassenen, noch nicht fälligen Zinsscheine dem Reichskanzler auszuantworten.

Die Kaution ist von dem Unternehmer demnächst binnen Monatsfrist wieder auf die ursprüngliche Höhe zu ergänzen. Im Unterlassungsfalle ist der Reichskanzler berechtigt, die Ergänzung durch Einbehaltung des erforderlichen Betrags von der zunächst fällig werdenden Vergütung zu veranlassen.

Nach Ablauf dieses Vertrags wird die Kaution oder der nicht in Anspruch genommene Theil derselben dem Unternehmer zurückgegeben, sobald feststeht, daß dieser aus dem Vertrage nichts mehr zu vertreten hat.

Artikel 38. Der Unternehmer darf ohne schriftliche Genehmigung des Reichskanzlers das Unternehmen weder an Andere überlassen, noch ganz oder theilweise in Afterpacht geben. Geschieht solches dennoch, so ist der Reichskanzler — unbeschadet der von ihm etwa zu erhebenden Ansprüche auf Schadensersatz — berechtigt, sofort ohne Entschädigung des Unternehmers von dem Vertrage zurückzutreten.

Artikel 39. Sofern sich der Unternehmer Vertragswidrigkeiten irgend einer der in den Artikeln 7 und 8 bezeichneten Arten auf einer Linie in einem Jahre bei mehr als der Hälfte der fahrplanmäßigen Fahrten hat zu Schulden kommen lassen, oder sobald auf einer Linie mehr als drei fahrplanmäßige Fahrten hintereinander ausgefallen sind und dieses Ausfallen nicht durch Krieg oder höhere Gewalt, oder einen ungeachtet der Anwendung gehöriger Sorgfalt unvermeidlich gewesenen Unfall verursacht ist, steht dem Reichskanzler das Recht zu, entweder den Betrieb mit den in die Linien eingestellten Schiffen für Rechnung und auf Gefahr des Unternehmers zu übernehmen oder aber ohne jede weitere Entschädigung des Unternehmers als für die ausgeführten Fahrten von dem gegenwärtigen Vertrage zurückzutreten.

Artikel 40. Erachtet der Reichskanzler in der Zahl der Fahrten oder, abgesehen von dem Falle des Artikels 3, in der Fahrgeschwindigkeit der Dampfer eine Aenderung

für nothwendig, so ist der Unternehmer verpflichtet, die entsprechenden Einrichtungen gegen angemessene Vergütung zu treffen.

Kann in diesen sowie in den im Artikel 36 vorgesehenen Fällen eine Einigung zwischen den vertragschließenden Theilen über die Höhe der für die anderweit auszuführenden Leistungen zu zahlenden Vergütung nicht erzielt werden, so soll hierüber ein Schiedsgericht endgültig entscheiden.

Das Schiedsgericht soll eintretendenfalls in der Weise gebildet werden, daß jeder Theil zwei Schiedsrichter bestellt und von sämmtlichen Schiedsrichtern ein Obmann gewählt wird. Können die Schiedsrichter sich über die Person des Obmannes nicht einigen, so wird derselbe von dem Präsidenten des hanseatischen Oberlandesgerichts ernannt.

Artikel 41. Der Reichskanzler kann sich in der Ausübung der ihm durch diesen Vertrag eingeräumten Befugnisse durch Beamte oder Behörden des Reichs ganz oder theilweise vertreten lassen. Die betreffenden Beamten oder Behörden werden von dem Reichskanzler eintretendenfalls dem Unternehmer schriftlich bezeichnet werden.

Artikel 42. Streitigkeiten, welche aus dem gegenwärtigen Vertrag entspringen, sind von den vertragschließenden Theilen einem Schiedsgerichte zur Entscheidung zu unterbreiten, welches in der im Artikel 40 angegebenen Weise zu bilden ist.

Artikel 43. Dieser Vertrag erstreckt sich vom 1. April 1901 ab auf 15 Jahre.

Die Verpflichtungen des Unternehmers aus diesem Vertrage sind jedoch erst dann beendigt, wenn die Aus- und die Rückreise des letzten bis zum Schlusse des Monats März 1916 aus dem deutschen Abgangshafen abgelassenen Dampfers ausgeführt sind.

Ueber die etwaige Fortsetzung des Vertrags über den Zeitraum von 15 Jahren hinaus, wird eintretendenfalls eine besondere Verständigung mit dem Unternehmer stattfinden.

Artikel 44. Der unterm 9./5. Mai 1890 abgeschlossene Vertrag über die Einrichtung und den Betrieb einer regelmäßigen deutschen Postdampferverbindung mit Ostafrika wird bis zum 31. März 1901 verlängert.

Artikel 45. Den gesetzlichen Stempel für die Ausfertigungen und Ergänzungen des Vertrags trägt der Unternehmer.

Urkundlich ist gegenwärtiger Vertrag zweifach gleichlautend ausgefertigt und von beiden Theilen unterschrieben und untersiegelt worden.

Berlin, den 21. Juli 1900. Hamburg, den 9. Juli 1900.

Der Reichskanzler. Deutsche Ostafrika-Linie.

gez. Fürst zu Hohenlohe. gez. Ed. Woermann. gez. A. Hertz.

108. Ausführungsbestimmungen zur Verordnung, betreffend das strafgerichtliche Verfahren gegen Militärpersonen der Kaiserlichen Schutztruppen.

Vom 23. Juli 1900. (Reichsanzeiger vom 13. August 1900, Kol. Bl. 1900, S. 612.)

Vorstehende Allerhöchste Verordnung[1]) wird mit Folgendem zur Kenntniß der Schutztruppe gebracht:

I. Bestimmung zu § 4b dieser Verordnung.

Dem Gouverneur ist — falls er nicht selbst die gerichtsherrlichen Befugnisse ausübt — von jeder Einleitung und Einstellung eines Ermittelungsverfahrens sofortige Meldung zu erstatten, auch jedes rechtskräftige Urtheil zur Kenntnißnahme vorzulegen.

---

[1]) Vergl. Nr. 106, S. 110.

II. Bestimmungen zum Einführungsgesetze zur Militär-Strafgerichtsordnung.

Zu § 12.

Militärgerichtliche Untersuchungen sind thunlichst von den hierzu berufenen militärischen Stellen zu erledigen.

Die Hülfe der bürgerlichen Gerichte ist nur ausnahmsweise in Anspruch zu nehmen.

Befindet sich an dem Orte, wo eine militärgerichtliche Untersuchungshandlung vorgenommen werden soll, eine zur Vornahme derselben an sich zuständige militärische Stelle, so ist das Ersuchen um Rechtshülfe in der Regel an diese zu richten.

In den Ersuchungsschreiben um Rechtshülfe sind diejenigen Punkte, um deren Ermittelung oder Aufklärung es sich handelt, genau und bestimmt anzugeben.

III. Bestimmungen zur Militär-Strafgerichtsordnung.

Zu § 3, Abs. 2.

In den Fällen des § 3, Abs. 2, hat der Gerichtsherr, der die Vollstreckung der Freiheitsstrafe anordnet (§ 451), den Zeitpunkt des Strafantrittes der zunächst vorgesetzten Civilbehörde des Bestraften ungesäumt mitzutheilen.

Zu § 116.

1. Zu Dolmetschern sind in erster Linie Militärpersonen zu wählen, die die Sprache des zu Vernehmenden sprechen und womöglich auch schreiben.

Kann der Dienst des Dolmetschers dem Militärgerichtsschreiber (§ 120) nicht übertragen werden, so sind dazu zuverlässige Militärpersonen auszuwählen. Auch können, soweit sie vorhanden, die ständigen Dolmetscher herangezogen werden.

2. Müssen in Ermangelung geeigneter Militärpersonen Dolmetscher aus dem Civilstande verwendet werden, so sind für die Auswahl die landesrechtlichen Vorschriften maßgebend. Sie beziehen Gebühren nach der Gebührenordnung für Zeugen und Sachverständige vom 30. Juni 1878 (Reichs-Gesetzbl., S. 173 ff.) in der Fassung der Bekanntmachung vom 20. Mai 1898 (Reichs-Gesetzbl., S. 369, 689 ff.).

Zu §§ 119, 120.

Soweit die Beeidigung des Dolmetschers erforderlich ist, erfolgt sie vor dem Beginne der Uebertragung, und zwar im Ermittelungsverfahren durch den Untersuchungsführer, in der Hauptverhandlung der Standgerichte durch den Vorsitzenden, in denjenigen der Kriegs- und Oberkriegsgerichte durch den die Verhandlung führenden Militärjustizbeamten — unter Beobachtung der in den §§ 208, 197 für Sachverständige vorgeschriebenen Formen.

Ueber die Beeidigung im Ermittelungsverfahren ist ein Protokoll aufzunehmen, erfolgt die Beeidigung in der Hauptverhandlung, so ist in das Protokoll über diese (§ 332) ein bezüglicher Vermerk aufzunehmen.

Zu § 139.

Die Beglaubigung geschieht in folgender Form:

„Die Richtigkeit der Abschrift beglaubigt

. . . .

. . . leutnant und Gerichtsoffizier
(Kriegsgerichtsrath ꝛc.)“

Zu § 142, Abs. 1.

Zustellungen an Personen, die nicht aktive Militärpersonen sind, sich aber an dem Orte befinden, wo die Untersuchung geführt wird, erfolgen in der Regel

a) durch hierzu bestellte Militärpersonen (Ordonnanzen), sofern es sich um eine standgerichtliche Untersuchung im außerordentlichen Verfahren handelt,

b) durch Militärgerichtsboten (vergl Abschn. IV, Ziffer 8f, der „Dienst- und Geschäftsordnung“), sofern es sich um eine Untersuchung der höheren Gerichtsbarkeit im ordentlichen Verfahren handelt.

Zu § 144.

Der unmittelbare Verkehr mit den Gerichtsbehörden der deutschen Schutzgebiete ist zugelassen.

Zu § 154, Abs. 2.

Die schriftliche Genehmigung zur Beerdigung des Leichnams einer Militärperson in den Fällen des Abs. 1 dieses Paragraphen wird in der Regel von dem zuständigen richterlichen Militärjustizbeamten ertheilt (vergl. §§ 223 ff.).

In den Schutzgebieten kann die Genehmigung durch jeden Offizier erfolgen; sobald mehrere Offiziere zur Stelle sind, hat der dienstälteste Offizier über die Genehmigung zu befinden.

Zu § 155, Abs. 4.

Ist oder erscheint an dem Tode einer aktiven Militärperson eine unter der bürgerlichen Strafgerichtsbarkeit stehende Person in strafbarer Weise betheiligt, so hat die Militärbehörde sofort der zuständigen Staatsanwaltschaft Anzeige zu machen.

Zu § 171, Abs. 1, § 185, Abs. 1, § 266, Abs. 1.

Bei der Vernehmung als Beschuldigte, Angeklagte, Zeugen oder Sachverständige erscheinen Offiziere oder Sanitätsoffiziere im Dienstanzuge (vergl. Anzugsbestimmungen III der Anlage 10 der Schutztruppen-Ordnung); Personen des Soldatenstandes vom Deckoffizier ꝛc. abwärts erscheinen im Ordonnanzanzuge; sofern sie verhaftet sind, in Mütze ohne Seitengewehr.

Auf Militärbeamte, denen eine Dienstuniform verliehen ist, findet diese Bestimmung sinngemäße Anwendung.

Zu § 180.

Vorläufig festgenommene Personen werden in derselben Art wie die in Untersuchungshaft genommenen (§ 178) behandelt.

Zu § 185, Abs. 2.

Die Ladung von Reichs- oder Staatsbeamten ist der vorgesetzten Dienstbehörde derselben mitzutheilen.

Zu § 196.

Der Hinweis auf die Bedeutung und Heiligkeit des Eides darf nicht als eine formularmäßige Vorhaltung behandelt werden; vielmehr muß dieser Hinweis in einer das religiöse Bewußtsein anregenden Weise erfolgen und im einzelnen Falle dem Bildungsstand und der Persönlichkeit des Schwurpflichtigen angepaßt werden.

Soweit es erforderlich erscheint, sind die strafrechtlichen Folgen des Falscheides besonders hervorzuheben.

Es ist ferner darauf zu halten, daß bei der Eidesabnahme die gebührende Feierlichkeit gewahrt werde und namentlich sämmtliche Anwesenden vor der Eidesabnahme sich von ihren Sitzen erheben und während der Eidesleistung eine der Heiligkeit der Handlung entsprechende Haltung beobachten.

Zu §§ 205, 208.

Für die Gebührenansprüche der nicht zu den aktiven Militärpersonen gehörenden Zeugen und Sachverständigen ist die Gebührenordnung für Zeugen und Sachverständige vom 30. Juni 1878 (Reichs-Gesetzbl., S. 173 ff.) in der Fassung der Bekanntmachung vom 20. Mai 1898 (Reichs-Gesetzbl., S. 369, 689 ff.) maßgebend.

Zu §§ 209, 299.

A. Im Allgemeinen.

Die Auswahl der Sachverständigen ist, soweit nicht die Militär-Strafgerichtsordnung ausdrückliche Vorschriften enthält, in das Ermessen des Gerichtsherrn, in dringlichen Fällen des Untersuchungsführers, gestellt.

Bei gerichtlich medizinischen Fragen dürften indeß aus militärischen Rücksichten nachstehende Gesichtspunkte zu beobachten sein:

1. Stabs- und Oberstabsärzte erscheinen für solche Fragen in militärgerichtlichen Untersuchungen als die zunächst gegebenen Sachverständigen.

2. Bedarf es noch eines Obergutachtens, so wird es sich in der Regel empfehlen, dessen Erstattung einer Kommission zu übertragen.

3. Bestehen auch nach diesem Obergutachten noch Zweifel, so kann ein Gutachten des rangältesten Sanitätsoffiziers bei dem Oberkommando der Schutztruppen erfordert werden. Zur Erstattung dieses Gutachtens wird der genannte Sanitätsoffizier eine Kommission, bestehend aus hervorragenden Fachmännern, heranziehen; andererseits werden etwaige Anträge der zuständigen militärischen Stelle Berücksichtigung finden. Dieses Gutachten wird in der Regel den Abschluß der Begutachtung bilden können.

4. Die technische Kontrolle über die bei Leichenöffnungen und Gemüthszustandsuntersuchungen in militärgerichtlichen Untersuchungen abgegebenen Gutachten der Militär- oder nicht beamteten Civilärzte liegt dem rangältesten Sanitätsoffizier bei dem Oberkommando der Schutztruppen ob.

B. Bei besonderen Strafhandlungen.

Bei Körperverletzungen.

1. Bei Körperverletzungen, bei denen eine der im § 224 des Bürgerlichen Strafgesetzbuchs vorgesehenen Folgen eingetreten ist oder möglicherweise noch eintreten kann, ist die ärztliche Untersuchung von zwei Aerzten, und zwar in der Regel von zwei Sanitätsoffizieren, vorzunehmen. Jedenfalls soll einer der Aerzte ein Sanitätsoffizier mindestens vom Range eines Stabsarztes oder ein Gerichtsarzt sein. In den Schutzgebieten genügt die Zuziehung eines Arztes.

Wird angeordnet, daß das abzugebende Gutachten schriftlich erstattet werde, so ist es von den Sachverständigen gemeinschaftlich, wenn sie aber verschiedener Meinung sind, von einem jeden besonders auszustellen.

Bei leichten Körperverletzungen wird zur Feststellung des Thatbestandes in der Regel die Aussage des Verletzten genügen. Hat ein gerichtlicher Augenschein stattgefunden, so ist dessen Ergebniß in das Protokoll aufzunehmen.

2. Ist bei verletzten Frauenspersonen die Besichtigung der Geburtstheile nothwendig, so kann sie auch einer beeidigten Hebamme übertragen werden. Sind jedoch die Geburtstheile so verletzt, daß eine ärztliche Behandlung nothwendig ist, so ist nach den ersten beiden Absätzen der Ziffer B 1 zu verfahren. Bei derartigen Untersuchungen soll regelmäßig der Untersuchungsführer nicht zugegen sein, wie überhaupt das Schamgefühl auch bei männlichen Personen möglichst zu schonen ist.

Der (die) Sachverständige ist über die Verletzung, ihre Entstehung und die möglichen Folgen ausführlich zu Protokoll zu vernehmen; die Einreichung eines schriftlichen Gutachtens, dessen Richtigkeit eidlich zu bestätigen bleibt, ist zulässig.

Zu § 219.

Falsche Münzen sind an die Münzdirektion in Berlin behufs Begutachtung oder Prüfung einzusenden, wobei jedesmal die Untersuchungssache oder, falls noch keine

Untersuchung eingeleitet worden, die verdächtigen Personen sowie der letzte Besitzer der falschen Münze näher zu bezeichnen sind.

Nach Beendigung der Untersuchung sind die falschen Münzen und Ueberführungsstücke an die Münzdirektion mit dem Hinweis auf deren Gutachten abzuliefern.

Zu § 223.

1. Die Leichenschau darf in den Fällen des ordentlichen Verfahrens nicht durch einen Gerichtsoffizier bewirkt werden.

Als der „zunächst erreichbare“ Amtsrichter ist der örtlich zuständige Amtsrichter anzusehen (vergl. § 167 des Gerichtsverfassungsgesetzes). In den Ersuchungsschreiben ist zugleich um Einsendung der über den Fall aufgenommenen Verhandlungen zu ersuchen.

2. Die Militärbehörden haben darauf zu achten, daß gegebenenfalls ohne Zeitverlust die zur Rettung des vielleicht Scheintodten erforderlichen Maßnahmen ergriffen werden, auch stets Vorsorge für geeignete Aufbewahrung des Leichnams zu treffen.

3. Insofern bei einem Selbstmorde hinsichtlich der Beweggründe Zweifel oder Umstände obwalten, die eine nähere Ermittelung nöthig machen, muß der Gerichtsherr sie verfügen. Dies gilt namentlich dann, wenn der Verdacht besteht, daß der Verstorbene durch strafbare Handlungen eines Dritten zum Selbstmorde getrieben worden ist.

In den Akten, betreffend die Todesermittelung einer Militärperson, ist zu vermerken, ob die erforderliche Anzeige des Todesfalles beim Standesamt erfolgt ist.

Zu § 224, Abs. 2.

Die Heranziehung zweier Sanitätsoffiziere soll die Regel bilden.

Zu § 225.

Von der beabsichtigten Ausgrabung einer Leiche ist die Ortspolizeibehörde zu benachrichtigen.

Zu § 227.

Die Leichenöffnung ist nach den im bürgerlichen Strafverfahren geltenden Vorschriften vorzunehmen.

Zu § 341.

Als Vertheidiger erscheinen in der Hauptverhandlung die in Nr. 1 bis 4 bezeichneten Personen in der Dienstuniform, Rechtsanwälte in der Amtstracht, oder wenn sie zugleich Offiziere des Beurlaubtenstandes sind, nach Wahl in der militärischen Dienstuniform.

Beamte, denen eine Dienstuniform nicht verliehen ist, im schwarzen Anzuge.

Zu § 368.

Die auf die Einlegung oder die Zurücknahme von Rechtsmitteln bezüglichen Beurkundungen der Gerichtsoffiziere und der richterlichen Militärjustizbeamten (vergl. §§ 380, 398) müssen auch die Angaben enthalten, an welchem Tage der Gerichtsherr die betreffende Erklärung abgegeben hat. Ist dieselbe schriftlich oder auf telegraphischem Wege erfolgt, so ist das Schriftstück oder Telegramm der Beurkundung beizufügen.

Zu § 408.

Angeklagte, die in der Hauptverhandlung des Reichs-Militärgerichtes persönlich erscheinen wollen, können zu diesem Zwecke beurlaubt werden.

Reise- und Marschgebührnisse werden nicht gewährt.

Zu § 450.

1. Jedes rechtskräftige Strafurtheil muß dem zuständigen Schutztruppenkommando (der Dienst- bezw. Verwaltungsbehörde) des Angeklagten unter Beifügung der Akten zugehen und ist nach unten bekannt zu geben, soweit es erforderlich erscheint.

2. War der Antrag auf Untersuchung von einer Civilbehörde ausgegangen, so ist ihr von dem Ausfalle der rechtskräftigen Entscheidung Nachricht zu geben.

Zu § 465.

Maßgebend ist das Gesetz vom 20. Mai 1898 (Reichs-Gesetzbl., S. 345 ff.).

Zu § 468.

1. Der Gerichtsherr legt den Antrag mit den Akten dem Reichskanzler vor.

Er äußert sich dabei darüber:

a) wann der Anspruch erhoben ist,
b) ob und in welcher Höhe ein nach § 465 der Militär-Strafgerichtsordnung und nach § 2 des Gesetzes vom 20. Mai 1898 zu ersetzender Vermögensschaden entstanden ist.

Vorher ist, soweit erforderlich, die Richtigkeit der Angaben des Antragstellers festzustellen. Werden diese Angaben im Wesentlichen nicht bestätigt, so ist der Antragsteller zu vernehmen.

2. Die Zustellung der Entscheidung veranlaßt der Gerichtsherr (§ 138).

3. Anträge, die bei einer nicht zuständigen Stelle eingehen, sind ohne Verzug an die nach § 468, Abs. 1, zuständige Stelle abzugeben.

Zu § 469, Abs. 1.

1. Die in Untersuchungssachen entstehenden, verordnungsmäßig zuständigen Kosten für Reise und Märsche sind bei den im Etat der Schutztruppen ausgebrachten Reisekosten- ꝛc. Fonds zu verrechnen. Der Verrechnungsstelle ist eine Bescheinigung des Gerichtsoffiziers oder eines richterlichen Militärjustizbeamten über Tag und Stunde der Entlassung aus dem Termine mitzutheilen.

2. Die Berechnung der Zeugen- ꝛc. Gebühren wird schon vor der Verhandlung entworfen und vorbereitet; sie wird festgestellt im Ermittelungsverfahren durch den Untersuchungsführer, in der Hauptverhandlung der Standgerichte durch den Gerichtsoffizier, in derjenigen der Kriegs- und Oberkriegsgerichte durch den die Verhandlung führenden Militärjustizbeamten.

In den Schutzgebieten kann auch der als Ersatz des fehlenden Militärjustizbeamten kommandirte Offizier die Gebührenrechnung feststellen (§ 98, M. St. G. O.).

Die Gebühren sind möglichst sofort nach der Vernehmung und an Gerichtsstelle zu zahlen; zu diesem Zweck erhält bei dem Gerichtsherrn der höheren Gerichtsbarkeit ein Militärgerichtsschreiber, bei dem Gerichtsherrn der niederen Gerichtsbarkeit der Gerichtsoffizier einen Vorschuß, der bei der vom Gerichtsherrn zu bezeichnenden Kassenverwaltung verrechnet und im Bedarfsfalle ergänzt wird.

Der Aufsichtsbehörde ist der Vorschuß auf Verlangen in baar oder in Quittungen nachzuweisen.

3. Die Verrechnung der Strafvollstreckungskosten erfolgt nach der Militärstrafvollstreckungs-Vorschrift vom 9. Februar 1888. Auch in den Vorschriften der §§ 128, 129, 130, 131, 134, Ziff. 1 und 4, 135, 137 a. a. O. tritt eine Aenderung nicht ein.

Berlin, den 23. Juli 1900.

Der Reichskanzler.
gez. Fürst zu Hohenlohe.

109. Gesetz, betreffend Aenderungen des Gesetzes[1]) über die Rechtsverhältnisse der Deutschen Schutzgebiete.

Vom 25. Juli 1900. (Reichs-Anzeiger Nr. 218 vom 13. September 1900, Reichs-Gesetzbl. Nr. 40, Kol. Bl. 1900, S. 697.)

Wir Wilhelm von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen rc.

verordnen im Namen des Reichs, nach erfolgter Zustimmung des Bundesraths und des Reichstags, was folgt:

Art. 1. Das Gesetz, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75, 1899, S. 365), erhält die Ueberschrift „Schutzgebietsgesetz" und wird geändert, wie folgt:

I. An die Stelle des § 2 treten folgende Vorschriften:

§ 2. Auf die Gerichtsverfassung in den Schutzgebieten finden die Vorschriften der §§ 5, 7 bis 15, 17, 18 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit vom 7. April 1900 (Reichs-Gesetzbl. S. 213) mit der Maßnahme entsprechende Anwendung, daß an die Stelle des Konsuls der von dem Reichskanzler zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigte Beamte und an die Stelle des Konsulargerichts das in Gemäßheit der Vorschriften über das letztere zusammengesetzte Gericht des Schutzgebiets tritt.

§ 2a. In den Schutzgebieten gelten die im § 19 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit bezeichneten Vorschriften der Reichsgesetze und preußischen Gesetze. Die Vorschriften der §§ 20 bis 22, des § 23 Abs. 1 bis 3 und 5, der §§ 26, 29 bis 41, 33 bis 35, 37 bis 45, 47, 48, 52 bis 75 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit finden entsprechende Anwendung.

§ 2b. Die Eingeborenen unterliegen der im § 2 geregelten Gerichtsbarkeit und den im § 2a bezeichneten Vorschriften nur insoweit, als dies durch Kaiserliche Verordnung bestimmt wird. Den Eingeborenen können durch Kaiserliche Verordnung bestimmte andere Theile der Bevölkerung gleichgestellt werden.

§ 2c. Die Militärgerichtsbarkeit wird durch dieses Gesetz nicht berührt.

II. Im § 3 werden

1. die Nr. 1, 2 und 5 gestrichen,
2. die Nr. 4 unter a folgendermaßen gefaßt:
   die Mitwirkung einer Staatsanwaltschaft mit der Maßgabe eintritt, daß, soweit die Staatsanwaltschaft zuständig ist, die Vorschriften der § 56, 65 und des § 71 Abs. 2 Satz 1 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit außer Anwendung bleiben,
3. die Nr. 9 folgendermaßen gefaßt:
   die nach dem Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit begründete Zuständigkeit des Reichsgerichts einem Konsulargericht oder einem Gerichtshof in einem Schutzgebiet übertragen und über die Zusammensetzung des letzteren Gerichtshofs sowie über das Verfahren in Berufungs- und Beschwerdesachen, die vor einem dieser Gerichte zu verhandeln sind, mit der Maßgabe Anordnungen getroffen werden, daß das Gericht aus einem Vorsitzenden und mindestens vier Beisitzern bestehen muß;
4. die Nr. 11 durch folgende Vorschrift ersetzt:
   für die gerichtliche und notarielle Beurkundung von Rechtsgeschäften mit Ausschluß der Verfügungen von Todes wegen ein einfacheres Verfahren vorgeschrieben sowie die Zuständigkeit der Notare eingeschränkt werden;

---

[1]) Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75, 1899, S. 365.

III. An die Stelle des § 4 treten folgende Vorschriften:

Auf die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes in den Schutzgebieten finden die §§ 2 bis 9, 11, 12 und 14 des Gesetzes vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 614) entsprechende Anwendung. Die Ermächtigung zur Eheschließung und zur Beurkundung des Personenstandes wird durch den Reichskanzler ertheilt.

Die Form einer Ehe, die in einem Schutzgebiete geschlossen wird, bestimmt sich ausschließlich nach den Vorschriften des bezeichneten Gesetzes.

Die Eingeborenen unterliegen den Vorschriften der Abs. 1, 2 nur insoweit, als dies durch Kaiserliche Verordnung bestimmt wird. Den Eingeborenen können durch Kaiserliche Verordnung bestimmte andere Theile der Bevölkerung gleichgestellt werden.

IV. Als § 10a wird folgende Vorschrift eingefügt:

§ 10a. Den Angehörigen der im Deutschen Reiche anerkannten Religionsgemeinschaften werden in den Schutzgebieten Gewissensfreiheit und religiöse Duldung gewährleistet. Die freie und öffentliche Ausübung dieser Kulte, das Recht der Erbauung gottesdienstlicher Gebäude und der Einrichtung von Missionen der bezeichneten Religionsgemeinschaften unterliegen keinerlei gesetzlicher Beschränkung noch Hinderung.

V. Als § 11a wird folgende Vorschrift eingestellt:

Für Schutzgebiete, in denen das Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit vom 10. Juli 1839 und das Gesetz, betreffend die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 noch nicht in Kraft gesetzt sind, wird der Zeitpunkt, in welchem die §§ 2 bis 4 dieses Gesetzes in Kraft treten, durch Kaiserliche Verordnung bestimmt.

Art. 2. Der Reichskanzler wird ermächtigt, den Text des Schutzgebietsgesetzes, wie er sich aus den Aenderungen ergiebt, die im Art. 1 sowie in dem Gesetze, betreffend Abänderung und Ergänzung des Gesetzes über die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete, vom 2. Juli 1899 (Reichs-Gesetzbl. S. 365) vorgesehen sind, unter fortlaufender Reihenfolge der Paragraphenzahlen und Nummern durch das Reichs-Gesetzblatt bekannt zu machen. Hierbei sind die in dem bisherigen Gesetz enthaltenen Verweisungen auf die Vorschriften von Gesetzen, die durch neuere Gesetze aufgehoben oder geändert worden sind, durch Verweisungen auf die an die Stelle jener Vorschriften getretenen neuen Vorschriften zu ersetzen.

Soweit in Reichsgesetzen oder Landesgesetzen auf Vorschriften des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete, verwiesen ist, treten die entsprechenden Vorschriften des von dem Reichskanzler bekannt gemachten Textes an die Stelle.

Art. 3. Die Vorschriften des Art. 2, Abs. 1 treten mit dem Tage der Verkündung in Kraft.

Im Uebrigen tritt dieses Gesetz an einem durch Kaiserliche Verordnung festzusetzenden Tage in Kraft.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Bergen, an Bord M. Y. Hohenzollern, den 25. Juli 1900.

(L. S.) **Wilhelm.**

gez. Fürst zu Hohenlohe.

110. Runderlaß der Kolonial-Abtheilung, betreffend Verkehr der Gerichte der Schutzgebiete mit inländischen Gerichten.

Vom 27. Juli 1900.

Die Bundesregierungen haben sich nunmehr sämmtlich damit einverstanden erklärt, daß den Gerichten der Schutzgebiete der unmittelbare Geschäftsverkehr mit den inländischen Gerichten nach Maßgabe der mit dem preußischen Herrn Justizminister vereinbarten Grundsätze gestattet werde. Demnach sind sämmtliche von den dortigen Gerichten an deutsche Gerichte gesandten Schreiben, welche ein Ersuchen enthalten oder die Erledigung eines dorthin gerichteten Ersuchens betreffen, von jetzt an auf direktem Wege zu befördern, während im Uebrigen die Vermittelung der Bundesregierungen und des Auswärtigen Amts stattfindet.

. . . . . ersuche ich hiernach ergebenst um weitere Veranlassung.

Berlin, den 27. Juli 1900.

Auswärtiges Amt. Kolonial-Abtheilung.
In Vertretung:
gez. Hellwig.

111. Bekanntmachung des Gouvernements von Togo, betreffend die Abgrenzung der Bezirke Sokode-Basari und Kete-Kratschi.

Vom 30. Juli 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 704.)

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntniß gebracht, daß die durch Bekanntmachung vom 3. Juni 1899 veröffentlichte Abgrenzung der Stationsbezirke Sokode-Basari einerseits und Kete-Kratschi andererseits dahin abgeändert worden ist, daß die bisher zum Bezirk Kete-Kratschi gehörige Landschaft Bo in dem ihr auf der Sprigadeschen Karte des nördlichen Theils des Schutzgebietes Togo (1 : 1 000 000) gegebenen Umfange dem Bezirk Sokode-Basari einverleibt ist.

Lome, den 30. Juli 1900.

Der stellvertretende Kaiserliche Gouverneur.
(L. S.) gez. Heim.

112. Verordnung des Gouverneurs von Samoa, betreffend die Rechtsverhältnisse.

Vom 30. Juli 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 791.)

Mit Genehmigung des Reichskanzlers wird hiermit verordnet, was folgt:

Bis zum Erlaß einer Dienstanweisung zu der Allerhöchsten Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in Samoa, haben die entsprechenden Dienstanweisungen für das Schutzgebiet der Marshall-Inseln vom 2. Dezember 1886 und vom 10. März 1890 sinngemäß Anwendung zu finden.

Auf das Zustellungs-, Kosten- und Zwangsvollstreckungswesen findet diese Bestimmung keine Anwendung.

Apia, den 30. Juli 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

113. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Verproviantirung der Innenstationen.

Vom 30. Juli 1900.

Mit dem durch Runderlaß vom 12. Oktober 1898 — 5645 I — mitgetheilten Vorschlage, den im Innern befindlichen Beamten und Militärpersonen unter Wegfall

der gegenwärtig zur Ergänzung des Proviants und der Ausrüstung zuständigen Privatträger eine Ortszulage zu zahlen, haben sich die meisten Dienststellen mehr oder weniger einverstanden erklärt.

Nur einige wenige Stationen befürchten von der Neuerung einen solchen Nachtheil, daß sie sich unbedingt für die Beibehaltung der bestehenden Einrichtung ausgesprochen haben. Die erhobenen Bedenken haben zum Theil ihre Berechtigung, namentlich ist zu befürchten, daß einzelne Personen aus übel angebrachter Sparsamkeit sich die Beschaffung der nothwendigsten Lebensmittel von der Küste versagen und im Innern billige und der Gesundheit wenig zuträgliche Verpflegungsbedürfnisse auflaufen. Die Preise der Lebensmittel für Europäer sind im Innern, wenn etwas zum Kaufen vorhanden ist, was aber nicht immer der Fall sein soll, ungemein hoch und stehen zu der oft recht zweifelhaften Güte der Waare außer allem Verhältniß.

Um zu erproben, ob eine Geldabfindung in wirthschaftlicher und sanitärer Hinsicht zu Bedenken keine Veranlassung giebt, soll zunächst ein Versuch mit einigen Stationen gemacht werden, die sich von vornherein vorbehaltlos für die Neueinrichtung erklärt haben und die auch jederzeit ihre Verpflegungsbedürfnisse theils am Ort, theils an der Küste decken können.

Es sind dies die Bezirksämter Langenburg und Wilhelmsthal sowie die beiden Stationen Kisaki und Moschi mit Marangu.

Für diese Dienststellen setze ich hiermit versuchsweise auf 1 Jahr den Absatz 4 des § 21 der Verpflegungsvorschriften vom 30. April 1896 mit Wirkung vom 1. Januar 1901 ab außer Kraft und bestimme, daß vom gleichen Termine ab den an diesen Orten stationirten Beamten und Militärpersonen der volle Betrag der Durchschnittsträgerlöhne zu zahlen ist. Diese betragen bis auf Weiteres

für das Bezirksamt	Langenburg	21	Rupien,
= = =	Wilhelmsthal	5	=
= die Station	Kisaki	8	=
= = =	Moschi mit Marangu . .	11	=

Sie sind zuständig in dem Umfang, wie dieser in dem oben bezeichneten Absatz 4 begrenzt ist.

Anstatt der ursprünglich in Aussicht genommenen 75 pCt. ist der volle Betrag des Durchschnittsträgerlohnes ausgeworfen, um den Betheiligten einen auskömmlichen Ersatz dafür zu gewähren, daß das Gouvernement für verloren gehende Lasten künftighin nicht mehr ersatzpflichtig ist und dafür, daß durch Entlaufen von Trägern bekanntermaßen erhebliche Unkosten entstehen.

Die Zahlung der Ortszulage hat monatlich im voraus gegen Quittung zu erfolgen, der Betrag für die alle 3 Monate zustehende Last zur Ergänzung der Bekleidungs- und Ausrüstungsstücke ist im ersten Vierteljahrsmonat zu zahlen.

Die Beträge sind für das laufende Rechnungsjahr ausnahmslos bei Titel 8cc zu verausgaben. Beim Abmarsch in das Innere kann auf die Ortszulage insoweit ein Vorschuß mit besonderer Genehmigung geleistet werden, als bisher eine vorschußweise Gestellung von Verpflegungsträgern nach den Bestimmungen des § 24 a. a. O. erfolgen darf.

Das Gouvernement hat auch zu entscheiden, inwieweit bei einer vorzeitigen Rückkehr oder bei Versetzungen von einer Station mit Ortszulage nach einer Station ohne Zulage und umgekehrt für etwaige Trägerlasten von der Küste die entstandenen Kosten zu ersetzen sind.

Im Uebrigen regelt sich bei derartigen Versetzungen der Empfang der Ortszulage bezw. der Trägerstellung in der Weise, daß der Empfang der einen Gebühr den gleichzeitigen Bezug der anderen ausschließt.

Bei Expeditionen im Innern wird das bisherige Verfahren beibehalten.

Den vier Dienststellen wird von der Hauptkasse für jeden der dort befindlichen Europäer ein Auszug aus der Trägerkontrolle nach dem Stande vom 1. August d. Js. übersandt werden. Ich ersuche, die Auszüge prüfen und anerkennen zu lassen und sie alsdann an die Hauptkasse zurückzusenden. Den Stand der Trägerkontrolle am 31. Dezember 1900 vermag danach jeder der Betheiligten selbst zu berechnen.

Die Kosten für die bis zum 31. Dezember 1900 etwa über die zuständige Zahl hinaus in Anspruch genommenen Träger werden unter Berücksichtigung der obwaltenden Verhältnisse auf Vorschlag der Dienststellen von Fall zu Fall zum Ausgleich kommen.

Die Weiterbeförderung der Postpackete wird auch fernerhin durch das Centralmagazin erfolgen, die dadurch entstehenden Kosten werden besonders eingezogen werden.

Ueber die mit der Neueinrichtung gemachten Erfahrungen haben die genannten vier Dienststellen bis zum 1. Oktober 1901 zu berichten, zum gleichen Zeitpunkte haben die übrigen Innenstationen anzuzeigen, ob sie die Gewährung einer Ortszulage anstatt der Trägergestellung dann ebenfalls wünschen und ob sich dies Verfahren ohne Bedenken durchführen läßt.

Die Vorsteher der Dienststellen ersuche ich, in geeigneter Weise fortgesetzt darüber zu wachen, daß jeder unterstellte Europäer sich in ausreichender, den tropischen Verhältnissen entsprechender Weise verpflegt, damit nicht der Gesundheitszustand nachtheilig beeinflußt wird.

Unberührt von Vorstehendem bleiben diejenigen Träger, welche beim An- und Rückmarsch für die persönlichen und Expeditionslasten nach § 22, Absatz 1 a. a. O. zu stellen sind.

Dar-es-Salâm, den 30. Juli 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

114. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Krankheit der Matamapflanzen.

Vom August 1900.

Zuerst im Hinterlande von Kilwa und Lindi, jetzt aber auch in dem von Dar-es-Salâm und Bagamoyo bis nach Kilossa sind die Matama-Anpflanzungen von einer schweren Erkrankung heimgesucht worden, die die Eingeborenen mit dem Namen „Mafuta Assali" bezeichnen.

Die Blätter und besonders die Blattscheiden werden von braunrothen Flecken befallen, die eine honigartige Aussonderung machen. Diese trocknet später zu einer schwarzen Kruste ein, welche, durch Regen abgewaschen, auch auf alles Unkraut der betreffenden Felder sich vertheilt. Der Stengel ist mit braunrothen Linien und Flecken äußerlich, sein Mark mit rosafarbenen Flecken durchzogen.

Da die Ernährung der Pflanze durch diese ansteckende Krankheit geschädigt wird, so ist der Ertrag der betreffenden Felder nur ein sehr geringer.

Das einzige Mittel, gegen die Krankheit vorzugehen, ist die Verbrennung sämmtlicher Pflanzen und ein Fruchtwechsel; mindestens auf zwei Jahre darf Matama in der ganzen Umgegend der befallenen Distrikte nicht mehr gebaut werden.

Ich trage jedoch Bedenken, die amtliche Vernichtung alles Matamas anzuordnen und zu befehlen, daß auf zwei Jahre nur noch Mais rc. gebaut wird.

Ich ersuche deshalb die Bezirksämter rc. den Eingeborenen auf das Eindringlichste klar zu machen, daß ihre Ernten auf das Schwerste durch die Mafuta-Assali-Krankheit gefährdet sind. Bei jedem Schauri sind diese Leute zu belehren, keinen Matama zwei Jahre lang zu bauen und alle etwa verwildert wachsenden Matama-

pflanzen zu vernichten. Dafür ist der Anbau von Mhogo, Mais, Viazi zum Verbrauch, von Sesam und Erdnüssen zum Verkauf um so dringender zu empfehlen.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Liebert.

115. Verordnung des Gouverneurs von Samoa, betreffend Einfuhr von Feuerwaffen und Munition.

Vom 1. August 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 705/6.)

Auf Grund des § 2 der Verfügung des Reichskanzlers vom 17. Februar 1900, betreffend die Ausübung konsularischer Befugnisse und den Erlaß polizeilicher und sonstiger die Verwaltung betreffender Vorschriften in Samoa, wird hierdurch verordnet, was folgt:

§ 1. Es ist verboten, Feuerwaffen, Schießbedarf und Sprengstoffe jeder Art in das Schutzgebiet von Samoa einzuführen.

§ 2. Von diesem Verbot sind ausgenommen:

a) Feuerwaffen, Schießbedarf und Sprengstoffe, die durch das Kaiserliche Gouvernement zum eigenen Gebrauch eingeführt werden;
b) Feuerwaffen und Schießbedarf zu Sportzwecken, für deren Einfuhr im voraus die schriftliche Erlaubniß des Kaiserlichen Gouvernements eingeholt ist;
c) Feuerwaffen und Schießbedarf, welche die Ausrüstung von Reisenden bilden;
d) Sprengstoffe zu technischen Zwecken, für deren Einfuhr im voraus die schriftliche Erlaubniß des Kaiserlichen Gouvernements eingeholt ist.

§ 3. Feuerwaffen, Schießbedarf und Sprengstoffe sind in den § 2 b bis d vorgesehenen Fällen bei der Aufsichtsbehörde einzutragen. Letztere hat einen Erlaubnißschein zum Führen der eingetragenen Feuerwaffen auszustellen. Der Erlaubnißschein enthält den Namen der zur Führung der Feuerwaffe berechtigten Person sowie die Beschreibung der Feuerwaffe.

§ 4. Für den Erlaubnißschein ist eine Gebühr von 20 Mark (zwanzig Mark) zu zahlen. Die seitens des Kaiserlichen Gouvernements ertheilte Erlaubniß zur Einführung von Feuerwaffen befreit nicht von der Verpflichtung, in jedem einzelnen Falle den festgesetzten Einfuhrzoll zu entrichten.

§ 5. Von jeder Uebertragung von Feuerwaffen, Schießbedarf oder Sprengstoffen an andere Personen, sei es durch Verkauf, durch Tausch oder auf andere Weise, ist der Aufsichtsbehörde vorher Kenntniß zu geben.

§ 6. Personen, die beim Inkrafttreten dieser Verordnung im Besitz von Feuerwaffen sind, haben dieselben binnen drei Monaten zur Eintragung bei der Aufsichtsbehörde anzumelden und eine eidesstattliche Versicherung abzugeben, daß weitere als die angemeldeten Feuerwaffen nicht in ihrem Besitze sind.

Für die so angemeldeten Feuerwaffen werden Erlaubnißscheine ohne Kosten von der Aufsichtsbehörde ausgestellt.

§ 7. Es ist verboten, Feuerwaffen, Schießbedarf und Sprengstoffe jeder Art an Eingeborene zu verkaufen, zu vertauschen oder in anderer Weise zu verabfolgen.

Der Kaiserliche Gouverneur ist befugt, von dieser Bestimmung Ausnahmen eintreten zu lassen.

§ 8. Der Eigenthümer oder Besitzer eines Hauses oder Grundstückes, in bezw. auf welchem Feuerwaffen, Schießbedarf oder Sprengstoffe angefunden werden, die ohne die schriftliche Erlaubniß des Kaiserlichen Gouvernements eingeführt worden sind, wird im Sinne dieser Verordnung dem Eigenthümer der angefundenen Gegenstände gleichgeachtet.

§ 9. Zuwiderhandlungen gegen diese Verordnung werden mit Gefängnißstrafe bis zu drei Monaten oder mit Geldstrafe bis zu 5000 Mark (fünftausend Mark) allein oder in Verbindung miteinander bestraft. Die Feuerwaffen, der Schießbedarf und die Sprengstoffe, welche Gegenstand der Zuwiderhandlung sind, unterliegen der Einziehung.

§ 10. Diese Verordnung tritt vierzehn Tage nach ihrer Verkündung in Kraft. Alle Beschlüsse und Verordnungen des ehemaligen Munizipalraths von Apia, betreffend die Einfuhr von Feuerwaffen, Schießbedarf und Sprengstoffen, sind hiermit aufgehoben.

Apia, den 1. August 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

116. Zusatzverordnung zur Zollverordnung vom 10. Oktober 1896 und 1. Juni 1898.

Vom 7. August 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 827.)

Auf Grund des § 11 des Gesetzes vom 15. März 1888, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete wird verordnet, was folgt:

§ 1. Die Zusatzverordnung vom 20. Oktober 1888 über Erhebung eines Ausfuhrzolles von Rind- und Kleinvieh wird vom 1. November d. Js. außer Kraft gesetzt.

§ 2. An Stelle des bisherigen Zollsatzes bei der Ausfuhr von Rind- und Kleinvieh treten vom 1. November d. Js. ab folgende Tarifsätze:

B. Ausfuhrzölle.

Tarif-Nr.	Waarengattung.	Tarifsatz.
3a	männliches Rindvieh	frei
3b	weibliches "	1 Stück 100 Mark
4a	männliches Kleinvieh (Ziegen, Schafe)	frei
4b	weibliches Kleinvieh	1 Stück 10 Mark

§ 3. Diese Zusatzverordnung tritt mit dem 1. November d. Js. in Kraft.

Windhoek, den 7. August 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
(L. S.) gez. Leutwein.

117. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Zollverwaltung.

Vom 11. August 1900.

Zur Vereinfachung und rascheren Abwickelung der bei der Zollverwaltung entstehenden Reste an Einnahmen und Ausgaben aus Vorjahren bestimme ich:

Das Restenkonto hört auf, ein Monatregister zu sein. Es bildet künftig nur einen Belag für die Bezirks- ꝛc. Kasse, erscheint daher nicht mehr in der Monatabrechnung der Zollämter.

Die Buchungen sind im Restenkonto-Formular wie bisher vorzunehmen und zu belegen. Das Depositenbuch bildet nach wie vor das Vorregister des Restenkontos.

Handelt es sich in der Endsumme des Restenkontos um Einnahmen, so sind dieselben am Monatschlusse mit Belägen bar an die Bezirks- ꝛc. Kasse abzuführen;

handelt es sich um Herauszahlungen, so ist ein Betrag in der gleichen Höhe von der Bezirks- &c. Kasse abzuheben. Die letztere hat das Restenkonto wie eine für sich bestehende Monatsabrechnung des Zollamts als Belag zu behandeln und die gezahlten Beträge als Barablieferung der Hauptkasse am Monatsschlusse zu überweisen.

Bei dieser Veranlassung bestimme ich ferner, daß auch die Bezirks- &c. Kassen behufs Beschleunigung ihrer Abrechnungen alle Einnahmen und Ausgaben aus früheren Jahren in die monatlichen Barablieferungs-Nachweisungen mit der Hauptkasse einzutragen haben, und zwar die Einnahmen mit „Roth".

Dar-es-Salâm, den 11. August 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Estorff.

118. Erlaß der Kolonial-Abtheilung, betreffend Gebührenerhebung im Südwestafrikanischen Schutzgebiete.

Vom 12. August 1900.

Die Erhebung von Gebühren nach dem Konsulartarife vom 1. Juli 1872 ist, abgesehen von den auf die Beurkundung des Personenstandes bezüglichen Stellen Nr. 14, 17 und 31, nur bei Akten der nichtstreitigen Gerichtsbarkeit zulässig und setzt ferner voraus, daß die in Betracht kommende gerichtliche Handlung von einem Beamten vorgenommen wird, welcher entweder zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigt oder mit der Erledigung des Geschäfts im einzelnen Falle, bezw. einzelner Geschäfte dauernd von dem zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten beauftragt worden ist.

Die Anwendung des Tarifs von Verwaltungsbeamten als solchen entbehrt der gesetzlichen Grundlage.

Sollte es nach den Verhältnissen im Schutzgebiete angezeigt erscheinen, auch innerhalb der Verwaltung für gewisse Akte Gebühren einzuführen, so stelle ich die Einreichung eines besonderen Verordnungsentwurfs ergebenst anheim. Dabei wollen Ew. &c. prüfen, ob es sich nicht im Interesse der Einheitlichkeit empfiehlt, die Bestimmungen und Sätze des Konsulartarifs beizubehalten.

Gegen die Befreiung der Gouvernementsbeamten von der Entrichtung einer Gebühr für Reisepässe würde hier kein Bedenken bestehen.

Berlin, den 12. August 1900.

Auswärtiges Amt. Kolonial-Abtheilung.
In Vertretung:
gez. Hellwig.

119. Verordnung des Gouverneurs von Neu-Guinea, betreffend Schiffsgebühren.

Vom 14. August 1900.

Es wird hierdurch bekannt gegeben, daß vom 1. Oktober 1900 ab die im § 3 der Verordnung vom 14. Oktober festgesetzte Gebühr in folgender Weise erhöht wird:

Für Schiffe bis 50 Registertonnen 300 Mark.

Für Schiffe von mehr als 50 Registertonnen für jede weitere 25 Tonnen oder einen Theil derselben 100 Mark mehr bis zum Höchstbetrage von 2000 Mark.

Herbertshöhe, den 14. August 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
(L. S.) gez. v. Bennigsen.

120. Bekanntmachung des Kaiserlichen Gouverneurs von Togo, betreffend die Abgrenzung der Stationsbezirke Misahöhe und Kete-Kratschi.

Vom 16. August 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 743.)

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntniß gebracht, daß die Abgrenzung der Stationsbezirke von Misahöhe und Kete-Kratschi andererseits, wie folgt, stattgefunden hat:

Die Grenze läuft vom Volta zwischen den Dörfern Fanyánkobo und Tetekrum an der Südgrenze der Landschaft Tapa entlang, dann nordwärts zwischen den Landschaften Tapa und Worawora entlang bis zum Asuokoko, den sie zwischen den Orten Ngadshekrum und Asuokoko überschreitet, folgt dann dem Wege Asuokoko—Tuntum bis zur Einmündung des Weges Tapa—Tuntum, läuft von da 13 km nordwärts, sodann in östlicher Richtung bis zum Asuokoko, folgt dessen Lauf 6 km weit aufwärts und läuft dann wieder in östlicher Richtung bis zum Westabhang des großen, zwischen Ahamansu und Blumfu liegenden Bergzuges, dem sie sodann nach Süden bis zum Flusse Wawa folgt.

Lome, den 16. August 1900.

Der stellvertretende Kaiserliche Gouverneur.

(L. S.) gez. Heim.

121. Allerhöchste Verordnung, betreffend das Zeigen der Nationalflagge durch Kauffahrteischiffe.

Vom 21. August 1900. (Reichsanzeiger 1900, Nr. 210, Kol. Bl. 1900, S. 702.)

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen 2c.

verordnen auf Grund des § 22 des Gesetzes, betreffend das Flaggenrecht der Kauffahrteischiffe, vom 22. Juni 1899 (Reichs-Gesetzbl. S. 319) im Namen des Reichs, was folgt:

§ 1. Deutsche Kauffahrteischiffe haben die Reichsflagge zu zeigen:

a) beim Begegnen mit einem Schiff meiner Marine, welches die Reichskriegsflagge gesetzt hat,
b) beim Passiren einer deutschen Küstenbefestigung, auf welcher die Kriegsflagge weht, wenn das Passiren innerhalb drei Seemeilen vom Strande beim tiefsten Ebbestand ab gerechnet erfolgt,
c) beim Einlaufen in einen deutschen Hafen.

§ 2. Fremde Kauffahrteischiffe haben in den Fällen des § 1 b und c ihre Nationalflagge zu zeigen, ingleichen beim Begegnen mit einem Schiff Meiner Marine, welches die Reichs-Kriegsflagge gesetzt hat, wenn die Begegnung innerhalb der im § 1 b bezeichneten Grenze erfolgt.

§ 3. Die Kommandanten Meiner Schiffe haben die Befolgung der Vorschriften über die Flaggenführung durch die Kauffahrteischiffe zu überwachen. Sie sind daher berechtigt:

a) in den Fällen der §§ 1, 2 das Zeigen der Flagge erforderlichenfalls zu erzwingen;
b) den Kauffahrteischiffen solche als Nationalflagge geführten Flaggen, welche den bestehenden Vorschriften nicht entsprechen, und solche von ihnen geführte Wimpel, welche dem Wimpel der Kriegsmarine ähnlich sind, wegzunehmen, auch die unbefugte Führung der Reichsflagge zu verhindern.

§ 4. Die Verpflichtung der Hafenpolizeibehörden zum Einschreiten bei Nichtbefolgung der in den §§ 1 und 2 gegebenen Vorschriften wird durch die Bestimmung des § 3 nicht berührt.

Schloß Wilhelmshöhe, den 21. August 1900.

Wilhelm, I. R.
gez. Fürst zu Hohenlohe.

122. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Erholungsstationen.

Vom 23. August 1900.

Der Aufenthalt auf der Erholungsstation Ulenge bei Tanga ist auch für Privatpersonen freigegeben. Die tägliche Vergütung für Benutzung eines Zimmers mit Bett beträgt eine Rupie. Verpflegung wird nicht gewährt, die Sicherstellung derselben ist Sache der Besucher. Anmeldungen sind rechtzeitig an das Gouvernements-Krankenhaus Tanga zu richten.

Dar-es-Salâm, den 23. August 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. v. Estorff.

123. Bekanntmachung des Gouverneurs von Samoa, betreffend die Einfuhr von Feuerwaffen.

Vom 23. August 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 791.)

Die in den §§ 3 und 6 erwähnte Aufsichtsbehörde ist das Kaiserliche Zollamt in Apia.

Dasselbe hat die vorgeschriebenen Register zu führen und die erforderlichen Formulare auf Antrag zu verabfolgen.

Das Kaiserliche Zollamt hat die Ausführung der in der Verordnung vorgeschriebenen Vorschriften zu überwachen.

Apia, den 23. August 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

124. Runderlaß des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Verpflegungsvorschriften.

Vom 24. August 1900.

Mit Genehmigung der Kolonial-Abtheilung werden die Verpflegungsvorschriften vom 30. April 1896, wie folgt, ergänzt, bezw. abgeändert:

1. § 15 erhält im Eingang nachstehende Fassung:
   „Für Dienstreisen, welche nach Sansibar oder auf dem Seewege zwischen den Küstenstationen oder auf den Küstenflüssen ausgeführt werden sowie für vorübergehenden Reiseaufenthalt auf den Küstenstationen“ ꝛc. wie bisher.
2. § 16 wird durch folgenden Zusatz erweitert:
   „Diese Vergünstigung gilt auch für die Fahrten mit der Eisenbahn oder anderen Transportmitteln. Wird jedoch im Anschluß an die Dampfer- oder Eisenbahnfahrt eine Dienstreise über Land angetreten, so ist die unentgeltliche Mitnahme von drei Dienern zulässig.“

3. zu § 17. Im Eingang ist an Stelle von „Fahrten auf Binnenseen oder Flüssen" zu setzen:

„Fahrten auf Binnenseen oder Binnenflüssen,"

Am Schluß tritt noch der Satz hinzu:

„Bei Reisen auf Küstenflüssen sind die im § 15 ausgeworfenen Tagegelder zuständig."

4. zu §§ 21 und 22, Abs. 1.

Für die Worte „jedoch nicht über 5 hinaus" ist zu setzen „jedoch nicht über 6 hinaus".

5. § 25, Abs. 1 erhält im Eingang die Fassung:

„Koch- und Küchengeräthe, Tischzeug, Feldtisch und Feldstuhl sowie die erforderlichen Lichte und Streichhölzer werden" ꝛc. wie bisher.

Dar-es-Salâm, den 24. August 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. v. Estorff.

125. Bekanntmachung des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Grenze der Bezirke Kilwa und Mahenge.

Vom 28. August 1900. (A. A. 1900 Nr. 25.)

Die Grenze zwischen Bezirk Kilwa (Barikiwa) und Mahenge wird gebildet durch die Flußläufe des Mbarangandu und Luwegu.

Dar-es-Salâm, den 28. August 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. v. Estorff.

126. Bekanntmachung des Gouverneurs von Samoa, betreffend die Ausrottung der Lantanapflanzen.

Vom 31. August 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 828.)

Das Zunehmen der Lantana-Pflanze auf den Inseln bedeutet eine Gefahr für die landwirthschaftliche Entwickelung des Schutzgebietes. Auf Antrag des Gouvernementsraths habe ich beschlossen, die Lantana Ordinance 1895 auf das ganze Schutzgebiet auszudehnen.

Vor dem Erlaß einer diesbezüglichen Verordnung werden zunächst zwei Termine festgesetzt, bis zu welchen die Ausrottung der vorhandenen Lantana-Pflanzen (Ausreißen mit Wurzel und Verbrennen) zu geschehen hat.

Der erste Termin wird angesetzt auf den 15. Dezember 1900.

Die Nichtbefolgung dieser Bestimmung wird nach Sektion 3 der Lantana Ordinance 1895 bestraft. Bei der Bemessung der Strafe wird auf die Schwierigkeiten, die sich den Besitzern größerer Ländereien zunächst bei der Ausrottung der Lantana-Pflanzen bieten werden, billige Rücksicht genommen werden.

Apia, den 31. August 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

127. Verordnung des Kaiserlichen Gouverneurs von Kamerun, betreffend Abänderung der Verordnung über die Meldepflicht der Nichteingeborenen, vom 4. Februar 1891.

Vom 5. September 1900. (Kol. Bl., S. 895.)

Einziger Paragraph.

Der § 2 der Verordnung, betreffend die Meldepflicht der Nichteingeborenen, vom 4. Februar 1891, erhält folgende Fassung:

Die Meldung eines Neuanziehenden hat zu enthalten:

1. Vor- und Zuname, Tag, Monat, Jahr und Ort der Geburt, Staatsangehörigkeit, Stand oder Gewerbe, Religion, letzter Wohnsitz, bei Deutschen auch Militärverhältniß des Neuanziehenden.
2. Angabe, ob ledig, verheirathet, verwittwet oder geschieden, event. Geburtsname und Wohnort der Ehefrau (auch der geschiedenen).
3. Angabe, ob und wie viel eheliche Kinder vorhanden sind, deren Namen, Stand oder Gewerbe.
4. Angabe des Vor- und Zunamens, Wohnorts und Standes beziehungsweise Gewerbes der Eltern beziehungsweise des oder der nächsten noch lebenden Angehörigen.
5. Angabe des Wohn- beziehungsweise Aufenthaltsorts, den der Neuanziehende im Schutzgebiete zu nehmen gedenkt.

Kamerun, den 5. September 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Diehl.

128. Bekanntmachung wegen Redaktion des Schutzgebietsgesetzes.

Vom 10. September 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 699.)

Auf Grund des Artikels 2 des Gesetzes vom 25. Juli 1900 (Reichs-Gesetzbl. S. 809) wird der Text des Schutzgebietsgesetzes nachstehend bekannt gemacht.

Berlin, den 10. September 1900.

Der Reichskanzler.
Fürst zu Hohenlohe.

Schutzgebietsgesetz.

§ 1. Die Schutzgewalt in den deutschen Schutzgebieten übt der Kaiser im Namen des Reiches aus.

§ 2. Auf die Gerichtsverfassung in den Schutzgebieten finden die Vorschriften der §§ 5, 7 bis 15, 17, 18 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit vom 7. April 1900 (Reichs-Gesetzbl. S. 213) mit der Maßgabe entsprechende Anwendung, daß an die Stelle des Konsuls der von dem Reichskanzler zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigte Beamte und an die Stelle des Konsulargerichts das in Gemäßheit der Vorschriften über das letztere zusammengesetzte Gericht des Schutzgebiets tritt.

§ 3. In den Schutzgebieten gelten die im § 19 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit bezeichneten Vorschriften der Reichsgesetze und preußischen Gesetze. Die Vorschriften der §§ 20 bis 22, des § 23 Abs. 1 bis 3 und 5, der §§ 26, 29 bis 31, 33 bis 35, 37 bis 45, 47, 48, 52 bis 75 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit finden entsprechende Anwendung.

§ 4. Die Eingeborenen unterliegen der im § 2 geregelten Gerichtsbarkeit und den im § 3 bezeichneten Vorschriften nur insoweit, als dies durch Kaiserliche Ver-

ordnung bestimmt wird. Den Eingeborenen können durch Kaiserliche Verordnung bestimmte andere Theile der Bevölkerung gleichgestellt werden.

§ 5. Die Militärgerichtsbarkeit wird durch dieses Gesetz nicht berührt.

§ 6. Durch Kaiserliche Verordnung kann:

1. in Vorschriften über Materien, welche nicht Gegenstand des Strafgesetzbuchs für das Deutsche Reich sind, Gefängniß bis zu einem Jahre, Haft, Geldstrafe und Einziehung einzelner Gegenstände angedroht werden;
2. vorgeschrieben werden, daß in Strafsachen
   a) die Mitwirkung einer Staatsanwaltschaft mit der Maßgabe eintritt, daß, soweit die Staatsanwaltschaft zuständig ist, die Vorschriften der §§ 56, 65 und des § 71 Abs. 2 Satz 1 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit außer Anwendung bleiben;
   b) eine Voruntersuchung stattfindet, deren Regelung der Verordnung vorbehalten bleibt;
   c) der § 9 Abs. 2 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit keine Anwendung findet;
3. angeordnet werden, daß in Strafsachen, wenn der Beschluß über die Eröffnung des Hauptverfahrens eine Handlung zum Gegenstande hat, welche zur Zuständigkeit der Schöffengerichte oder zu den in den §§ 74, 75 des Gerichtsverfassungsgesetzes bezeichneten Vergehen gehört, in der Hauptverhandlung eine Zuziehung von Beisitzern nicht erforderlich ist;
4. die Gerichtsbarkeit in den zur Zuständigkeit der Schwurgerichte gehörenden Sachen den Gerichten der Schutzgebiete in der Weise übertragen werden, daß für diese Sachen, soweit nicht auf Grund der Nr. 2 etwas Anderes bestimmt wird, die Vorschriften Anwendung finden, welche für die im § 8 Abs. 2 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit bezeichneten Strafsachen gelten;
5. an Stelle der Enthauptung eine andere, eine Schärfung nicht enthaltende Art der Vollstreckung der Todesstrafe angeordnet werden;
6. die nach dem Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit begründete Zuständigkeit des Reichsgerichts einem Konsulargericht oder einem Gerichtshof in einem Schutzgebiet übertragen und über die Zusammensetzung des letzteren Gerichtshofs sowie über das Verfahren in Berufungs- und Beschwerdesachen, die vor einem dieser Gerichte zu verhandeln sind, mit der Maßgabe Anordnung getroffen werden, daß das Gericht aus einem Vorsitzenden und mindestens vier Beisitzern bestehen muß;
7. für die Zustellungen, die Zwangsvollstreckung und das Kostenwesen die Anwendung einfacherer Bestimmungen vorgeschrieben werden;
8. für die gerichtliche und notarielle Beurkundung von Rechtsgeschäften mit Ausschluß der Verfügungen von Todes wegen ein einfacheres Verfahren vorgeschrieben sowie die Zuständigkeit der Notare eingeschränkt werden;
9. die Verlängerung aller zur Geltendmachung von Rechten und zur Erfüllung von Pflichten gesetzlich festgestellten Fristen angeordnet werden.

§ 7. Auf die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes in den Schutzgebieten finden die §§ 2 bis 9, 11, 12 und 14 des Gesetzes vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 614) entsprechende Anwendung. Die Ermächtigung zur Eheschließung und zur Beurkundung des Personenstandes wird durch den Reichskanzler ertheilt.

Die Form einer Ehe, die in einem Schutzgebiete geschlossen wird, bestimmt sich ausschließlich nach den Vorschriften des bezeichneten Gesetzes.

Die Eingeborenen unterliegen den Vorschriften der Abs. 1, 2 nur insoweit, als dies durch Kaiserliche Verordnung bestimmt wird. Den Eingeborenen können durch Kaiserliche Verordnung bestimmte andere Theile der Bevölkerung gleichgestellt werden.

§ 8. Die Befugnisse, welche den deutschen Konsuln im Auslande nach anderen als den beiden in den §§ 2 und 7 bezeichneten Gesetzen zustehen, können durch den Reichskanzler Beamten in den Schutzgebieten übertragen werden.

§ 9. Ausländern, welche in den Schutzgebieten sich niederlassen, sowie Eingeborenen kann durch Naturalisation die Reichsangehörigkeit von dem Reichskanzler verliehen werden. Der Reichskanzler ist ermächtigt, diese Befugniß einem anderen Kaiserlichen Beamten zu übertragen.

Auf die Naturalisation und das durch dieselbe begründete Verhältniß der Reichsangehörigkeit finden die Bestimmungen des Gesetzes über die Erwerbung und den Verlust der Bundes- und Staatsangehörigkeit vom 1. Juni 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 355, Reichs-Gesetzbl. 1896 S. 615) sowie Artikel 3 der Reichsverfassung und § 4 des Wahlgesetzes für den Deutschen Reichstag vom 31. Mai 1869 (Bundes-Gesetzbl. S. 145) entsprechende Anwendung.

Im Sinne des § 21 des bezeichneten Gesetzes sowie bei Anwendung des Gesetzes wegen Beseitigung der Doppelbesteuerung vom 13. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 119) gelten die Schutzgebiete als Inland.

§ 10. Durch Kaiserliche Verordnung können Eingeborene der Schutzgebiete in Beziehung auf das Recht zur Führung der Reichsflagge (Gesetz, betreffend das Flaggenrecht der Kauffahrteischiffe, vom 22. Juni 1899, Reichs-Gesetzbl. S. 319) den Reichsangehörigen gleichgestellt werden.

Die Führung der Reichsflagge infolge der Verleihung dieses Rechtes hat nicht die Wirkung, daß das betreffende Schiff als deutsches Seefahrzeug im Sinne des § 1 Abs. 1 Nr. 1 und § 3 Abs. 1 des See-Unfallversicherungsgesetzes vom 30. Juni 1900 (Reichs-Gesetzbl. S. 716) gilt.

§ 11. Deutschen Kolonialgesellschaften, welche die Kolonisation der deutschen Schutzgebiete, insbesondere den Erwerb und die Verwerthung von Grundbesitz, den Betrieb von Land- oder Plantagenwirthschaft, den Betrieb von Bergbau, gewerblichen Unternehmungen und Handelsgeschäften in denselben zum ausschließlichen Gegenstand ihres Unternehmens und ihren Sitz entweder im Reichsgebiet oder in einem Schutzgebiet oder in einem Konsulargerichtsbezirke haben oder denen durch Kaiserliche Schutzbriefe die Ausübung von Hoheitsrechten in den deutschen Schutzgebieten übertragen ist, kann auf Grund eines vom Reichskanzler genehmigten Gesellschaftsvertrags (Statuts) durch Beschluß des Bundesraths die Fähigkeit beigelegt werden, unter ihrem Namen Rechte, insbesondere Eigenthum und andere dingliche Rechte an Grundstücken, zu erwerben, Verbindlichkeiten einzugehen, vor Gericht zu klagen und verklagt zu werden. In solchem Falle haftet den Gläubigern für alle Verbindlichkeiten der Kolonialgesellschaft nur das Vermögen derselben.

Das Gleiche gilt für deutsche Gesellschaften, welche den Betrieb eines Unternehmens der im Abs. 1 bezeichneten Art in dem Hinterland eines deutschen Schutzgebiets oder in sonstigen, dem Schutzgebiete benachbarten Bezirken zum Gegenstand und ihren Sitz entweder im Reichsgebiet oder in einem Schutzgebiet in einem Konsulargerichtsbezirke haben.

Der Beschluß des Bundesraths und im Auszuge der Gesellschaftsvertrag sind durch den Reichsanzeiger zu veröffentlichen.

§ 12. Der Gesellschaftsvertrag hat insbesondere Bestimmungen zu enthalten:
1. über den Erwerb und den Verlust der Mitgliedschaft;
2. über die Vertretung der Gesellschaft Dritten gegenüber;

3. über die Befugnisse der die Gesellschaft leitenden und der die Leitung beaufsichtigenden Organe derselben;
4. über die Rechte und Pflichten der einzelnen Mitglieder;
5. über die Jahresrechnung und Vertheilung des Gewinnes;
6. über die Auflösung der Gesellschaft und die nach derselben eintretende Vermögensvertheilung.

§ 13. Die Gesellschaften, welche die im § 11 erwähnte Fähigkeit durch Beschluß des Bundesraths erhalten haben, unterstehen der Aufsicht des Reichskanzlers. Die einzelnen Befugnisse desselben sind in den Gesellschaftsvertrag aufzunehmen.

§ 14. Den Angehörigen der im Deutschen Reiche anerkannten Religionsgemeinschaften werden in den Schutzgebieten Gewissensfreiheit und religiöse Duldung gewährleistet. Die freie und öffentliche Ausübung dieser Kulte, das Recht der Erbauung gottesdienstlicher Gebäude und der Einrichtung von Missionen der bezeichneten Religionsgemeinschaften unterliegen keinerlei gesetzlicher Beschränkung noch Hinderung.

§ 15. Der Reichskanzler hat die zur Ausführung des Gesetzes erforderlichen Anordnungen zu erlassen.

Der Reichskanzler ist befugt, für die Schutzgebiete oder für einzelne Theile derselben polizeiliche und sonstige die Verwaltung betreffende Vorschriften zu erlassen und gegen die Nichtbefolgung derselben Gefängniß bis zu drei Monaten, Haft, Geldstrafe und Einziehung einzelner Gegenstände anzudrohen.

Die Ausübung der Befugniß zum Erlasse von Ausführungsbestimmungen (Abs. 1) und von Verordnungen der im Abs. 2 bezeichneten Art kann vom Reichskanzler der mit einem Kaiserlichen Schutzbriefe für das betreffende Schutzgebiet versehenen Kolonialgesellschaft sowie den Beamten des Schutzgebiets übertragen werden.

§ 16. Für Schutzgebiete, in denen das Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit vom 10. Juli 1879 (Reichs-Gesetzbl. S. 197) und das Gesetz, betreffend die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 noch nicht in Kraft gesetzt sind, wird der Zeitpunkt, in welchem die §§ 2 bis 7 dieses Gesetzes in Kraft treten, durch Kaiserliche Verordnung bestimmt.

129. Bekanntmachung des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Betonnung des Mafiakanals.

Vom 13. September 1900.

Die Betonnung des Mafia-Kanals hat folgende Vervollständigung erfahren:

1. An den südlichsten Ausläufern der Riffe der Insel „Niororo“ ist eine weiße Spierentonne mit zwei schwarzen, mit den Spitzen nach unten gerichteten Dreiecken als Toppzeichen ausgelegt worden. Die Tonne trägt in schwarzen Buchstaben die Aufschrift „Niororo“. Sie liegt auf 10 m Wassertiefe in folgender Position:

Ostkante Niororo-Insel . . . . . } 95° 40′
Westkante Shungu-Mbili-Insel . . . . }

Westkante Shungu-Mbili-Insel . . . . } 70° 41′
Ostkante Barakuni-Insel . . . . . . }

2. An den nordwestlichsten Ausläufern der „Ukamba-Riffe“ ist eine weiße Spierentonne mit zwei schwarzen, mit den Spitzen gegeneinander gerichteten Dreiecken als Toppzeichen ausgelegt worden.

Die Tonne trägt in ſchwarzen Buchſtaben die Aufſchrift „Ukamba“. Sie liegt auf 25 m Waſſertiefe in folgender Poſition:

Weſtkante Nord Fangove-Inſel . . . . } 75° 26′
Südkante Tſchoka-Inſel . . . .

Südkante Tſchoka-Inſel . . . . . . } 55° 8′
Nordkante Hatambura-Inſel . . . . .

Dar-es-Salâm, den 13. September 1900.

Der Kaiſerliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

130. Verordnung des Kaiſerlichen Gouverneurs von Deutſch-Neu-Guinea, betreffend Geldrechnung und geſetzliche Zahlungsmittel im Inſelgebiete der Karolinen, Palaus und Marianen.

Vom 20. September 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 932.)

§ 1. Im Inſelgebiet der Karolinen, Palaus und Marianen gilt die Reichsmarkrechnung.

§ 2. Geſetzliche Zahlungsmittel ſind: Zwanzigmarkſtücke, Zehnmarkſtücke, Einthalerſtücke, Fünfmarkſtücke, Fünfzigpfennigſtücke, Zwanzigpfennigſtücke, Zehnpfennigſtücke, Fünfpfennigſtücke, Zweipfennigſtücke und Einpfennigſtücke ſowie die Reichskaſſenſcheine und Reichsbanknoten.

§ 3. Die öffentlichen Kaſſen haben außer den geſetzlichen Zahlungsmitteln engliſche Goldpfunde vorläufig zum Kurſe von zwanzig Mark dreißig Pfennigen in Zahlung zu nehmen.

§ 4. Dieſe Anordnung tritt mit dem Tage ihrer Verkündigung in Kraft.

Herbertshöhe, den 20. September 1900.

Der Kaiſerliche Gouverneur.
(L. S.) gez. R. v. Bennigſen.

131. Runderlaß des ſtellvertretenden Gouverneurs von Deutſch-Oſtafrika, betreffend die Schiffsnachweiſe.

Vom 24. September 1900.

In theilweiſer Abänderung des Runderlaſſes vom 20. Juli 1897 (4990) beſtimme ich hiermit, daß von jetzt ab die Veränderungen in dem Beſtande der See- und Flußfahrzeuge nur einmal jährlich, und zwar nach Ablauf des Rechnungsjahres am 1. April, nach dem umſtehenden Muſter anzuzeigen ſind.

Gleichzeitig erſuche ich um pünktliche Innehaltung dieſes Termins, wenn keine Veränderungen eingetreten ſind, iſt Fehlanzeige zu erſtatten.

Die neuerrichteten Dienſtſtellen, von denen bis jetzt noch keine Schiffsbeſtandsnachweiſungen eingereicht worden ſind, haben den geſammten Beſtand an Fahrzeugen in die erſte Nachweiſung aufzunehmen.

Dar-es-Salâm, den 24. September 1900.

Der Kaiſerliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. v. Eſtorff.

Laufende Nummer.	Art	Name	Nähere Beschreibung des Fahrzeuges.	
	des Fahrzeuges.		Bauart, Größe, Brutto- und Nettogehalt.	Zahl, Fassungsvermögen und Benutzungsart der einzelnen Räume.
1.	Als Gaffelschooner getakelter Schraubendampfer.	„Rovuma"	Aus deutschem Stahl gebaut, Länge zwischen den Perpendikeln . . . m. Größte Breite auf den Spanten . . . m. Tiefe von der Oberkante Kiel bis Deck, an der Seite . . . m. Tiefgang mit . . . Tonnen Kohlen hinten . . . m, vorn . . . m. Dreifache Expansionsmaschine, Maschinenkraft . . . J. PS. Deplacement . . . Tons.	Kajüte für den Kapitän am Heck . . . m lang, . . . m breit, desgleichen für den Maschinisten gleiche Größe. Räume für 4 Matrosen im Vordertheil . . . m lang, . . . m breit. Küche . . . m lang, . . . m breit. 2c.
2.	Segelkutter.	„Wißmann"	Aus Holz. . . . m lang, . . . m breit. Deplacement etwa . . . Tons.	1 Kajüte, . . . m lang, . . . m breit, 1 Vorraths- und Gepäckraum, . . . m lang, . . . m breit.
3.	Kanu.		Holz. . . . m lang, . . . m breit.	

132. Vereinbarung zwischen der Kaiserlichen Regierung und der Deutsch-Ostafrikanischen Gesellschaft, betreffend die Bergbaurechte.

Vom 25. September 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 790.)

Zwischen der Kaiserlichen Regierung und dem Landesfiskus von Deutsch-Ostafrika, beide vertreten durch den Reichskanzler, einerseits, und der Deutsch-Ostafrikanischen Gesellschaft, vertreten durch ihre unterzeichneten Vorstandsmitglieder, andererseits, ist Folgendes vereinbart worden:

§ 1. Die Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft verzichtet mit dem Zeitpunkte der Einführung der Allerhöchsten Verordnung, betreffend das Bergwesen in Deutsch-Ostafrika, vom 9. Oktober 1898, für das Küstengebiet, dessen Zubehörungen, die Insel Mafia und das Gebiet des Kaiserlichen Schutzbriefes zu Gunsten des Landesfiskus von Deutsch-Ostafrika auf alle Rechte, die ihr in Bezug auf die Gewinnung von Mineralien in den genannten Gebieten von der Kaiserlichen Regierung in § 7 Nr. 2 des Vertrages zwischen der Regierung und der Gesellschaft vom 20. November 1890 eingeräumt sind.

§ 2. Als Entgelt für diesen Verzicht verpflichtet sich der Landesfiskus von Deutsch-Ostafrika, an die Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft die Hälfte der Feldersteuern und Förderungsabgaben abzuführen, welche er auf Grund der §§ 54 bis 56 der Verordnung, betreffend das Bergwesen in Deutsch-Ostafrika, vom 9. Oktober 1898 oder auf Grund der nach Anhörung der Deutsch-Ostafrikanischen Gesellschaft etwa an ihre Stelle zu setzenden Bestimmungen von den innerhalb der in § 1 dieser Vereinbarung genannten Gebiete gelegenen Bergbaufeldern bis zum 31. Dezember 1935 erheben wird.

§ 3. Die Bezahlung der hiernach von dem Landesfiskus zu entrichtenden Beträge erfolgt spätestens drei Monate nach Ablauf eines jeden Kalenderjahres unter

Anzahl und Art der an Bord vorhandenen Geschütze.	Angabe der aufgewendeten Kosten.	Bemerkungen über die Verwendung rc.
2 4,7 cm Schnelllade-kanonen 1 Revolvergeschütz.	1895 gebaut von der Germania-Werft. Baupreis . . . . Mk. für nachträglich ausgeführte Arbeiten und für Lieferungen von Inventar . . . . . „ Zusammen . . . . Mk.	
1895 durch Vermittelung des Spediteurs P. Ottens in Hamburg angekauft, Kaufpreis . . . . Mk. 1896 gekauft von X. für . . . . Mk.		

Zugrundelegung der von der zuständigen Landesbehörde aufzustellenden Einnahme-nachweisungen. Ein Recht auf die Einsicht in die Bücher oder Akten des Landes-fiskus steht der Gesellschaft nicht zu.

Berlin, den 25. September 1900.

Für die Kaiserliche Regierung und den Landesfiskus von Deutsch-Ostafrika:
gez. Fürst zu Hohenlohe.

Für die Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft die Vorstandsmitglieder:
gez. Bourjau. Lucas.

133. Bekanntmachung, betreffend die östlich des 171. Längengrades westlich von Greenwich gelegenen Inseln der Samoagruppe.

Vom 25. September 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 790.)

Die östlich des 171. Längengrades westlich von Greenwich gelegenen Inseln der Samoa-Gruppe sind am 17. April 1900 in den Besitz der Vereinigten Staaten von Amerika übergegangen. Von jenem Tage an sind die Vorschriften des Freundschafts-vertrages zwischen dem Reiche und Samoa vom 24. Januar 1879 (Reichs-Gesetzbl. 1881, S. 29) gemäß der Allerhöchsten Verordnung vom 17. Februar 1900 (Reichs-Gesetzbl. S. 39) in Ansehung der bezeichneten Inseln außer Anwendung getreten. Die dort bis dahin auf Grund dieses Vertrags ausgeübte Konsulargerichtsbarkeit ist seit demselben Zeitpunkt in Wegfall gekommen.

Berlin, den 25. September 1900.

Der Reichskanzler.
gez. Fürst zu Hohenlohe.

134. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend regelmäßige statistische Berichte.

Vom 25. September 1900.

Die Bezirksämter, Nebenämter und Stationen werden hiermit an die pünktliche Einreichung der nachfolgenden Terminalberichte ꝛc. nochmals erinnert.

Am 1. Januar jeden Jahres haben die genannten Dienststellen folgende Verzeichnisse aufzustellen und umgehend dem Gouvernement einzureichen.

1. Verzeichniß über die im verflossenen Kalenderjahr
   a) ausgestellten Sklavenfreibriefe und verhängten Strafen in Sklavensachen. — Zirk.-Erl. 38 vom 4. Sept. 1891, Runderlaß Nr. 3545/46 vom 27. April 1893 und Runderlaß Nr. 9130 vom 3. Dezember 1898.
   b) ertheilten Schankkonzessionen. Runderlasse vom 20. März 1894, J.Nr. 23, und 4. April 1897, J.Nr. 2469.
2. Uebersicht über die weiße Bevölkerung des Bezirks nach dem Stande vom 1. Januar jeden Jahres. Runderlaß Nr. 6909 vom 20. Nov. 1896.
3. Statistik über die im Vorjahre stattgehabten Todesfälle unter der weißen Bevölkerung des Bezirks. Runderlasse Nr. 1296 vom 23. Februar 1897 und Nr. 4227 vom 20. Juni 1898.
4. Listen über die im Bezirk thätigen Handels- und Erwerbsgesellschaften. Runderlaß Nr. 8071 vom 17. November 1897.
5. Anzeigen über Veränderungen zum Beamtenverzeichniß. Gouv.-Befehl Nr. 14 vom 30. Dezember 1897.

Ich mache die Dienststellen für die genaue Innehaltung dieser Termine verantwortlich.

Dar-es-Salâm, den 25. September 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. v. Estorff.

135. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Bestellungen für kommunale Zwecke.

Vom 3. Oktober 1900.

Es ist vorgekommen, daß eine in Deutschland ansässige Firma, die von einem auf Urlaub befindlichen Bezirksamtbeamten eine Bestellung für kommunale Zwecke erhielt, sich mit der Bitte um Auskunft über Zahlungsfähigkeit ꝛc. an die Kolonial-Abtheilung wandte.

Um derartigen Vorkommnissen vorzubeugen, ersuche ich die Dienststellen, zu Beschaffungen in Europa bezw. außerhalb der Kolonie stets die diesseitige Vermittelung in Anspruch zu nehmen. Falls eine Bestellung von nachgeordneten Organen in ihrer Eigenschaft als kommunale Behörde ohne Vermittelung des Gouvernements aufgegeben wird, so ist dies Seitens der Kommunalverwaltungen in den Aufträgen an die Lieferanten — etwa durch einen Vordruck am Kopfe der Bestellung — besonders ersichtlich zu machen.

Ich gebe mich der Erwartung hin, daß die Kommunalverwaltungen nur dann Bestellungen unmittelbar außerhalb der Kolonie aufgeben, wenn die Mittel zur sofortigen Bezahlung der Lieferungen vorhanden sind.

Dar-es-Salâm, den 3. Oktober 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

136. Verfügung wegen Inkrafttretens der Allerhöchsten Verordnung, betreffend das Bergwesen in Deutsch-Ostafrika, vom 9. Oktober 1898 (Reichs-Gesetzbl. S. 1045).

Vom 3. Oktober 1900. (Reichs-Gesetzblatt 1900, S. 847, und Reichs-Anzeiger Nr. 236.)

Auf Grund des § 80 der Allerhöchsten Verordnung, betreffend das Bergwesen in Deutsch-Ostafrika, vom 9. Oktober 1898 (Reichs-Gesetzbl. S. 1045) wird Folgendes bestimmt:

Die gedachte Verordnung tritt für das Küstengebiet, dessen Zubehörungen, die Insel Mafia und das Gebiet des Kaiserlichen Schutzbriefs mit dem 10. Oktober 1900 in Kraft.

Berlin, den 3. Oktober 1900.

Der Reichskanzler.
gez. Fürst zu Hohenlohe.

137. Oeffentliche Bekanntmachung des Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Bergwesen.

Vom 7. Oktober 1900.

Auf Grund des § 6 der Allerhöchsten Verordnung über das Bergwesen in Deutsch-Ostafrika vom 9. Oktober 1898 (Reichs-Gesetzbl. 1898, Nr. 48, Riebow-Zimmermann, Band 3, S. 138) wird hierdurch öffentlich bekannt gegeben, daß der Herr Reichskanzler durch Erlaß vom 25. Juli 1900 angeordnet hat, daß folgendes Gebiet in Deutsch-Ostafrika von der allgemeinen Schürffreiheit ausgeschlossen ist:

Die Südgrenze bildet der 5 ° 15 ' südlicher Breite, von dem Punkt im Osten, wo er den Bubu-Fluß trifft, bis zu dem Punkt im Westen, wo er den östlichen Grabenrand der Wembere-Steppe trifft. Von hier folgt die Grenze nach Norden diesem Rand der Wembere-Steppe bis zum Durchbruch des Wembere- oder Lusilukuru-Flusses durch den genannten Grabenrand, dann diesen Fluß an seinem rechten Ufer bis zu seinem Schnittpunkt mit dem Meridian, welcher durch den nordwestlichsten Vorsprung des Issansu-Gebirgsstockes bei dessen Steilabfall nach der Wembere-Niederung zu geht.

In dem Meridian dieses Vorsprunges geht die Grenze dann vom Wembere-Fluß direkt nach Norden bis zum Schnittpunkt desselben mit dem 3 ° 10 ' südlicher Breite. Diesem parallel folgend wendet sich die Grenze nach Osten bis zu seinem Zusammentreffen mit dem Fuß des östlichen Gebirgsabfalles der Landschaft Mutyek, folgt dann dem Gebirgsfuß des großen Grabenrandes nach Süden, den Laua ya Muëri östlich lassend. Von dem Mündungsgebiet des Kwou wendet sich die Linie in gerader Richtung nach dem Nordufer des Laua ya Sereri, folgt dessen Ostufer, von hier aus dem Südostabfall der Sangaiwe-Berge, dem Fuß der Ufiome-Berge, weiterhin im Süden dem Fuße des Irangi-Plateaus, im Westen und Osten bis zum Einfluß des Issare-Baches in den Karema-Fluß. Der Karema-Fluß bildet weiterhin nach Südosten die Grenze bis zu seinem Zusammenfluß mit dem Bubu, welcher seinerseits bis zu seinem Schnittpunkte mit dem 5 ° 15 ' südlicher Breite als Grenze gilt.

Die Südgrenze des Konzessionsgebietes bildet der 5 ° 15 ' südlicher Breite von dem Punkt im Osten, wo er den Bubu-Fluß trifft, bis zu dem Punkt im Westen, wo er den östlichen Grabenrand der Wembere-Steppe trifft. Von hier folgt die Grenze nach Norden diesem Rand der Wembere-Steppe bis zum Durchbruch des Wembere- oder Lusilukuru-Flusses durch den genannten Grabenrand, dann diesem

Fluß an seinem rechten Ufer bis zu seinem Schnittpunkt mit dem Meridian, welcher durch den nordwestlichsten Vorsprung des Issansu-Gebirgsstockes bei dessen Steilabfall nach der Wembere-Niederung zu geht.

Maßgebend für die in Vorstehendem vorkommenden Namenbezeichnungen ist die im Verlag von J. Perthes in Gotha 1898 erschienene Karte der Irangi-Expedition von Oberleutnant W. Werther im Maßstab 1 : 750 000.

Durch diese Ausschließung von der allgemeinen Schürffreiheit fällt die in der öffentlichen Bekanntmachung vom 24. Mai 1898, J. Nr. 9278, unter 1. gegebene Ausschließung fort.

Die Dienststellen haben vorstehende öffentliche Bekanntmachung vom heutigen Tage in ortsüblicher Weise bekannt zu geben und außerdem alle Bergbautreibenden schriftlich darauf aufmerksam zu machen.

Dar-es-Salâm, den 7. Oktober 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

138. Runderlaß der Kolonial-Abtheilung, betreffend Veröffentlichungen der Gerichte in den Schutzgebieten.

Vom 17. Oktober 1900.

Die Veröffentlichung von Bekanntmachungen der dortigen Kaiserlichen Gerichte in inländischen Zeitungen hat bisher der Regel nach in der Weise stattgefunden, daß die Gerichte den Text der Bekanntmachungen durch Vermittelung des Gouvernements hier einreichten und alsdann von hier aus die Veröffentlichung durch die in Frage kommenden Blätter (Reichs-Anzeiger, Kolonialblatt, Amtsblatt ꝛc.) sowie die Verauslagung der Anzeigekosten veranlaßt wurde. Die Inanspruchnahme des Gouvernements und der Kolonial-Abtheilung erscheint bei diesen Angelegenheiten indessen entbehrlich und führt überdies, abgesehen von einer unerwünschten Vermehrung des Schreibwerks, zur Verzögerung des Geschäftsganges. Ew. Hochwohlgeboren ersuche ich daher ergebenst, die Gerichte des Schutzgebiets anzuweisen, die gedachten Veröffentlichungen fortan stets in unmittelbarem Verkehr mit den Zeitungsexpeditionen zu bewirken. — Dabei wird behufs Vermeidung von Beschwerden auf pünktliche Erledigung der Rechnungen über die entstandenen Anzeigekosten zu sehen sein.

Berlin, den 17. Oktober 1900.

Auswärtiges Amt. Kolonial-Abtheilung.
gez. Stuebel.

139. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Schreibweise der Ortsnamen.

Vom 23. Oktober 1900.

Es ist schon wiederholt in der Oeffentlichkeit aufgefallen, daß hinsichtlich der Schreibweise der Ortsnamen des Schutzgebiets eine große Willkür eingerissen ist. Insbesondere ist vor Kurzem in der Presse wieder darauf hingewiesen worden, daß der Name der Hauptstadt Dar-es-Salâm in drei verschiedenen Arten geschrieben wird.

Ich ersuche infolgedessen die Dienststellen im amtlichen Verkehr diejenige Schreibweise der Ortsnamen zu gebrauchen, welche die Kiepertsche Karte angiebt und darauf zu halten, daß diese Schreibweise allgemein beachtet wird.

Der Name der Hauptstadt des Schutzgebiets ist „Dar-es-Salâm“ zu schreiben.

Dar-es-Salâm, den 23. Oktober 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. v. Estorff.

140. Verordnung zur Einführung des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit.

Vom 25. Oktober 1900. (Reichs-Anzeiger vom 1. November 1900.)

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen rc. verordnen auf Grund des § 27 Abs. 2, des § 33, des § 36 Abs. 2 und des § 78 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit vom 7. April 1900 (Reichs-Gesetzbl. S. 213), im Namen des Reichs, was folgt:

Artikel 1. Das Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit vom 7. April 1900 tritt am 1. Januar 1901 in Kraft.

Artikel 2. Für die Uebertragung des Eigenthums an Grundstücken in den Konsulargerichtsbezirken genügt, soweit nicht für diese Grundstücke ein Grundbuch im Sinne der Reichsgesetze angelegt ist, die Beobachtung der Form, die den von der dortigen Staatsgewalt erlassenen Vorschriften entspricht.

Innerhalb Rumäniens, Serbiens und Bulgariens gilt das Gleiche auch für die Form eines anderen Rechtsgeschäfts, das dort vorgenommen, sowie für die Form einer Ehe, die dort geschlossen wird.

Artikel 3. Statt der in den §§ 246, 247, 288 des Bürgerlichen Gesetzbuchs und im § 352 des Handelsgesetzbuchs aufgestellten Zinssätze gilt in den Konsulargerichtsbezirken ein den landesüblichen Vertragszinsen entsprechender Zinssatz, jedoch höchstens ein solcher von zehn vom Hundert für das Jahr.

Artikel 4. Diese Verordnung tritt gleichzeitig mit dem Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit in Kraft.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Villa Hügel, den 25. Oktober 1900

(L. S.) **Wilhelm.**
gez. Graf v. Bülow.

141. Kaiserliche Verordnung, betreffend die Rechte an Grundstücken und die Anlegung von Grundbüchern in den deutschen Niederlassungen in Tientsin und Hankau.

Vom 25. Oktober 1900.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen rc.

verordnen auf Grund des § 21 und des § 23 Abs. 1 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit vom 7. April 1900 (Reichs-Gesetzbl. S. 213), im Namen des Reichs, was folgt:

§ 1. Für das Gebiet der deutschen Niederlassung in Tientsin nördlich des Schiffsfahrtskanals ist das Grundbuch mit dem Inkrafttreten des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit als angelegt anzusehen; das für dieses Gebiet bisher geführte Buch gilt als Grundbuch im Sinne der Reichsgesetze.

§ 2. Für das Gebiet der deutschen Niederlassung in Tientsin südlich des Schifffahrtskanals sowie für das Gebiet der deutschen Niederlassung in Hankau werden die Grundbücher durch den Konsul von Amts wegen angelegt.

§ 3. Ist die Anlegung des Grundbuchs für einen Anlegungsbezirk im Wesentlichen vollendet, so wird dies in der für konsularische Bekanntmachungen ortsüblichen Weise, jedenfalls durch Anheftung an die Gerichtstafel, bekannt gemacht. Mit dem Ablauf eines Monats nach der Anheftung der Bekanntmachung an die Gerichtstafel ist das Grundbuch für den Bezirk als angelegt anzusehen.

§ 4. Für das Anlegungsverfahren, mit Einschluß der Anlegung des Grundbuchs, werden Gebühren und bare Auslagen nicht erhoben.

§ 5. Für die in den §§ 1, 2 bezeichneten Gebiete dient als amtliches Verzeichniß der Grundstücke im Sinne des § 2 Abs. 2 der Grundbuchordnung ein von dem Konsul anzulegendes Verzeichniß, in dem die Grundstücke unter fortlaufender Nummer und unter Bezugnahme auf eine durch Vermessungsprotokolle zu erläuternde Karte bezeichnet sind.

§ 6. Der Eigenthümer eines Grundstücks, das in einem der in den §§ 1, 2 bezeichneten Gebiete liegt, ist den in den Niederlassungsverträgen zwischen Deutschland und China vom 3. und 30. Oktober 1895 vorgesehenen Lasten und Beschränkungen unterworfen; insbesondere hat er einen unablöslichen Grundzins zu zahlen, der jährlich in Tientsin 1000 große Käsch, in Hankau 0,2022 Taels für jeden Mow beträgt und in Tientsin am fünfzehnten Tage des zwölften, in Hankau am ersten Tage des vierten chinesischen Monats an das deutsche Konsulat für Tientsin oder Hankau im voraus abzuführen ist.

Zur Erhaltung der Wirksamkeit gegenüber dem öffentlichen Glauben des Grundbuchs bedürfen die im Abs. 1 bezeichneten Lasten und Beschränkungen der Eintragung nicht.

§ 7. Der Eigenthümer eines Grundstücks, das in einem der in den §§ 1, 2 bezeichneten Gebiete liegt, ist verpflichtet:

1. Mitglied der in Tientsin oder Hankau zu begründenden deutschen Niederlassungsgemeinde nach Maßgabe der Gemeindestatuten zu werden, die ihm als solchem auferlegten Lasten zu tragen, auch die für die Niederlassung eingeführten polizeilichen Vorschriften bei Vermeidung einer Buße, die der höchsten in der Polizeiverordnung vorgesehenen Geldstrafe entspricht, zu beachten;

2. sich dem deutschen Rechte und der deutschen Gerichtsbarkeit in allen das Grundstück oder seine Stellung zur Niederlassungsgemeinde betreffenden Rechtsverhältnissen zu unterwerfen;

3. dafür einzustehen, daß die Verpflichtungen zu 1 und 2 auch von Miethern, Pächtern und sonstigen Nutzungsberechtigten sowie von deren Unterberechtigten übernommen und erfüllt werden;

4. ohne ausdrückliche Genehmigung des deutschen Konsuls für Tientsin oder Hankau keine Veräußerung des Grundstücks an einen Nichtdeutschen vorzunehmen, auch außerhalb des Chinesenviertels kein Nutzungsrecht an einen Chinesen einzuräumen oder einräumen zu lassen;

5. keine Veräußerung des Grundstücks vorzunehmen, auch kein Nutzungsrecht daran einzuräumen oder einräumen zu lassen, bevor nicht der Erwerber oder Nutzungsberechtigte dem deutschen Konsul für Tientsin oder Hankau eine schriftliche, bei dem Angehörigen einer Vertragsmacht von dessen Konsul zu genehmigende Erklärung eingereicht hat, worin er sich auch persönlich den vorstehenden Verpflichtungen unterwirft.

Eine unter Verletzung der Vorschriften des Abs. 1 Nr. 4, 5 erfolgte Veräußerung eines Grundstücks oder Einräumung eines Nutzungsrechts ist nichtig.

Die aus den Vorschriften der Abs. 1, 2 sich ergebenden Rechte stehen dem Deutschen Reiche zu. Doch gehen die aus der Vorschrift des Abs. 1 Nr. 1 sich ergebenden Rechte nach Begründung der deutschen Niederlassungsgemeinden in Tientsin und Hankau auf diese Gemeinden über.

§ 8. Die im § 7 bezeichneten Lasten und Beschränkungen sind bei der Anlegung der Grundbücher für jedes Grundstück von Amts wegen einzutragen.

Die Eintragung einer Eigenthumsübertragung oder eines Nutzungsrechts darf nur erfolgen, nachdem die Erfüllung der Vorschriften des § 7 Abs. 1 Nr. 4, 5 nachgewiesen ist.

§ 9. Diese Verordnung tritt gleichzeitig mit dem Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit in Kraft.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Villa Hügel, den 25. Oktober 1900.

Wilhelm.
gez. Graf v. Bülow.

142. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Eröffnung einer Handwerkerschule.

Vom 26. Oktober 1900.

Im Anschluß an die hiesige Gouvernementstischlerei wird am 1. April 1901 eine Handwerkerschule zunächst provisorisch eröffnet werden. Die Schüler erhalten freie Unterkunft, Verpflegung, Kleidung und Handwerkszeug und müssen zugleich die Gouvernementsschule besuchen.

Ich ersuche, die Eröffnung der Schule in den Kreisen der eingeborenen Bevölkerung nach Möglichkeit bekannt zu machen und geeignet scheinende Schüler an das Bezirksamt in Dar-es-Salâm zu senden.

Dar-es-Salâm, den 26. Oktober 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. v. Estorff.

143. Ertheilung von Ermächtigungen zur Beurkundung des Personenstandes in Deutsch-Neu-Guinea, einschl. des Inselgebiets der Karolinen, Palau und Marianen.[1]

Vom 26. Oktober 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 861.)

Auf Grund des § 4 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75), und des Gesetzes, betreffend die Eheschließung und Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 614) sowie des § 10 der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in dem Schutzgebiete der Neu-Guinea-Kompagnie, vom 5. Juni 1886 (Reichs-Gesetzbl. S. 187) und des § 2 der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse im Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen, vom 18. Juli 1899 (Reichs-Gesetzbl. S. 541) wird den nachstehenden Beamten des Schutzgebietes von Deutsch-Neu-Guinea unter Aufhebung der früher ertheilten Ermächtigungen zur Wahrnehmung

[1] Vergl. Kol. Bl. 1900, S. 704.

standesamtlicher Geschäfte die Ermächtigung ertheilt, bürgerlich gültige Eheschließungen bezüglich aller Personen, die nicht Eingeborene sind, vorzunehmen und deren Geburten und Sterbefälle zu beurkunden, und zwar:

dem jedesmaligen Gouverneur des Schutzgebietes von Deutsch-Neu-Guinea und seinem jedesmaligen Stellvertreter innerhalb des ganzen Schutzgebietes,

dem Vicegouverneur in Ponape, den Bezirksamtmännern in Herbertshöhe, Friedrich Wilhelmshafen, Yap und Saipan, dem Stationschef in Nusa (Nord-Neu-Mecklenburg) und ihren jedesmaligen Stellvertretern innerhalb ihres Amtsbezirks,

denjenigen Personen, welche für Fälle der Abwesenheit oder Behinderung der vorstehend bezeichneten Beamten von dem Gouverneur oder dessen Stellvertreter zur Wahrnehmung standesamtlicher Geschäfte bestellt werden, innerhalb des vom Gouverneur oder seinem Stellvertreter zu bezeichnenden Bezirks.

Berlin, den 26. Oktober 1900.

Der Reichskanzler.
Im Auftrage:
gez. Stuebel.

144. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Grenzstreite zwischen Bezirksämtern.

Vom 27. Oktober 1900.

Aus Anlaß mehrerer Einzelfälle von sogenannten Grenzstreitigkeiten zwischen Bezirksverwaltungen der Kolonie weise ich darauf hin, daß es eine unzureichende Auffassung wäre, in den Verwaltungsbezirken zur Zeit etwas Anderes als eine Hülfseintheilung für die Gesammtverwaltung der Kolonie zu erblicken. Insbesondere können diese Bezirke als politische geschlossene Einheiten nach Lage der Dinge nicht angesehen, und die Wahrung ihrer Grenzen gegen vermeintliche Uebergriffe benachbarter Verwaltungen kann nicht als „politische“ Aufgabe der Bezirks-Verwaltungschefs behandelt werden.

Die Frage, ob eine an der Bezirksgrenze belegene Jumbenschaft zu diesem oder jenem Bezirke steuert, hat demgemäß nur das eine werthvolle Interesse, daß Doppelbesteuerungen vermieden werden müssen. Jedenfalls ist sie nicht unter dem Gesichtspunkt zu betrachten, daß es von erheblicherem Werth sei, das Steuerquantum, das der Bezirk aufbringt, durch Vertheidigung möglichst günstiger Grenzen hochzuhalten.

Demzufolge ordne ich hierdurch an, daß in allen Fällen, wo eine Doppelbesteuerung von Grenzbewohnern thatsächlich stattgefunden hat, nach Feststellung dieser Thatsache diejenige Bezirksverwaltung, für welche die Steuer zuletzt erhoben worden ist, diese unverzüglich zurückerstattet.

Nachdem dies geschehen, hat eine Vereinbarung zwischen den benachbarten Bezirken stattzufinden, wobei durch objektiven und beiderseits wohlwollend zu behandelnden Austausch von Vorschlägen, event. auch durch Verloosung, die streitigen Grenzbezirke ganz oder getheilt bestimmt abgegrenzt werden. Ist diese Abgrenzung erfolgt, so hat die endgültige Verrechnung wegen der zuerst erhobenen und nicht wieder erstatteten Steuer Platz zu greifen. — Von der Grenzfestlegung, die, wo mehrfache Differenzpunkte vorliegen, zweckmäßig auf einer gemeinsamen Grenzbereisung zu erledigen sein wird, ist mir Bericht zu erstatten.

Gegen Jumben und Akiden, welche sich nach Festlegung der Grenzen Uebergriffe zu Schulden kommen lassen, oder die erweislich von der Zweifelhaftigkeit der Grenzen

Gebrauch machen, um Steuern zum zweiten Male einzutreiben, ist mit allem Nachdruck einzuschreiten.

Dar-es-Salâm, den 27. Oktober 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

145. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Kreditgeben an Eingeborene.

Vom 6. November 1900.

In mehreren Bezirken der Kolonie hat die Kreditgewährung an Eingeborene seitens europäischer und indischer Firmen sich als eine Quelle wirthschaftlichen Ruins und in weiterer Folge als Grund mehrfacher Vergehungen erwiesen. — Es scheint demnach erwünscht, dem Waaren-Kreditwesen, namentlich, wo es sich um Gewährung von Waaren-Vorschüssen gegen spätere Kautschuk- rc. Lieferung handelt, einigermaßen entgegenzutreten. Ein allgemeines Verbot des Kreditgebens an Eingeborene würde bei dem komplizirten Aufbau auch des meisten legitimen Handels der Kolonie auf dem System des Waaren-Vorschusses von einer Rückwirkung sein, die auch zum wirthschaftlichen Ruin vieler Existenzen führen müßte. Das Bezirksamt (die Station) ersuche ich dagegen, sich darüber zu äußern, ob es nach dortseitigen Beobachtungen angebracht, zweckmäßig und durchführbar sein würde, von einem etwa sechs Monate vorher angekündigten Zeitpunkt an Kredite an Eingeborene von vielleicht mehr als fünf Rupien nur dann als klagbar zu erklären, wenn sie vom Bezirksamt (der Station) oder der nächst belegenen Verwaltungsstelle genehmigt worden sind. — Etwaigen anderen Vorschlägen zur Einschränkung des Kreditunwesens sehe ich gern entgegen. Ich bemerke schließlich, daß Gesuchen von Firmen um Eintreibung ihrer Außenstände stets mit der Antwort zu begegnen sein wird, das Bezirksamt (die Station) könne als eventuelle Gerichtsinstanz nicht mit Zwangsmaßregeln vorgehen, ehe der Schuldner rechtskräftig verurtheilt und Zwangsvollstreckung beantragt sei. Es (sie) sei jedoch gern erbötig, dem Schuldner die Zahlung mit Hinweis auf diese Eventualität nahezulegen.

Dar-es-Salâm, den 6. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

146. Bekanntmachung des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Regelung der standesamtlichen Befugnisse.

Vom 6. November 1900.

Nachstehend mache ich die Reichskanzlerverfügung vom 27. August d. Js. betreffend die Regelung der standesamtlichen Befugnisse bekannt.

Durch diese Verfügung bleibt unberührt die Zuständigkeit derjenigen Beamten oder Stellen, welche sonst noch zur Zeit die Ermächtigung zur Wahrnehmung standesamtlicher Geschäfte haben.

Insbesondere bleiben im Besitz der standesamtlichen Befugnisse für ihre Bezirke

der jeweilige Stationschef von Moschi, die jeweiligen Bezirksamtsleute von Wilhelmsthal und Langenburg, sowie deren Stellvertreter.

Dar-es-Salâm, den 6. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

„Auf Grund des § 4 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75) und des Gesetzes, betreffend die Eheschließung und Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl., S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 614), sowie des § 18 der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse von Deutsch-Ostafrika, vom 1. Januar 1891 (Reichs-Gesetzbl. S. 1) wird den nachstehenden Beamten die Ermächtigung ertheilt, bürgerlich gültige Eheschließungen bezüglich aller Personen, die nicht Eingeborene sind, vorzunehmen und deren Geburten und Sterbefälle zu beurkunden und zwar:

Dem jedesmaligen Gouverneur des Schutzgebiets von Deutsch-Ostafrika und seinem jedesmaligen Stellvertreter innerhalb des ganzen Schutzgebiets,

Den Bezirksrichtern in Dar-es-Salâm und in Tanga und ihren jedesmaligen Stellvertretern innerhalb ihres Amtsbezirks,

Denjenigen Personen, welche für Fälle der Abwesenheit oder Behinderung der vorstehend bezeichneten Beamten von dem Gouverneur oder dessen Stellvertreter zur Wahrnehmung standesamtlicher Geschäfte bestellt werden, innerhalb des von dem Gouverneur oder seinem Stellvertreter zu bezeichnenden Bezirks."

147. Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in den deutschen Schutzgebieten.

Vom 9. November 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 859.)

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen 2c.

verordnen im Namen des Reichs, was folgt:

§ 1. Das Gesetz, betreffend Aenderungen des Gesetzes über die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75, Reichs-Gesetzbl. 1899, S. 365), vom 25. Juli 1900 (Reichs-Gesetzbl. S. 809) tritt in den Schutzgebieten am 1. Januar 1901 in Kraft.

§ 2. Den Eingeborenen werden im Sinne des § 4 und des § 7 Abs. 3 des Schutzgebietsgesetzes die Angehörigen fremder farbiger Stämme gleichgestellt, soweit nicht der Gouverneur (Landeshauptmann) mit Genehmigung des Reichskanzlers Ausnahmen bestimmt. Japaner gelten nicht als Angehörige farbiger Stämme.

§ 3. Die im § 19 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit vom 7. April 1900 (Reichs-Gesetzbl. S. 213) bezeichneten, dem bürgerlichen Rechte angehörenden Vorschriften bleiben außer Anwendung, soweit sie die Rechte an Grundstücken, das Bergwerkseigenthum sowie die sonstigen Berechtigungen betreffen, für welche die sich auf Grundstücke beziehenden Vorschriften gelten. Soweit diese Verhältnisse noch nicht durch Kaiserliche Verordnung geregelt sind, ist der Reichskanzler und mit dessen Genehmigung der Gouverneur (Landeshauptmann) bis auf Weiteres befugt, die erforderlichen Bestimmungen zu treffen.

§ 4. Die Vorschriften der Gesetze über den Schutz von Werken der Litteratur und Kunst, von Photographien, von Erfindungen, von Mustern und Modellen, von Gebrauchsmustern und von Waarenbezeichnungen finden Anwendung.

§ 5. In Strafsachen tritt, sofern es sich um Verbrechen oder Vergehen handelt, die Mitwirkung einer Staatsanwaltschaft bei der Hauptverhandlung in erster Instanz, bei der Einlegung von Rechtsmitteln und bei dem Verfahren in zweiter Instanz ein.

Der Staatsanwalt wird von dem Gouverneur (Landeshauptmann), in dem Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen von dem durch den Gouverneur zu bestimmenden Beamten bestellt. Die Auswahl erfolgt aus der Zahl der Beamten des Schutzgebiets. Sofern dies nicht ausführbar ist, können andere geeignete Personen als Staatsanwälte bestellt werden. Der Staatsanwalt untersteht der Aufsicht und Leitung desjenigen Beamten, welcher ihn bestellt hat.

Soweit der Staatsanwalt zuständig ist, bleiben die Vorschriften des § 65 und des § 71 Abs. 2 Satz 1 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit außer Anwendung.

§ 6. In Strafsachen findet die Hauptverhandlung ohne die Zuziehung von Beisitzern statt, wenn der Beschluß über die Eröffnung des Hauptverfahrens eine Handlung zum Gegenstande hat, welche zur Zuständigkeit der Schöffengerichte oder zu den in den §§ 74, 75 des Gerichtsverfassungsgesetzes bezeichneten Vergehen gehört.

Diese Vorschrift findet für das Schutzgebiet von Kiautschou keine Anwendung.

§ 7. Die Gerichtsbarkeit in den zur Zuständigkeit der Schwurgerichte gehörenden Sachen wird den Gerichten erster Instanz übertragen. Für diese Sachen finden die Vorschriften Anwendung, welche für die im § 8 Abs. 2 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit vom 7. April 1900 bezeichneten Strafsachen gelten.

§ 8. Die nach dem Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit vom 7. April 1900 begründete Zuständigkeit des Reichsgerichts wird für das Schutzgebiet von Togo der Gerichtsbehörde zweiter Instanz im Schutzgebiete von Kamerun, für das Schutzgebiet von Kiautschou dem Kaiserlichen Konsulargericht in Schanghai, für das Inselgebiet der Karolinen, Palau und Marianen der Gerichtsbehörde zweiter Instanz im Schutzgebiete von Deutsch-Neu-Guinea, für die übrigen Schutzgebiete der in einem jeden derselben errichteten Gerichtsbehörde zweiter Instanz mit der Maßgabe übertragen, daß das Gericht aus dem zur Ausübung der Gerichtsbarkeit zweiter Instanz ermächtigten Beamten und vier Beisitzern besteht.

Auf die Beisitzer und den Gerichtsschreiber finden die Vorschriften des § 11 Abs. 1 und der §§ 12, 13 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit entsprechende Anwendung.

Auf das Verfahren in der Berufungs- und Beschwerdeinstanz finden, soweit für dieses nicht besondere Vorschriften getroffen sind, die das Verfahren in erster Instanz betreffenden Vorschriften entsprechende Anwendung. Der § 9 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit bleibt außer Anwendung.

In bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten, in Konkurssachen und in den Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit erfolgt die Entscheidung über das Rechtsmittel der Beschwerde unter Mitwirkung der Beisitzer, wenn die angefochtene Entscheidung unter Mitwirkung von Beisitzern ergangen ist.

In den im § 7 bezeichneten Strafsachen ist die Vertheidigung auch in der Berufungsinstanz nothwendig. In der Hauptverhandlung ist die Anwesenheit des Vertheidigers erforderlich; der § 145 der Strafprozeßordnung findet Anwendung.

§ 9. Die Todesstrafe ist durch Enthaupten, Erschießen oder Erhängen zu vollstrecken.

Der Gouverneur (Landeshauptmann) bestimmt, welche der drei Vollstreckungsarten im einzelnen Falle stattzufinden hat.

§ 10. Für die Zustellungen, die Zwangsvollstreckungen und das Kostenwesen können einfachere Bestimmungen zur Anwendung kommen.

Der Reichskanzler und mit dessen Genehmigung der Gouverneur (Landeshauptmann) sind befugt, die erforderlichen Anordnungen zu treffen.

§ 11. Der Reichskanzler ist befugt, Notare zu ernennen.

Die Zuständigkeit der Notare wird auf die Beurkundung von Rechtsgeschäften unter Lebenden beschränkt.

§ 12. Der Gouverneur (Landeshauptmann) ist befugt, im Gnadenweg einen Strafaufschub bis zu sechs Monaten zu bewilligen.

§ 13. Die Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in dem Schutzgebiete der Neu-Guinea-Kompagnie vom 5. Juni 1886 (Reichs-Gesetzbl. S. 187), die Verordnung, betreffend die Regelung der Rechtsverhältnisse auf den zum Schutzgebiete der Neu-Guinea-Kompagnie gehörigen Salomonsinseln, vom 11. Januar 1887 (Reichs-Gesetzbl. S. 4), die Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse im Schutzgebiete der Neu-Guinea-Kompagnie, vom 13. Juli 1888 (Reichs-Gesetzbl. S. 221), die Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in dem Schutzgebiete der Marschall-, Brown- und Providence-Inseln, vom 13. September 1886 (Reichs-Gesetzbl. S. 291), die Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse im Schutzgebiete der Marschall-Inseln, vom 7. Februar 1890 (Reichs-Gesetzbl. S. 55), die Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in den Schutzgebieten von Kamerun und Togo, vom 2. Juli 1888 (Reichs-Gesetzbl. S. 211), die Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in dem südwestafrikanischen Schutzgebiete, vom 10. August 1890 (Reichs-Gesetzbl. S. 171), die Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in Deutsch-Ostafrika, vom 1. Januar 1891 (Reichs-Gesetzbl. S. 1), die Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in Kiautschou, vom 27. April 1898 (Reichs-Gesetzbl. S. 173), die Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse im Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen, vom 18. Juli 1899 (Reichs-Gesetzbl. S. 542), die Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in Samoa, vom 17. Februar 1900 (Reichs-Gesetzbl. S. 136), die Verordnung, betreffend die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes für die Schutzgebiete von Kamerun und Togo, vom 21. April 1886 (Reichs-Gesetzbl. S. 128), die Verordnung, betreffend die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes für das südwestafrikanische Schutzgebiet, vom 8. November 1892 (Reichs-Gesetzbl. S. 1037) sowie die Verordnung, betreffend die Einrichtung einer Staatsanwaltschaft bei den Gerichten der Schutzgebiete, vom 13. Dezember 1897 (Reichs-Gesetzbl. 1898 S. 1) treten außer Kraft.

§ 14. Diese Verordnung tritt zu dem im § 1 bestimmten Zeitpunkt in Kraft.

In dem Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen treten die §§ 2 bis 7 des Schutzgebietsgesetzes (Reichs-Gesetzbl. 1900 S. 813) zugleich mit den übrigen Vorschriften dieses Gesetzes in Kraft.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Neues Palais, den 9. November 1900.

(L. S.) **Wilhelm.**

gez. Graf v. Bülow.

148. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend den Kautschukhandel.

Vom 10. November 1900.

Wennschon die Bestimmungen in §§ 3 und 4 des diesseitigen Runderlasses, betreffend den Kautschukhandel vom 16. Juni 1897 zugleich dem Zweck dienen, dem Raubbau und dem Ruin der Kautschukpflanzer einigermaßen vorzubeugen, tritt doch schon jetzt in weiten Landestheilen zu Tage, daß diese Anordnungen nicht genügt haben, eine völlige Verarmung an solchen Pflanzen infolge unwirthschaftlicher Aus-

nutzung zu hindern. Um der Kolonie auf die Dauer diesen werthvollen Ausführungsgegenstand zu erhalten, der für den Handel nach den Innenbezirken vorzugsweise von Bedeutung ist, wird es weiterer und positiver Maßnahmen bedürfen. Diese nach dem Vorbilde des Kongo-Staates dahin gehen zu lassen, daß jeder Kautschukexporteur zur Anschonung einer bestimmten, nach seinem Ausfuhrquantum bemessenen Anzahl von Pflanzen verpflichtet würde, erscheint für die hiesigen Verhältnisse weder ausreichend noch zweckmäßig, da die meisten hier angesessenen Firmen keine Vorkenntniß im Anbau der Kautschukpflanzen (Bäume wie Lianen) besitzen und eine Kontrolle der ihnen aufgezwungenen Anlagen Bedenken hat. Ebenso erscheinen rein polizeiliche Vorschriften zur Verhütung des bislang betriebenen Raubbaues einerseits mit dem gegebenen Personal nicht durchführbar, andererseits auch verspätet.

Es wird sich also im Wesentlichen darum handeln, Bestimmungen zu treffen, durch die zunächst im Großen und Rohen eine forstmäßige Ausbeutung der noch vorhandenen Bestände und eine allmähliche Neuanschonung in den bereits ganz ausgeraubten Bezirken herbeigeführt wird.

Ich ersuche unter diesem Gesichtspunkt, sich mit möglichster Beschleunigung über folgende Fragen äußern zu wollen:

1. Erscheint es mit den gegebenen Mitteln möglich, einen bestimmten nicht mehr als die Hälfte betragenden Theil des dortigen, der Kautschukproduktion fähigen aber ausgenutzten Reviers auf acht Jahre (angenommene Zeit bis zur Ausbeutungsfähigkeit der Pflanze) von jeder Ausbeutung durch Kautschuksammler thatsächlich auszuschließen?

2. Läßt sich das zur Zeit noch ausbeutungsfähige Revier mit Hülfe der eingeborenen Verwaltungsorgane und ohne Herbeiziehung besonderen Forstpersonales in acht Unterbezirke theilen, von denen jährlich nur einer zur Ausbeutung frei zu geben wäre?

3. Läßt sich nach Lage der dortigen Verhältnisse die Ausbeutung eines solchen Bezirks ausschließlich einer Firma gegen Lösung einer Konzession übertragen?

4. Erscheint es durchführbar, mit Hülfe der eingeborenen Verwaltungsorgane an verschiedenen Stellen des dortigen Bezirks mit einiger Aussicht auf Erfolg Saat- bezw. Pflanzbeete und eventuell Auspflanzungen von Kautschukbäumen (Manihot Glaziovii u. a.) anzulegen, wozu der Samen vom Gouvernement zu liefern wäre?

5. Empfiehlt es sich, das Sammeln von Kautschuk von einem Erlaubnißschein gegen Gebühr abhängig zu machen und das Sammeln ohne diesen unter Strafe zu stellen? Der vermuthlich nächstliegende Weg, um die Kosten wieder einzubringen, welche durch die unter 4. beregten Einrichtungen verursacht würden.

Als Voraussetzung aller Maßnahmen in dieser Richtung, muß ich schon jetzt bezeichnen, daß . . . . thunlichst alle geeigneten und herrenlosen Landstrecken als Kronland in Okkupation nimmt. Ich erinnere hierbei daran, daß auch im Gebiet des Kaiserlichen Schutzgebiets alle Wälder vom Okkupationsrecht der Deutsch-Ostafrikanischen Gesellschaft ausgeschlossen sind.

Dar-es-Salâm, den 10. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

149. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Zollordnung.

Vom 12. November 1900.

Zur Behebung von Zweifeln gebe ich hiermit bekannt, daß durch den im Eingang der „Zollordnung für die Binnengrenze“ (Amtlicher Anzeiger vom 16. März

1900) stehenden Wortlaut: „Von demselben Zeitpunkt ab sind alle entgegenstehenden Bestimmungen aufgehoben" diejenigen früher erlassenen Ausfuhrverbote nicht betroffen werden, auf welche im § 2 der Zollordnung durch Sternchen bei den Buchstaben c und e verwiesen wird, und welche am Schluß der Zollordnung „unterm Strich" abgedruckt stehen: „Das Ausfuhrverbot von Groß- und Kleinvieh aus dem deutschen Nyassa-Gebiet, und das Eselausfuhrverbot aus der Kolonie."

Dar-es-Salâm, den 12. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

150. Verordnung des Kaiserlichen Gouverneurs von Samoa, betreffend das Postwesen des Schutzgebietes von Samoa.

Vom 15. November 1900. (Kol. Bl. 1901, S. 38, 39.)

Auf Grund des § 2 der Verfügung des Reichskanzlers vom 17. Februar 1900, betreffend die Ausübung konsularischer Befugnisse und den Erlaß polizeilicher und sonstiger die Verwaltung betreffender Vorschriften in Samoa, wird hierdurch verordnet, was folgt:

§ 1. Der Postdienst im Schutzgebiete von Samoa wird ausschließlich durch die Kaiserlich deutsche Post ausgeübt. Demnach ist die Beförderung aller Briefsendungen (Briefe, Postkarten, Drucksachen, Waarenproben und Geschäftspapiere) zwischen dem Schutzgebiete und außerhalb desselben gelegenen Gebieten, in denen Posteinrichtungen bestehen, in anderer Weise als durch die Kaiserlich deutsche Post verboten.

§ 2. Der Führer eines jeden Schiffes, das von einem außerhalb des Schutzgebietes belegenen Platz in den Hafen von Apia oder in einen anderen Hafen des Schutzgebietes mit Posteinrichtung einläuft, darf Sendungen der im § 1 bezeichneten Art nur an die Kaiserlich deutsche Post abliefern.

§ 3. Die Führer der den Hafen von Apia oder einen anderen Hafen des Schutzgebietes mit Posteinrichtung verlassenden Schiffe sind verpflichtet, von der Kaiserlich deutschen Post ihnen übergebene Sendungen der im § 1 bezeichneten Art zur Beförderung nach den von ihnen anzulaufenden Plätzen im Schutzgebiete oder außerhalb desselben gegen Empfangsbescheinigung zu übernehmen.

§ 4. Der Führer oder Rheder eines jeden Schiffes, das sich von Apia nach einem außerhalb des Schutzgebietes belegenen Platze begiebt, hat, wenn möglich, 48 Stunden bevor das Schiff den Hafen verläßt, der Kaiserlich deutschen Post von dem Zeitpunkte der Abreise unter Angabe der Anlaufplätze Anzeige zu machen.

§ 5. Die Verletzung der Vorschriften dieser Verordnungen wird mit Geldstrafe bis zu 2000 Mark oder Gefängniß bis zu drei Monaten bestraft.

§ 6. Diese Verordnung tritt vier Wochen nach Verkündung in Kraft.

Apia, den 15. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

151. Bekanntmachung des Kaiserlichen Gouverneurs von Samoa, betreffend das Gerichtswesen.

Vom 16. November 1900. (Kol. Bl. 1901, S. 38.)

Durch Verfügung des Gouverneurs vom 24. September 1900 ist dem ehemaligen Rechtsanwalt Dr. Sierich, wohnhaft in Vaipouli auf der Insel Savaii,

die Erledigung der zur Zuständigkeit des Kaiserlichen Richters erster Instanz gehörigen Geschäfte, ausgenommen die Urtheilsfällung, die Entscheidung über Untersuchungen und Beschlagnahmungen und Verhaftungen sowie die Ernennung und Beeidigung von Beisitzern, die Bestellung von Gerichtsschreibern und die Zulassung zur Rechtsanwaltschaft für die Insel Savaii übertragen.

Dieselben Befugnisse sind dem Gerichtsaktuar Peters in Apia durch Verfügung des Gouverneurs vom 5. November 1900 für den Bezirk der Inseln Upolu, Manono und Apolima übertragen worden.

Die Genannten handeln im Namen des Kaiserlichen Richters erster Instanz und haben in den von ihnen zu vollziehenden Schriftstücken als an Stelle der genannten Beamten handelnd sich zu bezeichnen.

Dem Dr. Sierich sind neben der Ermächtigung zur Vornahme richterlicher Geschäfte für den ganzen Bezirk der Insel Savaii Befugnisse der Polizei- und allgemeinen Verwaltung für die Itu-o-Tane-Küste: Faasaleleaga, Saleaula, Safotu und Vaisigago übertragen worden.

Für die Distrikte der Itu-o-Fafine-Küste: Palauli und Satupaitea hat der Pflanzer Williams in Lata zur Unterstützung des Gouvernements, insbesondere zur Kontrolle der eingeborenen Verwaltung, sich bereit erklärt und ist mit entsprechenden Befugnissen ausgestattet worden.

Apia, den 16. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Solf.

152. Bekanntmachung des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Trinkwasserproben.

Vom 16. November 1900.

Da zur chemischen Untersuchung von Trinkwasser in der Regel zu geringe Wasserproben eingesandt werden, überhaupt nicht immer sachgemäß verfahren ist, wird Folgendes zur Nachachtung bekannt gegeben:

Als Gefäße zur Aufnahme der Wasserproben sind sechs gefärbte Weinflaschen zu verwenden. Nachdem diese von den alten Etiquetten befreit und innerlich mit Sand und Wasser gründlich gereinigt worden sind, werden sie zunächst fünfmal ausgespült. Darauf werden die Flaschen bis zum Stopfen gefüllt, mit sauberen Korken gut verschlossen, mit Bindfaden überbunden, versiegelt und mit Signaturen versehen mit der Bezeichnung von Ort und Datum. Zum Zweck der Untersuchung von Sodawasser sind gleichfalls stets sechs Flaschen einzureichen.

Dar-es-Salâm, den 16. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

153. Verordnung, betreffend das Bergwesen in Deutsch-Ostafrika.

Vom 18. November 1900. (Reichs-Anzeiger vom 1. Dezember 1900, Kol. Bl. 1900, S. 995.)

Der Reichskanzler wird ermächtigt, die in Meiner Verordnung vom 9. Oktober 1898 (Reichs-Gesetzbl. S. 1045),[1] betreffend das Bergwesen in Deutsch-Ostafrika, vorgesehenen Gebühren und Abgaben zeitweise herabzusetzen.

[1]) Deutsche Kolonial-Gesetzgebung III, S. 138.

Die Herabsetzung ist mit Angabe des Zeitraums, für welchen sie erfolgt, öffentlich bekannt zu machen.

Groß-Strelitz, den 18. November 1900.

Wilhelm, I. R.
gez. Graf v. Bülow.

154. Verordnung des Gouverneurs von Deutsch-Südwestafrika, betreffend Vermessung von Grundstücken.

Vom 19. November 1900.

1. Der § 5 der Ausführungsbestimmungen vom 1. Januar 1899[1]) zu der Allerhöchsten Verordnung vom 5. Oktober 1898,[2]) betreffend die Rechtsverhältnisse an unbeweglichen Sachen in Deutsch-Südwestafrika, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

§ 5. Als giltig im Sinne des § 51 Abs. 3 der Verordnung sind nur Vermessungen anzusehen, welche von einem Vermessungsbeamten des Gouvernements oder einem durch den Gouverneur ermächtigten Landmesser angefertigt oder geprüft und anerkannt sind.

2. Diese Verordnung tritt am 1. Dezember 1900 in Kraft.

Windhoek, den 19. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
(L. S.) gez. Mueller.

155. Bekanntmachung des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Bergwesen.

Vom 19. November 1900.

Durch Verfügung des Herrn Reichskanzlers vom 3. Oktober ist die Allerhöchste Verordnung über das Bergwesen in Deutsch-Ostafrika vom 9. Oktober 1898[3]) laut § 80 dieser Verordnung mit dem 10. Oktober 1900 auch für die Insel Mafia und das Gebiet des Kaiserlichen Schutzbriefes in Kraft getreten.

Dar-es-Salâm, den 19. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

Runderlaß

an die Bezirksämter, Bezirksnebenämter und Binnenstationen.

Obige Bekanntmachung ist in ortsüblicher Weise zu veröffentlichen. Seit dem 10. Oktober hat die Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft zu Gunsten des Landesfiskus auf alle Rechte aus § 7 Nr. 2 des Vertrages vom 20. November 1890 verzichtet. Als Entgelt dafür erhält sie die Hälfte der Feldersteuer und Förderungsabgaben, welche das Gouvernement auf Grund der §§ 54 bis 56 der Verordnung betreffend das Bergwesen in Deutsch-Ostafrika vom 9. Oktober 1898 oder auf Grund der nach Anhörung der Deutsch-Ostafrikanischen Gesellschaft etwa an ihre Stelle zu setzende Bestimmungen von den auf der Insel Mafia und im Gebiet des Kaiserlichen Schutzbriefes gelegenen Bergbaufeldern bis zum 31. Dezember 1935 erheben wird.

---

[1]) Deutsche Kolonial-Gesetzgebung IV, S. 25.
[2]) Deutsche Kolonial-Gesetzgebung III, S. 129.
[3]) Deutsche Kolonial-Gesetzgebung III, S. 138.

Die Bezahlung der Beträge erfolgt spätestens drei Monate nach Abschluß des Kalenderjahres unter Zugrundelegung der von der zuständigen Landesbehörde aufzustellenden Einnahmenachweisung. Ein Recht auf Einsichtnahme in die Bücher des Gouvernements steht der Gesellschaft nicht zu.

Die mit Erhebung der Feldersteuer und Förderungsabgaben in oben bezeichnetem Gebiet beauftragten Dienststellen wollen demgemäß bis zum 1. Februar jeden Jahres eine Nachweisung über die laut §§ 54 bis 56 der Allerhöchsten Verordnung vom 9. Oktober 1898 erhobenen Feldersteuern und Förderungsabgaben dem Gouvernement zur weiteren Veranlassung einreichen.

Dar-es-Salâm, den 19. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

156. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Landesbeamten der Schutzgebiete.

Vom 19. November 1900.

Ein Spezialfall veranlaßt mich, die Beamten darauf hinzuweisen, daß nach der Allerhöchsten Verordnung vom 9. August 1896 (Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 691) sämmtliche Landesbeamte in den Schutzgebieten der Dienstaufsicht und Disziplinargewalt der Kolonial-Abtheilung unterstellt sind. Eine Folge dieses rechtlichen Verhältnisses ist die Verpflichtung der Landesbeamten in den Schutzgebieten, bei sämmtlichen dienstlichen Eingaben, auch bei den an ihre heimischen Behörden gerichteten, die Vermittelung der Kolonial-Abtheilung bezw. der im Instanzenzuge ihr unterstellten Behörden nachzusuchen.

Dar-es-Salâm, den 19. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

157. Verfügung des Reichskanzlers, betreffend die einstweilige Regelung des Zustellungs-, Zwangsvollstreckungs- und Kostenwesens in den deutschen Schutzgebieten Afrikas und der Südsee.

Vom 20. November 1900.

Auf Grund des § 10 der Allerhöchsten Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in den deutschen Schutzgebieten vom 9. November 1900 (Reichs-Gesetzbl. Seite 1005)[1]) bestimme ich hierdurch, was folgt:

Bis zur anderweitigen Regelung des Zustellungs-, Zwangsvollstreckungs- und Kostenwesens ist im Sinne der bisherigen, diese Gegenstände in den einzelnen Schutzgebieten regelnden Vorschriften weiter zu verfahren, auch soweit diese Vorschriften in Verordnungen enthalten sind, die im § 13 der bezeichneten Allerhöchsten Verordnung außer Kraft gesetzt worden sind.

Berlin, den 20. November 1900.

gez. v. Bülow.

---

[1]) Vergl. Nr. 147 S. 158.

158. Verordnung des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Elephantenschutz.[1]

Vom 22. November 1900. (Kol. Bl. 1901, S. 37.)

Vorbehaltlich der Neuregelung einer allgemeinen Wildschutzverordnung wird im Interesse der Erhaltung der Elephantenbestände gemäß internationaler Konvention Folgendes angeordnet:

§ 1. Die Ausfuhr von Elephantenzähnen, die ein geringeres Gewicht als 11 Ratli gleich 5 Kilogramm besitzen, ist vom 1. April 1901 an verboten.

§ 2. Vom 1. April 1901 an dürfen solche Elephantenzähne nicht mehr in Deutsch-Ostafrika in den Handel gebracht werden.

§ 3. Die Zoll- und Verwaltungsbehörden sind beauftragt, im Falle der Zuwiderhandlung gegen vorstehende Bestimmungen die betreffenden Elephantenzähne zu konfisziren.

Dar-es-Salâm, den 22. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

159. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Elephantenschutz.

Vom 23. November 1900.

Sämmtliche Stationen, Bezirksämter, die Zollinspektion und alle Zollämter mache ich auf meine im heutigen amtlichen Anzeiger Nr. 34 veröffentlichte Verordnung Nr. 162, betreffend Verbot der Ausfuhr und des Verkaufs von Elfenbeinzähnen unter 11 Pfund (englisch), aufmerksam und ersuche, bei deren Durchführung Folgendes zu beobachten:

1. Eine Durchsuchung der Waarenbestände bei Händlern auf das Vorhandensein von dem Verbot betroffener Zähne hat nur dann, und zwar lediglich durch europäische Hülfskräfte, zu geschehen, wenn spezielle Verdachtsmomente für eine Kontravention vorliegen.

2. Etwa konfiszirte Zähne der bezeichneten Art sind gestempelt und verpackt unter gleichzeitigem Bericht an das Gouvernement abzusenden.

3. Das Hauptzollamt Dar-es-Salâm bildet die Sammelstelle für diese Zähne, über die das Gouvernement unmittelbare Verfügung treffen wird.

4. Die interessirten Bezirksverwaltungen haben zu berichten, falls sich zur Durchführung des beabsichtigten Wildschutzes schon vor Erlaß allgemeiner Bestimmungen Maßnahmen zur strengeren Kontrolle und eventuellen Bestrafung von Elephantenjägern empfehlen.

Dar-es-Salâm, den 23. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

[1] Der Amtliche Anzeiger für Deutsch-Ostafrika, Nr. 34, giebt als Datum den 23. November an.

160. Bekanntmachung des Reichskanzlers, betreffend Herabsetzung der Schürfscheingebühr, der Feldsteuer und der Bergwerksabgabe in Deutsch-Ostafrika.

Vom 27. November 1900. (Kol. Bl. 1900, S. 895.)

Es ist aus Interessentenkreisen der Wunsch laut geworden und durch einen bei Berathung des Etats für die Schutzgebiete auf das Rechnungsjahr 1900 gefaßten Beschluß des Reichstages zur Berücksichtigung empfohlen worden, daß durch Ermäßigung der Bergbauabgaben eine wirksame Anregung zu einer ausgiebigeren bergbaulichen Erforschung des ostafrikanischen Schutzgebietes gegeben werde. Indem ich diesem Wunsche Rechnung trage, bestimme ich auf Grund der mir unter dem 18. d. Mts. ertheilten Allerhöchsten Ermächtigung das Folgende:

Die in § 16 der Allerhöchsten Verordnung, betreffend das Bergwesen in Deutsch-Ostafrika vom 9. Oktober 1898 (Reichs-Gesetzbl. S. 1045) vorgesehene Schürfschein-Gebühr, die in § 54 a. a. O. vorgesehene Feldessteuer und die in § 55 daselbst vorgesehene Förderungsabgabe werden für die Zeit vom 1. Januar 1901 bis einschl. den 31. Dezember 1903 auf die Hälfte herabgesetzt.

Berlin, den 27. November 1900.

Der Reichskanzler.
Im Auftrage:
gez. Stuebel.

161. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Telegramme.

Vom 28. November 1900.

Verschiedene Fälle veranlassen mich, die Dienststellen dringend auf die Befolgung des Gouvernementsbefehls No. 46 vom 20. Oktober 1895 aufmerksam zu machen, wonach Reichsdiensttelegramme nur in dringenden Fällen und in möglichster Kürze mit Fortlassung aller überflüssigen Titulaturen, Flickwörter ɔc. abgesandt werden dürfen.

Dar-es-Salâm, den 28. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
Dr. Stuhlmann.

162. Miethetarif für die Gouvernementsboote, Leichter und Prähme.

Vom 2. Dezember 1900.

1. Die leihweise Abgabe von Gouvernementsbooten an Private erfolgt auf schriftlichen Antrag beim Kommando der Flottille und nach ertheilter Genehmigung gegen Zahlung der unter 2. näher bestimmten Miethe.

Auf dem Antrag ist jedesmal anzugeben, wozu das Boot gebraucht werden soll.

2. Die Miethe der Boote beträgt unabhängig von Art und Größe derselben (Dingi, Jolle, Gig oder Whaleboot) für die erste Stunde 1 Rupie, für jede weitere Stunde 1/2 Rupie. Theile einer Stunde rechnen als volle Stunde.

Die Miethe ist beim Kommando der Flottille sofort nach Benutzung des Bootes einzuzahlen.

Die Miethezeit rechnet von der Empfangnahme des Bootes bis zur Ablieferung an die Flottille.

Wird ein Boot zu Lade- bezw. Löschzwecken entliehen, so erhöht sich der Miethetarif um 50 pCt.

3. Das Kommando der Flottille ist berechtigt, vor Abgabe eines Bootes ꝛc. die Hinterlegung einer angemessenen Kaution zu fordern.

4. Die leihweise Ueberlassung von Leichtern und Prähmen geschieht von Fall zu Fall auf Grund vorheriger Vereinbarung mit dem Kommando der Flottille.

5. Der Empfänger eines Bootes ꝛc. hat für etwaige Beschädigungen und Havarien an demselben bezw. für seinen gänzlichen Verlust die vollen Kosten zu tragen.

6. Die aus dem Verleihen der Gouvernementsboote einkommenden Gelder werden in erster Linie zur Verbesserung, Instandhaltung und Ergänzung des Bootsmaterials verwendet.

Dar-es-Salâm, den 2. Dezember 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

163. Erlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend Ausfuhr von Elfenbein.

Vom 10. Dezember 1900.

Dem Ausfuhrverbot sind nicht unterworfen Elephantenzähne mit einem Gewicht unter 11 ratli, für welche bis spätestens 1. Oktober 1901 der Nachweis erbracht wird, daß sie von Thieren stammen, die vor dem 1. April 1901 erlegt wurden.

Der Nachweis kann bei allen Stationen und Bezirksämtern erbracht werden. Diese haben hierüber eine Bescheinigung auszustellen, welche bei der Ausfuhr des Zahnes bei der Zollbehörde abzugeben ist.

Dar-es-Salâm, den 10. Dezember 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Dr. Stuhlmann.

164. Verordnung des Gouverneurs von Südwestafrika, betreffend die Einführung der deutschen Reichsmark-Rechnung.

Vom 15. Dezember 1900.

§ 1. Vom 1. Februar 1901 ab gilt im südwestafrikanischen Schutzgebiete die deutsche Reichsmarkrechnung.

§ 2. Von diesem Zeitpunkte ab gelten als gesetzliche Zahlungsmittel die

Zwanzigmarkstücke,	Einmarkstücke,	Fünfpfennigstücke,
Zehnmarkstücke,	Fünfzigpfennigstücke,	Zweipfennigstücke,
Zweimarkstücke,	Zehnpfennigstücke,	Einpfennigstücke.

§ 3. Andere als die in dem § 2 bezeichneten Münzen gelten von dem Inkrafttreten dieser Verordnung ab nicht mehr als gesetzliche Zahlungsmittel. Die Verordnung vom 1. August 1893, betreffend den Geldverkehr bei den öffentlichen Kassen des südwestafrikanischen Schutzgebietes, wird hiermit aufgehoben mit der Bestimmung, daß nach Maßgabe dieser Verordnung umlaufsfähige Münzen englischer Währung auf die Dauer von 6 Monaten noch von öffentlichen Kassen des Schutzgebietes

werden in Zahlung genommen werden. Dabei sind die letzteren nicht verpflichtet, von demselben Einzahler bei einer Zahlung mehr als 20 Schilling anzunehmen.

§ 4. Die Verpflichtung zur Annahme der durch diese Verordnung als gesetzliche Zahlungsmittel bezeichneten Münzen findet auf durchlöcherte, auf anders als durch den gewöhnlichen Umlauf im Gewicht verringerte, imgleichen auf nachgemachte oder verfälschte Münzstücke keine Anwendung.

§ 5. Echte Reichsmünzen, welche infolge längerer Zirkulation und Abnutzung an Gewicht oder Erkennbarkeit erheblich eingebüßt haben, Reichsgoldmünzen jedoch nur, sofern deren Gewicht um nicht mehr als fünf Tausendtheile hinter dem Normalgewicht zurückbleibt, werden zwar noch von den öffentlichen Kassen des Schutzgebiets zum vollen Werth angenommen, sind aber nicht wieder zu verausgaben, sondern auf Rechnung des Reichs einzuziehen.

§ 6. Gewaltsam beschädigte, aber vollwichtig gebliebene echte Reichsmünzen sind von den öffentlichen Kassen des Schutzgebiets anzuhalten, durch Zerschlagen oder Einschneiden für den Umlauf unbrauchbar zu machen und alsdann dem Einzahler zurückzugeben. Diese Bestimmung findet keine Anwendung:

1. auf Münzen, deren schadhafte Beschaffenheit von Mängeln bei der Ausprägung herrührt;

2. auf Münzen, deren Beschädigung so geringfügig ist, daß dadurch ihre Umlaufsfähigkeit nicht beeinträchtigt wird.

§ 7. Durch gewaltsame oder gesetzwidrige Beschädigung am Gewicht verringerte echte Reichsmünzen (§ 150 des deutschen Strafgesetzbuchs) sind von den öffentlichen Kassen des Schutzgebiets anzuhalten. Liegt der Verdacht eines Münzverbrechens gegen eine bestimmte Person vor, so ist unter Vorlegung des Münzstücks und einer kurzen Verhandlung dem Gouvernement Anzeige zu machen, welches nach Maßgabe der Bekanntmachung des Reichskanzlers vom 9. Mai 1876 (Centralblatt für das Deutsche Reich, Seite 260) zu verfahren hat. Liegt ein solcher Verdacht nicht vor, so ist das Münzstück durch Zerschlagen oder Einschneiden für den Umlauf unbrauchbar zu machen und dem Einzahler zurückzugeben. Diese Bestimmungen finden keine Anwendung auf Münzen, welche von Eingeborenen zwecks Verwendung als Schmuckstücke durchlöchert und nur in Unkenntniß der bestehenden Vorschriften als Zahlungsmittel bei einer öffentlichen Kasse angeboten sind.

§ 8. Die öffentlichen Kassen des Schutzgebiets haben die bei ihnen eingehenden nachgemachten oder verfälschten Reichsmünzen (§§ 146—148 des Strafgesetzbuchs) anzuhalten. Für das weitere Verfahren sind die Bestimmungen des § 7 Satz 2 dieser Verordnung maßgebend.

Windhoek, den 15. Dezember 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Leutwein.

165. Bekanntmachung des Gouverneurs von Südwestafrika, betreffend die Reichsmark-Rechnung.

Vom 15. Dezember 1900.

Im Anschlusse an die Verordnung, betreffend die Einführung der deutschen Reichsmarkrechnung vom heutigen Tage[1]) wird hiermit zur allgemeinen Kenntniß gebracht, daß die öffentlichen Kassen des Schutzgebietes angewiesen sind, bis zum 31. Dezember 1901 bei ihnen eingehende echte silberne Fünfmarkstücke unter Beachtung der Bestimmungen der §§ 4 bis 7 jener Verordnung als vollgültige Zahlungs-

[1]) Vergl. Nr. 171.

mittel anzunehmen, jedoch nicht wieder zu verausgaben. Dieselben sollen vielmehr dem Verkehr dauernd entzogen werden. Ferner werden noch bis zum 1. Juli 1901 umlaufsfähige Münzen englischer Währung, soweit sie nach § 3 der Verordnung vom 15. Dezember 1900 und der Verordnung vom 1. August 1893 zugelassen sind, in Zahlung genommen.

Hinsichtlich der Reichsbanknoten, der Reichskassenscheine und der Thaler bleibt es bei den bisherigen Bestimmungen.

Windhoek, den 15. Dezember 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Leutwein.

166. Verordnung des Gouverneurs von Deutsch-Südwestafrika, betreffend die Einfuhr und den Vertrieb von geistigen Getränken in dem südwestafrikanischen Schutzgebiete.

Vom 18. Dezember 1900.

Auf Grund des § 11 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete vom 15. März 1888 (Reichs-Gesetzbl. S. 75) und des § 2 Nr. 8 der Dienstanweisung, betreffend die Ausübung der Gerichtsbarkeit im südwestafrikanischen Schutzgebiete vom 27. August 1890, wird für den Umfang des südwestafrikanischen Schutzgebietes verordnet, was folgt:

§ 1. Wer Schankwirthschaft oder gewerbsmäßig Handel mit geistigen Getränken aller Art betreiben will, bedarf dazu der behördlichen schriftlichen Erlaubniß.

§ 2. Der Erlaubnißschein kann lauten:

1. auf den gewerbsmäßigen Handel mit geistigen Getränken aller Art,

oder 2. auf den Ausschank von geistigen Getränken aller Art und den gewerbsmäßigen Handel mit denselben,

oder 3. auf den Ausschank von Wein und Bier und den gewerbsmäßigen Handel damit.

§ 3. Der Erlaubnißschein hat nur für die darin genannte Person und bezüglich des Ausschankes für das darin bezeichnete Schanklokal, und zwar nur bis zum Ablauf des betreffenden Kalenderjahres, Gültigkeit.

Bei besonderen Gelegenheiten kann der Ausschank für kurze Zeit auch außerhalb des in dem Erlaubnißscheine bezeichneten Schanklokals gestattet werden.

Der Erlaubnißschein für den Ausschank ist in dem Schanklokale öffentlich auszuhängen.

§ 4. Für die Ertheilung des Erlaubnißscheines ist eine Gebühr zu entrichten. Dieselbe beträgt bei einem jährlichen Umsatze bis zu 4000 Litern im Falle des § 2 Nr. 1 und 2 = 200 Mark, im Falle des § 2 Nr. 3 = 100 Mark und steigt bei jeden weiteren angefangenen 100 Litern in beiden Fällen um 25 Mark.

§ 5. Die Gebühr für die Ertheilung der Erlaubniß zum Ausschank und für den Umsatz der ersten 4000 Liter ist bei der Aushändigung des Erlaubnißscheines zu entrichten.

Die Gebühr für den 4000 Liter übersteigenden Umsatz ist nach Ablauf des Kalenderjahres, für welches der Erlaubnißschein ertheilt ist, zu entrichten, bei Aufgabe des Geschäftsbetriebes während des Kalenderjahres jedoch schon zu diesem Zeitpunkte.

Für Neukonzessionen, die in der ersten Hälfte des Kalenderjahres ertheilt werden, sind die vollen Jahresgebühren, für solche, die nach dem 1. Juli ertheilt werden, die Hälfte der Jahresgebühren zu entrichten.

§ 6. Jeder Inhaber eines Erlaubnißscheines ist verpflichtet, jedesmal ein genaues Verzeichniß der in seinen Geschäftsbetrieb gelangenden geistigen Getränke unmittelbar nach deren Eintreffen der zuständigen Bezirkshauptmannschaft schriftlich einzureichen.

§ 7. Für die Ertheilung der Erlaubnißscheine sowie für die Festsetzung der Gebühren sind die Bezirkshauptmannschaften zuständig.

§ 8. Der Erlaubnißschein kann versagt werden:

1. wenn kein Bedürfniß vorhanden ist,
2. wenn der Antragsteller keine Gewähr für die Zuverlässigkeit in Bezug auf den beabsichtigten Gewerbebetrieb bietet oder dem Trunke, der Völlerei, der Unsittlichkeit oder dem Glücksspiele Vorschub leistet,
3. wenn die Möglichkeit einer genauen Ueberwachung des Betriebes, insbesondere einer genügenden Kontrolle über Abgabe von Getränken an Eingeborene fehlt,
4. wenn der Antragsteller wegen Zuwiderhandlung gegen diese Verordnung oder gegen die in § 15 bezeichneten, denselben Gegenstand behandelnden früheren Verordnungen innerhalb der letzten 3 Jahre bestraft ist.

§ 9. Aus den in § 8 Nr. 2, 3 und 4 angegebenen Gründen sowie beim Verstoß gegen die Bestimmungen der §§ 6 und 10 kann die Erlaubniß durch den Bezirkshauptmann auf Zeit oder ganz wieder entzogen werden.

Nur im Falle des § 8 Nr. 3 ist dem Licenzinhaber ein entsprechender Theil der entrichteten Gebühr zurückzuzahlen.

§ 10. Keinem Eingeborenen dürfen geistige Getränke irgend welcher Art oder sonstige Alkohol enthaltende Essenzen entgeltlich oder unentgeltlich ohne eine behördliche schriftliche Erlaubniß verabfolgt werden. Zuständig zur Ausstellung dieser Erlaubnißscheine sind die hierzu besonders ermächtigten Polizeibehörden. Dienstherrschaften können indeß den in ihren Diensten stehenden Eingeborenen geistige Getränke in kleinen Quantitäten verabfolgen, jedoch dürfen die Getränke nicht die Stelle des Lohnes vertreten.

Auch zur Einfuhr geistiger Getränke in das Schutzgebiet bedürfen Eingeborene einer schriftlichen polizeilichen Erlaubniß.

Die auf Grund dieses Paragraphen ertheilten Erlaubnißscheine sind binnen einer bestimmten auf denselben zu vermerkenden Frist an die ausstellende Behörde zurückzureichen.

§ 11. Wer einen Erlaubnißschein auf Grund des § 10 löst, hat an die ausstellende Behörde eine Gebühr zu zahlen, welche beträgt: für 1 Liter geistiger Getränke 0,50 Mark, für jeden weiteren Liter 25 Pfennige mehr. Grundsätzlich sollen jedoch die Erlaubnißscheine auf nicht mehr als eine Flasche, bis höchstens 1 Liter enthaltend, lauten.

§ 12. Gegen die Entscheidungen der Bezirkshauptmannschaften, durch welche die Erlaubniß zu dem in § 1 bezeichneten Gewerbe versagt oder die ertheilte Erlaubniß wieder entzogen wird, steht dem Betreffenden die Beschwerde an das Gouvernement zu.

§ 13. Mit Geldstrafe bis zu 1000 Mark wird bestraft, wer ohne Erlaubnißschein mit geistigen Getränken gewerbsmäßig Handel oder den Ausschank derselben betreibt; außerdem ist der doppelte Betrag der Jahresgebühr zu entrichten.

Die gleiche Geldstrafe trifft denjenigen, welcher nach Entziehung des Erlaubnißscheines den gewerbsmäßigen Handel oder den Ausschank fortsetzt oder von den in

dem Erlaubnißscheine festgesetzten Bedingungen abweicht oder die in § 6 vorgeschriebene Anzeige unterläßt.

§ 14. Mit Geldstrafe bis zu 500 Mark oder mit Haft wird bestraft, wer Eingeborenen ohne die nach § 10 erforderliche polizeiliche Erlaubniß geistige Getränke verabfolgt oder das in der Erlaubniß bezeichnete Maß überschreitet.

Die gleiche Strafe trifft Dienstherrschaften, welche vorsätzlich ihre eingeborenen Bediensteten durch Verabfolgung geistiger Getränke in den Zustand der Trunkenheit versetzen.

§ 15. Diese Verordnung tritt am 1. April 1901 in Kraft. Mit demselben Tage treten außer Kraft:

1. die Verordnung vom 13. März 1893, betreffend die Einfuhr und den Vertrieb von geistigen Getränken in dem südwestafrikanischen Schutzgebiete,
2. die Verordnung vom 21. Januar 1895, betreffend Ertheilung von Erlaubnißscheinen zur Einfuhr von geistigen Getränken und Verabfolgung derselben an Eingeborene in Südwestafrika,
3. Die Verordnung vom 27. Mai 1895, betreffend den Ausschank und Verkauf von geistigen Getränken in Südwestafrika,
4. die Verordnung vom 8. Januar 1896, betreffend eine Stempelabgabe für Lösung von Erlaubnißscheinen zum Ankauf und zur Einfuhr geistiger Getränke in Deutsch-Südwestafrika.

Die zur Zeit des Inkrafttretens dieser Verordnung laufenden Erlaubnißscheine (§ 2) behalten ihre Gültigkeit. Uebersteigt der auf Grund eines solchen Scheines erzielte Jahresumsatz 8000 Liter, so erfolgt die Nachbesteuerung nach § 4 dieser Verordnung.

Windhoek, den 18. Dezember 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Leutwein.

167. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Zollordnung.

Vom 20. Dezember 1900.

Mit Genehmigung der Kolonial-Abtheilung erhält die Ziffer 11 der Liste der vom Einfuhrzoll und der Umschlagsabgabe befreiten Gegenstände (Anlage D der Zollordnung vom 1. Januar 1899)[1]) folgende Fassung:

11a. Alles Handgepäck, Reisegeräth (Kleidungsstücke, Wäsche und dergl.), welches Reisende mit sich führen, denselben vorausgeht oder nachfolgt, Verzehrungsgegenstände zum Reiseverbrauche.

11b. Gebrauchte Kleidungsstücke und Wäsche, nicht zum Verkauf eingehend.

Die Ziffer 3 der Liste der vom Ausfuhrzoll und der Umschlagsabgabe befreiten Gegenstände (Anlage B derselben Zollordnung) erhält folgende Fassung:

3. Kleidungsstücke und Wäsche, auch gebrauchte.

Für Hand- und Reisegepäck findet die Bestimmung in Anlage D Nr. 11a sinngemäße Anwendung.

Dar-es-Salâm, den 20. Dezember 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. v. Estorff.

[1]) Deutsche Kolonial-Gesetzgebung IV, S. 23.

168. Verordnung des Gouverneurs von Kamerun, betreffend den Schutz der nicht schiffbaren Gewässer.

Vom 22. Dezember 1900. (Kol. Bl. 1901, S. 105.)

Auf Grund der Allerhöchsten Verordnung vom 4. April laufenden Jahres,[1]) betreffend Ermächtigung des Gouverneurs von Kamerun zum Erlaß von Anordnungen zum Schutze des Waldbestandes, wird verordnet, wie folgt:

§ 1. Bei allen nicht schiffbaren Gewässern ist zu beiden Seiten ein Streifen Wald bezw. Busch von je 30 m (dreißig Metern) Breite stehen zu lassen.

§ 2. Ausgenommen sind diejenigen Stellen, an welchen öffentliche Wege, die dem Betriebe von Plantagen oder gewerblichen Unternehmungen dienen, den Lauf der Gewässer kreuzen.

§ 3. Ausgenommen sind ferner solche Stellen, an welchen beim Erlaß dieser Verordnung bereits bestehende Ortschaften von Eingeborenen liegen.

§ 4. Ausnahmen können fernerhin gestattet werden zum Zwecke der Errichtung von Anlagen landwirthschaftlicher und gewerblicher Art.

Die Genehmigung zu solchen Anlagen ertheilt der Gouverneur.

§ 5. Zuwiderhandlungen gegen diese Verordnung werden mit Geldstrafen bis zu 1000 Mark (tausend Mark), im Unvermögensfalle mit Haft bis zu drei Monaten bestraft.

§ 6. Personen, welche den vorstehend aufgeführten Vorschriften entgegen Holz gefällt haben, sind auf Anordnung des Gouverneurs zur Wiederaufforstung der abgeholzten Fläche innerhalb einer festgesetzten Frist verpflichtet.

§ 7. Kommen die zur Wiederaufforstung Verpflichteten innerhalb der festgesetzten Frist der an sie gemäß § 6 ergangenen Aufforderung nicht nach, so wird die Wiederaufforstung vom Gouvernement veranlaßt und die hierdurch entstehenden Kosten von den Verpflichteten im Wege der Zwangsvollstreckung beigetrieben.

§ 8. Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Verkündung in Kraft.

Buëa (Kamerun), den 22. Dezember 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. v. Puttkamer.

169. Allerhöchste Verfügung, betreffend die Ausübung der Gerichtsbarkeit in den Schutzgebieten Afrikas und der Südsee.

Vom 25. Dezember 1900. (Reichs-Anzeiger vom 31. Dezember 1900, Kol. Bl. 1901, S. 1.)

Zur Ausführung der Vorschriften über die Ausübung der Gerichtsbarkeit in den Schutzgebieten Afrikas und der Südsee wird Folgendes bestimmt:

§ 1. Gerichtsbehörden.

(Zu den §§ 5, 6 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit; §§ 2, 6 Nr. 6 des Schutzgebietsgesetzes; § 8 der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in den deutschen Schutzgebieten.)

1. Die unter Zuziehung von Beisitzern erkennenden Gerichtsbehörden erster Instanz führen die Bezeichnung „Kaiserliches Bezirksgericht", die unter Zuziehung von Beisitzern erkennenden Gerichtsbehörden zweiter Instanz die Bezeichnung „Kaiser-

[1]) Vergl. Nr. 47, S. 47.

liches Obergericht", die zur Ausübung der Gerichtsbarkeit erster Instanz ermächtigten Beamten die Bezeichnung „Kaiserlicher Bezirksrichter", die zur Ausübung der Gerichtsbarkeit zweiter Instanz ermächtigten Beamten die Bezeichnung „Kaiserlicher Oberrichter".

Zur Ausübung der Gerichtsbarkeit zweiter Instanz ist in Schutzgebieten, in denen diese Verrichtungen nicht einem besonderen Beamten übertragen sind, der Gouverneur (Landeshauptmann) ermächtigt.

2. Für den Fall der Behinderung eines zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten ist der zur allgemeinen Vertretung desselben durch den Reichskanzler (Auswärtiges Amt, Kolonial-Abtheilung) berufene Beamte auch zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigt.

In Ermangelung eines solchen Beamten, oder für den Fall der Behinderung desselben, ist ein außerordentlicher Vertreter zu bestellen. Die Bestellung erfolgt:

a) wenn die Vertretung eines Bezirksrichters erforderlich wird, durch den Gouverneur (Landeshauptmann),
b) wenn die Vertretung eines Oberrichters erforderlich wird, durch den Reichskanzler (Auswärtiges Amt, Kolonial-Abtheilung).

3. Die zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Personen haben vor Antritt ihres Amtes sofern sie nicht bereits als Kaiserliche Beamte den Diensteid geleistet haben, einen Eid dahin zu leisten:

> „Ich ꝛc. schwöre bei Gott dem Allmächtigen und Allwissenden, die Pflichten eines Kaiserlichen Bezirksrichters (Oberrichters) getreulich zu erfüllen, so wahr mir Gott helfe!"

Die Eidesleistung kann auch mittelst Unterschreibens der Eidesformel erfolgen. Von der Vereidigung ist an den Reichskanzler (Auswärtiges Amt, Kolonial-Abtheilung) Anzeige zu erstatten.

4. Die zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten sind befugt, die Erledigung einzelner zu ihrer Zuständigkeit gehöriger Geschäfte geeigneten Personen dauernd oder in bestimmten Fällen zu übertragen. Diese Befugniß erstreckt sich nicht auf die Urtheilsfällung, die Entscheidung über Durchsuchungen, Beschlagnahmen und Verhaftungen sowie auf die Ernennung und Beeidigung der Beisitzer und die Zulassung zur Rechtsanwaltschaft.

Der Beauftragte handelt im Namen der Gerichtsbehörde und hat sich als solchen ausdrücklich in den betreffenden Schriftstücken zu bezeichnen.

Im Falle einer dauernden Uebertragung ist der Beauftragte mittelst Handschlags an Eidesstatt oder, wenn dies wegen großer Entfernung seines Aufenthaltsorts vom Sitze des Gerichts unausführbar erscheint, mittelst Unterschreibens einer entsprechenden Erklärung zur getreulichen Erfüllung seiner Obliegenheiten zu verpflichten. Ueber die Verpflichtung ist an den Reichskanzler (Auswärtiges Amt, Kolonial-Abtheilung) Anzeige zu erstatten.

Die Uebertragung von Geschäften hindert den Beamten nicht, jederzeit Geschäfte der betreffenden Art selbst wahrzunehmen.

5. Die zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten sind befugt, die Abhaltung von Gerichtstagen außerhalb des Sitzes des Gerichts anzuordnen.

6. Die Personen, welche die Verrichtungen der Gerichtsschreiber auszuüben haben, werden, soweit nicht durch den Reichskanzler (Auswärtiges Amt, Kolonial-Abtheilung) ein Anderes angeordnet wird, durch den Gouverneur (Landeshauptmann) bestimmt. Der Gouverneur ist befugt, die Bestimmung den zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten zu überlassen.

Wird von einem zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten die Erledigung einzelner zu seiner Zuständigkeit gehörender Geschäfte einer anderen Person übertragen (Nr. 4), so kann dieser auch die Bestellung des bei der Erledigung des Geschäfts zuzuziehenden Gerichtsschreibers aufgetragen werden. Letzterer ist mittelst Handschlags an Eidesstatt zur getreulichen Erfüllung seiner Obliegenheiten zu verpflichten.

Soweit nicht die Bestellung eines Gerichtsschreibers nach Maßgabe des vorigen Absatzes erfolgt, haben die mit diesen Verrichtungen betrauten Personen vor Antritt ihres Amtes einen Eid dahin zu leisten:

„Ich schwöre bei Gott dem Allmächtigen und Allwissenden, die Pflichten eines Gerichtsschreibers getreulich zu erfüllen, so wahr mir Gott helfe!"

7. Die Bezirksrichter führen die Dienstaufsicht über die bei der betreffenden Gerichtsbehörde angestellten Beamten und regeln die Vertretung derselben im Falle der Behinderung.

Die Dienstaufsicht über die Bezirksrichter wird im Schutzgebiete von Togo durch den Gouverneur, in den übrigen Schutzgebieten durch den Oberrichter geführt. Die Anordnungen der ersteren bedürfen der Zustimmung der zur Dienstaufsicht über sie berufenen Beamten, soweit sie betreffen:

a) die dauernde Uebertragung einzelner richterlicher Geschäfte auf andere Personen oder die Zurückziehung dieser Uebertragung,
b) die Ernennung von Beisitzern (§ 2),
c) die Zulassung von Rechtsanwälten,
d) die dauernde Beauftragung von Personen, mit der Vornahme von Sühneversuchen (§ 6, Nr. 1, Abs. 1).

In diesen Fällen bedarf die Anordnung, soweit sie sich auf dienstlich dem Gouverneur (Landeshauptmann) unterstellte Personen bezieht, auch der Zustimmung des letzteren.

Der zur Dienstaufsicht über die Bezirksrichter berufene Beamte ist befugt, allgemeine Anordnungen auch für diese Gerichtsbehörden, insbesondere über Zustellungen und Zwangsvollstreckungen, zu erlassen. Abschrift der Anordnungen ist an den Reichskanzler (Auswärtiges Amt, Kolonial-Abtheilung) einzureichen.

Die Dienstaufsicht über den Oberrichter wird durch den Gouverneur geführt.

In oberster Instanz wird die Dienstaufsicht durch den Reichskanzler (Auswärtiges Amt, Kolonial-Abtheilung) geführt. Letzterer bestimmt die Amtssitze der Beamten und die Grenzen der Gerichtsbezirke.

§ 2. Beisitzer.

(Zu den §§ 8 bis 13 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit.)

1. Die Worte, welche der Vorsitzende bei der Beeidigung der Beisitzer an die zu Beeidigenden zu richten hat, lauten:

„Sie schwören bei Gott dem Allmächtigen und Allwissenden, die Pflichten eines Beisitzers des Kaiserlichen Bezirksgerichts (Obergerichts) getreulich zu erfüllen und Ihre Stimme nach bestem Wissen und Gewissen abzugeben."

2. Ueber Namen, Stand und Staatsangehörigkeit der Beisitzer und Stellvertreter ist an den Reichskanzler (Auswärtiges Amt, Kolonial-Abtheilung) Anzeige zu erstatten.

§ 3. Rechtsanwälte.

(Zu § 17 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit.)

Die Bedingungen der Zulassung zur Ausübung der Rechtsanwaltschaft sind dem

Ermessen des zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten überlassen. Der Besitz der Reichsangehörigkeit ist nicht erforderlich. Wenn geeignete Personen mit juristischer Vorbildung nicht vorhanden sind, kann der Beamte auch aus anderen Berufsklassen zuverlässige Personen, welche die nöthige Geschäftskenntniß besitzen, zulassen. Eine Beeidigung der Rechtsanwälte findet nicht statt.

§ 4. Zustellungen.

(Zu § 10 der Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in den deutschen Schutzgebieten.)

1. Die Vorschriften der §§ 166 bis 168, 188 bis 198, 208 bis 213 der Civilprozeßordnung finden keine Anwendung.

Die zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten haben dafür zu sorgen, daß die Zustellungen mit der nach den vorhandenen Mitteln möglichen Sicherheit erfolgen. Sie sind befugt, mit der Ausführung dauernd oder in bestimmten Fällen andere Personen zu beauftragen, welche nach ihren Anweisungen zu verfahren haben. Der Nachweis über die erfolgte Zustellung ist zu den Gerichtsakten zu bringen.

Die Beglaubigung der zuzustellenden Schriftstücke kann in allen Fällen durch den Gerichtsschreiber erfolgen.

Soll durch eine Zustellung eine Frist gewahrt oder der Lauf der Verjährung oder einer Frist unterbrochen werden, so treten die Wirkungen der Zustellung bereits mit der Einreichung des zuzustellenden Schriftstücks bei der Gerichtsbehörde ein.

Bei der Bewilligung der öffentlichen Zustellung einer Ladung kann die Gerichtsbehörde anordnen, daß eine Einrückung in öffentliche Blätter nicht erforderlich sei.

2. In bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten sind alle Entscheidungen, mit Einschluß der auf Grund einer mündlichen Verhandlung ergehenden, von Amts wegen zuzustellen. Dies gilt auch für die Zustellung der Zahlungs- und Vollstreckungsbefehle an den Schuldner sowie der Pfändungs- und Ueberweisungsbeschlüsse an den Schuldner und den Drittschuldner. Dagegen findet die Vorschrift keine Anwendung auf Beweisbeschlüsse und sonstige lediglich die Sachleitung betreffende Verfügungen, mit Einschluß der in Abwesenheit der Parteien verkündeten Terminsbestimmungen.

Beschlüsse, durch welche ein Arrest angeordnet wird, sind dem Schuldner nicht vor der Vollziehung des Arrests zuzustellen, es sei denn, daß der Gläubiger die vorherige Zustellung besonders beantragt.

3. Für die Zustellung von Schriftsätzen und sonstigen Erklärungen der Parteien, welche bei der Gerichtsbehörde eingereicht werden, hat diese, ohne daß es eines ausdrücklichen Parteiantrages bedarf, Sorge zu tragen, wenn aus dem Inhalte des Schriftstücks hervorgeht, daß und wem es zugestellt werden soll. In Ansehung der öffentlichen Zustellung bewendet es bei der Vorschrift des § 204 Abs. 1 der Civilprozeßordnung.

4. Wohnt eine Partei außerhalb des Bezirks in welchem die Gerichtsbehörde ihren Sitz hat, so kann, falls sie nicht einen daselbst wohnhaften Prozeßbevollmächtigten bestellt hat, angeordnet werden, daß sie eine daselbst wohnhafte Person zum Empfange der für sie bestimmten Schriftstücke bevollmächtige. Diese Anordnung kann ohne mündliche Verhandlung erfolgen. Der Zustellungsbevollmächtigte ist bei der nächsten gerichtlichen Verhandlung oder, wenn die Partei vorher einen Schriftsatz einreicht, in diesem zu benennen. Geschieht dies nicht, so können alle späteren Zustellungen bis zur nachträglichen Benennung durch Anheftung an die Gerichtstafel bewirkt werden.

§ 5. Zwangsvollstreckungen.

(Zu § 10 der Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in den deutschen Schutzgebieten.)

1. Die Zwangsvollstreckung erfolgt ausschließlich durch die Bezirksrichter. Der Beibringung einer vollstreckbaren Ausfertigung bedarf es nicht, soweit dieselbe von dem Gerichtsschreiber der Gerichtsbehörde, durch welche die Zwangsvollstreckung zu erfolgen hat, zu ertheilen sein würde.

Die Verfügung, durch welche die Zwangsvollstreckung angeordnet wird, tritt im Sinne der §§ 726 bis 732, 750, 796, 797, 799 der Civilprozeßordnung an die Stelle der Ertheilung einer vollstreckbaren Ausfertigung, beziehungsweise der Vollstreckungsklausel.

2. Die Bezirksrichter können nach Anordnung der Zwangsvollstreckung mit der Ausführung andere Personen beauftragen, die nach ihren Anweisungen zu verfahren haben. Der Auftrag ist schriftlich zu ertheilen. Der Auftrag tritt im Sinne der §§ 754 bis 757 der Civilprozeßordnung an die Stelle der vollstreckbaren Ausfertigung.

Die mit der Ausführung der Zwangsvollstreckung beauftragte Person hat die in der Civilprozeßordnung dem Gerichtsvollzieher zugewiesenen Befugnisse und Obliegenheiten, soweit nicht durch die ihr ertheilten Anweisungen etwas Anderes bestimmt ist.

Die §§ 760, 762, 763 der Civilprozeßordnung bleiben außer Anwendung. Der Beamte, von welchem die Zwangsvollstreckung angeordnet wird, hat jedoch Sorge dafür zu tragen, daß über jede Vollstreckungshandlung eine schriftliche Nachricht zu den Gerichtsakten gebracht wird.

3. Wird bei der Gerichtsbehörde die Ertheilung einer vollstreckbaren Ausfertigung eines Urtheils oder eines anderen Titels (Civilprozeßordnung §§ 794 bis 800, 829) beantragt, weil die Zwangsvollstreckung in dem Bezirk eines anderen Gerichts zu erfolgen hat, so darf die vollstreckbare Ausfertigung in allen Fällen nur auf Anordnung des Bezirksrichters von dem Gerichtsschreiber ertheilt werden.

§ 6. Strafsachen.

(Zu § 19 Nr. 2 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit.)

1. Soweit nach der Vorschrift des § 420 der Strafprozeßordnung vor Erhebung der Privatklage wegen Beleidigungen nachgewiesen werden muß, daß die Sühne erfolglos versucht worden, ist für diesen Vergleichsversuch der Bezirksrichter zuständig. Derselbe ist befugt, mit der Vornahme von Sühneversuchen andere Personen dauernd oder in bestimmten Fällen zu beauftragen.

Erscheint der Beschuldigte in dem zur Sühneverhandlung bestimmten Termine nicht, so wird angenommen, daß er sich auf die Sühneverhandlung nicht einlassen wolle. Eine Bescheinigung über die Erfolglosigkeit der Sühneverhandlung kann nur ertheilt werden, wenn der Antragsteller im Termin erschienen ist. Kommt im Termin ein Vergleich zu Stande, so ist derselbe zu Protokoll festzustellen.

2. Wird gegen ein Strafurtheil von der Staatsanwaltschaft Berufung eingelegt, so sind dem Angeklagten die Schriftstücke über Einlegung und Rechtfertigung der Berufung durch die Gerichtsbehörde erster Instanz zuzustellen. Diese übersendet in allen Fällen der Berufung die Akten unmittelbar dem Obergericht.

§ 7. Kostenwesen.

(Zu § 10 der Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in den deutschen Schutzgebieten.)

In Ansehung des Kostenwesens bleiben bis auf Weiteres die in den einzelnen Schutzgebieten bestehenden Vorschriften in Geltung.

§ 8. Geschäftsgang.

1. Die zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten haben am Schlusse des Kalenderjahres eine Geschäftsübersicht an den Reichskanzler (Auswärtiges Amt, Kolonial-Abtheilung) einzureichen.

2. Der Geschäftsverkehr mit dem Reichskanzler erfolgt in eiligen Fällen durch unmittelbaren Bericht an denselben (Auswärtiges Amt, Kolonial-Abtheilung) in nicht eiligen Fällen durch Vermittelung des Gouverneurs (Landeshauptmanns). Letzterer ist befugt, Ausnahmen von dieser Vorschrift zu gestatten.

§ 9.

Die für die einzelnen Schutzgebiete erlassenen Dienstanweisungen, betreffend die Ausübung der Gerichtsbarkeit, treten, insoweit nicht im § 7 etwas Anderes bestimmt ist, außer Kraft.

Berlin, den 25. Dezember 1900.

Der Reichskanzler.
gez. Graf v. Bülow.

170. Verfügung, betreffend die Ausübung konsularischer Befugnisse und den Erlaß polizeilicher und sonstiger die Verwaltung betreffender Vorschriften in Deutsch-Südwestafrika.

Vom 25. Dezember 1900. (Reichs-Anzeiger vom 31. Dezember 1900, Kol. Bl. 1901, S. 5.)

Auf Grund der §§ 8 und 15 des Schutzgebietsgesetzes (Reichs-Gesetzbl. 1900, S. 813) bestimme ich hierdurch, was folgt:

§. 1. Der zur Ausübung der Gerichtsbarkeit erster Instanz ermächtigte Beamte zu Swakopmund hat die Geschäfte zu versehen, welche den deutschen Konsuln nach § 12 des Gesetzes vom 22. Juni 1899 (Reichs-Gesetzbl. S. 319) und nach § 35 des Gesetzes vom 8. November 1867 (Bundes-Gesetzbl. S. 137) zustehen. Dasselbe gilt von den Befugnissen, welche den deutschen Konsulaten als Seemannsämtern nach der Seemannsordnung vom 27. Dezember 1872 (Reichs-Gesetzbl. S. 409) und nach sonstigen Reichsgesetzen obliegen.

Die für die Konsuln geltenden Ausführungsbestimmungen zu den im vorhergehenden Absatz genannten Gesetzesvorschriften finden entsprechende Anwendung.

In den bezeichneten Angelegenheiten werden Gebühren und Auslagen nach Maßgabe der Bestimmungen des Gesetzes über die Gebühren und Kosten bei den Konsulaten des Deutschen Reiches vom 1. Juli 1872 (Reichs-Gesetzbl. S. 245) erhoben.

§ 2. Der Gouverneur ist befugt, polizeiliche und sonstige die Verwaltung betreffende Vorschriften zu erlassen und gegen die Nichtbefolgung derselben Gefängniß bis zu drei Monaten, Haft, Geldstrafe und Einziehung einzelner Gegenstände anzudrohen.

Die gleiche Befugniß kann von dem Gouverneur den mit der Wahrnehmung der Geschäfte der Bezirkshauptmannschaften betrauten Beamten für ihre Bezirke mit der

Maßgabe übertragen werden, daß das Strafmaß, soweit Gefängnißstrafe angedroht wird, nicht sechs Wochen, soweit Geldstrafe angedroht wird, nicht einhundertundfünfzig Mark übersteigen darf.

Berlin, den 25. Dezember 1900.

Der Reichskanzler.
gez. Graf v. Bülow.

171. Runderlaß des stellvertretenden Gouverneurs von Deutsch-Ostafrika, betreffend die Strafregister.

Vom 27. Dezember 1900.

An Stelle der durch Runderlaß vom 13. August 1896, Nr. 4981, nach einem bestimmten Schema vorgeschriebenen Auszüge aus dem Strafbuch sind fortan vierteljährlich beglaubigte Abschriften des Strafbuches vorzulegen.

Dar-es-Salâm, den 27. Dezember 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. von Estorff.

172. Ertheilung von Ermächtigungen zur Beurkundung des Personenstandes in Deutsch-Ostafrika.

(Reichs-Anzeiger vom 15. September 1900. Kol. Bl. S. 702.)

Auf Grund des § 4 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75), und des Gesetzes, betreffend die Eheschließung und Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 614) sowie des § 18 der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in Deutsch-Ostafrika, vom 1. Januar 1891 (Reichs-Gesetzbl. S. 1) ist den nachstehenden Beamten die Ermächtigung ertheilt, bürgerlich gültige Eheschließungen bezüglich aller Personen, die nicht Eingeborene sind, vorzunehmen und deren Geburten und Sterbefälle zu beurkunden, und zwar:

- dem jedesmaligen Gouverneur des Schutzgebietes von Deutsch-Ostafrika und seinem jedesmaligen Stellvertreter innerhalb des ganzen Schutzgebietes,
- den Bezirksrichtern in Dar-es-Salâm und in Tanga und ihren jedesmaligen Stellvertretern innerhalb ihres Amtsbezirkes,
- denjenigen Personen, welche für Fälle der Abwesenheit oder Behinderung der vorstehend bezeichneten Beamten von dem Gouverneur oder dessen Stellvertreter zur Wahrnehmung standesamtlicher Geschäfte bestellt werden, innerhalb des von dem Gouverneur oder seinem Stellvertreter zu bezeichnenden Bezirkes.

173. Ertheilung von Ermächtigungen zur Beurkundung des Personenstandes in Deutsch-Südwestafrika.

(Reichs-Anzeiger vom 15. September 1900. Kol. Bl. S. 702.)

Auf Grund des § 4 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75), und des Gesetzes, betreffend die Ehe-

schließung und Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 614) sowie der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes für das südwestafrikanische Schutzgebiet, vom 8. November 1892 (Reichs-Gesetzbl. S. 1037), ist den nachstehenden Personen die Ermächtigung ertheilt, bürgerlich gültige Eheschließungen bezüglich aller Personen, die nicht Eingeborene sind, vorzunehmen und deren Geburten und Sterbefälle zu beurkunden, und zwar:

dem jedesmaligen Gouverneur des Schutzgebietes von Deutsch-Südwestafrika und seinem jedesmaligen Stellvertreter innerhalb des ganzen Schutzgebietes,
den Bezirkshauptleuten innerhalb ihres Amtsbezirkes,
denjenigen Personen, welche für Fälle der Abwesenheit oder Behinderung der vorstehend bezeichneten Beamten von dem Gouverneur oder dessen Stellvertreter zur Wahrnehmung standesamtlicher Geschäfte bestellt werden, innerhalb des von dem Gouverneur oder seinem Stellvertreter zu bezeichnenden Bezirkes.

174. Ertheilung von Ermächtigungen zur Beurkundung des Personenstandes in Kamerun.

(Reichs-Anzeiger vom 15. September 1900. Kol. Bl. S. 702.)

Auf Grund des § 4 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75), und des Gesetzes, betreffend die Eheschließung und Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 614) sowie der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Eheschließung und Beurkundung des Personenstandes für die Schutzgebiete Kamerun und Togo, vom 21. April 1886 (Reichs-Gesetzbl. S. 128) ist den nachstehenden Beamten die Ermächtigung ertheilt, bürgerlich gültige Eheschließungen bezüglich aller Personen, die nicht Eingeborene sind, vorzunehmen und deren Geburten und Sterbefälle zu beurkunden, und zwar:

dem jedesmaligen Gouverneur des Schutzgebietes von Kamerun und seinem jedesmaligen Stellvertreter innerhalb des ganzen Schutzgebietes,
den Bezirksamtmännern und ihren jedesmaligen Stellvertretern innerhalb ihres Amtsbezirkes,
denjenigen Personen, welche für Fälle der Abwesenheit oder Behinderung der vorstehend bezeichneten Beamten von dem Gouverneur oder dessen Stellvertreter zur Wahrnehmung standesamtlicher Geschäfte bestellt werden, innerhalb des von dem Gouverneur oder seinem Stellvertreter zu bezeichnenden Bezirkes.

175. Ertheilung von Ermächtigungen zur Beurkundung des Personenstandes in Togo.

(Reichs-Anzeiger vom 15. September 1900. Kol. Bl. S. 702.)

Auf Grund des § 4 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75), und des Gesetzes, betreffend die Eheschließung und Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 614) sowie der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Eheschließung und Beurkundung des Personenstandes für die Schutzgebiete Kamerun und Togo, vom 21. April 1886

(Reichs-Gesetzbl. S. 128) ist den nachstehenden Beamten die Ermächtigung ertheilt, bürgerlich gültige Eheschließungen bezüglich aller Personen, die nicht Eingeborene sind, vorzunehmen und deren Geburten und Sterbefälle zu beurkunden, und zwar:

dem jedesmaligen Gouverneur des Schutzgebietes von Togo und seinem jedesmaligen Stellvertreter innerhalb des ganzen Schutzgebietes,

denjenigen Personen, welche für Fälle der Abwesenheit oder Behinderung der vorstehend bezeichneten Beamten von dem Gouverneur oder dessen Stellvertreter zur Wahrnehmung standesamtlicher Geschäfte bestellt werden, innerhalb des von dem Gouverneur oder seinem Stellvertreter zu bezeichnenden Bezirkes.

176. Ertheilung von Ermächtigungen zur Beurkundung des Personenstandes im Schutzgebiete der Marschall-Inseln.

(Reichs-Anzeiger vom 15. September 1900. Kol. Bl. S. 702.)

Auf Grund des § 4 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75), und des Gesetzes, betreffend die Eheschließung und Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 614) sowie des § 10 der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in dem Schutzgebiete der Marschall-, Brown- und Providence-Inseln, vom 13. September 1886 (Reichs-Gesetzbl. S. 291) ist den nachstehenden Beamten die Ermächtigung ertheilt, bürgerlich gültige Eheschließungen bezüglich aller Personen, die nicht Eingeborene sind, vorzunehmen und deren Geburten und Sterbefälle zu beurkunden, und zwar:

dem jedesmaligen Landeshauptmann des Schutzgebietes der Marschall-, Brown- und Providence-Inseln und seinem jedesmaligen Vertreter innerhalb des ganzen Schutzgebietes,

denjenigen Personen, welche für Fälle der Abwesenheit oder Behinderung der vorstehend bezeichneten Beamten von dem Landeshauptmann oder dessen Stellvertreter zur Wahrnehmung standesamtlicher Geschäfte bestellt werden, innerhalb des von dem Landeshauptmann oder seinem Stellvertreter zu bezeichnenden Bezirkes.

177. Ertheilung von Ermächtigungen zur Beurkundung des Personenstandes im Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen.[1]

(Reichs-Anzeiger vom 15. September 1900. Kol. Bl. S. 702.)

Auf Grund des § 4 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75), und des Gesetzes, betreffend die Eheschließung und Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 614) sowie des § 2 der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse im Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen, vom 18. Juli 1899 (Reichs-

[1]) Vergl. die Ertheilung von Ermächtigungen zur Beurkundung des Personenstandes in Deutsch-Guinea („Reichs-Anzeiger" Nr. 182 vom 4. August 1899.)

Gesetzbl. S. 542) ist den nachstehenden Beamten die Ermächtigung ertheilt, bürgerlich gültige Eheschließungen bezüglich aller Personen, die nicht Eingeborene sind, vorzunehmen und deren Geburten und Sterbefälle zu beurkunden, und zwar:

den zur Ausübung der Gerichtsbarkeit erster Instanz ermächtigten Beamten in Ponape, Yap und Saipan innerhalb ihres Amtsbezirkes, mit der Maßgabe, daß dieselben berechtigt sind, sich in Abwesenheits- oder Behinderungsfällen gegenseitig zu vertreten,

in Fällen der Abwesenheit oder Behinderung dieser Beamten deren allgemeinen Stellvertretern, in weiteren Behinderungsfällen den von dem Kaiserlichen Gouverneur zu Herbertshöhe oder von dem Kaiserlichen Vice-Gouverneur in Ponape zur Wahrnehmung standesamtlicher Geschäfte bestellten Personen.

178. Ertheilung von Ermächtigungen zur Beurkundung des Personenstandes in Samoa.

(Reichs-Anzeiger vom 15. September 1900. Kol. Bl. S. 702.)

Auf Grund des § 4 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75), und des Gesetzes, betreffend die Eheschließung und Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 614) sowie des § 9 der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in Samoa, vom 17. Februar 1900 (Reichs-Gesetzbl. S. 136) ist den nachstehenden Beamten die Ermächtigung ertheilt, im Schutzgebiete von Samoa bürgerlich gültige Eheschließungen bezüglich aller Personen, die nicht Eingeborene sind, vorzunehmen und deren Geburten und Sterbefälle zu beurkunden, und zwar:

dem jedesmaligen Kaiserlichen Richter zu Apia,

in Fällen der Abwesenheit oder Behinderung desselben denjenigen Personen, welche der Kaiserliche Gouverneur von Samoa zur Wahrnehmung standesamtlicher Geschäfte bestellt.

179. Ertheilung von Ermächtigungen zur Beurkundung des Personenstandes in Neu-Guinea.

(Reichs-Anzeiger, 5. November 1900.)

Auf Grund des § 4 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 75), und des Gesetzes, betreffend die Eheschließung und Beurkundung des Personenstandes von Reichsanhörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599, Reichs-Gesetzbl. 1896, S. 614) sowie des § 10 der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse in dem Schutzgebiete der Neu-Guinea-Kompagnie, vom 5. Juni 1886 (Reichs-Gesetzbl. S. 187) und des § 2 der Kaiserlichen Verordnung, betreffend die Rechtsverhältnisse im Inselgebiete der Karolinen, Palau und Marianen, vom 18. Juli 1899 (Reichs-Gesetzbl. S. 541) ist den nachstehenden Beamten des Schutzgebietes von Deutsch-Neu-Guinea unter Aufhebung der früher ertheilten Ermächtigung zur Wahrnehmung standesamtlicher Geschäfte die Ermächtigung ertheilt, bürgerlich gültige Eheschließungen bezüglich aller Personen, die nicht Eingeborene sind, vorzunehmen und deren Geburten und Sterbefälle zu beurkunden, und zwar:

dem jedesmaligen Gouverneur des Schutzgebietes von Deutsch=Neu=Guinea und seinem jedesmaligen Stellvertreter innerhalb des ganzen Schutzgebietes,

dem Vice=Gouverneur in Ponape, den Bezirksamtmännern in Herbertshöhe, Friedrich=Wilhelmshafen, Yap und Saipan, dem Stationschef in Nusa (Nord=Neu=Mecklenburg) und ihren jedesmaligen Stellvertretern innerhalb ihres Amtsbezirkes,

denjenigen Personen, welche für Fälle der Abwesenheit oder Behinderung der vorstehend bezeichneten Beamten von dem Gouverneur oder dessen Stellvertreter zur Wahrnehmung standesamtlicher Geschäfte bestellt werden, innerhalb des vom Gouverneur oder seinem Stellvertreter zu bezeichnenden Bezirks.

180. Reglement, betreffend das gegen weiße Gefangene zu beobachtende Verfahren und ihre Behandlung in den Gefängnissen des südwestafrikanischen Schutzgebietes.

§ 1. Die Gefängnisse des Schutzgebietes dienen bezüglich der weißen Gefangenen:

1. zur Aufnahme von Untersuchungsgefangenen, zu denen im Sinne dieser Verordnung auch die vorläufig festgenommenen Personen gehören;
2. zur Vollstreckung von Zuchthaus=, Gefängniß= und Haftstrafen;
3. zur Vollstreckung von Zwangshaft und Ordnungsstrafen (Civilgefangenen).

§ 2. Die durch diese Verordnung dem Gefängnißvorsteher zugewiesenen Geschäfte versieht der Bezirkshauptmann oder, wo ein solcher am Orte des Gefängnisses nicht vorhanden ist, der Distriktschef.

§ 3. Der Gefängnißvorsteher leitet die Verwaltung und führt die Dienstaufsicht über die dem Gefängnisse zugewiesenen Gefangenen=Aufseher.

§ 4. Der Gefängnißvorsteher hat täglich die Meldung des Gefangenenaufsehers entgegenzunehmen, mindestens einmal in der Woche, von Zeit zu Zeit auch des Nachts, hat er das Gefängniß zu revidiren.

§ 5. Die Beaufsichtigung weißer Gefangener hat durch weißes Aufsichtspersonal zu erfolgen.

§ 6. Jeder Privatverkehr des Aufsichtspersonals mit Gefangenen ist unzulässig.

§ 7. Den für die Beaufsichtigung der Gefangenen verantwortlichen Personen ist bei Ausübung des Dienstes der Gebrauch der Waffe gestattet:

1. wenn entweder ein Angriff auf ihre Person oder auf andere erfolgt, oder wenn sie mit einem solchen bedroht werden und ihnen in dem einen oder anderen Falle kein anderes Mittel, den Angriff abzuwehren, zu Gebote steht;
2. wenn ein Gefangener einen Fluchtversuch macht und zur Verhinderung kein anderes Mittel zu Gebote steht oder wenn er sich der Wiederergreifung thätlich oder durch gefährliche Drohungen widersetzt;
3. wenn ein Gefangener in den Besitz eines Werkzeuges, das zu gefährlichen Angriffen dienen kann, sich gesetzt hat und der Aufforderung, solches abzulegen, nicht nachkommt.

Der Gebrauch der Waffe darf nicht weiter ausgedehnt werden, als zur Abwehr des Angriffes, zur Verhinderung der Flucht oder zur Ueberwindung des Widerstandes erforderlich ist.

Dem Gefängnißvorsteher ist im Falle des Waffengebrauchs sogleich Anzeige zu machen; der Sachverhalt ist sofort festzustellen.

§ 8. Die Annahme der Gefangenen darf nur auf Grund eines schriftlichen Annahmebefehles des Richters erfolgen.

Personen, die von einer öffentlichen Behörde oder von Beamten des Polizei- oder Sicherheitsdienstes eingeliefert werden, können ohne schriftlichen Annahmebefehl, jedoch nur vorläufig aufgenommen werden. Dem Gefängnißvorsteher ist von einer solchen Aufnahme sofort Anzeige zu erstatten.

§ 9. Personen, die mit epidemischen Krankheiten behaftet sind, und solche, die sich im Zustande vorgerückter Schwangerschaft befinden, sollen in das Gefängniß nicht aufgenommen werden.

§ 10. Die aufgenommenen Gefangenen und ihre Sachen sind, sofern nicht die persönlichen Verhältnisse des Gefangenen eine Ausnahme rechtfertigen, von einem Gefangenenaufseher sorgfältig zu untersuchen.

Nöthigenfalls sind die Gefangenen zur Reinigung des Körpers anzuhalten.

Alle dem Gefangenen während der Haft entbehrlichen Gegenstände, insbesondere Gelder, Kostbarkeiten, Papiere, Orden und Ehrenzeichen, überflüssige Kleidungsstücke und alle Werkzeuge, welche zur Beförderung der Flucht dienen können, werden dem Gefangenen abgenommen.

Inwiefern auch die Kopf- und Fußbekleidung und die Tragbänder abzunehmen seien, ist nach der Schwere des Falles und der Gefährlichkeit des Gefangenen zu bestimmen.

Den Civilgefangenen (§ 1 Nr. 3) und ausnahmsweise auch anderen Gefangenen, die sich im Besitze der Ehrenrechte befinden, können einzelne Gegenstände, die Personen ihres Standes zu ihrer Bequemlichkeit zu besitzen pflegen, mit Genehmigung des Gefängnißvorstehers belassen werden.

§ 11. Die dem Gefangenen abgenommenen Gelder und sonstigen Gegenstände sind sorgfältig aufzubewahren.

Gelder, Werthpapiere und Kostbarkeiten sind ausnahmslos an den Vorsteher des Gefängnisses zur weiteren Bestimmung abzuliefern.

§ 12. Nach der Aufnahme ist der Gefangene mit den wesentlichen Bestimmungen der Hausordnung und den Bestimmungen der §§ 7, 22 bis 24, 27 Nr. 1 bis 5 dieser Verordnung bekannt zu machen.

§ 13. Weiße Gefangene sind in jeder Beziehung von farbigen Gefangenen getrennt zu halten.

§ 14. Zuchthausgefangene sind von anderen Gefangenen getrennt zu halten.

§ 15. Gefangene verschiedenen Geschlechts dürfen niemals in eine Zelle zusammengebracht werden.

§ 16. Untersuchungsgefangene, die der Begehung derselben Strafthat oder mehrerer miteinander in Verbindung stehender Strafthaten beschuldigt sind, sind voneinander getrennt zu halten.

§ 17. Soweit die Räumlichkeiten es gestatten, sind getrennt unterzubringen:

In erster Linie:

Untersuchungsgefangene und Civilgefangene (§ 1 Nr. 3) getrennt von Strafgefangenen;

demnächst:

jugendliche Gefangene getrennt von erwachsenen, die zur Haft Verurtheilten getrennt von den zu Gefängnißstrafe und nach § 361 Nr. 3 bis 8 Verurtheilten.

§ 18. Die Zuchthausstrafe, die Gefängnißstrafe und die Haftstrafe kann in Einzelhaft vollstreckt werden.

Die Bestimmungen darüber, in welchen Fällen die Einzelhaft Platz zu greifen hat, trifft der Gefängnißvorsteher.

§ 19. Bei dem Vollzuge der Strafe in Einzelhaft wird der Gefangene in eine besondere Zelle gebracht und hier bei Tag und bei Nacht außer Gemeinschaft mit anderen Gefangenen gehalten.

Die Einzelhaft darf jedoch ohne Zustimmung des Gefangenen in keinem Falle die Dauer von drei Jahren übersteigen. Die Zustimmung ist protokollarisch festzustellen.

§ 20. Die Einzelhaft ist ausgeschlossen, wenn von ihr eine Gefahr für den körperlichen oder geistigen Zustand des Gefangenen zu befürchten steht.

Der Vorsteher das Gefängnisses hat, wenn die Einzelhaft länger als drei Monate dauern soll, den Arzt darüber zu hören, ob die Anwendbarkeit der Einzelhaft einem Bedenken unterliegt.

§ 21. Die zur Gemeinschaftshaft bestimmten Gefängnißzellen sind in der Regel mit mindestens drei Personen zu belegen. Ausnahmsweise kann die Belegung mit zwei Personen erfolgen, insbesondere wenn sie in Rücksicht auf Krankheit eines Gefangenen nothwendig erscheint. Die Belegung einer Zelle mit einem Erwachsenen und einem Jugendlichen ist unbedingt untersagt.

§ 22. Den als gefährlich bekannten oder als solche bezeichneten Gefangenen können Fesseln angelegt, auch für die Nacht die Kleider abgenommen werden.

Betrifft die Maßregel einen Untersuchungsgefangenen, so ist alsbald dem Richter hiervon Mittheilung zu machen.

§ 23. Gefangene, die die Ordnung stören und der ihnen ertheilten Warnung des Gefangenenaufsehers nicht Folge leisten, können sofort durch den betreffenden Gefangenenaufseher in eine Arrestzelle abgeführt werden. Dem Vorsteher ist in solchem Falle sofort Anzeige zu machen.

§ 24. Zur augenblicklichen Bändigung bei thätlicher Widersetzlichkeit oder bei Toben und Schreien dürfen Fesselung, Zwangsstuhl und Zwangsjacke angewendet werden.

§ 25. Der Gefängnißvorsteher hat eine Haus- und eine Tagesordnung zu erlassen.

Durch die Hausordnung sind Verhaltungsregeln für die Gefangenen zu geben, insbesondere Spiel, Branntwein- und Tabakgenuß, Handel und Geschenkgeben, Verübung von Beschädigungen den Gefangenen zu untersagen, tägliche Reinigung des Körpers, der Kleider und der Zellen ihnen aufzuerlegen. Durch die Tagesordnung sind die Stunden des Aufstehens und des Niederlegens, der Beginn und der Schluß der regelmäßigen Arbeitszeit, die Zeit der Verabreichung sowie der Dauer der Mahlzeiten und die Zeit und Dauer der Bewegung im Freien derart festzustellen, daß jede Gemeinschaft zwischen weißen und farbigen Gefangenen vermieden wird. (§ 13.)

§ 26. Zur Anbringung von Gesuchen und Beschwerden haben sich die Gefangenen durch den Gefangenenaufseher bei dem Vorsteher melden zu lassen.

Außerdem können Gesuche und Beschwerden auch bei den Revisionen unmittelbar angebracht werden. Wiederholte unbegründete Beschwerden ziehen Bestrafung nach sich.

§ 27. Als Disziplinarstrafen kommen in Anwendung:

1. Verweis,
2. Entziehung der Bewegung im Freien bis zu 1 Woche, der Lektüre bis zu 2 Wochen,
3. bei Einzelhaft: Entziehung der Arbeit unter gleichzeitiger Entziehung der Lektüre bis zu 1 Woche,
4. Kostschmälerung, die bestehen kann:
   a) in Entziehung der Zusatznahrungsmittel,
   b) in vollständiger oder theilweiser Entziehung der Morgen- oder der Abendkost,
   c) in Entziehung der Fleischportion bis zu 2 Wochen, bei Zuchthausgefangenen bis zu 1 Monat,
   d) in Beschränkung der Kost auf Wasser und Brot einen um den anderen Tag auf die Höchstdauer von 1 Woche, bei Zuchthausgefangenen von 1 Monate,
5. Arrest, bestehend in einsamer Einsperrung in einem hierzu bestimmten Lokale mit oder ohne Aufgabe einer Arbeit bis zu 1 Monate; bei Zuchthausgefangenen bis zu 2 Monaten.

   Diese Strafe kann geschärft werden (strenger Arrest):
   a) durch Entziehung des Bettlagers,
   b) durch Verdunkelung der Arrestzelle,
   c) durch Kostschmälerung, gemäß Nr. 4 a, b, c, d,

   jedoch mit der Maßgabe, daß dem Gefangenen jeden 4. Tag das hausordnungsmäßige Bettlager, das Tageslicht und die hausordnungsmäßige Kost gewährt wird.

Die zu 1 bis 5 aufgeführten Disziplinarstrafen können verbunden zur Anwendung gebracht werden. Wenn der Gefängnißvorsteher die Anwendung des strengen Arrestes (5 a, b, c) für geboten erachtet, so muß vor der Vollstreckung eine Erhebung durch schriftliche Vernehmung des Angeschuldigten und der Zeugen stattfinden, auch, wenn ein Arzt am Orte ist, dieser darüber gehört werden, ob der körperliche Zustand des Gefangenen die Vollstreckung des strengen Arrestes zuläßt.

Körperliche Züchtigung und Lattenstrafe sind ausgeschlossen. Ebenso sind Fesselung, Zwangsstuhl und Zwangsjacke als Disziplinarstrafen unzulässig (als Sicherheits- und Bändigungsmittel siehe § 24).

§ 28. Die Verhängung von Disziplinarstrafen steht dem Vorsteher, hinsichtlich der Untersuchungsgefangenen dem Richter zu. Der Gefangene ist vor der Beschlußfassung zu hören.

Jede Verhängung einer Disziplinarstrafe ist in ein Strafbuch einzutragen, das nach Muster B zu führen ist.

Gegen die Strafverfügung steht dem Gefangenen die Beschwerde zu, sie hat jedoch keine aufschiebende Wirkung.

§ 29. Die Bestimmungen über Bekleidung und Lagerung der Gefangenen trifft der Gefängnißvorsteher.

§ 30. Die Gefangenen erhalten die gleiche Kost wie die in der Truppe eingestellten eingeborenen Soldaten.

§ 31. Jedem Gefangenen ist die durch die Speiseordnung vorgeschriebene Kost in der angeordneten Menge und in guter Beschaffenheit zu gewähren.

Gefangene, die die Gefängnißkost ohne Gefährdung ihrer Gesundheit nicht vertragen können, erhalten auf Anweisung des Gefängnißvorstehers eine ihren Bedürfnissen entsprechende Kost.

§ 32. In jedem Gefängniß sind nützliche Arbeiten einzuführen.

§ 33. An den Sonntagen und den christlichen Feiertagen ruht die Zwangsarbeit.

§ 34. Alle gesunden Gefangenen, wenn sie nicht mit Arbeiten in Hof und Garten oder mit Außenarbeit beschäftigt sind, oder sich nicht im Arrest befinden, sind, wo es ausführbar ist und wenn es die Witterung gestattet, täglich bis zur Dauer von einer Stunde zur Bewegung im Freien in den Gefängnißhof zu führen und hierbei unausgesetzt zu beaufsichtigen.

Hinsichtlich der Untersuchungsgefangenen gelten dieselben Bestimmungen jedoch nur, sofern dafür gesorgt ist, daß der Untersuchungsgefangene nicht mit anderen Gefangenen in Berührung kommen kann.

Dasselbe gilt hinsichtlich der Zuchthausgefangenen.

§ 35. Jeder Gefangene, mit Ausnahme der Zuchthausgefangenen, darf in der Regel einmal im Monat Besuch annehmen.

Die Erlaubniß ertheilt für die Untersuchungsgefangenen der Richter, für die übrigen Gefangenen der Gefängnißvorsteher.

Zuchthausgefangenen ist die Erlaubniß nur in besonders dringlichen Fällen zu geben.

Die Gespräche der Besucher mit Untersuchungsgefangenen dürfen nur im Beisein des Richters oder eines von diesem beauftragten Beamten, Gespräche mit Strafgefangenen nur im Beisein eines Aufsehers, und zwar in beiden Fällen nur in einer dem betreffenden Beamten bekannten Sprache geführt werden.

§ 36. Ein schriftlicher Verkehr mit außerhalb der Anstalt wohnenden Personen darf nur stattfinden

> bei Untersuchungsgefangenen mit Genehmigung des Richters, bei Strafgefangenen mit Genehmigung des Gefängnißvorstehers.
>
> Die eingehenden und ausgehenden Briefe sind im ersten Falle dem Richter, im anderen Falle dem Gefängnißvorsteher vorzulegen. Erst nachdem die Erlaubniß dazu von dem zuständigen Beamten ertheilt ist, dürfen die eingegangenen Briefe vorübergehend ausgehändigt, die ausgehenden abgesandt werden.
>
> Keinem Untersuchungsgefangenen dürfen ohne Genehmigung des Richters, keinem Strafgefangenen ohne Genehmigung des Gefängnißvorstehers Schreibmaterialien in die Gefängnißzelle verabfolgt werden.

§ 37. Dem Untersuchungsgefangenen ist der mündliche und schriftliche Verkehr mit dem Vertheidiger gestattet, vor Eröffnung des Hauptverfahrens jedoch nur mit Genehmigung des Richters.

§ 38. Keinem Gefangenen darf der seelsorgerische Zuspruch versagt werden, falls er das Verlangen danach äußert und sich ein Geistlicher am Orte befindet.

§ 39. Bei eintretender Erkrankung eines Gefangenen sind die geeigneten Vorkehrungen auf Anordnung des Gefängnißvorstehers zu treffen und, wenn irgend möglich, ein Arzt zuzuziehen.

Von bedenklicher Erkrankung eines Untersuchungsgefangenen ist der Richter zu benachrichtigen.

Wird die Ueberführung des Gefangenen in eine Krankenanstalt nothwendig, so ist dem Vorstande der Krankenanstalt der Zeitpunkt, an welchem der Erkrankte zur Entlassung kommt, unter dem Bemerken mitzutheilen, daß mit dem Eintritt dieses Zeitpunktes der Erkrankte ohne Weiteres aufhört, Gerichtsgefangener zu sein. Von

der Ueberführung eines Strafgefangenen in eine Krankenanstalt ist der Richter unter Mittheilung des Entlassungstermins in Kenntniß zu setzen.

§ 40. Die Entlassung von Untersuchungsgefangenen darf nur auf Grund einer schriftlichen Anweisung des Richters erfolgen.

Nach Ablauf der festgesetzten Strafzeit sind Strafgefangene ohne besondere Anweisung durch die Gefängnißverwaltung zu entlassen. Zu diesem Zwecke ist der Zeitpunkt der Entlassung zu berechnen und im Kalender für Entlassungstermine zu notiren.

Es wird der Tag zu 24 Stunden, die Woche zu 7 Tagen, der Monat und das Jahr nach der Kalenderzeit gerechnet. Bei Freiheitsstrafen beginnt die Strafzeit mit dem Eintritt in das Gefängniß, falls nicht ein anderer Zeitpunkt durch besondere Anordnung festgesetzt ist.

Erfolgt während des Vollzuges einer Freiheitsstrafe wegen Krankheit des Gefangenen die Ueberführung desselben in eine von dem Gefängniß getrennte Krankenanstalt, ohne daß gleichzeitig die Entlassung aus der Haft angeordnet ist, so wird die in der Krankenanstalt zugebrachte Zeit in die Strafdauer eingerechnet, das Gegentheil kann nur durch gerichtliche Entscheidung bestimmt werden. (§ 493 St. P. O.)

Der Vorsteher des Gefängnisses ist dafür verantwortlich, daß kein Gefangener länger als die durch Urtheil bestimmte Zeit in der Anstalt zurückgehalten wird.

Bei Civilgefangenen, die auf Antrag eines Gläubigers zur Haft gebracht sind, (§ 899 ff. C. P. O.) ist zu berücksichtigen, daß deren Entlassung insbesondere auch dann erfolgen muß, wenn der Gläubiger dies beantragt oder der Verpflegungsvorschuß erschöpft ist, oder die Haft die Dauer von sechs Monaten erreicht hat.

§ 41. Den zu entlassenden Gefangenen sind die ihnen abgenommenen, ihnen gehörigen Gegenstände (§§ 10, 36) gegen Quittung zu verabfolgen.

§ 42. Untersuchungsgefangene sind unter steter Berücksichtigung des Umstandes zu behandeln, daß ihre Schuld noch nicht feststeht.

Bequemlichkeiten und Beschäftigungen, die dem Stande und den Vermögensverhältnissen des Untersuchungsgefangenen entsprechen, darf er sich auf seine Kosten verschaffen, soweit sie mit dem Zwecke der Haft vereinbar sind und weder die Ordnung im Gefängnisse stören, noch die Sicherheit gefährden.

Die Benutzung von Licht bis 9 Uhr abends und die Beschäftigung mit Lektüre kann ihnen vom Gefängnißvorsteher gestattet werden.

Fesseln dürfen im Gefängniß dem Untersuchungsgefangenen nur dann angelegt werden, wenn es wegen besonderer Gefährlichkeit seiner Person, namentlich zur Sicherung Anderer erforderlich erscheint, oder wenn er einen Selbstentleibungs- oder Entweichungsversuch gemacht oder vorbereitet hat.

§ 43. Untersuchungsgefangene können nicht zur Arbeit gezwungen werden. Die freiwillige Betheiligung bei den in der Anstalt eingeführten Arbeiten kann ihnen mit Genehmigung des Richters gestattet werden.

§ 44. Den Untersuchungsgefangenen ist die eigene Kleidung und Wäsche zu belassen, sofern sie ausreichend, reinlich und ordentlich ist. Im entgegengesetzten Falle wird ihnen Hauskleidung verabfolgt, es ist jedoch dafür Sorge zu tragen, daß sie auf Verlangen des Untersuchungsrichters in denjenigen Kleidern vorgeführt werden können, welche sie bei ihrer Verhaftung getragen haben.

§ 45. Auf Verlangen ist den Untersuchungsgefangenen zu gestatten, auf ihre Kosten durch Vermittelung der Gefängnißverwaltung sich selbst zu beköstigen oder Zusatznahrungsmittel zu kaufen.

Die eingebrachten Sachen sind sorgfältig zu untersuchen, Backwaaren sind zu durchschneiden.

Die im Wege der Selbstbeköstigung beschaffte Kost darf die Grenzen eines mäßigen Genusses nicht übersteigen.

Der Genuß von Branntwein ist auch in diesem Falle ausgeschlossen.

Die Erlaubniß kann im Falle des Mißbrauchs vom Gefängnißvorsteher zurückgenommen werden.

§ 46. Die Vorschriften dieses Reglements und der für das einzelne Gefängniß bestehenden besonderen Bestimmungen finden auf Untersuchungsgefangene insoweit Anwendung, als nicht vom Richter für einen solchen abweichende Anordnungen getroffen sind.

§ 47. Die zu Zuchthausstrafe Verurtheilten sind zu den im Gefängniß eingeführten Arbeiten anzuhalten. Bei Beschäftigung außerhalb der Anstalt sind sie von freien weißen Arbeitern getrennt zu halten.

§ 48. Die zu Gefängnißstrafe Verurtheilten können in einer ihren Fähigkeiten und Verhältnissen angemessenen Weise beschäftigt werden; auf ihr Verlangen sind sie in dieser Weise zu beschäftigen.

Unter den den Fähigkeiten und Verhältnissen angemessenen Arbeiten sind nicht bloß solche zu verstehen, welche der Verurtheilte schon früher gelernt oder betrieben hatte.

Darüber, ob eine Arbeit den Fähigkeiten und Verhältnissen des zu Gefängnißstrafe Verurtheilten entspricht, hat im Zweifelsfalle der Gefängnißvorsteher zu entscheiden. Ist die Möglichkeit einer solchen Arbeit vorhanden, so ist der Verurtheilte dazu anzuhalten; nur ausnahmsweise kann der Vorsteher davon dispensiren.

Die zu Gefängnißstrafe Verurtheilten können mit ihrer Zustimmung außerhalb der Anstalt beschäftigt werden. Hierbei sind sie von freien weißen Arbeitern getrennt zu halten.

§ 49. Die nach Vorschrift des § 361 Nr. 3 bis 8 des Strafgesetzbuches Verurtheilten können zu Arbeiten, welche ihren Fähigkeiten und Verhältnissen angemessen sind, nach Maßgabe der im § 48 enthaltenen Bestimmungen innerhalb, und sofern sie von anderen freien weißen Arbeitern getrennt gehalten werden, auch außerhalb der Anstalt angehalten werden.

Die Verwendung zur Außenarbeit ist auch ohne ihre Zustimmung zulässig.

§ 50. Die zur Haft Verurtheilten (mit Ausnahme derjenigen, welche auf Grund des § 361 Nr. 3 bis 8 des Strafgesetzbuches eine Haftstrafe zu verbüßen haben) können zur Arbeit nicht gezwungen werden. Ihnen ist selbstgewählte Beschäftigung, die mit der Gefängnißordnung verträglich ist, ebenso wie die freiwillige Betheiligung bei den in der Anstalt eingeführten Arbeiten, nach Maßgabe der in dem § 47 gegebenen Bestimmungen zu gestatten. Die Benutzung von Licht bis 9 Uhr abends und die Beschäftigung mit Lektüre kann ihnen vom Gefängnißvorsteher gestattet werden.

Sie behalten ihre eigene Kleidung und Wäsche, sofern sie ausreichend reinlich und ordentlich ist; im entgegengesetzten Falle wird ihnen Hauskleidung verabfolgt.

Für ihre Beköstigung gelten die Bestimmungen des § 45.

§ 51. Für die Civilgefangenen (§ 1 Nr. 3) gelten die Bestimmungen des § 50 und des § 42 Absatz 2.

Der briefliche Verkehr wird nicht kontrollirt.

Besuche dürfen ohne Anwesenheit eines Beamten zugelassen werden.

§ 52. In jedem Gefängniß ist ein Gefangenenbuch nach anliegendem Muster und im Kalender zu führen, in dem der Zeitpunkt der Entlassung jedes Gefangenen unter Vermerk seines Namens und unter Hinweis auf die Nummer des Gefangenenbuches notirt wird.

Muster für das

Für jeden Gefangenen sind zwei nebeneinander

Lfde Nr. ______ **Vor= und Zuname**

1	2	3	4	5	6
Datum der Aufnahme	Letzter Wohnort	Geburts=		Besondere Kennzeichen	Name de... Ehegatt.....
		Zeit	Ort		

Dem Gefangenen sind folgende Gegenstände abgenommen worden: ....

(Datum) ....

Unterschrift: [6])

Quittung. [7])

---

[1]) bei verheiratheten Frauen auch ihr Mädchenname;
[2]) z. B.: Am 13. 4. 1900 verurtheilt wegen Diebstahls, Haftbefehl vom 13. 4. 1900;
[3]) z. B.: Zuchthaus, Gefängniß, Haft, Untersuchungshaft, Civilhaft;
[4]) z. B.: 2 Jahre;
[5]) der Beginn der Strafzeit kann im Urtheil auf einen früheren Zeitpunkt festgesetzt sein als in dem die Aufnahme erfolgt;
des untersuchenden Beamten;

Gefangenenbuch.

liegende Seiten des Buches zu verwenden.

des Gefangenen. [1])

7	8	9	10	11	12
Grund [7]) der Haft	Art [8]) der Haft	Dauer [4]) der Strafzeit	Beginn [5]) der Strafzeit	Ende der Strafzeit	Entlassung hat stattgefunden [9])

Disziplinarstrafen. [8])

[7]) des zu entlassenden Gefangenen;
[8]) nach Grund und Art anzugeben und vom Vorsteher zu unterschreiben;
[9]) bei Untersuchungsgefangenen ist, sobald diese ihre Eigenschaft aufhört, in Spalte 12 ihre Entlassung zu vermerken und unter den früheren Eintragungen von Neuem ihre Aufnahme als Strafgefangene in Spalte 1 zu notiren sowie die Eintragungen in Spalte 7 und 8 zu machen und nunmehr auch Spalte 9 bis 11 auszufüllen.

Anhang.

Gesetze und Verordnungen, betreffend Kiautschou.

1. Verordnung, betreffend Dienstverletzungen chinesischer Arbeiter und Dienstboten.

Vom 1. Juli 1898. (Amtsblatt[1]) 1900, Nr. 8, S. 57.)

Chinesen, die in einem Dienstverhältniß oder Arbeitsverhältniß stehen, können auf Antrag der Dienst- und Arbeitgeber wegen fortgesetzter Pflichtverletzung und Trägheit, wegen Widersetzlichkeit oder unbegründeten Verlassens ihrer Dienst- und Arbeitsstellen sowie wegen sonstiger erheblicher Verletzungen des Dienst- und Arbeitsverhältnisses und Verleitung Anderer dazu mit Geldstrafe bis zur halben Höhe des Monatslohnes, mit körperlicher Züchtigung bis zu 50 Hieben und, in Verbindung mit diesen Strafen oder allein, mit Freiheitsstrafen, nicht über 21 Tage, bestraft werden.

Zu der Verhängung dieser Strafen ist der zuständige Bezirksamtmann befugt.

Tsingtau, den 1. Juli 1898.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Rosendahl.

2. Verordnung, betreffend Regelung des Grunderwerbs.

Vom 2. September 1898. (Amtsblatt 1900, Nr. 7, S. 51 bis 53.)

Auf Grund des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse in den deutschen Schutzgebieten vom 15. März 1888, der Kaiserlichen Verordnung vom 27. April d. Js. sowie der Ausführungsbestimmungen des Reichskanzlers vom gleichen Tage, wird Folgendes verordnet:

I. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Die Rechtsverhältnisse an Grundstücken regeln sich, soweit sich nicht aus dieser Verordnung ein Anderes ergiebt, nach den im Geltungsbereich des Preußischen Allgemeinen Landrechts geltenden Bestimmungen.

§ 2. Die auf die Grundschuld und auf das Bergwerkseigenthum bezüglichen Bestimmungen des Gesetzes über den Eigenthumserwerb vom 5. Mai 1872, das Berggesetz vom 24. Juni 1865, die Grundbuchordnung vom 5. Mai 1872 und das Gesetz, betreffend die Zwangsvollstreckung in das unbewegliche Vermögen vom 13. Juli 1883 bleiben außer Anwendung.

§ 3. Das Verbot des Chefs des Kreuzergeschwaders vom 14. November 1897, nach welchem den Chinesen der Verkauf von Grundeigenthum an andere Personen als das Kaiserliche Gouvernement untersagt ist, bleibt auch ferner in Kraft.

---

[1]) „Amtsblatt für das Deutsche Kiautschou-Gebiet", Tsingtau.

Diesem Verbot entgegen abgeschlossene Verträge sind nichtig.
Die in das Grundbuch eingetragenen Grundstücke unterliegen dieser Verfügungsbeschränkung nicht.

II. Einrichtung der Grundbücher.

§ 4. Für das Schutzgebiet werden Grundbücher angelegt, in welche die von dem Gouvernement veräußerten Grundstücke eingetragen werden.

§ 5. Die Grundbücher werden nach dem Formular in Anlage A eingerichtet. Jedes Grundstück erhält ein eigenes Grundbuchblatt.

Es kann jedoch für mehrere Grundstücke desselben Eigenthümers ein gemeinschaftliches Grundbuchblatt angelegt werden, wenn daraus nach dem Ermessen der Grundbuchbehörde keine Verwirrung zu besorgen ist.

Die Grundbuchblätter eines Grundbuchs erhalten fortlaufende Nummern nach dem Zeitpunkt der Anlegung.

§ 6. Jedes Grundbuchblatt besteht aus einem Titel und drei Abtheilungen.

Der Titel giebt in der ersten Hauptspalte an:

1. die Bezeichnung des Grundstücks nach Lage und Begrenzung, nach seinen etwaigen besonderen Namen auf die bei den Grundakten befindliche Karte, sowie thunlichst die Eigenschaft des Grundstücks nach Kultur und Art der Benutzung;
2. die Größe des Grundstücks.

Die für den Reinertrag bezw. Nutzungswerth bestimmte Spalte ist vorläufig noch offen zu lassen.

Sind mehrere Grundstücke in demselben Grundbuchblatt vereinigt, so sind dieselben unter fortlaufenden Nummern gesondert in der ersten Hauptspalte aufzuführen.

§ 7. In die erste Spalte der Abtheilung ist einzutragen:

der Eigenthümer nach Vor- und Zunamen, nach Stand, Gewerbe oder anderen unterscheidenden Merkmalen, Wohnort oder Aufenthaltsort; eine juristische Person nach ihrer gesetzlichen oder in der Verleihungsurkunde enthaltenen Benennung: eine Handelsgesellschaft, Aktiengesellschaft und Genossenschaft unter ihrer Firma und Bezeichnung des Ortes, wo sie ihren Sitz hat;

in die zweite Spalte:

das Datum der Eintragung, ihr Rechtsgrund (Auflassung, Testament rc.) sowie die Vermerke über Zuschreibungen;

in die dritte Spalte:

der Erwerbspreis oder die Schätzung des Werthes nach einer öffentlichen Taxe, und bei Gebäuden die Feuerversicherungssumme mit Angabe des Tages der Versicherung.

§ 8. In die erste Hauptspalte der zweiten Abtheilung werden eingetragen:

1. dauernde Lasten und wiederkehrende Geld- und Naturalleistungen, welche auf einem privatrechtlichen Titel beruhen;
2. die Beschränkungen des Eigenthums und des Verfügungsrechts des Eigenthümers.

In die zweite Hauptspalte „Veränderungen“ werden alle Veränderungen eingetragen, welche die in der ersten Hauptspalte vermerkten Rechte und Beschränkungen erleiden.

Ist ein in der ersten Hauptspalte eingetragenes Recht aufgehoben, so erfolgt die Löschung in der Hauptspalte „Löschungen“; die Löschung einer Veränderung wird unter der zweiten Hauptspalte in der Nebenspalte „Löschungen“ bewirkt.

§ 9. In die erste Hauptspalte der dritten Abtheilung werden die Hypotheken eingetragen.

In die zweite Hauptspalte „Veränderungen" sind alle Veränderungen (Uebertragungen, Verpfändung ꝛc.) der in der ersten Hauptspalte eingetragenen Posten, sowie etwaige Beschränkungen des Verfügungsrechtes über dieselben zu vermerken.

Die Nebenspalte „Löschungen" in der zweiten Hauptspalte ist für die Löschungen der Veränderungen, die Hauptspalte „Löschungen" zur Löschung der in der ersten Hauptspalte eingetragenen Posten bestimmt.

§ 10. Für jedes Grundbuchblatt werden besondere Grundakten gehalten.

Bei Eintragungen in die zweite und dritte Abtheilung kann auf den Inhalt der Grundakten Bezug genommen werden, soweit es sich um Nebenbestimmungen, insbesondere um Kündigung und Rückzahlung des Kapitals handelt.

§ 11. Die Einsicht der Grundbücher und Grundakten ist Jedem gestattet, welcher ein rechtliches Interesse dabei hat.

III. Zuständigkeit und Verfahren.

§ 12. Für die Bearbeitung der Grundbuchsachen ist der Kaiserliche Richter zuständig (Grundbuchrichter). Gegen Entscheidungen, durch welche ein Antrag abgelehnt wird, findet Beschwerde an das Kaiserliche Konsulargericht in Schanghai statt.

§ 13. Der Grundbuchrichter verfährt, soweit nicht etwas Anderes vorgeschrieben ist, nur auf Antrag.

Die Anträge, einschließlich der Auflassungserklärungen, werden mündlich bei dem Grundbuchrichter angebracht oder schriftlich eingereicht. Mündliche Anträge auf Eintragungen oder Löschungen sind von dem Grundbuchrichter aufzunehmen.

§ 14. Schriftliche, zu einer Eintragung oder Löschung erforderliche Anträge und Urkunden, sowie Vollmachten von Personen, welche als Bevollmächtigte Anträge stellen oder Erklärungen abgeben, müssen gerichtlich oder notariell aufgenommen oder beglaubigt sein. Jedoch bedürfen schriftliche Anträge, welchen die beglaubigten Urkunden beiliegen, in denen die Betheiligten beantragte Eintragung oder Löschung schon bewilligt haben, keiner besonderen Beglaubigung.

Der Aufnahme eines besonderen Protokolls über die Beglaubigung oder der Zuziehung von Zeugen bedarf es nicht.

§ 15. Urkunden und Anträge der öffentlichen Behörden der Schutzgebiete, des Reiches oder eines Bundesstaates bedürfen, wenn sie ordnungsmäßig unterschrieben und untersiegelt sind, keiner Beglaubigung.

§ 16. Sind die zur Eintragung oder Löschung erforderlichen Urkunden oder Vollmachten von einer ausländischen Behörde ausgestellt oder beglaubigt, und ist die Befugniß dieser Behörde zur Ausstellung öffentlicher Urkunden nicht durch Staatsverträge des Deutschen Reiches verbürgt oder sonst dem Grundbuchrichter bekannt, so muß die Befugniß der ausländischen Behörde zur Aufnahme des Aktes und deren Unterschrift auf gesandtschaftlichem oder konsularischem Wege festgestellt werden.

§ 17. Die Anträge sowohl als die Urkunden sind genau mit dem Zeitpunkte des Einganges bei dem Grundbuchrichter zu versehen. Sie bleiben, soweit nicht ein Anderes vorgeschrieben ist, in Urschrift oder in beglaubigter Abschrift bei den Grundakten.

§ 18. Die Verfügungen auf die Anträge sind vom Grundbuchrichter zu erlassen und müssen den Inhalt der Eintragungen wörtlich angeben. Die Eintragungen sind von dem Richter und Gerichtsschreiber zu unterzeichnen.

§ 19. Bei allen Einschreibungen in das Grundbuch ist der Tag der Einschreibung anzugeben; die in die zweite und dritte Abtheilung einzutragenden Posten sind in jeder Abtheilung mit fortlaufenden Nummern zu versehen.

§ 20. Der Grundbuchrichter hat die Rechtsgültigkeit der vollzogenen Auflassung, Eintragung und Löschungsbewilligung nach Form und Inhalt zu prüfen. Ergiebt die Prüfung für die beantragte Eintragung oder Löschung ein Hinderniß, so hat der Grundbuchrichter es dem Antragsteller bekannt zu machen.

§ 21. Bei mehreren Eintragungsgesuchen für dasselbe Grundstück erfolgt die Eintragung in der durch den Zeitpunkt der Vorlegung der Gesuche bei dem Grundbuchrichter bestimmten Reihenfolge und aus gleichzeitig vorgelegten Gesuchen zu gleichem Recht, wenn nicht in ihnen eine andere Reihenfolge bestimmt ist.

Werden mehrere Auflassungserklärungen desselben Eigenthümers zu Gunsten verschiedener Personen vorgelegt, bevor auf eine derselben eine Eintragung erfolgt ist, so unterbleibt die Eintragung bis zur Erledigung des Widerspruchs.

§ 22. Die Eintragung des Eigenthümers ist dem bisher eingetragenen Eigenthümer und dem aus dem Grundbuch ersichtlichen dinglich Berechtigten bekannt zu machen.

§ 23. Wenn ein Grundstück, welches von einem eingetragenen Grundstück abgezweigt werden soll, auf ein anderes Blatt zu übertragen ist, so muß das einzutragende Grundstück nach den im § 6 bestimmten Merkmalen unter Beifügung einer die Lage und Größe des Grundstücks in beglaubigter Form ergebenden Karte bezeichnet werden.

§ 24. Soll die Abtretung einer Hypothek ins Grundbuch eingetragen werden, so ist mit der Abtretungserklärung die Hypothekenurkunde vorzulegen.

Die Abtretungserklärung muß den Namen des einzutragenden Erwerbers der Hypothek enthalten. Der Annahmeerklärung desselben bedarf es nicht.

Die Eintragung wird auf der Hypothekenurkunde vermerkt und dieser Vermerk mit der Unterschrift und dem Gerichtssiegel versehen.

§ 25. Erfolgt eine Theilabtretung, so ist von der Hypothekenurkunde eine gerichtlich oder notariell beglaubigte Abschrift anzufertigen, und zugleich auf die Haupturkunde der Vermerk, welcher Theil der Hypothek abgetreten, und auf die beglaubigte Abschrift der Vermerk, für wen und über welchen Theil der Hypothek die Abschrift gefertigt ist, zu setzen.

Soll die Theilabtretung eingetragen werden, so sind die Haupturkunde und die beglaubigte Abschrift dem Grundbuchrichter vorzulegen, und die Eintragung der Abtretung ist gemäß § 24 auf beiden Urkunden und außerdem neben dem Eintragungsvermerk auf der Haupturkunde zu vermerken: „Gültig auf (Summe)."

§ 26. Die Vorschriften des § 24 finden entsprechende Anwendung, wenn eine Hypothek auf andere Weise erworben oder wenn sie verpfändet wird.

§ 27. Vormerkungen werden in der ersten Hauptspalte der zweiten Abtheilung eingetragen, wenn durch dieselben das Recht eines Erwerbers auf Auflassung oder auf Eintragung eines Eigenthumsüberganges, oder auf ein in diese Abtheilung einzutragendes Recht — in der ersten Hauptspalte der dritten Abtheilung, wenn durch sie das Recht auf eine Hypothek gesichert werden soll.

In gleicher Weise ist bei Vormerkungen zur Sicherung der Löschung eingetragener Rechte zu verfahren.

Die endgültige Eintragung an der Stelle einer Vormerkung erfolgt mit Bewilligung dessen, gegen welchen die Vormerkung gerichtet war, oder auf Vorlegung einer rechtskräftigen, richterlichen Entscheidung, welche derselbe zur Bewilligung der Eintragung oder zur Bestellung des Rechts verurtheilt ist.

§ 28. Die Löschung der Eintragungen in der zweiten und dritten Abtheilung darf, sofern nicht die Löschung von Amtswegen vorgeschrieben ist, nur auf Antrag

des im Grundbuch eingetragenen Eigenthümers des Grundstücks oder auf Ersuchen einer zuständigen Behörde erfolgen.

§ 29. Zur Begründung des Löschungsantrages einer in der zweiten Abtheilung eingetragenen Last genügt die von dem Eigenthümer vorzulegende Löschungsbewilligung des eingetragenen Berechtigten oder dessen Rechtsnachfolgers.

§ 30. Zur Begründung des Antrags des Eigenthümers, eine Hypothek zu löschen, gehört entweder:

1. die vom Gläubiger ertheilte Quittung oder Löschungsbewilligung oder
2. der Nachweis der rechtskräftigen Verurtheilung des Gläubigers, die Löschung zu bewilligen oder
3. der Nachweis der eingetretenen Vereinigung (Konfusion oder Konsolidation).

Mit dem Antrage muß die über die Eintragung ausgefertigte Urkunde oder das rechtskräftige Erkenntniß, durch welches die Urkunde nach erfolgtem Aufgebot für kraftlos erklärt worden ist, vorgelegt werden.

§ 31. Die Löschung einer Post wird von dem Grundbuchrichter auf der Urkunde vermerkt.

Bei Löschung der ganzen Post wird außerdem die Urkunde durch Zerschneiden vernichtet.

Bei der Löschung eines Theiles der Post wird der zu löschende Theil von dem ausgeworfenen Geldbetrag abgeschrieben und diese Theillöschung auf der Urkunde vermerkt.

§ 32. Eine aus Versehen des Grundbuchrichters oder bei Ab- und Umschreibungen nicht übertragene Post ist auf Verlangen des Gläubigers oder von Amtswegen mit ihrem früheren Vorrecht wieder einzutragen. Diese Wiedereintragung wirkt jedoch nicht zum Nachtheil derjenigen, die nach der Löschung Rechte an dem Grundstücke, oder auf eine der gelöschten gleich oder nachstehende Post in redlichem Glauben erworben haben.

IV. Von der Bildung der Urkunden über Eintragungen in das Grundbuch.

§ 33. Der Eigenthümer eines Grundstücks und jeder an einem solchen dinglich Berechtigte kann jederzeit eine beglaubigte Abschrift des Grundbuchblattes verlangen.

§ 34. Ueber die Eintragung einer Vormerkung, über Eintragungen in der zweiten, Veränderungen und Löschungen in der zweiten und dritten Abtheilung, erhalten die Betheiligten und die Behörde, welche die Eintragung nachgesucht hat, von dem Grundbuchrichter eine Benachrichtigung, welche die Eintragungsformel wörtlich enthält. Zu den Betheiligten gehört immer der eingetragene Eigenthümer.

§ 35. Ueber die Eintragungen der Hypotheken werden Hypothekenbriefe ausgefertigt. Mit dem Hypothekenbrief wird die Schuldurkunde durch Schnur und Siegel verbunden.

Ein Verzicht auf die Ausfertigung des Hypothekenbriefes ist zulässig. In diesem Falle erhalten der Eigenthümer und der Gläubiger eine Benachrichtigung nach § 34.

§ 36. Der Hypothekenbrief besteht aus der Ueberschrift, dem vollständigen Eintragungsvermerk derjenigen Post, für welche er ausgefertigt wird, den für die Prüfung der Post erheblichen Nachrichten, aus dem Grundbuchblatt und der Unterschrift des Grundbuchrichters mit Datum und Siegel. (Formular B.)

§ 37. Die bei einer Hypothek eingetragenen Veränderungen und Löschungen werden von dem Grundbuchrichter auf dem Hypothekenbrief unter Beifügung des Siegels vermerkt.

V. Kosten.

Die Kosten für die Bearbeitung der Grundbuchsachen werden nach anliegendem Tarif erhoben.

Tsingtau, den 2. September 1898.

gez. Rosendahl,
Kapitän zur See und Gouverneur des Kiautschou-Gebietes.

Kosten-Tarif.

§ 1. In Grundbuchsachen werden an Gebühren erhoben:

1. für Eintragung des Eigenthums einschließlich der voraufgehenden Verhandlungen 1 pCt. vom Werthe des Grundstücks, jedoch nicht unter $ 10;
2. für jede endgültige Eintragung in der 2. und 3. Abtheilung und alle dabei vorkommenden Nebengeschäfte 1/2 pCt. vom Werthe der Eintragung, jedoch nicht unter $ 5;
3. für die Eintragung von Veränderungen aller Art, Vormerkungen und Verfügungsbeschränkungen, einschließlich der vorgeschriebenen Benachrichtigungen der Interessenten die Hälfte der Sätze unter 2;
4. für jede Löschung und alle dabei vorkommenden Nebengeschäfte die Hälfte der zu 2 und 2/5 der zu 3 für die Eintragung bestimmten Sätze:
5. für die Ausfertigung des Hypothekenbriefes oder einer beglaubigten Abschrift des Grundbuchblattes 3/5 der Sätze zu 2, jedoch nicht über $ 5;
6. für die Einsicht eines Grundbuchblattes $ 1.

§ 2. Werden Urkunden, deren Verlegung zur Erwirkung von Eintragungen nothwendig war, von den Betheiligten ohne Uebergabe einer für die Grundakten bestimmten Abschrift zurückgefordert, so sind für jeden Bogen der auf Anordnung des Grundbuchrichters zu fertigenden Abschrift $ 0,50 zu entrichten. Die Beglaubigung der von den Betheiligten überreichten Abschrift erfolgt kostenfrei.

3. Verordnung, betreffend die Erhebung von Steuern und Abgaben in dem deutschen Kiautschou-Gebiete.

Vom 2. September 1898. (Amtsblatt 1900, Nr. 3, S. 23, 24.)

§ 1. Opium unterliegt einer Verbrauchsabgabe, die den von der chinesischen Regierung erhobenen tarifmäßigen Einfuhrabgaben entspricht. Das chinesische Zollamt in Tsingtau wird diese Steuer von dem in dem deutschen Gebiete verbrauchten Opium erheben und an das Gouvernement abführen.

§ 2. Soweit der Grund und Boden des Gebiets noch nicht von dem Gouvernement erworben ist, bleibt die frühere chinesische Grundsteuer für Grundstücke, deren Nutzung die gleiche wie früher geblieben ist, in Kraft, nämlich 32 große Käsh für einen Mou von 240 Kung (614 qm). Die Steuer wird dorfweise nach den amtlichen chinesischen Grundsteuerlisten aufgebracht. Das Gouvernement kann diese Steuer theilweise oder ganz auf ein oder mehrere Jahre erlassen.

§ 3. Von den durch das Gouvernement verkauften Grundstücken wird eine Grundsteuer erhoben, welche 6 pCt. vom Werthe des Grundstücks beträgt. Als Werth des Grundstücks gilt bis zum 1. Januar 1902 der an das Gouvernement gezahlte Kaufpreis. Nach Ablauf dieser Frist wird der Werth in gewissen, später zu bestimmenden Zwischenräumen von einer Kommission abgeschätzt und festgesetzt werden.

Ueber die theilweise Umänderung der Grundsteuer in eine Miethssteuer wird nach Ablauf dieser Frist das Gouvernement unter Berücksichtigung der Verhältnisse weitere Bestimmungen treffen.

Das Gouvernement behält sich das Recht vor, für solche Grundstücke, die zur Anlage gemeinnütziger oder dem allgemeinen Interesse dienender Anstalten verwendet sind, die Steuer theilweise oder ganz zu erlassen. Ein vollkommener Steuererlaß wird nur auf fünf Jahre gewährt und kann auf Antrag für weitere fünf Jahre erneuert werden.

§ 4. Jedes den Hafen anlaufende Handelsschiff zahlt eine Leuchtfeuer- und Hafenabgabe von $2\frac{1}{2}$ Cts. per Tonne. Ausgenommen sind solche registrirten Fahrzeuge, die dem Lokalverkehr dienen.

§ 5. Für besondere Amtsgeschäfte kommt der Gebührentarif für Konsulate vom 1. Juli 1872 mit Wegfall von Nr. 30b (Expedition des Schiffes) in Anwendung. Die Beschränkung des Tarifs ist dieselbe, soweit nicht besondere Ausnahmen verordnet sind, wie für die mit Gerichtsbarkeit ausgestatteten Konsulate.

§ 6. Für Hunde ist eine Steuer von jährlich $ 10 zu entrichten. Ausgenommen sind chinesische Wachthunde in den Dörfern außerhalb des Garnisongebietes. Die der Polizei angemeldeten Hunde sind durch eine Marke kenntlich zu machen. Bei Zurückgabe der Marke innerhalb drei Monaten wird die Hälfte der Steuer vergütet.

§ 7. Zur Ausübung der Jagd in dem deutschen Kiautschou-Gebiet ist die Lösung eines Jagdscheines erforderlich. Die Gebühren für den ein Jahr gültigen Jagdschein betragen $ 10. Bei Zurückgabe des Scheines innerhalb drei Monaten wird die Hälfte der Steuer vergütet.

§ 8. Besondere Gewerbescheine werden ausgegeben für Fahrzeuge, die dem Lokalverkehr dienen, Wagen, Tragstühle, Theater, Apotheken, Handlungen mit Spirituosen, Opiumhäuser, Gasthäuser, Pensionen, Hotels, Pfandhäuser, Auktionatoren, Auswanderungsagenten, Auswanderungsschiffe.

Die Festsetzung der Höhe und des Anfangszeitpunktes der Ausgabe dieser Scheine richtet sich nach dem Bedürfniß und bleibt der Bestimmung des Gouvernements überlassen.

§ 9. Ueber die Niederlage von Pulver, Explosivstoffen, Petroleum rc. und die dafür zu entrichtende Gebühr werden besondere Bestimmungen erlassen werden.

Tsingtau, den 2. September 1898.

gez. Rosendahl,
Kapitän zur See und Gouverneur des Kiautschou-Gebietes.

4. Verordnung, betreffend den Landerwerb in dem deutschen Kiautschou-Gebiete.

Vom 2. September 1898. (Amtsblatt Nr. 2, S. 14, 15.)

§ 1. Das Gouvernement wird sämmtliche Grundstücke des deutschen Kiautschou-Gebietes von den chinesischen Eigenthümern gegen eine bestimmte den Preisen vor der Besetzung des Gebiets angepaßte Entschädigung käuflich erwerben. Für die Eigenthumsverhältnisse sind die chinesischen amtlichen Steuerlisten maßgebend.

So lange der Ankauf durch das Gouvernement nicht stattgefunden hat, ist vor jeder Eigenthumsübertragung unter den Dorfbewohnern oder Benutzung des Landes zu andern als den bisherigen Zwecken die Genehmigung des Gouvernements einzuholen; jede Eigenthumsübertragung oder Verpachtung an andere als Bewohner desselben Dorfes oder Mitglieder derselben Familie ist untersagt.

§ 2. In allen anderen als den unter 1 genannten Fällen können Grundstücke nur auf den vom Gouvernement angesetzten öffentlichen Verkäufen erstmalig erstanden werden. Eigenthum an einem Grundstück wird nach erfolgtem Zuschlag durch das Gouvernement bei dem Verkauf durch die Eintragung in das Grundbuch erworben.

§ 3. Oeffentliche Landverkäufe werden von dem Gouvernement von Zeit zu Zeit, je nach Bedürfniß, angesetzt und mindestens 14 Tage vor dem Verkaufstermin bekannt gemacht werden. In der Bekanntmachung wird außer dem Termin die genaue Bezeichnung des Grundstücks nach dem Bebauungsplan und der vom Gouvernement geforderte Mindestpreis der einzelnen Gründstücke enthalten sein. Der Zuschlag an einen Käufer erfolgt, wo nicht besondere Umstände ein Abweichen hiervon bedingen, gegen Meistgebot.

Zum Bieten werden solche Personen zugelassen, die ein Gesuch um Ueberlassung eines Stück Landes mindestens 8 Tage vor der Veröffentlichung des Verkaufstermins dem Gouvernement eingereicht haben; dem Gesuch ist ein allgemeiner Benutzungsplan beizufügen und der Zweck, zu dem das Grundstück erworben werden soll, anzugeben.

Der Benutzungsplan unterliegt der Genehmigung des Gouvernements; für die Ausführung des Benutzungsplans wird für die Grundstücke, die innerhalb zwei Jahren vom Tage des Erlasses dieser Bekanntmachung an erworben werden, eine Frist von drei Jahren von heute ab gewährt, die auf besonderen Antrag und unter besonderen Umständen auf fünf Jahre verlängert werden kann; nach Ablauf der obengenannten zwei Jahre wird eine andere Fristbestimmung über die Ausführung des Benutzungsplans in Kraft treten.

Erhebliche, von dem Gouvernement nicht vorher gebilligte Abweichungen von dem einmal genehmigten Benutzungsplan sowie Nichtausführung desselben innerhalb der vereinbarten Frist haben den Verlust des Eigenthums an das Gouvernement zur Folge. In diesem Falle wird dem eingetragenen Eigenthümer die Hälfte des von dem ersten Eigenthümer gezahlten Kaufpreises zurückgezahlt. Diese Beschränkung ist in Abtheilung II des Grundbuchs einzutragen.

Die in Abs. 2 erwähnte Frist verringert sich bei dem ersten Verkauf auf eine Woche, von dem Verkaufstermin rückwärts gerechnet.

§ 4. Firmen oder Gesellschaften, die außerhalb des auf Grund des allgemeinen Bebauungsplans zum Verkauf gestellten Gebiets Grundstücke zur Anlage gemeinnütziger oder dem allgemeinen Interesse dienender Anstalten oder wirthschaftlicher Unternehmungen erwerben wollen, kann Land an jedem Platze des Gebiets ohne Weiteres kauf- oder pachtweise zur Verfügung gestellt werden. Das Gouvernement behält sich die besonderen Vereinbarungen und Bedingungen für jeden Fall vor.

§ 5. Personen, die bereits vor dem Tage des Erlasses dieser Verordnung Land vom Gouvernement gepachtet und dort mit schriftlicher Genehmigung des Gouvernements feste Gebäude haben, können in besonderen Fällen nach Zahlung des vom Gouvernement festgesetzten Werthes der Grundstücke unter Aussetzung des Meistgebotsverfahrens diese käuflich erwerben.

§ 6. Die Käufer verpflichten sich, bei einer Wiederveräußerung der von ihnen erstandenen Grundstücke $33^1/_3$ pCt. des dabei erzielten Reingewinns dem Gouvernement auszukehren. Diese Verpflichtung wird als dauernde Beschränkung des Eigenthums in Abtheilung II des Grundbuchs eingetragen.

Zu dem Zwecke haben die Eigenthümer vor jeder Wiederveräußerung den Kaufpreis, zu dem sie das Grundstück zu verkaufen gewillt sind, dem Gouvernement zu melden. Bei Berechnung des Reingewinns wird der Werth aller vom Käufer nach seinen eigenen Angaben an dem Grundstücke vorgenommenen Verbesserungen nebst Zinsen von 6 pCt. von dem Weiterverkauf erzielten Preise abgezogen. Diese Angaben

können der Prüfung einer Kommission, welche aus zwei Beamten und zwei anderen hier ansässigen Personen besteht, unterworfen werden. Der Befund der Kommission wird der endgültigen Berechnung des Reingewinns zu Grunde gelegt.

Das Gouvernement behält sich das Vorkaufsrecht zu dem von den Eigenthümern gemeldeten Verkaufspreise vor.

§ 7. Bei Grundstücken, die innerhalb 25 Jahren den Eigenthümer durch freiwilligen Verkauf nicht gewechselt haben, behält sich das Gouvernement die Auflage einer besonderen einmaligen Abgabe vor, welche den in § 6 bestimmten Gewinnantheil nicht übersteigen darf. Der Werth der Grundstücke ist zu diesem Zweck von der in § 6 bezeichneten Kommission zu schätzen.

Dasselbe Verfahren kann nach je weiteren 25 Jahren wiederholt werden.

§ 8. Die Eigenthümer von Grundstücken sind zur Entrichtung einer Grundsteuer verpflichtet, welche 6 pCt. vom Werth des Grundstücks beträgt. Als Werth des Grundstücks gilt bis zum 1. Januar 1902 der an das Gouvernement gezahlte Kaufpreis. Nach dieser Zeit wird der Werth in gewissen Zwischenräumen durch Abschätzung festgesetzt werden.

Tsingtau, den 2. September 1898.

gez. Rosendahl,
Kapitän z. S. und Gouverneur des Kiautschou-Gebiets.

5. Bekanntmachung, betreffend den Schutz der Vermessungszeichen bei Vornahmen von Erdarbeiten, sowie die Vermarkung von Besitzstücken, nebst Kostentarif.

Vom 17. Oktober 1898. (Amtsblatt 1900, Nr. 6, S. 45, 46.)

Infolge des letzthin stattgehabten Verkaufs eines größeren Landgebiets und der Auslegung des Straßennetzes stehen größere Veränderungen im Gelände, insbesondere solche durch Erdarbeiten, bevor. Die bei diesen Veränderungen betheiligten Personen, insonderheit die Besitzer der verkauften Landparzellen und die das Straßennetz ausbauenden Unternehmer, werden hiermit aufgefordert, bei den von ihnen vorzunehmenden Erdarbeiten streng darauf zu halten, daß sämmtliche von Seiten der Vermessungsbeamten gesetzten Grenzpfähle, Grenzsteine und unterirdischen Markzeichen (Drainröhren) in ihrer Stellung völlig unversehrt bleiben. Sollten in einzelnen Fällen derartige Marken bei den Erdarbeiten unbedingt zu versetzen sein, so darf dies nicht durch die Interessenten veranlaßt werden, sondern es haben sich die letzteren dieserhalb direkt an das Katasteramt zu wenden. Es werden dann von dieser Behörde die nothwendigen Verlegungen der Markzeichen in möglichster Kürze veranlaßt werden.

Gleichzeitig werden die Besitzer von Grundstücken darauf aufmerksam gemacht, daß die dauerhafte Vermarkung ihrer letzthin gekauften Parzellen durch Grenzsteine von Seiten des Gouvernements erfolgt, und die Kosten dieser Versteinung denselben nach unten angegebenem Tarif auferlegt werden.

Für den Fall, daß die Außengrenzen der Besitzstücke durch Mauern oder durch auf steinernem Fundament ruhende Zäune versichert werden sollen, sind die an den Endpunkten stehenden Grenzsteine dergestalt zu übermauern, daß sie einmal in ihrer Lage unversehrt stehen bleiben und zum Andern die Mauerecke genau auf dem Kreuz des Grenzsteines zu ruhen kommt. Bei Umgrenzung der Grundstücke mit Holz oder Drahtzäunen ist von den Besitzern dahin Sorge zu tragen, daß die in die Erde zu setzenden Stäbe mindestens 30 cm weit von den Grenzsteinen ab zu stehen kommen, um dadurch jede Verschiebung des Grenzmals dauernd zu verhüten.

Grundbesitzer, welche von ihren erworbenen Grundstücken amtliche Lagepläne zu haben wünschen, wollen sich mit ihren Anträgen an das Katasteramt wenden, wo ihnen diese Pläne gegen Zahlung von 3 Dollars für je eine Parzelle angefertigt werden.

Tsingtau, den 17. Oktober 1898.

Der Gouverneur des Kiautschou-Gebiets.
gez. Rosendahl.

Kostentarif für die Vermarkung von Besitzstücken.

Für die von Seiten des Gouvernements auszuführende Versteinung werden von den Grundstücksbesitzern folgende Kostenbeträge eingezogen, welche den Preis der Steine selbst mit einschließen.

Für ein Besitzstück	von	bis	einschl.
Für ein Besitzstück von	0 a	bis 10 a einschl.	\$ 5
" " "	10 "	" 20 " "	" 6
" " "	20 "	" 50 " "	" 7½
" " "	50 "	" 100 " "	" 10
" " "	1 ha	" 2 ha "	" 13½
" " "	2 "	" 5 " "	" 18
" " über	5 "	für jedes " "	" 3½

Die hiernach erwachsenden Vermarkungskosten sind nach Angabe des Katasteramts an die Gouvernementskasse abzuführen.

6. Verordnung, betreffend Theilung von Besitzstücken, nebst Kostentarif.

Vom 18. November 1898. (Amtsblatt 1900, Nr. 4, S. 32, 33.)

Eigenthümer von Grundstücken, welche Theilungen derselben beabsichtigen, haben die betreffenden Anträge bei dem Katasteramt schriftlich zu stellen, von welcher Behörde das Weitere veranlaßt, insbesondere die Theilung nach Wunsch der Interessenten ausgeführt werden wird.

Für die Ausführung der Theilung inkl. Vermarkung der neuen Grenzen und Berechnung der Theilflächen werden Gebühren nach folgendem Tarif erhoben, die nach Angabe des Katasteramts an die Gouvernementskasse zu zahlen sind.

Kostentarif für die Ausführung von Theilungen an Grundstücken.

An Vermessungs-, Vermarkungs- und Flächenberechnungskosten sind für jedes durch die Theilung entstehende Besitzstück zu zahlen:

Bei einer Größe der Parzelle von	A. Bei Angabe der Theilungslinie	B. Bei Stellung von Bedingungen für die Theilung
0 a bis 10 a einschl.	Dollar 6.—	Dollar 7.—
10 " " 25 " "	" 7½	" 9½
25 " " 50 " "	" 10.—	" 13½
50 " " 100 " "	" 15.—	" 20.—
1 ha " 2 ha "	" 22½	" 30.—
2 " " 3 " "	" 30.—	" 40.—
für jedes weitere ha	" 7½ mehr	" 10.— mehr.

Wird von diesem Besitzstück ein solches abgezweigt, das an Größe den zehnten Theil des Ganzen nicht übersteigt, so werden die Kosten nur für dies abgetheilte Grundstück nach dem obigen Tarif berechnet, jedoch mit einem Aufschlag von 50 pCt.

Bei Ausnahmefällen, in denen durch besondere Umstände die Theilungsarbeit wesentlich erleichtert oder erschwert wird, tritt eine angemessene Herabsetzung oder Erhöhung der obigen Gebühren ein, welche das Katasteramt verfügt.

In den hiernach zu zahlenden Gebühren sind die Kosten für die verbrauchten Grenzsteine, welche von Seiten des Gouvernements geliefert werden, sowie die für deren Einsetzen einbegriffen.

Tsingtau, den 18. November 1898.

Der Gouverneur des Kiautschou-Gebiets.
In Vertretung:
gez. Dürr.

7. Verordnung, betreffend die Erhebung von Grundsteuern.

Vom 1. Januar 1899. (Amtsblatt 1900, Nr. 4, S. 31, 32.)

In Ausführung des § 3 der Verordnung, betreffend die Erhebung von Steuern vom 2. September 1898[1]) bestimme ich Folgendes:

§ 1. Die Erhebung der Grundsteuern von den durch das Gouvernement verkauften Grundstücken tritt mit Januar 1899 in Kraft.

§ 2. Die Grundsteuer ist in vierteljährlichen Beträgen spätestens 14 Tage nach Ueberreichung des Steuerzettels bei Vermeidung zwangsweiser Eintreibung an die Gouvernementskasse abzuführen. Die Steuer kann auch auf mehrere Vierteljahre bis zum ganzen Jahresbetrage im voraus gezahlt werden.

§ 3. Etwaige Beschwerden über die Veranlagung oder Unrichtigkeiten bei Berechnung der Steuer sind spätestens 7 Tage nach Ueberreichung des Steuerzettels an das Landamt zu richten.

§ 4. Die Zahlung der veranlagten Steuer wird durch die Einlegung der Berufung nicht aufgehalten.

Tsingtau, den 1. Januar 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Rosendahl.

8. Verordnung, betreffend die Ziegeleien.

Vom 28. März 1899. (Amtsblatt 1900, Nr. 9, S. 65.)

§ 1. Zum Ziegeleibetrieb (Feldbrand) ist die vorherige schriftliche Anmeldung bei dem Landamte erforderlich; nach Einnahme des Augenscheins wird, falls keine Hindernisse im Wege stehen, die Berechtigung zum Betriebe ertheilt; diese ist widerruflich und kann aus baupolizeilichen und sanitären Gründen einschränkende Bestimmungen enthalten.

§ 2. Jede Ziegelei zahlt eine monatliche Abgabe von 4 Dollars per Ofen, die Erhöhung dieses Betrages wird vorbehalten. Die Abgabe ist bis zu jedem Ersten, beginnend mit dem 1. April d. Js., an das Landamt abzuführen; die Zahlung berechtigt zum Ziegeleibetrieb für den folgenden Monat.

§ 3. Liegen bezüglich eines noch nicht in Angriff genommenen Grundstücks mehrere Anträge vor, so entscheidet das Meistgebot; der Satz von 4 Dollars gilt dabei als Grundlage.

§ 4. Zuwiderhandlungen werden mit Geldstrafe bis zu 20 Dollars und eventuell mit Einziehung von Ziegeln und Geräthschaften bestraft.

Tsingtau, den 28. März 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

[1]) Vergl. Amtsblatt 1900, Nr. 3, S. 23.

9. Verordnung, betreffend Ableistung der Wehrpflicht.

Vom 24. April 1899. (Amtsblatt 1900, Nr. 9, S. 66.)

Zu 3 der Ausführungsbestimmungen des Staatssekretärs des Reichs-Marine-Amts, betreffend die Allerhöchste Ordre vom 27. Februar 1899, betreffend Ableistung der Wehrpflicht (Kolonial-Gesetzgebung IV, Nr. 162) wird bemerkt:

Anmeldungen von Wehrpflichtigen zum freiwilligen Eintritt haben bei den betr. Marinetheilen, III. Seebataillon oder Matrosen-Artilleriedetachement spätestens bis 1. November des dem Eintritt vorhergehenden Jahres zu erfolgen. Diejenigen Wehrpflichtigen, welche außerhalb des deutschen Schutzgebietes ihren Wohnsitz haben, müssen der Anmeldung ein vorläufiges ärztliches Attest über ihre Diensttauglichkeit beifügen. Dasselbe ist bei einem Kaiserlichen Konsulat bezw. beim Kommando eines S. M. Schiffe zu erbitten. Die in Tsingtau wohnhaften Wehrpflichtigen werden nach ihrer Anmeldung durch den betreffenden Marinetheil über den Zeitpunkt ihrer ärztlichen Untersuchung benachrichtigt werden.

Tsingtau, den 24. April 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

10. Verordnung, betreffend Ableistung der Wehrpflicht.

Vom 12. Mai 1899. (Amtsblatt 1900, Nr. 9, S. 66, 67.)

In weiterer Ausführung der Allerhöchsten Kabinets-Ordre vom 27. Februar d. Js., betreffend die Ableistung der Wehrpflicht in Kiautschou — Anhang zum Marineverordnungsblatt Nr. 5 für 1899 (Kolonial-Gesetzgebung IV, Nr. 162) — wird hierdurch bestimmt, daß Personen des Beurlaubtenstandes des Heeres- und der Marine, die sich länger als drei Monate hier aufzuhalten gedenken, sich innerhalb von vier Wochen nach ihrem Eintreffen in Tsingtau unter Vorlage ihrer Militärpapiere mündlch oder schriftlich beim Gouvernement Abtheilung A II zu melden haben.

Vor dem Abzuge von hier ist entsprechende Meldung zu erstatten.

Tsingtau, den 12. Mai 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

rc.

Ferner weise ich darauf hin, daß Militärpflichtige weiteren Ausstand sowie endgültige Entscheidung über ihre Militärpflicht durch das Gouvernement erlangen können. Diesbezügliche Anträge sind unter Vorlage etwaiger Militärpapiere rc. mündlich oder schriftlich bei Abtheilung A II anzubringen.

Tsingtau, den 8. Januar 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

11. Bekanntmachung, betreffend den Schutz von Vermessungspunkten.

Vom 15. September 1899. (Amtsblatt 1900, Nr. 6, S. 46, 47.)

Bei den bedeutenden Erdbewegungen und sonstigen Veränderungen im Gelände, welche seit Beginn dieses Jahres vorgenommen worden sind, ist trotz der Bekanntmachung vom 17. Oktober v. Js., betreffend den Schutz von Vermessungspunkten und Grenzzeichen, eine nicht unerhebliche Anzahl solcher, theils unterirdischer, theils

über der Erde befindlicher Punkte und Marken verloren gegangen, deren Wiederherstellung zeitraubend und kostspielig ist.

Um diesen Uebelstand für die Zukunft möglichst abzustellen, mache ich nochmals auf den Inhalt jener Verordnung aufmerksam mit dem Hinzufügen, daß die betheiligten Personen oder Firmen, durch deren Veranlassung solche äußerlich erkennbaren Zeichen, wie Grenzsteine oder Nummerpfähle mit darunter befindlichem Drainrohr, verloren gehen, dem Gouvernement gegenüber schadenersatzpflichtig gemacht werden. Um möglichst sicher zu gehen, daß weniger leicht erkennbare Punkte dennoch geschützt und nicht der Vernichtung preisgegeben werden, wird es sich empfehlen, vor Beginn der betreffenden Erdarbeiten beim Katasteramt die Art derselben in rohen Zügen anzugeben und anzufragen, ob durch diese projektirten Arbeiten irgend welche Punkte gefährdet werden würden.

Das genannte Amt wird dann sofort die nöthigen Vorkehrungen treffen, daß einerseits die beabsichtigte Erdbewegung vorgenommen werden kann, andererseits aber auch der Vermessung kein Schaden zugefügt wird.

Tsingtau, den 15. September 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

12. Verordnung, betreffend Ausübung der Jagd.

Vom 16. Oktober 1899. (Amtsblatt 1900, Nr. 10, S. 73, 74.)

In Ausführung der Steuerverordnung vom 2. September 1898, Artikel 7, bestimme ich hiermit, wie folgt:

§ 1. Personen, welche innerhalb des Schutzgebietes die Jagd auszuüben beabsichtigen, sind verpflichtet, bei der Polizeiverwaltung in Tsingtau einen Jagdschein zu lösen und diesen bei Ausübung der Jagd bei sich zu führen.

§ 2. Der Jagdschein berechtigt zur Ausübung der Jagd innerhalb des ganzen Schutzgebiets, soweit nicht durch Sonderbestimmungen Theile desselben ausgenommen sind, und gilt für ein Jahr.

§ 3. Der Jagdschein kann solchen Personen wieder entzogen werden, welche die über die Schonzeit erlassenen Bestimmungen übertreten und Waffen unvorsichtig handhaben.

§ 4. Für die Ertheilung eines Jagdscheines sind 10 Dollars zu entrichten; von Angehörigen der Kriegsschiffe nur 5 Dollars. Wird der Jagdschein innerhalb 3 Monaten nach der Ausstellung wieder zurückgereicht, so wird die Hälfte der erhobenen Gebühr wieder zurückgezahlt.

§ 5. Das Wegfangen des Wildes durch Netze, Schlingen und Fallen ist verboten.

§ 6. Wer ohne Jagdschein getroffen wird, obgleich er im Besitze eines solchen sich befindet, wird mit einer Geldstrafe bis zu 3 Dollars, jede andere Uebertretung dieser Verordnung mit einer Geldstrafe von 20 bis 50 Dollars oder Haft bis zu 2 Monaten belegt.

Diese Verordnung tritt am 1. November 1899 in Kraft.

Tsingtau, den 16. Oktober 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

13. Bekanntmachung, betreffend Abgrenzung der Bezirksämter Tsingtau und Litsun.

Vom 30. Dezember 1899. (Amtsblatt 1900, Nr. 11, S. 81.)

Der Bezirk des Bezirksamtes Tsingtau umfaßt die Ortschaften:

Tsingtau, Tapautau, Hsiaupautau, Meng tschia kou, Hsiauniwa, Hui tschüen, Tschan schan, K'ang tschia tschuang, Yang tschia tsun, Tai tung tschen, San tschu t'an, Haipo, Tschung tschiawa, Fouschanso, Hsin tschia tschuang, Mai tau, Hsiau yau, Ta yau, T'ien tschia ts'un, Wu tschia ts'un, Ts'opuling, Hsiau ts'un tschuang, Syfang, Hutautsy

und die Ortschaften auf der westlichen Halbinsel (Cap Evelyn) und der Insel Huangtau. Alle übrigen Ortschaften gehören zum Bezirksamt Litsun.

Tsingtau, den 30. Dezember 1899.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

14. Verordnung, betreffend Waffentragen der Eingeborenen.

Vom 24. Januar 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 5, S. 37, 38.)

§ 1. Es ist jedem Chinesen auf deutschem Gebiet strengstens verboten, Stich-, Hieb- oder Schußwaffen bei sich zu führen oder in seinem Hause zu haben.

§ 2. Ausnahmen hiervon bestehen nur für die von den Gemeinden angestellten Nachtwächter und für diejenigen Personen, welche aus besonderen Gründen bei dem Polizeiamte um Erlaubniß bitten und diese durch einen Waffenschein erhalten.

§ 3. Wer ohne Erlaubniß im Besitze von Waffen befunden wird oder wer den ihm ertheilten Waffenschein dann, wenn er Waffen führt, nicht bei sich trägt, wird mit Strafe bis zu 100 Hieben und bis zu 3 Monaten Freiheitsentziehung, verbunden mit Zwangsarbeit, belegt.

Tsingtau, den 24. Januar 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

15. Verordnung, betreffend das Flaggenrecht deutscher Binnenschiffe, die ausschließlich auf ausländischen Gewässern verkehren.

Vom 1. März 1900.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen rc.

verordnen auf Grund des § 26 Abs. 2 des Gesetzes, betreffend das Flaggenrecht der Kauffahrteischiffe, vom 22. Juni 1899 (Reichs-Gesetzbl. S. 319) im Namen des Reichs, nach erfolgter Zustimmung des Bundesraths, was folgt:

§ 1. Die Vorschriften des Gesetzes, betreffend das Flaggenrecht der Kauffahrteischiffe, vom 22. Juni 1899 (Reichs-Gesetzbl. S. 319) finden auf Binnenschiffe, welche ausschließlich auf der unteren Donau oder in Ostasien auf dem Westflusse (Sikiang), dem Yangtze-kiang und dem Pai-ho sowie auf deren Zu- und Nebenflüssen verkehren, Anwendung.

§ 2. Ueber die Einrichtung der Schiffsregister und deren Führung bei den von ihm bezeichneten Konsulaten hat der Reichskanzler nähere Bestimmungen zu treffen.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin im Schloß, den 1. März 1900.

(L. S.) **Wilhelm.**

Graf v. Posadowsky.

16. Einstellung von Einjährigfreiwilligen in die Stammkompagnien der Marinetheile in Kiautschou.

Vom 9. März 1900. (Marineverordnungsblatt 1900, Nr. 8, Anhang II.)

1. Tropendienstfähige Einjährig-Freiwillige dürfen behufs Ueberweisung an das III. Seebataillon oder an das Matrosenartillerie-Detachement Kiautschou nach Maßgabe der Bestimmungen des § 24 und der Anlage 8 der Marineordnung bei der 1. Stammkompagnie des III. Seebataillons — I. Seebataillon in Kiel — und bei der Stammkompagnie des Matrosen-Artilleriedetachements Kiautschou — III. Matrosen-Artillerieabtheilung in Lehe — eingestellt werden.

Den Einstellungstermin — § 24, 7, Absatz 2 der Marineordnung — sowie die Zahl der einzustellenden Einjährig-Freiwilligen bestimmen die genannten heimischen Marinetheile.

2. Die Ueberführung nach Kiautschou erfolgt mit dem nächsten nach der Einstellung abgehenden Ablösungstransport.

3. Die Entlassung dieser Einjährig-Freiwilligen erfolgt
   a) in Kiautschou selbst nach vollendeter einjähriger Dienstpflicht:
      sofern dieselben entweder auf freie Beförderung nach der Heimath bezw. nach dem künftigen Aufenthaltsorte verzichten und ein sofort anzutretendes Vertragsverhältniß in Ostasien nachweisen, oder sofern sie die Kosten der Heimreise aus eigenen Mitteln bestreiten wollen und diese nachweisen;
   b) nach Rückkehr in die Heimath mit dem nächsten nach Erfüllung der Dienstpflicht von Kiautschou abgehenden Ablösungstransport.

4. Für den Fall zu 3b müssen sich die Einjährig-Freiwilligen bereits bei ihrer Einstellung protokollarisch des Anspruchs auf Entlassung aus dem aktiven Dienste — § 8 der Wehrordnung — bis zur Rückkehr in die Heimath mit dem Ablösungstransport begeben.

5. Die hiernach über die gesetzliche aktive Dienstpflicht hinaus in Kiautschou verbrachte Dienstzeit von 8 Wochen und mehr zählt für eine Uebung in der Reserve.

6. Nach Erfüllung der aktiven Dienstpflicht werden diese Einjährig-Freiwilligen nach Maßgabe der Bestimmungen des § 80 der Besoldungsvorschrift für die Kaiserliche Marine im Frieden verpflegt. (Der § 47 der Besoldungsvorschrift für die Kaiserliche Marine im Frieden kommt daher nicht in Betracht.)

Berlin, den 9. März 1900.

In Vertretung des Reichskanzlers.
gez. Tirpitz.

Vorstehender Erlaß wird zur allgemeinen Kenntniß gebracht.

Der Staatssekretär des Reichs-Marine-Amts.
Im Auftrage:
gez. van Semmern.

17. Verordnung, betreffend Chinesenordnung für das Stadtgebiet Tsingtau.

Vom 14. Juni 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 1, S. 1 bis 5.)

I. Allgemeines.

§ 1. a) Das Stadtgebiet Tsingtau zerfällt in folgende Distrikte:

1. Tsingtau,
2. Tapautau,
3. Hsiauniwa,
4. Yang tschia ts'un,
5. Möng tschia kou,
6. Hsiau yau tau,
7. Tai tung tschên,
8. Sau tschu tan,
9. Huitschien.

Die Distriktsgrenzen sind auf einer Karte angegeben, welche in der Kanzlei des Kommissars für chinesische Angelegenheiten eingesehen werden kann.

Die Zahl der Distrikte wird nach Bedürfniß mit der Ausdehnung der Stadt vermehrt.

b) Ueber jeden dieser Distrikte wird ein besonderes Register eingerichtet, das von dem Kommissar für Chinesenangelegenheiten geführt wird.

A. Distriktsvorsteher.

§ 2. Der Kaiserliche Gouverneur wird für jeden Distrikt einen Distriktsvorsteher und, soweit es erforderlich ist, einen Steuererheber, die er für genügend empfohlen und geeignet hält, ernennen. Diese Distriktsvorsteher und Steuererheber unterstehen unmittelbar dem Kommissar für Chinesenangelegenheiten.

§ 3. Der Kaiserliche Gouverneur ernennt ferner aus der Zahl der ihm durch die Hauseigenthümer eines Distrikts empfohlenen Personen Ortsaufseher, die dem Distriktsvorstand direkt unterstehen.

§ 4. Der Kommissar für Chinesenangelegenheiten regelt die Thätigkeit dieser Vorsteher, Steuererheber und Aufseher und ist befugt, sie in eine Strafe bis zu 10 Dollars zu nehmen und ohne Angabe von Gründen zu entlassen.

B. Allgemeine Vorschriften zur Aufrechterhaltung der Sicherheit und Ordnung.

§ 5. Zwischen 9 Uhr abends und Sonnenaufgang darf kein Chinese die Straße betreten, ohne eine brennende Laterne zu tragen oder sich vortragen zu lassen.

§ 6. Jede chinesische Bekanntmachung oder Proklamation, die an Häusern oder sonstwie öffentlich auf der Straße angeheftet werden soll, bedarf der Genehmigung des Kommissars für Chinesenangelegenheiten. Die Erlaubniß zur Anheftung ist zu versagen, falls der Inhalt die Ruhe und Ordnung zu gefährden geeignet ist.

§ 7. Jede Versammlung oder Berathung zu anderen als religiösen Zwecken bedarf der ausdrücklichen Genehmigung des Kaiserlichen Gouverneurs. Die Erlaubniß ist beim Kommissar für Chinesenangelegenheiten durch den Veranstalter der Versammlung und den Hausbesitzer, in dessen Hause die Versammlung abgehalten werden soll, einzuholen.

§ 8. Der Genehmigung des Kaiserlichen Gouverneurs bedürfen ferner:
a) öffentliche Durchzüge durch die Straßen des Stadtgebietes mit Ausnahme von Hochzeits- und Leichenzügen,
b) das Abbrennen von Feuerwerkskörpern,
c) Theateraufführungen und provisorische Theaterbauten. Dem Gesuche sind die Einzelheiten sowie die Namen der aufzuführenden Stücke beizufügen.

§ 9. Alle Bittschriften, Eingaben und Gesuche mit Ausnahme von Eingaben an das Gericht sind an den Kaiserlichen Gouverneur zu richten und in der Kanzlei des Kommissars für chinesische Angelegenheiten abzugeben.

C. Allgemeine Vorschriften für die Erhaltung der öffentlichen Gesundheit.

§ 10. a) In dem Stadtgebiete Tsingtau ist in dem Theile, der im Westen von der Friedrichstraße,
im Norden vom Hohenlohe-Weg, ferner durch eine Linie entlang dem Kamme des Gouvernementshügels, Signalhügels bis zur Höhe des Ostpasses,
im Osten durch die Abhänge der Iltisberge bis zum Meere hin
begrenzt wird (Thäler der Tsingtau- und Clarabucht), der Bau von Chinesenwohnungen mit Ausnahme einer beschränkten Anzahl für Diener und dauernd Angestellte der dort wohnenden Europäer nicht gestattet.

b) In den Distrikten Tsingtau und Tapautau ist mit Ausnahme für Dienerräume an Luftraum zu gewähren:
für 1 über 10 Jahre alten Chinesen 25 cbm mit 6 qm Grundfläche,
„ 2 „ „ „ alte Chinesen je 20 cbm mit je 4 qm Grundfläche,
„ mehrere „ „ alte Chinesen je $16^1/_2$ cbm mit je 4 qm Grundfläche;
zwei Personen unter 10 Jahren sind einer Person über 10 Jahren gleich zu achten.

c) In allen übrigen Distrikten sowie für Dienerräume in Tsingtau und Tapautau können die Wohnungen derart eingerichtet sein, daß auf jeden über 10 Jahre alten Chinesen ein Luftraum von 8 cbm bei $2^1/_2$ qm Grundfläche entfällt.

d) Für provisorische Bauten zur Unterbringung von Arbeitern, Handwerkern und dergleichen innerhalb des Stadtgebietes ist die Genehmigung des Polizeiamts erforderlich.

§ 11. Von jedem Falle einer ansteckenden Krankheit oder Befürchtung einer solchen hat der Hauseigenthümer oder der Miether oder ein Verwandter des Kranken dem nächsten Polizeibureau binnen 48 Stunden Mittheilung zu machen. Zur Meldung sind die genannten Personen so lange verpflichtet, bis eine derselben genügt hat. Die Polizeiverwaltung trifft im Nothfalle alle Anordnungen für die sichere Fortschaffung der Kranken und verfügt die Maßregeln, die im Interesse der Gesundheit vorzunehmen sind, falls erforderlich, auch die Schließung des Hauses. Den Weisungen der Polizei ist in jedem Falle Folge zu leisten.

§ 12. Jeder Hauseigenthümer ist zur Anlage von Klosets, deren Sauberhaltung und ausschließlichen Benutzung für Koth und Urin und zur täglichen Fortschaffung aller Unrathstoffe verpflichtet. Falls diese Fortschaffung durch die Unternehmer des Gouvernements ausgeführt wird, hat er den vom Gouvernement festgesetzten Preis monatlich an die Unternehmer zu zahlen.

An Plätzen, wo Landwirthschaft betrieben wird und in unmittelbarer Nähe europäische Anwohner fehlen, kann mit Genehmigung der Polizei die Sammlung der Fäkalien in wasserdicht gemauerten Senkgruben erfolgen.

§ 13. Zum Halten von Rindern, Schweinen, Schafen und Ziegen in der unmittelbaren Nähe menschlicher Wohnungen ist die besondere Erlaubniß des Polizeiamts erforderlich. Der Polizei steht die jederzeitige Besichtigung der Ställe zu; ihren Anordnungen in Bezug auf Reinigung der Ställe und Sauberkeit ist in jedem Falle Folge zu leisten. Von jeder ansteckenden Krankheit unter Thieren ist sofort der Polizei Meldung zu erstatten.

§ 14. Jeder Hauseigenthümer ist gehalten, für Reinlichkeit im Hause und Hofe, für die Entfernung aller gesundheitswidrigen Stoffe, für die Instandhaltung und Reinigung der Straßen vor und hinter dem Hause bis zur Mitte derselben Sorge zu tragen. Den Anordnungen der Polizei ist in jedem Falle Folge zu leisten.

§ 15. Für die Benutzung der öffentlichen Straßen, Märkte und Kirchhöfe sind die besonders dafür erlassenen Anordnungen maßgebend.

II. Besonderes.

§ 16. Die besonderen Bestimmungen finden auf die Distrikte Tsingtau und Tapautau keine Anwendung.

D. Besondere Bestimmungen für die Registrirung der Hauseigenthümer.

§ 17. Jeder Hauseigenthümer, einerlei ob Chinese oder Nicht-Chinese, ist verpflichtet, binnen 14 Tagen von dem Zeitpunkte des Erwerbs an, die folgenden Angaben dem Kommissar für Chinesenangelegenheiten zu machen:

a) Namen der Straße, in der das Haus liegt, und Hausnummer,
b) seinen eigenen Namen und Adresse, Beruf oder Handwerk,
c) Namen, Stellung oder Beschäftigung jeder Person, die auf einen Monat oder länger das Haus oder einen Theil des Hauses gemiethet hat,
d) Anzahl und Namen sämmtlicher Hausbewohner (Frauen und Kinder bei der Anzahl eingeschlossen).

§ 18. Jeder Wechsel in der Zahl oder Person der Miether ist binnen einer Woche zur Anzeige zu bringen.

§ 19. Sind mehrere Personen zugleich Eigenthümer eines Hauses, so sind alle zur Befolgung der Vorschriften dieser Verordnung so lange verpflichtet, bis einer denselben genügt hat.

§ 20. Ein Hauseigenthümer, der seinen Wohnsitz in dem Stadtgebiete nicht hat, hat einen im Stadtgebiete ansässigen Hauseigenthümer als seinen Bevollmächtigten zu ernennen; dieser Bevollmächtigte nimmt den Behörden gegenüber dieselbe Stellung ein wie der Hauseigenthümer selbst, haftet insbesondere auch für die Strafen.

Stirbt oder verzieht der Bevollmächtigte, so übernimmt das Gouvernement selbständig und ohne Verantwortung die Verwaltung des Hauses, bis ein anderer an Stelle des Verstorbenen oder Verzogenen ernannt ist.

§ 21. Wird erwiesen, daß in einem Hause Glücksspiele oder Versammlungen ohne Erlaubniß abgehalten werden, oder daß Opium ohne Erlaubniß geraucht oder nicht verzolltes Opium verwendet wird oder daß Spirituosen ohne Erlaubniß verkauft werden, oder werden Waffen, Sprengstoffe und dergleichen in einem Hause entdeckt oder mehr Personen in einem Hause untergebracht, als gesetzlich zulässig ist, so werden die Geldstrafen, falls der Schuldige nicht zur Verantwortung gezogen werden kann, über den Hauseigenthümer verhängt und können zwangsweise, auch durch Versteigerung des Hauses von ihm eingetrieben werden.

§ 22. Ist der Hauseigenthümer oder sein Bevollmächtigter nicht aufzufinden, so genügt zur Zustellung in Sachen irgend einer Uebertretung gegen eine Vorschrift

dieser Verordnung die Zusendung an die zuletzt aufgegebene Adresse sowie Anheftung der Ladung an dem Hause, als dessen Eigenthümer er eingetragen ist. Leistet er dieser Aufforderung keine Folge, so wird in Abwesenheit verhandelt.

§ 23. Jeder Hauseigenthümer erhält eine Bescheinigung vom Kommissar für Chinesenangelegenheiten, die dem Bezirksamtmann und der Polizei auf Verlangen vorzuweisen ist.

§ 24. An Gebühren für die Registrirung werden erhoben:
a) für die erste Eintragung von Haus und Eigenthümer . . 2,— Dollars,
b) für die Eintragung jeder Eigenthumsveränderung . . . . 1,50 „
c) für die Bestellung eines Bevollmächtigten . . . . 5,— „ .

E. Besondere Bestimmungen für die Registrirung der Herbergen.

§ 25. Jedes Haus, in welchem mehr als 12 nicht derselben Familie angehörige oder als Miether eingetragene Personen Unterkunft erhalten, gilt als Herberge. Ausnahmen kann das Gouvernement auf Antrag zulassen.

§ 26. Jeder Hauseigenthümer hat unter Einreichung eines Planes des Hauses und der zur Herberge benutzten Räume sowie unter Nennung von zwei Hauseigenthümern als Bürgen die Genehmigung des Kommissars für Chinesenangelegenheiten einzuholen und sein Haus als Herberge registriren zu lassen.

Die Bürgen nehmen den Behörden gegenüber dieselbe Stelle ein wie der Hauseigenthümer selbst, haften insbesondere auch für die Strafen.

§ 27. Der Kommissar bestimmt die Anzahl der Personen, die in dem Hause aufgenommen werden können. Außerhalb des Hauses ist an sichtbarer Stelle eine Tafel mit der Inschrift: „Registrirte Herberge", in jedem Zimmer ein Zettel mit der Anzahl der Personen, die dort beherbergt werden können, anzubringen.

§ 28. Auf Anordnung des Kommissars für Chinesenangelegenheiten kann in jeder registrirten Herberge zu jeder Zeit, Tag und Nacht eine Durchsuchung stattfinden. Finden sich in den Stunden von 11 Uhr nachts bis 4 Uhr morgens mehr Personen vor als nach dieser Verordnung zuläßig sind, so wird der Hauseigenthümer in eine Strafe bis zu 150 Dollars genommen.

§ 29. Auf Anordnung des Kommissars für Chinesenangelegenheiten kann die Durchsuchung jedes chinesischen Hauses vorgenommen werden, wenn hinreichende Verdachtsgründe vorliegen, daß das Haus als Herberge für Chinesen dient.

§ 30. Eine Küche darf nicht als Schlafstelle dienen, ebenso wenig darf ein Gang oder eine Treppe zur Berechnung des Luftraumes herangezogen werden.

§ 31. Personen männlichen und weiblichen Geschlechts über 12 Jahre dürfen nicht in demselben Raume untergebracht werden, falls sie nicht im Verhältniß von Eltern und Kind oder Eheleuten stehen.

§ 32. Jede Benutzung der Herbergen zur Unsittlichkeit oder Beherbergung von bekannten Verbrechern ist verboten. Ueber die Anzahl der Personen, die Unterkunft gefunden haben, ist täglich Buch zu führen.

§ 33. Der Hauseigenthümer ist verpflichtet, auf Ruhe und Ordnung im Hause zu halten, die Abfuhr von Schmutzwasser und dergleichen täglich vornehmen zu lassen, sämmtliche Fußböden und Treppen täglich auszukehren und alle drei Tage zu scheuern, mindestens 2 Stunden lang täglich mit Ausnahme schlechter Witterung und Anwesenheit eines Kranken im Hause die Stuben zu lüften und mindestens einmal im Jahre im Januar die Wände mit Kalkmilch zu weißen.

F. Besondere Bestimmungen über chinesische Friedhöfe.

§ 34. Als Beerdigungsstelle für im Stadtgebiete sterbende Chinesen ist der neue Chinesenfriedhof bei Santschutan oder derjenige, der sonst vom Gouvernement

noch bezeichnet werden mag, zu benutzen; die übrigen bestehenden Distriktsfriedhöfe werden geschlossen.

§ 35. Der Friedhof wird eingetheilt in 4 Klassen, für welche folgende Gebühren zur Erhebung gelangen.

Klasse			Klasse		
I	Erdegeld	frei	III	Erdegeld	5 Dollar,
II	„	1 Dollar,	IV	„	10 „

Neben dem Erdegeld wird eine Gebühr für das Ausgraben des Grabes erhoben. Ueber die Verwaltung des Friedhofes und die Erhebung der Grabegebühr werden besondere Vorschriften erlassen werden.

G. Strafbestimmungen.

§ 36. Personen, welche es unterlassen, eine ihnen nach dieser Verordnung obliegende Anzeige zu erstatten, oder welche eine zulässigerweise von ihnen geforderte Auskunft nicht oder unrichtig ertheilen, oder welche sonst den Bestimmungen dieser Verordnung entgegenhandeln, werden mit einer Geldstrafe bis zu 50 Dollars oder Freiheitsstrafe bis zu 4 Wochen bestraft.

Im Wiederholungsfalle kann die Geldstrafe bis auf 100 Dollars und die Freiheitsstrafe bis auf die Dauer von 2 Monaten erhöht werden; auch hat der Schuldige Ausweisung zu gewärtigen.

In jedem Falle einer auf Grund dieser Verordnung erfolgten Verurtheilung kann durch den Kommissar für Chinesenangelegenheiten die Entziehung der ertheilten Konzession verfügt werden.

H. Schlußbestimmungen.

§ 37. Dieser Verordnung sind, mit Ausnahme für die Bestimmungen über die Registrirung der Hauseigenthümer und Herbergen nur Chinesen unterworfen. Sie tritt am 1. Juli 1900, die Bestimmung über Registrirung der Hauseigenthümer und der Herbergen sowie über die Schließung der Friedhöfe am 1. Oktober 1900 in Kraft.

Die vorläufige Gemeindeordnung für Tai tung tschên wird mit dem Inkrafttreten dieser Verordnung aufgehoben.

Tsingtau, den 14. Juni 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

18. Verordnung, betreffend Ordnung des Polizeiwesens in Tsingtau.

Vom 14. Juni 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 1, S. 5, 6.)

§ 1. Für das Stadtgebiet von Tsingtau mit dem Sitze in Tsingtau ist ein Polizeiamt errichtet, an dessen Spitze ein Polizeioffizier steht. Dem Polizeiamte unterstehen die Polizeistationen.

§ 2. Dem Polizeiamte fallen zu:

a) die Funktionen der niederen Polizei,
b) die Polizeiexekutive,
c) die Verwaltung des Chinesen- und Polizeigefängnisses.

§ 3. Dem Polizeiamte liegt ob, die nöthigen Anstalten zur Erhaltung der Sicherheit, Bequemlichkeit, Reinlichkeit, Gesundheit und Ruhe und zur Abwendung dem Publikum drohender Gefahren zu treffen.

Falls der eigene Schutz oder die Aufrechterhaltung der öffentlichen Sittlichkeit, Sicherheit und Ruhe es erfordern, können Personen in polizeiliche Verwahrung genommen werden.

§ 4.

a) Das Polizeiamt ist befugt, in Ausübung der ihm nach § 3 verliehenen Gewalt Verfügungen zu erlassen.

b) Zur Durchführung dieser Verfügungen stehen dem Polizeiamte folgende Zwangsbefugnisse zu:

die Ausführung der zu erzwingenden Handlung ist durch einen Dritten auf Kosten des Inanspruchgenommenen zu erwirken;

persönliche Leistungen und Unterlassungen sind durch Androhung und Festsetzung von Strafen, Geldstrafen bis zu 100 Dollar, Prügelstrafe (nur bei Chinesen) bis zu 15 Hieben, Haft bis zu einer Woche zu erzwingen; unmittelbarer Zwang ist nur im äußersten Falle anzuwenden.

c) Die polizeilichen Verfügungen werden schriftlich zugestellt oder mündlich zu Protokoll eröffnet. In beiden Fällen ist Beschwerdeweg und Beschwerdefrist bekannt zu geben.

d) Gegen die polizeilichen Verfügungen und Androhungen findet eine schriftliche Beschwerde mit einwöchentlicher Frist, vom Tage der Zustellung oder Eröffnung an gerechnet, an den Gouverneur statt, dessen Entscheidung endgültig ist. Die Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung.

§ 5. Der Polizeioffizier ist befugt, gegen Chinesen bei Uebertretungen und Zuwiderhandlungen gegen Verordnungen des Gouverneurs im Falle, daß die Schuld zweifellos erwiesen ist, eine sofort zu vollstreckende Strafe bis zu 10 Dollar oder bis zu 25 Hieben zu verhängen.

§ 6. Chinesen, welche wegen Uebertretungen von Verordnungen des Gouverneurs oder Strafthaten gegen §§ 360, 364 bis 370 Reichsstrafgesetzbuch festgenommen sind, können gegen Hinterlegung von Geld oder Zurücklassung von geldwerthigen Gegenständen in Freiheit belassen werden. Ueber die Freigabe der Sicherheit entscheidet der richterliche Beamte: dieselbe verfällt, wenn der Hinterleger nicht an dem von ihm angegebenen Orte zu ermitteln ist oder sich auf richterliche Ladung nicht gestellt oder binnen einer Woche sich nicht zu den täglich abgehaltenen Terminen des Bezirksamts einfindet. Die die Sicherheit betreffenden Entscheidungen werden durch Beschluß des mit der Strafsache befaßten richterlichen Beamten (Richters, Bezirksamtmanns) getroffen.

§ 7. Ueber die in vorläufige Verwahrung gebrachten oder festgenommenen Personen sind Registerbogen nach beifolgendem Muster, für Chinesen und Europäer besonders zu führen. Spalten 1 bis 8 werden von Polizeiamt, Spalten 9 und 10 vom Richter oder Bezirksamtmann, Spalte 11 wieder vom Polizeiamt ausgefüllt. Jeder vorläufig Festgenommene ist spätestens am Tage nach seiner Einlieferung dem richterlichen Beamten vorzuführen.

§ 8. Entgegenstehende frühere Bestimmungen werden aufgehoben.

Diese Verordnung tritt am 1. Juli in Kraft.

Tsingtau, den 14. Juni 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

Station ....

Registerbogen Nr. .... vom .... Tag, Monat, Jahr.

1	2			3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Lfd. No.	Datum der Einlieferung			Name des Festgenommenen oder Verwahrten	Ist derselbe der Polizei bekannt?	Gegenstand der Beschuldigung oder Grund der Festnahme	Ist Sicherheit geleistet und welche?	Abgenommene Gegenstände	Beweismittel	Datum der Vorführung	Urtheil	Wann vollstreckt? Tag und Stunde	Bem kunge
	Tag	Monat	Stunde										

19. Bekanntmachung, betreffend Landerwerb.

Vom 14. Juni 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 1, S. 7.)

Das für den Ankauf von Land (Verordnung vom 2. September 1898 betreffend Landerwerb) zu beobachtende Verfahren regelt sich von jetzt an in folgender Weise:

1. Bei Ansetzung des Versteigerungstermines wird eine Gebühr von 25 Dollars erhoben, die nach Zuschlag des Grundstücks bei dem Versteigerungstermine zurückgezahlt oder von dem Kaufpreis in Abzug gebracht wird, jedoch verfällt, falls der Termin durch Verschulden des Antragstellers nicht abgehalten werden kann.

2. In das Versteigerungsprotokoll wird als Kaufbedingung die Verpflichtung des Käufers aufgenommen, innerhalb eines Monats das Erforderliche zum Zwecke seiner Eintragung als Eigenthümer beim Grundbuchamte zu veranlassen.

3. Der Zuschlag erfolgt nach Entrichtung des Kaufpreises. Gewährt die Person des Meistbietenden hinreichende Sicherheit, so kann durch eine Nachtragsverhandlung eine Anzahlung von einem Zehntel des Kaufpreises und Stundung des Restes auf einen Monat gegen zehn von Hundert jährlicher Zinsen nachgelassen werden. Für den Fall der Nichtzahlung des Restkaufpreises am Verfallstage verfällt eine Strafe von 50 Dollars mexikanischer Währung: das Gouvernement erhält in diesem Falle das Recht, vom Vertrage zurückzutreten, während der Käufer gebunden bleibt.

Tsingtau, den 14. Juni 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

20. Bekanntmachung, betreffend Umlauf falscher mexikanischer Dollars.

Vom 16. Juni 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 1, S. 7.)

In letzter Zeit sind eine Menge nachgemachter mexikanischer Dollars im Schutzgebiete in den Verkehr gebracht worden. Unter Hinweis auf die Bestimmung des Reichsstrafgesetzbuchs §§ 146 bis 152 ersuche ich Jeden, dem nachgemachte Geldstücke als Zahlung angeboten werden oder der im Besitze nachgemachter Geldstücke ist, diese dem Polizeiamte zur Unbrauchbarmachung gegen Quittung auszuhändigen.

Tsingtau, den 16. Juni 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

21. Polizeiverordnung, betreffend das Feilhalten von Bäumen und Sträuchern im Umherziehen.

Vom 21. Juni 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 2, S. 13.)

§ 1. In der Zeit vom 15. April bis 31. Oktober ist das Feilhalten von Bäumen und Sträuchern im Umherziehen verboten.

Die Bezirksämter und das Polizeiamt können mittelst schriftlicher Erlaubniß Ausnahmen zulassen. Diese Erlaubniß muß die Art und Zahl der Bäume und Sträucher sowie den Namen des Feilbietenden ergeben. Letzterer hat die Erlaubniß bei sich zu führen und Beamten auf Erfordern vorzuzeigen.

§ 2. Zuwiderhandlungen werden mit Geldstrafe bis zu 50 — fünfzig — Dollars, oder mit Haft bis zu 4 Wochen oder an Chinesen mit 15 bis 50 Hieben bestraft.

§ 3. Diese Verordnung tritt am 1. Juli d. Js. in Kraft.

Tsingtau, den 21. Juni 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

22. Gesetz, betreffend die militärische Strafrechtspflege im Kiautschougebiete.

Vom 25. Juni 1900. (Marineverordnungsblatt 1900, Nr. 16, Anhang III.)

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen &c.

verordnen im Namen des Reichs, nach erfolgter Zustimmung des Bundesraths und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Auf die zum Kaiserlichen Gouvernement Kiautschou gehörigen Militärpersonen finden die in der Militärstrafgerichtsordnung vom 1. Dezember 1898 für das Verhältniß „an Bord" gegebenen Vorschriften Anwendung.

§ 2. Dieses Gesetz tritt zugleich mit der Militärstrafgerichtsordnung vom 1. Dezember 1898 in Kraft und hat bis zum 1. Jaunar 1906 Gültigkeit.

Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigten Unterschrift und beigedrucktem Kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Kiel, an Bord Meiner Yacht „Hohenzollern", den 25. Juni 1900.

(L. S.) **Wilhelm.**

Fürst zu Hohenlohe.

Vorstehendes Gesetz bringe ich zur Kenntniß der Marine.

Berlin, den 25. Juni 1900.

Der Staatssekretär des Reichs-Marine-Amts.
In Vertretung:
(gez.) Fischel.

23. Allerhöchste Ordre, betreffend Uniform der Marine-Feldbatterie des III. Seebataillons.

Vom 25. Juni 1900. (Marineverordnungsblatt 1900, Nr. 16, Anhang III.)

Ich bestimme: die Marine-Feldbatterie erhält die Uniform des III. Seebataillons mit den von Mir genehmigten Aenderungen und den Abzeichen nach den Mir vorgelegten Proben. Der Roßarzt trägt die Uniform der Roßärzte der Armee mit den von Mir genehmigten Aenderungen.

Kiel, an Bord Meiner Yacht „Hohenzollern", den 25. Juni 1900.

Wilhelm.

In Vertretung des Reichskanzlers.
gez. v. Tirpitz.

Vorstehende Allerhöchste Ordre bringe ich mit Nachstehendem zur Kenntniß der Marine:

1. An der Tropenuniform des III. Seebataillons — Marineverordnungsblatt 1898, Seite 180 — sind für die Folge glatte tombachene Knöpfe und Taillenhaken sowie Beschläge aus Bronze zu tragen.
   Die Aenderung a. a. O. ist handschriftlich vorzunehmen.
2. Die Schulterklappen der Marine-Feldbatterie erhalten zu den Abzeichen des III. Seebataillons eine auf den Ankern ruhende einflammige runde Granate aus gelbem Tuch.
3. Die besondere Bekleidung und Ausrüstung der Berittenen und Fahrer ist diejenige der Feldartillerie der Armee, jedoch
   an Stelle der Anschlagsporen Anschnallsporen,
   Kavalleriestiefel und Schnürschuhe mit Sporenhaltern,
   zu den Schnürschuhen und der Braundrellreithose Braundrellgamaschen.

4. Die Abzeichen für Richtkanoniere und die Schießauszeichnungen werden nach den Armeemustern getragen.
5. Der Roßarzt trägt an Stelle des Preußischen Adlers bezw. des Wappenschildes den Reichsadler und außerdem die Tropenuniform der Marine-Feldbatterie.
6. Die Epaulettes und Achselstücke der Offiziere haben außer den Abzeichen der Offiziere der Marineinfanterie eine einflammige runde Granate, die Kartuschverzierung besteht aus einer Kaiserkrone.

Die Probestücke sind im Reichs-Marine-Amt niedergelegt und beim Hofgürtlermeister C. E. Juncker, Berlin SW., Alte Jakobstr. 13, zu haben.

Berlin, den 28. Juni 1900.

Der Staatssekretär des Reichs-Marine-Amts.
In Vertretung:
gez. Fischel.

24. Polizeiverordnung, betreffend die Anzeigepflicht bei ansteckenden Krankheiten.

Vom 5. Juli 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 2, S. 16, 17.)

Unter Aufhebung der Verordnung vom 18. November 1899, betreffend die Anmeldepflicht der Aerzte und die Anzeigepflicht bei ansteckenden Krankheiten, wird hierdurch verordnet, was folgt:

§ 1. Von nachstehend genannten Krankheiten ist dem Gouvernement ungesäumt — spätestens aber 24 Stunden nach Erkennung der Krankheit — Anzeige zu erstatten:

Cholera, Darmtyphus, Beulenpest, schwarze Blattern, Fleck und Rückfalltyphus, Gelbfieber, Lepra, Diphtherie, Granulose (bei Europäern), Tollwuth und Rotz.

§ 2. Verpflichtet zur Anzeige ist jede Person, die sich mit der Behandlung des Erkrankten befaßt hat: wenn eine solche nicht vorhanden ist, der Haushaltungsvorstand, bei Arbeitsbetrieben der Arbeitgeber oder sein Bevollmächtigter.

§ 3. Bei Erkrankung eines Chinesen an einer der im § 1 genannten Krankheiten sind die in § 2 aufgeführten Personen zur Anzeige nur dann verpflichtet, wenn der Chinese bei Eintritt der Krankheit in der Hauswirthschaft oder in dem Arbeits- oder Geschäftsbetriebe eines Europäers beschäftigt war.

Die durch § 11 der Verordnung, betreffend Chinesenordnung für das Stadtgebiet Tsingtau vom 14. Juni 1900 vorgeschriebene Anzeigepflicht, wird hierdurch nicht berührt.

§ 4. Zuwiderhandlungen gegen diese Verordnung werden mit Geldstrafe bis zu 500 Dollar (fünfhundert Dollar) oder mit Haft bis zu 6 Wochen bestraft.

§ 5. Diese Verordnung tritt am 15. Juli d. Js. in Kraft.

Tsingtau, den 5. Juli 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

25. Verordnung, betreffend Inkrafttreten der Chinesenordnung für Taputour.

Vom 9. Juli 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 2, S. 13.)

Die allgemeinen Vorschriften zur Aufrechterhaltung der Sicherheit und Ordnung (B) der Chinesenordnung für das Stadtgebiet Tsingtau werden nebst den dazu ge-

hörigen Strafbestimmungen für den Hafenplatz Taputour vom heutigen Tage an in Kraft gesetzt.

Tsingtau, den 9. Juli 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

26. Polizeiverordnung, betreffend die Entnahme von Sand am Strande der Tsingtau-Bucht.

Vom 10. Juli 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 2, S. 16.)

Unter Aufhebung der Bekanntmachung vom 2. September 1899 wird hierdurch verordnet, was folgt:

§ 1. Die Entnahme von Sand für Privatzwecke am Strande der Tsingtau-Bucht zwischen der Petroleumhalbinsel und der Feldbatterie oberhalb der gewöhnlichen Hochwassergrenze ist verboten.

Unterhalb der Hochwassergrenze kann Sand entnommen werden, soweit dies nicht für gewisse Theile des Strandes durch besondere Bekanntmachung verboten wird.

§ 2. Wer entgegen diesen Bestimmungen Sand entnimmt, wird mit Geldstrafe bis zu 50 Dollars (fünfzig Dollars) oder, falls er Chinese ist, mit 50 Hieben bestraft.

Auch kann auf Einziehung der Transportmittel erkannt werden.

§ 3. Diese Verordnung tritt am 15. Juli d. Js. in Kraft.

Tsingtau, den 10. Juli 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

27. Bekanntmachung, betreffend die Entnahme von Sand am Strande.

Vom 10. Juli 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 2, S. 15.)

Auf Grund der Polizeiverordnung vom heutigen Tage, betreffend die Entnahme von Sand am Strande, wird die Entnahme von Sand am Strande zwischen dem chinesischen Zollamt und der Tsingtau-Brücke auch unterhalb der Hochwassergrenze verboten.

Tsingtau, den 10. Juli 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

28. Verordnung, betreffend das Verbot der Ausübung der Jagd in der Umgebung des Gouvernementslazareths.

Vom 21. August 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 8, S. 57.)

§ 1. Die Ausübung der Jagd in der Umgebung des Gouvernementslazareths, im Besonderen auch auf den nach ihm abfallenden Hängen der dasselbe umgebenden Hügel, einschl. des Signalberges, wird mit Rücksicht auf die Schwerkranken hiermit untersagt.

§ 2. Zuwiderhandlungen gegen dieses Verbot werden mit Geldstrafe bis zu 100 Dollars oder mit Haft bis zu 14 Tagen bestraft.

Auch kann auf Entziehung des Jagdscheines erkannt werden.

§ 3. Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Tsingtau, den 21. August 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

29. Verordnung, betreffend das Verbot der Einfuhr von lebendem Hornvieh aus Schanghai.

Vom 10. Oktober 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 14, S. 101.)

§ 1. Wegen Ausbruchs der Rinderpest in Schanghai wird die Einfuhr von lebenden Rindern, Schafen und Ziegen aus jenem Hafen in das Schutzgebiet bis auf Weiteres verboten.

§ 2. Zuwiderhandlungen gegen dieses Verbot werden mit Geldstrafe bis zu 500 Dollar (fünfhundert Dollar) oder mit Freiheitsstrafe bis zu einem Monat bestraft.

§ 3. Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Tsingtau, den 10. Oktober 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Christ.

30. Bekanntmachung, betreffend die Ausfertigung von Katasterauszügen.

Vom 24. Oktober 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 17, S. 123.)

Die Gebühren für zu grundbuchamtlichen oder zu eigenen Zwecken beim Katasteramt zu beantragende Auszüge aus der Mutterrolle oder aus den Fortschreibungsverhandlungen betragen für jede vollen oder angefangenen 10 Parzellen 50 Cents.

Tsingtau, den 24. Oktober 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

31. Verordnung, betreffend das Apothekenwesen und den Verkehr mit Arzneimitteln.

Vom 7. November 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 19, S. 141.)

§ 1. Zur Errichtung und zum Betriebe einer Apotheke bedarf es einer besonderen Erlaubniß des Gouvernements. Sie wird nur solchen Personen ertheilt, die die Approbation zum selbständigen Betriebe einer Apotheke im Gebiete des Deutschen Reiches erlangt haben.

§ 2. Zur Herstellung von Arzneimitteln dürfen nur solche Hülfskräfte verwendet werden, die im Deutschen Reiche als Apothekergehülfen zugelassen werden.

Bei kürzerer, zufälliger Abwesenheit des approbirten Apothekers, sind diese Gehülfen seine berufenen Vertreter. Dagegen kann bei längerer Abwesenheit die Vertretung nur wieder einem approbirten Apotheker übertragen werden. Maßgebend für die Beurtheilung ist in diesem Falle die Entscheidung des Kaiserlichen Gouverneurs. Von der Uebertragung der Vertretung hat der Apotheker dem Garnisonarzte Mittheilung zu machen.

§ 3. Die Erlaubniß zur Errichtung einer Apotheke wird den im § 1 bezeichneten Personen nur ertheilt, wenn ein Bedürfniß dafür nachgewiesen ist. Die Konzession lautet auf eine bestimmte Person und ist ohne Genehmigung des Gouvernements nicht übertragbar und nicht vererblich.

§ 4. Bei einer Uebertragung oder Neuverleihung einer Konzession kann der Nachfolger oder neue Inhaber der Konzession verpflichtet werden, von seinem Vorgänger oder dessen Erben die Vorräthe, Apothekengeräthe rc., unter Umständen auch das zur Unterbringung der Apotheke dienende Gebäude zu übernehmen, welche eine

vom Kaiserlichen Gouverneur zu ernennende Kommission auf ihre Brauchbarkeit zu untersuchen und abzuschätzen hat.

§ 5. Der Inhaber einer Apothekenkonzession ist verpflichtet, sich jederzeit einer Revision seines Betriebes und seiner Bestände durch den Garnisonarzt zu unterwerfen.

Die Revision hat sich darauf zu erstrecken, daß die zur Bereitung von Arzneimitteln erforderlichen Drogen stets in guter Beschaffenheit vorhanden sind. Sie umfaßt außer den Räumen, in denen die Mittel bereitet und feilgehalten werden, die zur Herstellung und Aufbewahrung der Arzneimittel zc. dienenden Gefäße und Geräthschaften sowie den Verschluß derjenigen Drogen und chemischen Präparate, welche nach Anordnung des Garnisonarztes nur auf besondere ärztliche Verordnung ausgegeben werden dürfen.

Ferner erstreckt sich die Revision auf die Taxirung der Arneiverordnungen.

Für die Beschaffenheit der Arzneien zc. sind die Vorschriften des Arzneibuches für das Deutsche Reich maßgebend.

§ 6. Der Inhaber einer Apothekenkonzession ist verpflichtet, Arzneiverordnungen auszuführen.

§ 7. Nur in einer konzessionirten Apotheke dürfen diejenigen Zubereitungen, Drogen und chemischen Präparate feilgehalten oder verkauft werden, welche in den Kaiserlichen Verordnungen vom 27. I. 1890 (Reichs-Gesetzbl. S. 9), 31. XII. 1894 (Reichs-Gesetzbl. 1895 S. 1), 25. XI. 1895 (Reichs-Gesetzbl. S. 455) und 19. VIII. 1897 (Reichs-Gesetzbl. S. 707) aufgezählt sind.

§ 8. Auf den Großhandel findet diese Verordnung keine Anwendung.

§ 9. Vor Eröffnung einer Apotheke hat eine genaue Prüfung durch den Civilkommissar und den Garnisonarzt unter Hinzuziehung des Gouvernementsapothekers stattzufinden. Falls sie zu Erinnerungen keinen Anlaß giebt, wird die Erlaubniß zur Eröffnung ertheilt.

§ 10. Wird von einem Apotheker innerhalb eines Jahres zweimal gegen diese Verordnung gröblich verstoßen, so kann die Entziehung der Konzession durch den Gouverneur ausgesprochen werden.

Gegen dessen Entscheidung ist binnen 3 Monaten die Anrufung eines Schiedsgerichtes zulässig, zu dem der Gouverneur und der Apotheker je ein Mitglied ernennen und bei dem der Kaiserliche Richter als Vorsitzender fungirt.

§ 11. Vorbehalten bleiben besondere Bestimmungen, betreffend Einführung einer Arzneitaxe (unter Rücksicht auf die örtlichen Verhältnisse), Verkauf der Arzneien und Art der Abgabe, Apothekenrevisionen und das Halten von Lehrlingen.

§ 12. Diese Verordnung tritt am 15. November d. Js. in Kraft.

Tsingtau, den 7. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

32. Bekanntmachung für Seefahrer.

Vom 28. November 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 22, S. 177.)

Am 1. Dezember 1900 wird das Leuchtfeuer auf Yunuisan in der Kiautschou-Bucht eröffnet werden. Der Leuchtthurm steht an der südwestlichen Ecke der gleichnamigen Halbinsel.

Geographische Breite 36° 2' 41" 9 N
= Länge 120° 16' 39" 2 O

Der Thurm ist rund und aus grauem Sandstein hergestellt. Seine Höhe vom Fußpunkt bis zur Spitze des Blitzableiters beträgt 33,0 m. Die Mitte des Feuers befindet sich 32,9 m über Hochwasser.

Das Feuer ist ein elektrisches Gruppenblitzfeuer mit folgender Charakteristik:
Von N 32,5 ° O bis N 72,5 ° O verdunkelt,
" 72,5 ° " S 77,5 ° " Blitzfeuer
mit gleichmäßigen Blitzen und Verdunkelungen von je 1 Sekunde Dauer.
Von S 77,5 ° O bis S 65,5 ° O festes Feuer,
" 65,5 ° " über Süd und nach N bis N 32,05 O
2 aufeinanderfolgende Blitze von je 1 Sekunde Dauer und dazwischenliegende Verdunkelung von 1 Sekunde. Nach den beiden Blitzen eine Verdunkelung von 3 Sekunden Dauer.

Die angegebenen Richtungen gehen vom Leuchtthurm aus und sind rechtweisend. Gleichzeitig mit dem Leuchtfeuer auf Yunuisan wird auf der Arcona-Insel ein rothes Hafenfeuer in Betrieb gesetzt werden, dessen Höhe über Hochwasser rund 22 m beträgt.

Das Feuer leuchtet von der Insel aus rechtweisend von OSO über S und W bis NNW.

Tsingtau, den 28. November 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
gez. Jaeschke.

33. Bekanntmachung, betreffend Veröffentlichung der gerichtlichen Bekanntmachungen.

Vom 8. Dezember 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 24, S. 199.)

Die amtlichen Bekanntmachungen des unterzeichneten Gerichts erfolgen im Jahre 1901 durch den „Ostasiatischen Lloyd“ in Schanghai und das „Amtsblatt für das Deutsche Kiautschou-Gebiet“, und außerdem, soweit die Veröffentlichung durch den „Deutschen Reichs-Anzeiger“ erfolgen muß, auch durch diesen.

Tsingtau, den 8. Dezember 1900.

Kaiserliches Gericht von Kiautschou.

34. Polizeiverordnung, betreffend die Entnahme von Sand am Strande der Tsingtau-Bucht.

Vom 10. Dezember 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 24, S. 199.)

Die Polizeiverordnung vom 10. Juli 1900, betreffend die Entnahme von Sand am Strande der Tsingtau-Bucht (Amtsblatt Nr. 2)[1]) wird wegen eines Fehlers bei der Drucklegung aufgehoben. An ihre Stelle tritt folgende Polizeiverordnung:

§ 1. Die Entnahme von Sand für Privatzwecke am Strande der Tsingtau-Bucht zwischen der Petroleumhalbinsel und der Feldbatterie oberhalb der gewöhnlichen Hochwassergrenze ist verboten.

Unterhalb der Hochwassergrenze kann Sand entnommen werden, soweit dies nicht für gewisse Theile des Strandes durch besondere Bekanntmachung verboten ist.

§ 2. Wer entgegen diesen Bestimmungen Sand entnimmt, wird mit Geldstrafe bis zu 50 Dollars (fünfzig Dollars) oder mit Haft bis zu 2 Wochen oder, falls er Chinese ist, mit 5 bis 50 Hieben bestraft.

Auch kann auf Einziehung der Transportmittel erkannt werden.

§ 3. Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Tsingtau, den 10. Dezember 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Christ.

---

[1]) Vergl. Nr. 27, S. 216.

35. Polizeiverordnung, betreffend die Anlage von Aborten und das Verbot der Bodenverunreinigung.

Vom 22. Dezember 1900. (Amtsblatt 1900, Nr. 26, S. 220, 221.)

Unter Aufhebung der Bekanntmachungen vom 1. September und 10. Oktober 1899 wird hierdurch für den Umfang des Polizeibezirks Tsingtau verordnet, was folgt:

§ 1. In jedem Hause muß eine ausreichende Anzahl von Aborten vorhanden sein. Die Bewohner des Hauses haben dafür zu sorgen, daß sie sauber gehalten, nur zur Aufnahme von Fäkalien verwendet und täglich entleert werden.

§ 2. In den Distrikten Tsingtau und Tapantau ist die Benutzung von Abtrittsgruben verboten. An ihrer Stelle ist durchweg Tonnensystem anzuwenden. Den Tonnen werden geeignete Behälter aus Eisenblech gleich geachtet.

§ 3. An allen Stellen, wo mehr als zehn chinesische Arbeiter über sechs Tage beschäftigt werden, haben die Arbeitgeber Latrinen anzulegen. Ihre Anzahl richtet sich nach der Zahl der Arbeiter. Die Latrinen müssen mit Kübeln versehen und so eingerichtet sein, daß deren Fortschaffung und Entleerung ohne Schwierigkeit erfolgen kann.

§ 4. Wer den vorstehenden Bestimmungen zuwider nicht die erforderliche Anzahl von Aborten errichtet oder den von der Polizei über die Einrichtung dieser Anlagen erlassenen Anordnungen nicht nachkommt oder nicht für regelmäßige Entleerung und Reinigung sorgt, wird mit Geldstrafe bis zu 100 Dollar oder mit Haft bis zu einem Monat bestraft.

§ 5. Wer auf öffentlichen Straßen, Wegen oder Plätzen, in Höfen, Gärten oder im Gelände den Boden verunreinigt, wird mit Geldstrafe bis zu 20 Dollars oder mit Haft bis zu einer Woche oder, falls der Schuldige Chinese ist, mit Prügelstrafe bis zu fünfundzwanzig Hieben bestraft.

§ 6. Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1901 in Kraft.

Tsingtau, den 22. Dezember 1900.

Der Kaiserliche Gouverneur.
In Vertretung:
gez. Christ.

Alphabetisches Sachregister.

Abkürzungen: O. A. = Deutsch-Ostafrika; K. = Kamerun; T. = Togo; S. W. A. = Deutsch-Südwestafrika; N. G. = Neu-Guinea; M. J. = Marschall-Inseln; S. = Samoa; Ch. = Kiautschou.
Die Zahlen bezeichnen die Seiten.

Chronologisches Verzeichniß

zur

deutschen Kolonial-Gesetzgebung.

(I. bedeutet Deutsche Kolonial-Gesetzgebung, herausgegeben von Riebow 1893; II. bedeutet Deutsche Kolonial-Gesetzgebung, herausgegeben von Zimmermann 1898; III. bedeutet Deutsche Kolonial-Gesetzgebung, herausgegeben von Zimmermann 1899; IV. bedeutet Deutsche Kolonial-Gesetzgebung, herausgegeben von Zimmermann 1900; V. bedeutet Deutsche Kolonial-Gesetzgebung, herausgegeben von Zimmermann 1901.)

Datum	Gegenstand	Theil	Nr.	Seite
4. Mai 1870.	Gesetz, betr. die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes von Bundesangehörigen im Auslande	I.	19.	53
1. März 1871.	Instruktion des Reichskanzlers zu dem Gesetze vom 4. Mai 1870, betr. die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes von Bundesangehörigen im Auslande	I.	21.	58
1. Juli 1872.	Gesetz, betr. die Gebühren und Kosten bei den Konsulaten des Deutschen Reiches	I.	255.	689
6. Febr. 1875.	Gesetz über die Beurkundung des Personenstandes und die Eheschließung	I.	20.	56
23. April 1879.	Verordnung, betr. die Tagegelder, die Fuhrkosten und die Umzugskosten der gesandtschaftlichen und Konsularbeamten	I.	11.	12
23. April 1879.	Verordnung, betr. den Urlaub der gesandtschaftlichen und Konsularbeamten und deren Stellvertretung	I.	12.	19
10. Juli 1879.	Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit	I.	16.	28
4. Nov. 1880.	Cirkular an das Kaiserliche Gouvernement von Kamerun und die Kaiserlichen Kommissariate für Togo und Südwestafrika, betr. die Tagegelder der Beamten	I.	10.	12
Ohne Dat. 1885.	Verordnung, betr. die Einfuhr von Schußwaffen und Munition in Kamerun	I.	50.	234
26. Febr. 1885.	Die Kongo-Akte	I.	28.	102
27. Febr. 1885.	Kaiserlicher Schutzbrief für die „Gesellschaft für Deutsche Kolonisation"	I.	119.	323
25. April 1885.	Abkommen mit England, betreffend die Abgrenzung der deutschen und britischen Besitzungen auf Neu-Guinea	I.	164.	433
29. April 1885.	Abkommen zwischen Deutschland und England über die Nordgrenze von Kamerun, die Ambas-Bai und die Behandlung der gegenseitigen Staatsangehörigen in Bezug auf Handel und Verkehr	I.	38.	215
29. April 1885.	Note Lord Granvilles an den Kaiserlichen Botschafter in London	I.	38 cc.	217
29. April 1885.	Note des Kaiserlichen Botschafters in London an Lord Granville	I.	164 b.	434
7. Mai 1885.	Note des Kaiserlichen Botschafters in London an Lord Granville	I.	38 bb.	216
7. Mai 1885.	Note des Kaiserlichen Botschafters in London an Lord Granville	I.	38 dd.	217
16. Mai 1885.	Note Lord Granvilles an den Kaiserlichen Botschafter in London	I.	38 ee.	218
17. Mai 1885.	Kaiserlicher Schutzbrief für die Neu-Guinea-Kompagnie	I.	165.	434
25. Mai 1885.	Allerhöchster Erlaß, betreffend den Rang des Gouverneurs von Kamerun und der Kommissare der westafrikanischen Schutzgebiete	I.	30.	177
2. Juni 1885.	Note des Kaiserlichen Botschafters in London an Lord Granville	I.	38 ff.	219
20. Juli 1885.	Verordnung, betreffend die Einführung einer Abgabe auf den Handel mit Spirituosen im Kamerungebiete	I.	59.	239
20. Juli 1885.	Verordnung des Kaiserlichen Gouverneurs von Kamerun, betr. Abgabe der Schiffspapiere 2c.	I.	51.	234
1. Aug. 1885.	Vereinbarung mit dem Kongo-Staat über die Grenze in Ostafrika	I.	118.	323
25. Aug. 1885.	Vereinbarung mit dem Kongo-Staat über die Grenze in Ostafrika	I.	118.	323

Datum	Gegenstand	Theil Nr. Seite
11. Dez. 1885.	Erlaß an die auf Grund des Gesetzes vom 4. Mai 1870 zur Ausübung standesamtlicher Befugnisse ermächtigten diplomatischen Vertreter und Konsuln des Reichs	I. 22. 66
20. Dez. 1885.	Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und dem Sultan von Sansibar	I. 249. 636
24. Dez. 1885.	Protokoll, betr. die deutschen und französischen Besitzungen an der Westküste von Afrika und in der Südsee	I. 23. 79
10. April 1886.	Erklärung, betreffend die gegenseitige Handels- und Verkehrsfreiheit in den deutschen und englischen Besitzungen und Schutzgebieten im Westlichen Stillen Ozean	I. 25. 86
10. April 1886.	Erklärung, betreffend die Abgrenzung der deutschen und englischen Machtsphären im Westlichen Stillen Ozean	I. 24. 83
16. April 1886.	Gesetz, betr. die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete	I. 15. 23
18. April 1886.	Verordnung, betr. die Verpfändung von Elfenbein und sonstigen Handelsgegenständen, sowie die Einlösung bereits verfallener Pfandstücke in Kamerun	I. 65. 248
19 April 1886.	Verfügung, betr. die Verleihung von Minenkonzessionen durch Häuptlinge des Schutzgebietes in Deutsch-Südwestafrika	I. 100. 298
21. April 1886.	Verordnung, betr. die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes für die Schutzgebiete von Kamerun und Togo.	I. 37. 214
2. Juni 1886.	Verordnung, betr die Verpflichtung nichtdeutscher Schiffe zur Meldung bei dem Vertreter der Kaiserlichen Regierung zu Jaluit	I. 234. 614
3. Juni 1886.	Verordnung, betr. den Verkauf von Waffen, Munition, Sprengstoffen und berauschenden Getränken an Eingeborene der Marshall-Inseln oder andere auf denselben sich aufhaltende Farbige	I. 230. 611
5. Juni 1886.	Verordnung, betr. die Rechtsverhältnisse in dem Schutzgebiete der Neu-Guinea-Kompagnie	I. 175. 442
24. Juni 1886.	Verordnung, betr. die Veröffentlichung von Verordnungen der Direktion der Neu-Guinea-Kompagnie und des Landeshauptmanns sowie die Ermächtigung des Landeshauptmanns zum Erlaß von Verordnungen in dringlichen Fällen	I. 168. 437
24. Juni 1886.	Erlaß, betr. die Befugnisse des Landeshauptmanns der Neu-Guinea-Kompagnie	I. 167. 437
2. Juli 1886.	Note des Kaiserlichen Botschafters in London an Lord Rosebery	I.38hh. 220
19. Juli 1886.	Verordnung, betr. den Erlaß von Verordnungen auf dem Gebiet der allgemeinen Verwaltung, des Zoll- und Steuerwesens für die westafrikanischen Schutzgebiete	I. 31. 177
27. Juli 1886.	Note Lord Roseberys an den Kaiserlichen Botschafter in London	I.38gg. 220
6. Sept. 1886.	Verordnung, betr. die Veröffentlichung von Gesetzen und Verordnungen in Kamerun	I. 70. 254
13. Sept. 1886.	Verordnung, betr. die Rechtsverhältnisse in dem Schutzgebiete der Marshall-, Brown- und Providence-Inseln	I. 216. 564
10 Okt. 1886.	Verordnung, betr. die Einführung der deutschen Reichsmarkrechnung in Kamerun	I. 44. 229
15. Okt. 1886.	Verordnung, betr. den Erlaß von Verordnungen auf dem Gebiet der allgemeinen Verwaltung des Zoll- und Steuerwesens für das Schutzgebiet der Marshall-, Brown- und Providence-Inseln	I. 214. 563
15. Okt. 1886.	Verordnung, betr. den Handelsbetrieb an Bord der die Häfen und Rheden des Kamerungebiets anlaufenden Schiffe	I. 49. 233
1. Nov. 1886.	Dienstanweisung, betr. die Ausübung der Gerichtsbarkeit im Schutzgebiete der Neu-Guinea-Kompagnie, vom 1. November 1886, unter Berücksichtigung der durch die Dienstanweisung vom 3. August 1888 eingeführten Aenderungen	I. 180 449
1. Nov. 1886.	Verfügung des Reichskanzlers zur Ausführung der Kaiserlichen Verordnung, vom 5. Juni 1886, betr. die Rechtsverhältnisse in dem Schutzgebiete der Neu-Guinea-Kompagnie	I. 203. 532
12. Nov. 1886.	Instruktion zu dem Gesetze vom 4. Mai 1870, betr. die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes für Neu-Guinea	I. 189. 494
12. Nov. 1886.	Verordnung, betr. die Erhebung von Gebühren für die auf Grund des Gesetzes vom 4. Mai 1870 über die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes in dem Schutzgebiete der Neu-Guinea-Kompagnie vorzunehmenden Geschäfte	I. 190. 508

Datum	Gegenstand	Theil	Nr.	Seite
9. März 1892.	Gouvernementsbefehl, betr. die Tagegelder der Beamten in Ostafrika	I.	125.	327
10. März 1892.	Runderlaß der Kolonial-Abtheilung, betr. die Jahresberichte der Schutzgebiete	IV.	137.	157
15. März 1892.	Bekanntmachung zur Verordnung vom 23. November 1890, betr. gesundheitliche Maßregeln im Hafen von Kamerun	I.	56.	238
15. März 1892.	Instruktion zum Vollzug der Verordnung vom 23. November 1890, betr. gesundheitspolizeiliche Maßregeln im Hafen von Kamerun und zur Bekanntmachung von heute	I.	57.	238
17. März 1892.	Bekanntmachung, betr. die Verzollung von Geweben in Kamerun	I.	64.	247
21. März 1892.	Erlaß, betr. die Anlegung und Verwerthung der Ersparnisse der Beamten in den Schutzgebieten und des deutschen Personals bei den Schutztruppen	I.	13.	21
30. März 1892.	Gesetz über die Einnahmen und Ausgaben der Schutzgebiete	I.	5.	7
1. Mai 1892.	Nachtragsverordnung zu der Verordnung über den Erwerb von Grundeigenthum im südwestafrikanischen Schutzgebiete vom 1. Oktober 1888, betr. den Abschluß von Pachtverträgen daselbst	I.	103.	299
16. Mai 1892.	Verordnung wegen Abänderung der Verordnung, betr. Einführung eines Eingeborenen-Schiedsgerichts für den Duallastamm	I.	67.	251
25. Mai 1892.	Verordnung, betr. die Erhöhung des Einfuhrzolles auf Spirituosen in Togo	I.	92.	276
15. Juni 1892.	Verordnung, betr. die dem Landeshauptmann der Neu-Guinea-Kompagnie zustehenden richterlichen und Verwaltungsbefugnisse	I.	174.	442
19. Juni 1892	Verordnung, betr. Aufstellung einer Statistik in Kamerun	I.	48.	232
9. Juli 1892.	Verordnung, betr. die Einführung von Feuerwaffen jeder Art und die dabei zu erfüllenden Förmlichkeiten in Ostafrika	I.	144.	390
1. Aug. 1892.	Gouvernementsbefehl, betr. die Tagegelder der Beamten in Ostafrika	I.	126.	329
10. Aug. 1892.	Verordnung, betr. die Einfuhr von Feuerwaffen und Munition in Südwestafrika	I	114.	318
4. Sept. 1892.	Verordnung, betr. den Diensteid der in den deutschen Schutzgebieten angestellten Beamten	I.	14.	22
6. Sept. 1892	Verordnung, betr. das Bergwesen im südwestafrikanischen Schutzgebiet	I.	106	310
16. Sept. 1892.	Verordnung, betr. die Einfuhr von Schußwaffen und Munition in Togo	I.	80.	262
16. Sept. 1892.	Ausführungsbestimmungen zu der Verordnung vom 16. September 1892, betr. die Einfuhr von Schußwaffen und Munition in Togo	I.	81.	264
20. Sept. 1892.	Verordnung, betr. die Verhütung der Einschleppung ansteckender Krankheiten in Togo	I.	87.	269
20. Sept. 1892.	Bekanntmachung, betr. die gesundheitliche Kontrolle der Rhede von Klein-Popo	I	88.	270
30. Sept. 1892.	Allerhöchster Erlaß, betr. die Rangverhältnisse und Uniformen der Kaiserlichen Beamten in Deutsch-Ostafrika	I.	123.	326
30. Sept. 1892.	Verordnung, betr. die Haftbarkeit und Sicherheitsleistung von Karawanen innerhalb des deutschen Schutzgebietes in Ostafrika	I.	146.	393
10. Okt. 1892	Verordnung, betr. die Meldepflicht der Europäer in Togo	I.	74.	257
1. Nov. 1892.	Verordnung, betr. den Handelsbetrieb an Bord von Schiffen auf den Rheden des Togogebietes	I.	84.	268
8. Nov. 1892	Verordnung, betr. die Eheschließung und die Beurkundung des Personenstandes für das südwestafrikanische Schutzgebiet	I.	107.	313
8. Nov. 1892.	Verordnung über die Führung der Reichsflagge	I.	251.	684
20. Nov. 1892.	Verordnung, betr. die Ausfuhr von Rindvieh aus Togo	I.	75	258
24. Nov. 1892.	Verordnung, betr. das Lagern von Schießpulver in Klein-Popo und Umgegend	I.	82.	266
28. Nov. 1892.	Verordnung, betr. das Schürfen im Schutzgebiet von Kamerun	I.	39.	221
29. Nov. 1892.	Verordnung, betr. die Ausübung der Jagd auf Elefanten und Flußpferde in Kamerun	I.	43.	228
16. Dez. 1892.	Verordnung, betr. Aufstellung einer Statistik für Kamerun	I.	48.	232
27. Dez. 1892	Verordnung, betr. die Jagd auf Paradiesvögel im Kaiser Wilhelmsland	II.	2.	1
Ohne Dat. 1893.	Allerhöchste Bekanntmachung, betr. Verleihung der Rothen Adler-Medaille an Eingeborene der Schutzgebiete	II.	61.	67
15. Jan. 1893.	Verordnung, betr. die Befreiung der in Sklaverei gehaltenen Personen in Togo	I.	96.	281

Gedruckt in der Königlichen Hofbuchdruckerei von E. S. Mittler & Sohn, Berlin SW12, Kochstraße 68–71.